
vol. 24 - n°2 | 2008

Pratiques transnationales - mobilité et territorialités

Rosita Fibbi, Gianni D'Amato et Marie-Antoinette Hily (dir.)

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/remi/4442>

DOI : 10.4000/remi.4442

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2008

ISBN : 978-2-911627-49-0

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Rosita Fibbi, Gianni D'Amato et Marie-Antoinette Hily (dir.), *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24 - n°2 | 2008, « Pratiques transnationales - mobilité et territorialités » [En ligne], mis en ligne le 01 novembre 2011, consulté le 23 novembre 2021. URL : <https://journals.openedition.org/remi/4442> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.4442>

Ce document a été généré automatiquement le 23 novembre 2021.

© Université de Poitiers

SOMMAIRE

Transnationalisme des migrants en Europe : une preuve par les faits

Rosita Fibbi et Gianni D'Amato

Marocains et Sénégalais de France : permanences et évolution des relations transnationales

Thomas Lacroix, Leyla Sall et Monika Salzbrunn

Les pratiques transnationales des immigrés chinois et marocains de Belgique

Marco Martiniello et Hassan Bousetta

Some sociological Bases of transnational Practices in Italy

Michael Eve

Turkish Migrant Associations in Germany: Between Integration Pressure and Transnational Linkages

Anna Amelina et Thomas Faist

The Shadow of Homeland Politics: Understanding the Evolution of the Turkish Radical Left in the Netherlands

Liza M. Nell

Notes de recherche

Pratiques transnationales des Capverdiens au Portugal et des Portugais en Suisse

José Carlos Marques et Pedro Góis

Le transnationalisme en action : le cas des Turcs en Suisse

Bülent Kaya et Simone Baglioni

Hors dossier

Nouadhibou « ville de transit » ?

Le rapport d'une ville à ses étrangers dans le contexte des politiques de contrôle des frontières de l'Europe
Jocelyne Streiff-Fénart et Philippe Poutignat

Notes de lecture

RASAMOELINA Henri, Madagascar. État, communautés villageoises et banditisme rural

Paris, L'Harmattan, 2007, 250 p., ISBN : 978-2-296-03873-3
Gilles Ferréol

SANTELLI Emmanuelle, Grandir en banlieue. Parcours et devenir de jeunes Français d'origine maghrébine

Paris, CIEMI, Collection Planète Migrations, 2007, pp. 300. ISBN : 978-2-916827-00-1
Julie Garnier

Transnationalisme des migrants en Europe : une preuve par les faits

European migrants' transnationalism: factual evidence

Transnacionalismo de los migrantes en Europa : pruebas al canto

Rosita Fibbi et Gianni D'Amato

- 1 Depuis le début des années 1990, la littérature anglo-américaine en sciences sociales sur le transnationalisme n'a cessé de croître. Par transnationalisme, on entend une construction de champs sociaux dans laquelle les migrants créent un lien — imaginaire ou réel — entre leur pays d'origine et leur société d'accueil (Glick Schiller *et al.*, 1992 ; Portes, 1997). Dans ces espaces transnationaux, les migrants mettent en place des relations sociales et économiques, des activités et des identités politiques qui transcendent les frontières classiques et bénéficient de processus économiques globaux à l'intérieur d'un monde divisé en États-Nations. Le transnationalisme représente un déplacement des identités, notamment nationales, et des revendications politiques et sociales au-delà des appartenances territoriales habituelles fondées sur l'échelle des États-Nations. Cette perspective de recherche apparaît incontournable dans un souci de dépassement du nationalisme méthodologique (Wimmer et Glick Schiller, 2002). Ainsi l'approche du transnationalisme a pu se positionner, dans le champ de la migration, comme une sorte de troisième voie entre l'option de l'assimilation et celle du retour, entre une perspective où l'action individuelle est surdéterminée par les contraintes macro-sociales (voir Portes, 1999) et une perspective qui conçoit celle-ci comme le résultat de la volonté et des préférences des acteurs sociaux (voir Kivisto, 2001).
- 2 Si la littérature théorique sur le transnationalisme est bien développée, la base empirique est restée plutôt limitée : il existe peu de descriptions systématiques des pratiques transnationales des migrants. Cela est particulièrement vrai en Europe continentale où la recherche sur ce phénomène est faiblement représentée (Rogers, 2000 ; Waterbury, 2008)¹. L'Europe, avec ses nombreux États-nations et ses flux migratoires importants, connaît-elle des formes de transnationalisme comme cela semble être le cas dans le monde anglo-américain ? Comparant des études transnationales aux États-Unis et en Europe, Østergaard-Nielsen (2003) met l'accent sur

le fait qu'en Europe, l'attention est focalisée sur les pays de réception ainsi que sur les idéologies et la politique, alors qu'aux États-Unis, l'accent est mis sur les pays de départ et sur le transnationalisme de base (« *grassroot transnationalism* »).

- 3 Le projet de recherche qui est à l'origine de ce dossier² a cherché à répondre à ces questions en se centrant sur le transnationalisme de base. L'objectif poursuivi était de sonder la portée des activités transnationales par-delà les observations non systématiques actuellement existantes et de réaliser une évaluation comparative des activités transnationales de différents groupes immigrés dans divers pays. Sur la base de matériaux empiriques documentant les activités transnationales de ces groupes, le projet vise à développer des hypothèses explicatives sur les facteurs politiques, culturels et économiques qui conditionnent la création et la reproduction des activités transnationales.
- 4 En conséquence, ce ne sont pas les communautés qui sont au centre de l'étude, mais les pratiques transnationales. Les pratiques transnationales sont les activités déployées par les migrants impliquant au moins deux pays, incluant des activités entre le pays de résidence et le pays d'origine et/ou des ancêtres, ainsi que les activités menées dans des pays tiers, quel que soit le degré d'implication des co-ethniques. Ne sont retenues dans l'étude que les activités qualifiées de transnationales par Portes dans sa typologie fondée sur les acteurs (Portes, 2001), à savoir celles « initiées et soutenues par les acteurs non institutionnels, par leurs groupes organisés ou leurs réseaux individuels à travers les frontières ». Sont ainsi exclus les activités et programmes des États-Nations qualifiés d'internationaux et les activités des institutions de large échelle telles que les corporations ou les Églises, qualifiées des multinationales. Ainsi, les dimensions collectives des liens transfrontaliers, leur ouverture sur l'espace public, voire les formes de consolidation institutionnelles « par le bas » des pratiques individuelles sont au centre de ce projet.
- 5 Trois sphères sociales, la sphère économique, la sphère socioculturelle et la sphère politique font l'objet de l'analyse : en dépit de la difficulté d'un tel découpage de la réalité et de la perméabilité de ces sphères, le souhait était de se donner les moyens de voir apparaître l'ensemble des activités, et non seulement les activités politiques, qui ont dominé jusqu'ici les études empiriques sur le transnationalisme, notamment en Europe. Cette recherche reflète le souci de s'orienter vers la description (Berthomière et Hily, 2006 : 72) et vise à montrer la réalité sociale des activités transnationales sur une base comparative, tout en observant les interférences et les interactions des pays d'immigration et d'origine avec les communautés étudiées.
- 6 Dans ce cadre, la spécificité de cette étude réside dans sa méthodologie multi-comparative. Les études sur la migration sont articulées autour de trois approches comparatives principales : dans l'approche convergente, l'étude de différents groupes dans un seul pays privilégie la perspective du pays d'immigration et tend à imputer les différences aux caractéristiques des groupes immigrés³ ; dans l'approche divergente, l'étude d'un même groupe immigré dans différents pays dirige le regard vers la variabilité des conditions des pays d'accueil ; la troisième approche vise la comparaison d'un groupe migrant avant sa migration dans le pays d'envoi et après sa migration dans le pays de résidence (Green, 2002).
- 7 Le projet a cherché à reproduire ces trois situations de comparaison. Dès lors les études présentées dans ce numéro de la REMI n'ont pas toutes la même structure. Trois des études constituent des contributions articulées autour d'une approche divergente : les

Turcs sont analysés dans trois pays différents d'installation, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Suisse. Les cas des Marocains en Belgique, en France et en Italie sont appréhendés dans chaque article en parallèle avec un autre groupe immigré également établi dans le pays. Quatre autres contributions sont conçues comme des comparaisons convergentes entre deux groupes différents installés dans un même pays d'immigration selon une approche plus habituelle dans les études sur les migrations ; ainsi les Marocains sont comparés aux Chinois en Belgique, aux Sénégalais en France et aux Roumains en Italie. Finalement, dans le cas des Portugais ainsi que des Roumains, nous avons tenté d'explorer les pratiques transnationales dans la perspective du pays d'origine et dans celle du pays d'accueil.

Les résultats empiriques

- 8 Remettant en discussion la focalisation exclusive sur la relation entre immigrés et pays d'accueil caractéristique des perspectives assimilationnistes, l'approche du transnationalisme prend en compte également les liens et les activités déployés par les migrants avec leur pays d'origine et les membres de leurs groupes d'origine migrés vers d'autres destinations. Dans cette optique, l'on pourrait s'attendre à ce que les flux migratoires les plus fournis et les plus récents soient caractérisés par une grande richesse des liens transnationaux, justement en raison de la pertinence encore très forte pour les émigrés des enjeux liés au pays d'origine.
- 9 Ainsi est-il surprenant de constater la relative faiblesse des activités transfrontalières chez les groupes qui connaissent une immigration conséquente et récente. Le cas des primo-migrants Portugais en Suisse et des Roumains et des Marocains en Italie nous interpellent, justement parce qu'ils sont à première vue contre-intuitifs. C'est d'autant plus étonnant que ces flux sont largement habités par la perspective du retour dans le pays d'origine.
- 10 Toutefois, ce trait n'est guère une spécificité de tous les groupes émigrés en provenance de ces pays : les Marocains de France et de Belgique, en effet, déploient une intense activité transnationale sur les plans économique, culturel et politique. Ils se rapprochent ainsi du cas des Turcs, le groupe migrant le plus important numériquement en Europe, installé dans divers pays d'immigration. Actifs à différents niveaux, les Turcs constituent désormais l'exemple paradigmatique des transmigrants en Europe. À ce titre, ils ont fait l'objet de nombreuses études, portant tout particulièrement sur leur intense activité politique en direction du pays d'origine (Bauböck, 1994b ; Faist, 2000 ; Koopmans et Statham, 2001 ; Lucassen, 2002 ; Østergaard-Nielsen, 2003), qui toutefois ont plutôt laissé dans l'ombre les intenses relations tissées entre les groupes d'origine turque établis dans divers pays européens.
- 11 Finalement, les autres groupes étudiés dans ce projet se situent dans des positions intermédiaires en ce qui concerne l'intensité de leurs activités transnationales mais surtout le spectre des activités déployées : les Capverdiens du Portugal, les Chinois de Belgique et les Sénégalais de France se distinguent par le fait qu'ils investissent de manière privilégiée les champs économique et socioculturel alors que l'activité politique, sans être inexistante, n'est de loin pas prioritaire.
- 12 Le « faible transnationalisme » observé à propos des Portugais en Suisse ou des Marocains et Roumains en Italie n'est pas une allusion au fait que — comme il est désormais admis dans la recherche sur le transnationalisme — le nombre de personnes

effectivement engagées dans des activités de ce type demeure limité (Levitt, 2002 : 19). Cette expression souligne plutôt la faible ouverture de ces activités sur l'espace public. Certes, nombreux sont les individus dans chaque groupe qui envoient régulièrement un soutien financier à leurs familles, investissent leur épargne pour préparer leur retour, soignent les relations avec la parenté et les amis de leur premier lieu de socialisation par le biais de contacts téléphoniques ou épistolaires, ou encore suivent l'actualité politique et/ou sportive via les journaux ou la télévision. Ces activités n'acquièrent cependant pas de relevance au-delà du cercle privé, familial ou parental et ne sont ainsi pas prises en considération dans ce projet.

Emergence de pratiques transnationales collectives : un effet de seuil

- 13 Les liens transfrontaliers devraient être les plus développés chez les groupes qui connaissent une immigration récente et numériquement importante, si l'on suit la logique de l'assimilation (Alba et Nee 2003 ; Waldinger 2006). D'ailleurs, comme attestent la plupart des études sur les pratiques transnationales, c'est la première génération qui s'engage le plus dans le maintien de liens par-dessus les frontières. Ainsi, la faiblesse des activités transfrontalières mise en lumière par les études de cas sur les primo-migrants portugais en Suisse, ainsi que roumains et marocains en Italie, paraît paradoxale. Or, ce paradoxe n'est un qu'à condition de croire que la constitution de réseaux transfrontaliers est la conséquence automatique du déplacement : en effet, si l'identification au pays/à la région d'origine est vive chez les primo-migrants, elle ne se concrétise en activités transfrontalières que lorsque certaines conditions sont réunies.
- 14 Les Marocains et les Roumains en Italie ont un statut juridique relativement incertain dans le pays d'immigration et sont souvent en situation précaire sur le plan économique : arrivés récemment en Italie, ils sont absorbés par la tâche de consolider leur présence, voire leur survie. Ainsi la menace de marginalisation et de paupérisation semble inhiber les possibilités de développer des activités transnationales.
- 15 L'argument de la précarité contribue à expliquer la différence entre les Marocains en Italie et ceux établis en France et en Belgique : les premiers font partie d'un flux migratoire encore relativement récent alors que la présence des Marocains immigrés dans les deux pays francophones s'est consolidée au cours de plusieurs décennies. Contrairement à l'hypothèse qui suggère que le développement des activités transnationales est une réponse à l'incertitude de l'insertion des immigrés dans leur nouveau pays (Portes, 1997), il apparaît plutôt que trop de précarité s'avère paralysante, notamment lorsqu'elle est associée à des maigres ressources personnelles et sociales des membres du groupe. C'est aussi la conclusion à laquelle parvient Dahinden dans son étude des réseaux sociaux individuels des Albanais en Suisse : « *The 'missing' transnationalism could at least partially be explained by the disadvantaged and underprivileged position of the Albanians migrants and by their limited personal resources, particularly in terms of cultural capital* » (Dahinden, 2005 : 13).
- 16 Un deuxième argument paraît pertinent, celui de la diversification interne des groupes immigrés, en termes de type de migration ou de capital socio-culturel : la migration marocaine en France et en Belgique, tout en étant largement le fait de travailleurs et de

leurs familles, présente une composante politique qui est largement absente parmi les Marocains d'Italie. Portes le relevait déjà : « *Where migration is a more individualized process, grounded on personal and family decisions, transnational activities are more selective and, at times, exceptional, lacking the normative component attached to them among participants in a political diaspora* » (Portes, 1999 : 464). Finalement, on pourrait imaginer que les Marocains d'Italie diffèrent de part leur provenance régionale de ceux émigrés vers la France, une piste d'étude intéressante, toutefois encore largement inexplorée (Eve dans ce volume).

- 17 L'argument de la précarité du statut et de la condition sociale est en revanche de peu de secours pour rendre compte de la faiblesse des activités transnationales dans le cas d'une immigration aussi soutenue que celle des Portugais en Suisse. Présents depuis 30 ans, ils sont toujours nombreux à être engagés dans une migration « à terme », impliquant souvent le retour définitif, rendu possible justement par l'accès privilégié aux droits de résidence dérivant de l'appartenance du pays à l'Union européenne. Brettel (1986), qui a étudié dans les années 1980 les Portugais établis à Paris, observe également une forte orientation au retour ainsi qu'une absence d'associations volontaires⁴. Dans ce cas donc, c'est le deuxième argument, celui de l'absence de diversification interne au groupe qui est, vraisemblablement, à l'origine de l'absence relative d'activités transnationales ayant une dimension collective.

Pratiques de transnationalisme politique

- 18 Les diverses études présentées dans ce dossier montrent que les immigrés turcs, marocains et sénégalais sont engagés dans des pratiques transnationales de type politique dans leurs pays de résidence respectifs. La contribution néerlandaise sur les Turcs explore cette dimension prioritairement, alors que les articles sur les Turcs en Allemagne et en Suisse, les Marocains en Belgique, ainsi que les Sénégalais et les Marocains en France montrent que cette activité politique va largement de pair avec une forte présence transnationale dans les sphères culturelle et économique également. Ainsi la focalisation sur cet aspect de leur expérience transnationale offre une vision approfondie qui toutefois n'épuise pas la richesse et la diversité des activités observables (Amelina et Faist dans ce volume). Certes, la mobilisation politique transnationale est la forme d'action collective la plus visible et aussi celle qui interfère davantage que toute autre avec le cloisonnement de l'espace social et politique en États-nations. Elle représente en effet le défi le plus élevé à la conception traditionnelle des États-nations, qui fonctionnent comme des juridictions légales exclusives. Dès lors, il n'est pas surprenant qu'elle ait souvent attiré l'attention des chercheurs depuis l'émergence de ce champ de réflexion.
- 19 L'élément crucial, pour notre analyse comparative des cas de mobilisation politique transnationale des migrants, est constitué par les contextes politiques qui « *provide incentives for people to undertake collective action by affecting their expectations for success or failure.* » (Tarrow, 1994 : 85). Koopmans et Statham (2001) conçoivent ainsi la structure des opportunités politiques (« *political opportunity structure* » ou POS) comme la disponibilité et l'attractivité relative d'options différentes pour l'action collective dans la perspective des groupes en opposition. Ils identifient trois facteurs déterminant cette mobilisation : (1) l'influence du pays d'accueil par le biais d'une POS ouverte, notamment par le droit de vote local ; (2) l'influence du pays d'origine dans le but de

retenir l'allégeance (notamment par le droit de vote dans le pays d'origine); (3) l'identité collective des migrants, telle que façonnée par l'appartenance à un même groupe ethnique, une même communauté religieuse, une même idéologie politique. Koopmans et Statham expliquent l'existence d'activités transnationales par une inclusion politique insuffisante des groupes immigrés dans le pays d'accueil qui, dès lors, adressent leurs revendications au pays d'origine (constraining conditions); à l'opposé, Faist (2000) entrevoit les raisons de l'activation politique dans les grandes opportunités fournies aux migrants par le cadre démocratique des pays d'immigration (enabling conditions).

- 20 Tous les groupes étudiés vivent dans des pays démocratiques qui assurent aux migrants un spectre large de droits civils et sociaux; de plus, par le biais de la naturalisation, les droits politiques sont accessibles à une partie non négligeable des membres des migrations les plus anciennes. De plus, l'opportunité de plus en plus fréquente pour les migrants de combiner des statuts et affiliations à la fois externes et internes grâce à la double citoyenneté (Bauböck, 2003 : 701) constitue le levier d'un potentiel engagement politique tant à l'égard de la société d'immigration que de celle d'origine. À cela s'ajoute le droit de vote depuis l'étranger garanti par certains pays d'origine à leurs ressortissants expatriés.
- 21 Cette opportunité politique offerte par le pays d'origine ne semble pas avoir l'impact sur la mobilisation des immigrés qu'on aurait pu escompter. Les Capverdiens au Portugal et les Roumains en Italie, qui pourtant jouissent de ce droit de vote, ne se distinguent guère par leurs activités politiques transnationales. Il en va de même pour les Portugais en Suisse, moins actifs politiquement que les Turcs qui ne bénéficient pas du droit de vote depuis l'étranger. Les Italiens aussi, qui ont obtenu le droit de vote à l'étranger en 2001, étaient plus actifs politiquement en Suisse dans les années 1970 et 1980 qu'après l'obtention de ce droit (Fibbi, 1997).
- 22 Le comportement « transnational » fort différent des deux groupes immigrés en Suisse, les Turcs et les Portugais, éclaire la nécessité d'articuler entre elles les deux explications classiques de la mobilisation sociopolitique des immigrés, opérant avec le concept de structure des opportunités politiques. La comparaison de ces deux cas confirme plutôt l'hypothèse des « *enabling conditions* » qui toutefois nécessite une spécification ultérieure: ce ne sont pas les opportunités offertes par le pays d'immigration en tant que telles qui sont déterminantes pour la mobilisation mais plutôt le décalage entre ces opportunités — le plus souvent élargies — dans le pays d'immigration et celles — plutôt restreintes — du pays d'origine (D'Amato *et al.*, 1997). Ce n'est que là où ce contraste est fort que les conditions sont réunies pour une mobilisation. On peut citer à titre d'exemple le cas des Portugais en Suisse dans les années 1960 et début 1970: tant que cette différence entre pays d'origine et de résidence existait pour eux, de nombreux intellectuels portugais en Suisse déployaient une activité politique transnationale (Pache, 1990) disparue une fois la démocratie rétablie au pays d'origine. Au-delà du cas suisse, c'est ce contraste qui est susceptible d'expliquer la mobilisation politique des Sénégalais, mais aussi des Turcs et des Marocains, du moins à partir des pays où ces groupes ont acquis un statut social, économique et politique consolidé.
- 23 Cette différence structurelle est une condition d'autant plus indispensable quand la mobilisation politique des immigrés canalise des ressources sociales du groupe accumulées dans le pays de résidence et est orientée vers le pays d'origine (*homeland*

directed transnationalism) (Østergaard-Nielsen, 2003). C'est le type de mobilisation qui prévaut chez les Marocains et les Sénégalais étudiés dans ce projet alors que dans le cas turc, on trouve, outre ce premier type, des revendications articulées dans le pays de résidence mais concernant le pays d'origine (*transplanted homeland politics*) (Nell dans ce volume).

- 24 En revanche, l'indéniable décalage entre droits politiques dans le pays d'immigration et droits politiques dans le pays d'origine ne semble guère stimuler une mobilisation politique des Chinois de Belgique, pourtant souvent naturalisés et bien dotés en ressources économiques et sociales. Dès lors, c'est que d'autres conditions — par exemple la diversification interne du groupe et l'élaboration de formes d'identité collective — ne sont pas réunies dans le cas des Chinois en Belgique⁵. Dans ce contexte, leurs ressources culturelles et symboliques sont davantage canalisées vers les activités économiques et culturelles (Bousetta et Martiniello dans ce volume).

Pratiques de transnationalisme économique et culturel

- 25 Entre ces deux extrêmes que sont le cantonnement dans des activités économiques individuelles destinées à sa propre famille d'une part, et une vive activité politique orientée tant vers le pays d'origine que vers celui de résidence d'autre part, les recherches conduites dans le cadre de notre projet identifient des situations intermédiaires, où les groupes immigrés ne développent pas une action de revendication, au plan politique mais se profilent comme acteurs sociaux via une activité économique et culturelle à l'échelle transnationale.
- 26 Contrairement au transnationalisme politique, les activités transnationales économiques, sociales et culturelles ne touchent guère au lien entre migration et État-nation (Bauböck, 2003). Ainsi, ce n'est pas un hasard si la deuxième génération, notamment des Turcs en Suisse et des Marocains en Belgique, s'y implique tout particulièrement en trouvant dans ces activités une forme d'expression de leur loyauté au pays d'origine qui ne remet pas en cause leur condition de résidents installés à demeure dans le pays d'immigration⁶. L'implication de la deuxième génération dans ces pratiques ressemble ainsi davantage à des formes de mobilisation de la société civile, dans une perspective plutôt translocale visant à soutenir des localités spécifiques dans le pays d'origine (Levitt, 2007 : 78).
- 27 Dans ce cadre, si le contact avec les autorités locales des pays ou régions d'origine demeure nécessaire sur le plan pratique voire logistique, il apparaît à la portée des groupements de migrants. Les régions et les communes sont des « politics » au spectre d'activité limité qui ne contrôlent pas la politique d'immigration et ne sont pas engagées dans un processus de construction nationale. Ces collectivités peuvent ainsi se montrer plus réceptives aux intérêts translocaux des migrants que les institutions nationales. Ainsi observe-t-on dans ces activités une tentative réussie d'autonomisation des individus par rapport au fait national (Fibbi et Meyer, 2002) : elles se concrétisent en effet avant tout par le biais d'ONG qui semblent jouir d'une grande autonomie dans la gestion des projets⁷. Il est intéressant de remarquer que dans ce domaine, les deuxièmes générations s'efforcent de créer des canaux nouveaux comme des fondations pour l'amélioration des conditions de vie dans le village d'origine, se

détachant des formes plus politisées de participation sociopolitique prédominantes auprès de la première génération (Kaya et Baglioni dans ce volume). La réappropriation de l'initiative et de l'action par les migrants paraît ainsi être une des conditions pour négocier le changement du lien entre migrants de deuxième génération et pays d'origine : ainsi les jeunes se détachent des préoccupations coutumières et religieuses qui, au contraire, caractérisent la relation au village d'origine de leurs aînés (Lacroix et al. dans ce volume)⁸.

- 28 La plupart des activités économiques transnationales recensées sont plus amples que le soutien au développement de la région d'origine des migrants. Un des facteurs susceptibles d'expliquer l'entrepreneuriat immigré et partant l'activation économique transnationale est l'hostilité à laquelle le groupe immigré est confronté dans la nouvelle société (Levitt, 2002 : 18). Les hypothèses du désavantage ethnique qui confine les migrants aux secteurs marginaux d'activité économique (Logan et al., 2003) voire celle de la mobilité bloquée qui frappe les plus qualifiés parmi les migrants (Raijman et Tienda, 2000) trouvent bien confirmation dans l'évidence empirique réunie dans les contributions sur les Turcs en Suisse et en Allemagne ou encore sur les Marocains en Belgique.
- 29 Toutefois certaines activités recensées dans les études présentées dans ce numéro vont bien au-delà de la seule réaction à l'hostilité de leur environnement (par exemple le commerce sédentaire des Sénégalais) ou alors elle se meuvent dans des logiques complètement différentes (par exemple les investissements des Chinois), engagées qu'elles sont dans des entreprises de reproduction identitaire s'adressant au marché intra-communautaire (Ma Mung, 1992) mais aussi à la réalisation d'un projet axé sur la circulation migratoire. Les théories explicatives des activités économiques transnationales paraissent insuffisantes à cueillir la grande variabilité des situations observées.
- 30 Les nombreuses activités culturelles nourrissent l'identification des individus à la culture d'origine et visent en même temps l'élaboration d'une identité collective positive dans le pays d'immigration. Les immigrés doivent en tant qu'individus se mettre soi-même en relation avec la société : « se mettre en relation » veut dire appréhender les autres dans leur altérité et prendre position à leur égard. Dans les sociétés complexes et différenciées, ceci implique une confrontation constante avec tous les possibles projets identitaires, qui résonnent éventuellement comme une remise en question de soi et exigent dès lors soit une confirmation de son propre projet soit sa remise en question. En rendant possible une interaction entre des cultures d'origine des immigrants et les cultures du lieu d'installation, la musique (et la langue, à une échelle plus réduite) permet de comprendre la logique du transnationalisme comme un territoire unique d'action sociale où les immigrants ne sont plus déracinés, mais, au contraire, ils se meuvent librement de côté et d'autre, à travers de différentes cultures et systèmes sociaux (Brettell et Hollifield, 2000) (Marques et Gois dans ce volume).

Les questions ouvertes

- 31 Dans l'impossibilité de traiter ici l'ensemble des questions soulevées dans notre projet initial (D'Amato, 2004), nous en avons retenues trois qui apparaissent comme cruciales pour le développement de nouvelles pistes de recherche dans ce champ ; elles s'articulent autour du caractère « durable » des activités transnationales, des acteurs

engagés dans ces activités et finalement du rapport entre engagement transnational et projet migratoire.

Quelle pérennité ?

- 32 La dimension diachronique est entrée assez rapidement dans le débat théorique suscité par l'apparition de ce concept, la question étant de savoir si ces intenses activités tissées par-dessus les frontières constituaient un *novum* historique. Les études des années 2000 (Pries, 2001 ; Vertovec, 2003) tiennent compte des apports des historiens (Lucassen et Lucassen, 1997) et ne revendiquent guère le caractère d'un phénomène inédit pour le transnationalisme actuel. Cela ne veut pas dire pour autant que le transnationalisme d'aujourd'hui ne présente pas de traits spécifiques en comparaison des expériences historiques antérieures, qui tiennent notamment aux formes institutionnelles de l'activité politique et des conceptions de l'appartenance. Dans le nouveau contexte de la globalisation, les liens transnationaux ne sont plus stigmatisés⁹. De plus, l'extension du droit de vote à l'échelle locale pour les « *denizens* »¹⁰, du droit de vote à l'étranger pour les expatriés, et de la double nationalité représente une nouveauté absolue historiquement, entre autres à cause du nombre élevé de personnes qui en jouissent ; elle n'est plus regardée *a priori* comme une menace pour les États-nations.
- 33 Notre dispositif d'observation synchronique est inadéquat pour entrer dans ce questionnement historique, qui par ailleurs est aujourd'hui largement résolu. En revanche il permet de thématiser un autre aspect de la dimension diachronique en traitant de la pérennité des activités transnationales des migrants, par le biais de la mobilisation au fil des générations. Bien que le concept de transnationalisme ait été forgé en parallèle avec l'analyse des liens entre les primo-migrants et leur pays d'origine (Portes *et al.*, 1999), le thème de la présence de la deuxième génération, ou de son absence, a acquis assez rapidement un grand relief.
- 34 La littérature démontre largement que la durée prolongée du séjour et la succession des générations contribuent à l'affaiblissement des liens transnationaux, notamment à cause de la perte des compétences linguistiques soulignée par Fishman (1964) ou par Gordon (1964) dans sa théorie de l'« Assimilation in American life ». Ces travaux trouvent une confirmation dans des recherches récentes menées aux États-Unis (Rumbaut, 2002) ainsi qu'en Allemagne ou en Suisse (Nauck *et al.*, 1997 ; Wimmer, 2004), où l'on fait état, par exemple, du relâchement des liens ethniques parmi les Turcs.
- 35 Et pourtant cette règle générale souffre d'exceptions. En discutant le cas des gens de couleur aux États-Unis, Fouron et Glick-Schiller suggèrent que l'accueil hostile dont ils ont été la cible soutient la motivation des deuxièmes générations à rester en contact avec la société d'origine de leurs parents, un contexte dans lequel leur condition n'était pas minoritaire et leur statut social les mettait à l'abri des injures liées à une condition raciale stigmatisée (Fouron et Glick Schiller, 2002). C'est dans cette optique que l'on peut comprendre les exemples d'implication des jeunes d'origine marocaine ou turque dans des activités destinées à leur pays d'origine, qui prolongent et actualisent l'engagement « existentiel », le *commitment* de leurs parents.
- 36 Certes, cette permanence ne peut être une continuité à l'identique, ne serait-ce que parce que l'environnement social est par ailleurs en mutation. La permanence implique un changement de forme d'expression de cette implication ; elle peut faire appel à des

ressources sociales et culturelles des descendants de migrants autres que celles dont disposaient leurs parents primo-migrants. Le transnationalisme politique s'estompe au fil des générations au profit d'activités de type économique et culturel, comme le démontrent les exemples des jeunes, Turcs, Sénégalais ou Marocains. Les jeunes construisent par exemple des réseaux de soutien au développement, dans lesquelles leurs expertises techniques et sociales ainsi que leur socialisation politique aux structures du pays de résidence sont davantage mises à contribution.

- 37 Un autre exemple de permanence du lien dans le changement des formes d'expression est celui des activités culturelles ; c'est le terrain privilégié d'expression du lien transnational par les deuxièmes générations qui vivent la déterritorialisation du fait culturel (Cohen, 1997). Les musiciens, les écrivains, les intellectuels fournissent un récit, une narration de l'enracinement dans un pays originel, voire d'un ressourcement symbolique qui reconstruit une « *imagined community* » (Anderson, 1983) largement indépendante des appareils institutionnels à l'œuvre dans le cas des États-nations.

Quelle présence féminine ?

- 38 La présence des femmes dans les recherches sur le transnationalisme demeure excessivement limitée (Pessar et Mahler, 2003). Pourtant, les mouvements migratoires ont connu une féminisation certaine et l'on ne peut pas dire que les femmes migrantes ne mènent pas une vie qui traverse les frontières. Dahinden (2005), par exemple, met en lumière la participation des femmes albanaises en Suisse à la « culture transnationale », notamment par le biais de la renégociation des rapports de genre à l'intérieur du couple et de la famille tant dans le pays d'immigration qu'en cas de retour au pays d'origine. Il semble bien que l'invisibilité des femmes dans les études du transnationalisme tienne, entre autres, au fait que ces liens sont thématiques sous le terme de famille transnationale (Bryceson et Vuorela, 2002 ; Evergeti et Zontini, 2006) et ainsi en quelque sorte refoulés dans le domaine privé.
- 39 Il existe certes des rares études de cas intéressantes, qui analysent les migrations des femmes et notamment leurs activités commerciales et professionnelles dans l'optique du transnationalisme (Al-Sharmani, 2006 ; Schmoll, 2005) ; les études de terrain présentées dans ce dossier sont de celles-là. Elles font état d'une présence des femmes, sans doute minoritaire parmi les acteurs transnationaux eux-mêmes minoritaires, qui, n'est pas cantonnée à la seule sphère familiale et investit la sphère publique. Ainsi relève-t-on le rôle central des femmes dans la production musicale d'une world music aux racines capverdiennes ou encore celui des femmes chinoises dans les activités économiques. Les femmes investissent en outre le champ plus proprement politique, tant dans les activités tournées vers le pays d'origine (c'est le cas par exemple des Sénégalaises) que, de manière très profilée et professionnelle, dans les activités politiques ancrées dans le pays de résidence, comme le démontre le cas des femmes turques de la deuxième génération en Suisse.

Quelle intégration ?

- 40 S'il y a une question qui traverse en filigrane la littérature européenne sur le phénomène du transnationalisme, c'est bien celle de l'éventuelle contradiction entre les activités transnationales et l'intégration des immigrés dans la société de résidence.

Deux points de vue existent sur cette question : le premier considère le transnationalisme comme opposé à l'assimilation, comme un changement de paradigme, alors que selon le second, ces deux options sont compatibles. La signification traditionnelle de l'assimilation comporte l'idée d'absorption et possède une connotation normative (Brubaker, 2001) ; à cet égard, le maintien des liens sociaux avec le pays d'origine est envisagé comme une menace pour le résultat attendu et apparaît comme profondément contradictoire. D'autres experts contestent cette opposition binaire entre l'assimilation et les liens transnationaux. L'École de Chicago interprète ces pratiques comme une étape transitoire traversée par certains groupes dans leur processus d'assimilation, en les situant dans un cadre politique d'États-nations distincts, une perspective qui résout la contradiction entre le « transnationalisme » (ante litteram) et l'assimilation.

- 41 En Europe, l'opposition entre les activités transnationales et l'assimilation a, jusqu'à maintenant, été plus thématisée dans un cadre normatif en référence à une conception de l'intégration comme un jeu à somme nulle ; ce dossier l'aborde en revanche comme une question empirique. Nombre de contributions, chacune à leur manière, discute la crainte d'antagonisme entre la formation et le maintien de liens forts entre individus d'un groupe et la formation de liens entre individus appartenant à divers groupes.
- 42 Toutes les études de terrain de ce dossier cependant aboutissent à la conclusion qu'il ne saurait y avoir de contradiction entre investissement dans les activités transnationales et intégration dans le pays d'immigration parmi les groupes étudiés. Il n'y a pas d'antagonisme entre « bonding » et « bridging » (Putnam, 2000), puisque l'intégration ne comporte pas la perte de l'identité culturelle propre, mais une implication plus forte dans un autre univers culturel et social. D'ailleurs, l'absence de liens ne semble guère un indicateur de plus grande intégration, comme le démontrent les cas des Portugais en Suisse, des Marocains et des Roumains en Italie. De plus, nous l'avons vu, faute d'être sortis de la précarité, les groupes immigrés — du moins ceux étudiés dans notre projet — ne se mobilisent guère sur le plan transnational.
- 43 À l'instar de Lu et Touali (2007 : 41) au terme de leur travail de terrain en Belgique, nous pouvons conclure, pour l'ensemble des études menées, que la relation entre activités transnationales et intégration s'articule de diverses manières. Pour entreprendre ces activités, les migrants doivent être déjà fonctionnellement intégrés dans la société d'accueil ; toutefois leur relative insatisfaction quant à leur situation — qu'elle soit choisie ou imposée — les pousse à s'investir dans des activités transnationales. Dans ce contexte, la mobilisation des ressources nécessaires à mener à bien leurs activités transnationales augmente la capacité des individus à s'insérer dans la société de résidence et de cette interaction naît une féconde transformation réciproque des représentations des groupes activement impliqués, migrants et autochtones.

Conclusions

- 44 L'objectif poursuivi par ce projet était celui de fournir une réponse à la question de savoir si l'Europe, avec ses nombreux États-nations et ses flux migratoires importants, connaissait des formes de transnationalisme comparables à celles observées dans l'espace anglo-saxon. Nos enquêtes de terrain indiquent clairement que tel est le cas, notamment si l'on prend soin d'élargir le champ d'observation au transnationalisme

« grassroots », évitant de restreindre l'observation aux seules activités politiques, une tendance bien enracinée en Europe continentale. Reste que, dans les deux espaces, les activités transfrontalières sont le fait d'une minorité à l'intérieur des groupes immigrés des deux côtés de l'Atlantique.

- 45 Mais les observations mettent en lumière un paradoxe : d'une part, les activités transnationales sont le fait des individus les mieux dotés en ressources sociales, culturelles et économiques à l'intérieur de chaque groupe, ceux qui participent le mieux à la vie sociale du pays de résidence, qu'ils soient entrepreneurs, réfugiés, intellectuels, une minorité parmi les migrants. D'autre part, certains groupes seulement s'investissent dans des activités transfrontalières. Par ailleurs on ne peut identifier un pays — qu'il soit d'origine ou d'immigration — que l'on puisse associer à une forme plus développée de transnationalisme dans tous les cas de figures. La présence ou l'absence d'activités transnationales est ainsi le résultat de l'interaction historiquement située entre condition spécifique du groupe immigré et société d'immigration.
- 46 Les conditions à réunir pour qu'il y ait mobilisation transnationale semblent être : un groupe immigré qui soit, d'une part, suffisamment varié dans sa composition et doté de ce fait de ressources sociales, culturelles et économiques multiples et qui, d'autre part, vit dans une condition d'infériorisation dans la société d'immigration. Les activités transnationales constituent dès lors autant de réactions à des situations d'impasse que des manières d'accumuler du prestige social et culturel ou du pouvoir économique afin de négocier des meilleures conditions d'insertion aussi bien pour les individus que pour les groupes dont ils sont issus, voire pour atteindre des buts politiques. Dans ces conditions, les pratiques transnationales apparaissent comme une stratégie de « *boundary blurring* » (Bauböck, 1994a ; Zolberg et Long, 1999) : un brouillage des frontières qui implique la superposition d'identités collectives jusque là considérées comme séparées et mutuellement exclusives et qui comporte l'appropriation, la domestication de ce qui était considéré comme des différences « étrangères ».

BIBLIOGRAPHIE

AL-SHARMANI Mulki (2006) "Living transnationally: Somali diasporic women in Cairo." *International migration*, 44(1): 55-77.

ALBA Richard et VICTOR Nee (2003) *Remaking the American Mainstream: Assimilation and Contemporary Immigration*. Cambridge: Harvard University Press.

ANDERSON Benedict (1983) *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London.

BAUBÖCK Rainer (1994a) *The integration of immigrants*. Strasbourg: Council of Europe.

BAUBÖCK Rainer (1994b) *Transnational Citizenship: Membership and Rights in International Migration*. Aldershot: Elgar.

- BAUBÖCK Rainer (2003) "Towards a Political Theory of Migrant Transnationalism." *International Migration Review*, 37(3): 700-723.
- BERTHOMIÈRE William et HILY Marie-Antoinette (2006) « Décrire les migrations internationales : les expériences de la co-présence ». *Revue européenne des migrations internationales*, 22(2) : 67-82.
- BOLZMAN Claudio (2002) "De l'exil à la diaspora. L'exemple de la migration chilienne", in Fibbi, Rosita et Jean-Baptiste Meyer (éd.), *Diasporas, développements, mondialisations*. Paris : Autrepart. N° spécial.
- BRUBAKER Rogers (2001) "The Return of Assimilation? Changing Perspectives on Immigration and Its Sequels in France, Germany, and the United States." *Ethnic and Racial Studies*, 24(4): 531-548.
- BRYCESON Deborah F. et VUORELA Ulla (éd.) (2002) *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*. Oxford: Berg.
- COHEN Robin (1997) "Caribbean Peoples as A Cultural Diaspora", in Cohen, Robin (éd.), *Global Diasporas*. London: UCL Press.
- D'AMATO Gianni, OEGELMAN Nedim et SANTEL Bernhard (1997) *Manna from the Bottom? Immigrant Strategies and Discourse Coalitions in Germany, Switzerland and the US*. GAAC Meeting. Berlin.
- DAHINDEN Janine (2005) "Contesting transnationalism? Lessons from the study of Albanian migration networks from former Yugoslavia." *Global Networks*, 5(2): 3-20.
- EVERGETI Venetia et ZONTINI Elisabetta (2006) "Some critical reflections on social capital, migration and transnational families." *Ethnic and Racial Studies*, 29(6): 1025-1039
- FAIST Thomas (2000) "Transnationalization in International Migration: Implications for the Study of Citizenship and Culture." *Ethnic and Racial Studies*, 23(2): 189-222.
- FIBBI Rosita (1997) *Les différentes modalités de vote des expatriés dans leur pays d'origine*. Conférence sur les liens entre les Européens vivant à l'étranger et leur pays d'origine. Paris, 10-11 juin 1997 : Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : 16.
- FIBBI Rosita et MEYER Jean-Baptiste (2002) « Introduction : le lien plus que l'essence » *Autrepart* Numéro thématique : Diasporas, développements et mondialisations : 5-21.
- FISHMAN Joshua Aaron (1964) "Language maintenance and language shift as a field of inquiry. A definition of the field and suggestions for its further development." *Linguistics*, 9: 32-70.
- FOURON George et GLICK SCHILLER Nina (2002) "The Generation of Identity: Redefining the Second Generation Within a Transnational Social Field", in Levitt, Peggy et Mary Waters (éd.), *The Changing Face of Home. The Transnational Lives of Second Generation*. New York: Russel Sage, p. 168-208.
- GLICK SCHILLER Nina, BASCH Linda et SZANTON BLANC Cristina (1992). "Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration." *Annals of the New York Academy of Science*, 645(1-24).
- GORDON Milton M. (1964) *Assimilation in American Life. The Role of Race, Religion and National Origins*. New York: Oxford University Press.
- HAMMAR Thomas (1990) *Democracy and the Nation-State. Aliens, Denizens and Citizens in a World of International Migration*. Aldershot: Avebury.
- KIVISTO Peter (2001). "Theorising transnational immigration: a critical review of current efforts." *Ethnic and Racial Studies*, 24(4): 549-577.

KOOPMANS Ruud et STATHAM Paul (2001) "How national citizenship shapes Transnationalism. A Comparative Analysis of Migrant Claims-making in Germany, Great Britain and the Netherlands." *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 17(2) : 63-100.

LA BARBA Morena et CATTACIN Sandro (2007) *Les associations italiennes en Suisse*. Suisse : Controtempo.

LEVITT Peggy (2002) "The Ties That Change: Relations to the Ancestral Home over the Life Cycle", in Levitt, Peggy et Mary Waters (éd.), *The Changing Face of Home. The Transnational Lives of Second Generation*. New York: Russel Sage, p. 123-144.

LOGAN John R., ALBA Richard D. et L. MCNULTY Thomas (2003) "Ethnic economies in metropolitan regions: Miami and beyond." *Social Forces*, 72(3): 691-724.

LU Haina et TOUALI Merouane (2007) *Transnational practices of Immigrants in Western Europe. The case of Chinese and Maroccans in Belgium*. Louvain-La-Neuve.

LUCASSEN Jan et LUCASSEN Leo (éd.) (1997) *Migration, Migration History, History: Old Paradigms and New Perspectives*. Bern: Peter Lang.

LUCASSEN Leo (2002) "Old and New Migrants in the Twentieth Century: A European Perspective." *Journal of American Ethnic History*, summer 2002: 85-101.

MA MUNG Emmanuel (1992) « Dispositif économique et ressources spatiales : Éléments d'une économie de diaspora ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 8(3) : 175-194.

NAUCK Bernhard, KOHLMANN Annette et DIEFENBACH Heike (1997) "Familiäre Netzwerke, intergenerative Transmission und Assimilationsprozesse bei türkischen Migrantenfamilien." *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 49(3): 477-499.

ØSTERGAARD-NIELSEN Eva (2003) "The Politics of Migrants' Transnational Political Practices." *International Migration Review*, 37(760-786).

PACHE Véronique (1990) « Les associations portugaises de Suisse ou L'image d'une Suisse méconnue », in Gonseth, Marc-Olivier (éd.), *Images de la Suisse = Schauplatz Schweiz*. Berne : Société suisse d'ethnologie, pp. 339-354.

PESSAR Patricia et J. MAHLER Sarah (2003) "Transnational Migration: Bringing Gender In." *International Migration Review*, 37(3): 812-846.

PORTES Alejandro (1997) *Globalization from Below: The Rise of Transnational Communities*. Princeton, Princeton University.

PORTES Alejandro (1999) "Conclusion: Towards a new world - the origin and effects of transnational activities." *Ethnic and Racial Studies*, 22(2): 463-477.

PORTES Alejandro (2001) "New Research and Theory on Immigrant Transnationalism." *Global Networks*, 1(3, special issue).

PORTES Alejandro, GUARNIZO Luis E. et LANDOLT Patricia (1999) "Introduction. The Study of Transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field." *Ethnic and Racial Studies*, 22(2): 217-37.

PRIES Ludger (éd.) (2001) *New Transnational Social Spaces. International Migration and Transnational Companies*. London: Routledge.

PUTNAM Robert D. (2000) *Bowling Alone. The Collapse and Revival of Civic America*. New York: Simon & Schuster.

- RAGAZZI Francesco (2008) *The concept of 'diaspora' and the 'transnational social space'. Diaspora and Transnationalism Conceptual, Theoretical and Methodological Challenges*. Florence, April 10-11, 2008.
- RAIJMAN R. et Tienda M. (2000) "Immigrants pathways to business ownership. A comparative ethnic perspective." *International Migration Review*, 34(3): 682-706.
- ROGERS A. (2000) "A European Space for Transnationalism." Working paper at the *Transnational Communities Programm*, WPTC 2K-07.
- RUMBAUT Rubén G. (2002) "Severed or Sustained Attachments? Language, Identity and Imagined Communities in the Post-Immigrant Generation", in Levitt, Peggy et Mary Waters (éd.), *The Changing Face of Home*. New York: Russel Sage Foundation, p. 43-95.
- SCHMOLL Camille (2005) « Pratiques spatiales transnationales et stratégies de mobilité de commerçantes tunisiennes ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 21(1) : 131-154.
- VERTOVEC Steven (2003) *Migrant Transnationalism and Modes of Transformation. Conceptual and Methodological Developments in the Study of International Migration*. Princeton, Princeton University.
- WALDINGER Roger (2006) « "Transnationalisme" des immigrants et présence du passé ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 22(2) : 23-41.
- WATERBURY Myra A. (2008) *Bridging the Divide: Towards a comparative framework for understanding kin-state and migrant sending-state diaspora politics. Diaspora and Transnationalism Conceptual, Theoretical and Methodological Challenges*. Florence, April 10-11, 2008.
- WIMMER Andreas (2004) "Does Ethnicity Matter? Everyday Group Formation in Three Swiss Immigrant Neighborhoods." *Ethnic and Racial Studies*, 27(1): 1-36.
- WIMMER Andreas et Glick Schiller Nina (2002) "Methodological nationalism and beyond : nation-state building, migration and the social sciences." *Global Networks*, 2(4): 301-334.
- ZOLBERG Aristide et Long Litt Woon (1999) "Why Islam is like Spanish: Cultural Incorporation in Europe and the United States." *Politics and Society*, 27: 5-38.

NOTES

1. Pour une documentation des débats les plus récents, voir les papiers présentés à l'occasion de la conférence « Diaspora and Transnationalism : Conceptual, Theoretical and Methodological Challenges », Institut Universitaire Européen, Florence, 10-11 avril 2008.
2. Le réseau établi pour mener à bien cette étude rassemble des chercheurs européens travaillant sur les migrations, la circulation migratoire et les politiques d'intégration réunis dans le cadre du Network of Excellence IMISCOE du 6ème Programme Cadre européen (<http://www.imiscoe.org/>).
3. Il s'agit de groupes de même nationalité d'origine, composites cependant d'un point de vue ethnique, social ou du genre. Il convient en effet de contourner l'écueil implicite de la notion de « communauté », à savoir le présupposé qu'il s'agit d'un groupe délimité, fermé et homogène. Nous avons dès lors choisi une unité d'analyse ouverte, qui évite l'essentialisation et la généralisation à l'ensemble du groupe national. Cependant, même l'étude des pratiques et des conditions de leur développement comporte comme instrument d'analyse un groupe défini sociologiquement, car ce n'est qu'ainsi que se laisse appréhender l'« agency » qui structure les groupes (Ragazzi, 2008 : 13).
4. En revanche, elle observe une forte activité transnationale chez les Portugais du Canada.

5. Il manque, dans notre approche par les activités transnationales, les éléments permettant d'explorer davantage cette piste.
 6. Ces associations diffèrent des « *Home Town Associations* » qui ont fleuri parmi les immigrants latino-américains aux États-Unis, où l'on trouve davantage la première génération de migrants.
 7. Ces activités de la société civile sont parfois menées sous l'égide des autorités du pays d'origine ; aux yeux des personnes impliquées cela n'affecte pas leur autonomie mais concourt plutôt à l'efficacité de leur action. La question de l'instrumentalisation des diasporas (Fibbi et Meyer, 2002) reste posée, mais elle est moins saillante que dans les activités politiques proprement dites.
 8. D'autres exemples, similaires à celui-ci, de transformation des canaux exprimant le rapport au pays d'origine chez les nouvelles générations ont été décrits pour les Chiliens (Bolzman, 2002) ou les Italiens en Suisse (La Barba et Cattacin, 2007).
 9. Dans les années 1960, par exemple, la Convention de Strasbourg (6 mai 1963) sur la réduction des cas de pluralité de nationalité prévoit que l'on ne peut posséder qu'une seule nationalité.
 10. Hammar (1990) qualifie de « *denizens* » cette population étrangère qui réside dans le pays d'immigration depuis longtemps et a développé des formes partielles de participation dans la société de ce pays, sans pour autant en posséder la citoyenneté formelle.
-

AUTEURS

ROSITA FIBBI

Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, Université de Neuchâtel,
Rosita.fibbi@unine.ch

GIANNI D'AMATO

Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, Université de Neuchâtel,
Gianni.damato@unine.ch

Marocains et Sénégalais de France : permanences et évolution des relations transnationales

Moroccans and Senegalese of France : Permanence and Evolution of transnational Relations

Marroquíes y Senegaleses de Francia : permanencias y evolución de las relaciones transnacionales

Thomas Lacroix, Leyla Sall et Monika Salzbrunn

- 1 Le maintien des relations des immigrés avec leur pays natal se construit et se structure selon des formes d'échanges diversifiées (visites, contacts téléphoniques, cadeaux... etc.). Ce sont ces échanges qui fondent et forment, à travers la dispersion spatiale, les réseaux transnationaux. Les rapports sociaux transnationaux se matérialisent par des actes concrets dans le quotidien (Salzbrunn, 2002). L'analyse des pratiques est notre clé d'entrée pour comprendre les espaces sociaux transnationaux, l'acteur migratoire dans son environnement (Kaufmann, 2004). Les relations transnationales participent à une mécanique sociale migratoire qui englobe les stratégies d'adaptation psychologiques, spirituelles, culturelles, politiques ou économiques. Il existe donc une interaction très forte entre pratiques et relations sociales qui se déploient par delà les frontières. L'objectif de cet article est d'analyser cette articulation à travers les exemples des Marocains et des Sénégalais résidant en France.
- 2 Notre démarche s'inscrit dans la logique des études sur le transnational. Le transnationalisme est couramment défini comme le processus par lequel les migrants construisent un champ social transfrontalier. Alors que les premiers travaux sur les espaces sociaux transnationaux (Glick Schiller, Basch et Szanton Blanc, 1992 ; Glick Schiller et Fournon, 2001 ; Pries, 1996 ; Faist, 2000) mettaient l'accent sur les processus globaux de mise en relation, des orientations plus récentes reviennent vers un enracinement du réseau dans une localité (Glick Schiller, Çağlar, 2006) et dans les pratiques quotidiennes : on parle ainsi d'espace translocal. L'étude comparative des réseaux politiques sénégalais en France et aux États-Unis que Monika Salzbrunn a mené

(Salzbrunn 1996, 2002, 2007) montre que l'espace transnational se localise : l'espace urbain est investi de manière durable, puis transformé et habité. Cette approche diachronique et synchronique répond aux critiques formulées par Roger Waldinger (2006 : 26) sur la « dé-historicisation » de ces phénomènes. Notre démarche tente de comprendre les modes d'organisation des collectifs en co-présence et la manière dont les individus se saisissent des occasions liées aux rencontres au sein de l'espace social transnational (Berthomière et Hily, 2006 : 69).

- 3 Sur la base de cette approche, nous tenterons d'identifier les pratiques anciennes à travers lesquelles ces champs se sont construits et les activités nouvelles qui dessinent le transnationalisme de demain¹. Le regard croisé sur les pratiques sénégalaises et marocaines permet de dégager les spécificités de chaque groupe saisi dans le même pays d'accueil, mais il permet surtout d'identifier les grandes constantes observables d'un groupe à l'autre. Nous nous interrogerons plus spécifiquement sur les effets de l'intégration, de l'évolution des flux migratoires et de l'émergence de la seconde génération sur ces pratiques. L'objectif de notre article est d'illustrer l'importance des systèmes communautaires comme socle commun permettant l'instauration et l'évolution des rapports entretenus avec le Sénégal et le Maroc. Nous questionnons finalement les rôles sociaux attribués aux « immigrés », qu'ils soient considérés comme « étrangers » en France ou compatriotes « de l'Extérieur » au Maroc et au Sénégal. La dimension conflictuelle des relations avec le groupe d'appartenance (les formes de contrôle social, les différentes générations de l'émigration et de l'immigration) perceptibles dans diverses dimensions des pratiques évoquées dans l'article sera mise en relief. Enfin, nous montrons dans quelle mesure les acteurs participant aux différentes dimensions économiques, politiques et culturelles des pratiques étudiées sont « les mêmes ».
- 4 Dans les sections qui suivent, après un bref aperçu des migrations sénégalaises et marocaines en France, nous mettrons en évidence la diversité des pratiques politiques, économiques et culturelles des migrants marocains et sénégalais en France. Ce découpage peut paraître artificiel, mais si chacun de ces domaines possède ses propres logiques, tous impliquent très souvent les mêmes acteurs, aux rôles sociaux multiples. La distinction des trois domaines nous permet toutefois de conserver une perspective comparative entre les deux populations. Ceci ouvre la possibilité de dégager les invariants des pratiques transnationales, mais aussi d'évaluer la façon dont les structures sociales affectent de façon différenciée ces pratiques.

Bref historique des migrations marocaines et sénégalaises en France

- 5 L'immigration marocaine est la plus ancienne : elle a un siècle d'histoire (Ray, 1938 ; Belbah and Veglia, 2003). Jusque dans les années 1950, elle est essentiellement organisée par les autorités et le patronat français : d'abord par le gouvernement lui-même, pendant la Première Guerre mondiale, afin de combler les besoins de main-d'œuvre et de soldats d'un pays en guerre, puis, entre les deux conflits mondiaux, par la Société Générale d'Immigration, institution patronale chargée de répondre aux besoins des entreprises. Les recrutements se font presque exclusivement dans les montagnes berbérophones du Sud marocain. L'immigration marocaine se transforme progressivement au cours des Trente Glorieuses. Les besoins de plus en plus importants

de l'industrie française encouragent le développement d'une immigration auto-produite, en marge des canaux officiels. Les zones d'installation se diversifient sur l'ensemble des bassins industriels français. Cette période de l'après-guerre est également celle de l'apparition de nouvelles destinations internationales, notamment la Belgique, les Pays-Bas et la République Fédérale d'Allemagne. À cette expansion européenne fait écho une diversification des régions de provenance. Le Rif, massif montagneux du Nord, supprime le Sud comme principale zone de départ. Au début des années 1960, la signature d'accords entre le Maroc et les principaux pays de destination (en 1963 pour la France) amorce une décennie de départs massifs. La population marocaine atteint 260 000 personnes en 1975 (Fondation Hassan II, 2003 : 217). La suspension de l'immigration dite de travail en 1974 ne marque pas la fin de cette expansion. Le regroupement familial et l'accroissement naturel maintiennent les niveaux de croissance : 640 852 en 1990 et 728 333 en 1999 (chiffre incluant les personnes nées en France de parents marocains) (*ibid.*, 220). Néanmoins, cette constance quantitative recèle une transformation majeure du schéma migratoire marocain. La migration de travail temporaire d'hommes jeunes et illettrés devient, à cette période, une immigration familiale d'installation durable. Ce phénomène d'installation et de diffusion spatiale est le préalable d'une construction diasporique des Marocains de l'étranger. Les relations avec le pays d'origine et les autres pays de destination se formalisent et se diversifient.

- 6 La décennie 1990 est marquée par le renforcement de deux tendances : la diversification des pays de destination² et l'extension du comportement migratoire à toutes les couches sociales de la population marocaine. La migration touche désormais l'ensemble des régions, villes comme campagnes, avec une prédominance en faveur du centre du pays (Tadla-Azilal).
- 7 La migration sénégalaise présente de nombreuses similitudes. Au cours de cette première période l'émigration est encadrée par l'administration coloniale, et notamment celle des soldats pendant les deux guerres mondiales. Ces premiers arrivants constituèrent les têtes de pont d'une immigration ouvrière et commerçante pendant les Trente Glorieuses dont l'apogée fut atteinte au début des années 1960 avec les migrations ouvrières (soninké et haal poulaar) (Bertoncello et Bredeloup, 1999). Le phénomène migratoire s'est généralisé à l'ensemble du Sénégal dans les années 1980, suite à la crise économique qui frappait le pays. Il s'en est suivi un mouvement de transnationalisation au cours des années 1990. Les lieux de destination se sont diversifiés : l'Espagne, l'Italie et le Portugal depuis le milieu des années 1980 et plus récemment l'Amérique de Nord et l'Australie.
- 8 Dans un premier temps, les régions de départ de départ étaient les villes côtières de Dakar, Saint Louis et Rufisque, zones où l'administration coloniale était implantée. Le phénomène est aujourd'hui étendu à l'ensemble du pays. L'immigration commerçante est dominée par la confrérie musulmane des Mourides³ mais touche dans une moindre mesure la confrérie Tijâniyya, tandis que les migrations ouvrières sont majoritairement Haal poulaar et Soninkés, originaires de la vallée du fleuve Sénégal.
- 9 Selon le recensement général de la population et de l'habitat de 1999, 58 815 personnes originaires du Sénégal résidaient alors en France, un chiffre en deçà de la réalité puisque, seuls ceux qui sont en situation régulière sont comptabilisés. Parmi ceux qui sont recensés 19 801 sont Français par acquisition et 39 014 sont étrangers.

- 10 Ce panorama historique permet d'identifier dans le temps les étapes de la transnationalisation de ces deux groupes migratoires. Les années 1990 sont une période de déploiement spatial et d'une forte diversification des pratiques et des modes de circulation. Cependant, les signes de transnationalisation sont perceptibles dès la grande vague migratoire des Trente Glorieuses. Par exemple, l'immigration commerçante Mourides s'amorce dès les années 1960. De fait, les pratiques transnationales sénégalaises (il en va de même pour les Marocains) se sont déployées à partir d'une immigration communautaire ou familiale. Un exemple concerne des jeunes issus de deux villages, Ceedo et Thiaaren. Leurs pères et oncles avaient commencé à explorer et à exercer la vente sur les lieux touristiques que les jeunes investissent actuellement. Leurs parents leur avaient, non seulement, enseigné les rudiments de l'activité commerciale avant de rentrer mais ils leur ont aussi cédé des chambres dans le foyer de la Chevaleret du 13^e arrondissement. Le témoignage de l'un des jeunes qui a tenté de s'installer en Grande-Bretagne démontre que sortir de la filière migratoire tissée par la famille suscite aussitôt un rappel à l'ordre de cette dernière.

« Au début je ne voulais pas exercer la vente et mon grand frère qui est en Italie m'a demandé de venir travailler là-bas à Bergame. J'ai travaillé dans une usine de transformation de tomate jusqu'en 2002, puis je suis allé à Londres en 2003. Là-bas c'était bien. Je gagnais bien ma vie. Seulement il n'y avait pas beaucoup de Sénégalais comme en France ou en Italie. J'avais loué un appartement avec deux Nigériens. Mais mes parents aussi bien au Sénégal qu'ici ne cessaient de me demander de revenir en France où se trouvent les autres membres de ma famille. »

- 11 Parmi les Sénégalais, les territoires autres que les pôles d'installation défrichés par les aînés sont qualifiés de « *dem alla ba* », que l'on pourrait traduire par « brousse », et qui désigne des espaces non humanisés, un anti-écoumène. Ce phénomène de contrôle social pourrait être également observé sous d'autres formes parmi les Marocains ou dans d'autres types de migrations de travail, notamment ouvrières. Il montre que l'acte migratoire est inséré dans un dispositif social et familial qui contraint les acteurs à conserver des liens avec la communauté d'origine. Ce dispositif prémunit contre l'affaiblissement des liens sociaux entre les migrants et les personnes qui n'ont pas pu émigrer. Le lien avec le pays n'a donc rien de naturel, c'est une construction qui évolue et se transforme avec le temps, au cours du parcours migratoire. Comme le soulignent Deborah Brycesson et Ulla Vuorela (2002), les familles transnationales ne font qu'expérimenter de manière plus évidente le caractère construit de l'institution familiale en expérimentant la problématique de l'unité dans la dispersion géographique. L'une des principales conséquences est de garantir la rente économique que constituent les expatriés. On comprend alors d'autant mieux l'ampleur et la persistance du phénomène des transferts. Ces derniers ont atteint près de 4,8 milliards d'euros en 2006 vers les Maroc, soit l'équivalent de la moitié du déficit commercial. Quant aux envois des Sénégalais, ils sont estimés à 472 millions d'euros sur la même année.
- 12 Ce fonctionnement communautaire constitue, selon nous, directement ou indirectement, le soubassement de l'ensemble des relations transnationales. Ceci ne signifie pas que le transnationalisme est un phénomène de repli communautaire. En effet, l'ancienneté des migrations marocaines et sénégalaises en France est un facteur de diversification des relations transnationales. Aujourd'hui les mécanismes d'intégration, les nouvelles générations, les nouveaux profils socioprofessionnels, mais

aussi l'évolution des sociétés d'accueil et d'origine, ont profondément marqué les pratiques qui sont de plus en plus ouvertes sur les groupes extracommunautaires.

Transnationalisme socioculturel

- 13 Les pratiques culturelles (alimentation, pratiques religieuses, engagements associatifs, goûts musicaux, pratiques festives etc.) sont directement affectées par les évolutions des groupes sociaux et sont donc traversées de tensions et de contradictions. Nous distinguerons ici les domaines religieux, folkloriques et associatifs pour mettre en évidence la façon dont ces pratiques se transforment grâce à l'expérience migratoire. Cette dernière a pour conséquence l'émergence de pratiques inédites au sein d'un espace social transnational, englobant davantage de variantes que la somme des composantes issues du pays d'origine et des différents pays de résidence.

La dimension du religieux : appartenance au groupe et autonomisation politique

- 14 Les premiers commerçants sénégalais sont des Mourides. Le fonctionnement de cette confrérie s'est d'abord fondé sur une économie agricole de la culture arachidière. C'est pour faire face au déclin de cette ressource à partir des années 1960, que les Mourides ont investi le petit commerce urbain en Europe et aux États-Unis. De fait, le contrôle des talibés (disciples) par leur hiérarchie deviendra de plus en plus indirect et se fera à distance. En France, ce contrôle est réalisé grâce au réseau des maisons de Serigne Touba⁴. Les visites des Cheikhs dans ces maisons, permettent de réaffirmer les relations avec les talibés, notamment les obligations envers les Cheikhs.
- 15 La mise en place des maisons de Serigne Touba en France, Italie, États-Unis constitue une stratégie pour regrouper les disciples dans des endroits précis afin de mieux les contrôler et de poursuivre leur socialisation. Ces lieux repères sont de véritables points nodaux du transnationalisme religieux et identitaire mouride comme en atteste le discours de ce Cheikh dans la maison de Serigne Touba d'Aulnay Sous Bois :
- « Les Mourides doivent être unis parce que la communauté mouride a besoin de talibés qui ont la force physique, de talibés qui ont de la richesse et de ceux qui ont le savoir-faire, la clairvoyance d'esprit et de bonnes idées. Tous ces talibés que j'ai cités là se complètent... Les talibés qui sont en France, en Italie, en Espagne et aux États-Unis doivent faire vivre les maisons de Serigne Touba en les fréquentant et en venant y apprendre ce qu'est être mouride, pour pouvoir diffuser le message de Serigne Touba. Aujourd'hui, c'est grâce à Serigne Mourtada que nous avons des maisons de Serigne Touba un peu partout en Europe et même au États-Unis. De toute façon Serigne Touba⁵ l'avait prédit en son temps... : "Ceux qui me persécutent (Il s'agissait de l'administration coloniale) ici, je viendrai leur parler et les convaincre jusque chez eux et ce sont même leurs descendants qui vous aideront à répandre ma parole et mes enseignements." Ce qui se vérifie absolument... Aujourd'hui on a beaucoup de toubabs convertis au mouridisme et qui nous aident à enseigner les enfants de mourides, que ce soit en France, au États-Unis, en Espagne, en Italie et aux États-Unis ».
- 16 Ce discours rappelle les principes fondateurs et organisationnels de la confrérie. La soumission des disciples à l'égard de la hiérarchie maraboutique trouve son importance dans les sociétés d'accueil occidentales où les disciples sont confrontés à un univers de références potentiellement subversives. Quelques idées fortes peuvent y être décelées

et notamment la nécessité d'une unité des disciples puisqu'ils se complètent selon leurs compétences. Les talibés se doivent de fréquenter régulièrement les maisons de Serigne Touba et de consacrer un travail intense, dans un esprit de sacrifice, à la confrérie. Nous retrouvons aussi, dans ce discours, le thème de la colonisation symbolique, le retour des Mourides qui viennent chez l'ancien colonisateur lui parler et convertir sa descendance. Le transnationalisme mouride comporte ainsi une part importante de renversement symbolique des rapports de domination.

- 17 Ces relations maîtres/disciples paternalistes sont toutefois aujourd'hui remises en question. Nous pouvons observer un certain détachement des jeunes pratiquants des consignes de leurs guides spirituels. L'éloignement géographique, en dépit des garde-fous, présente aussi l'occasion de se distancier du contrôle social, et de réduire ses engagements financiers vis-à-vis du marabout. Cette prise de distance, minoritaire, concerne surtout la seconde génération de Sénégalais nés en France, et certains intellectuels en quête d'autonomie.
- 18 Chez les Marocains, le rapport au religieux est fondamentalement différent dans la mesure où le chef de d'État est également celui de la communauté des Musulmans. L'État exerce donc un contrôle étroit des activités religieuses, y compris au sein de la communauté marocaine à l'étranger. Ce contrôle s'est accru avec l'émergence d'une opposition islamiste. Cette nouvelle opposition a coïncidé avec l'affaiblissement de la gauche radicale marocaine après 25 ans de répression (voir ci-après). À la fin des années 1980, le système de contrôle politique des Marocains de l'étranger a connu une profonde mutation. Le système précédent, fondé sur le réseau des « Amicales de commerçants et entrepreneurs », un réseau d'associations pilotées par le réseau consulaire et chargées d'encadrer la population ouvrière, est remplacé par la prise en main d'un réseau de mosquées et d'associations islamiques réparties en France. La création du Conseil Français du Culte Musulman en 2003 a placé sur le devant de la scène deux organisations marocaines ayant par ailleurs des relations transnationales de nature très différentes. La première est la Fédération Nationale des Musulmans de France (FNMF), dirigée par un proche des autorités marocaines. La seconde organisation est l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), animée par des acteurs nés en France. Les relations transnationales développées par l'UOIF sont davantage orientées vers l'Égypte et le Moyen-Orient que vers le pays d'origine.
- 19 Le religieux est donc traité de façon radicalement différente parmi les Marocains et les Sénégalais. Chez ces derniers, la confrérie mouride a produit un dispositif de cadrage identitaire, spatial et spirituel, doublé par un dispositif économique transnational. Chez les premiers, le religieux est un champ de tensions politiques sur lequel s'exerce le contrôle de l'État marocain.

Le transnationalisme folklorique et intellectuel

- 20 Le transnationalisme folklorique se manifeste sous différentes formes : création d'associations culturelles et allers-retours d'artistes et de musiciens dans le cadre de concerts et de festivals. Nous distinguons ici les activités culturelles faites par et pour des migrants dans le but d'animer la vie collective du groupe de leurs dérivés artistiques, commerciaux et militants qui sont apparus au fil des ans.
- 21 Les artistes, présents depuis les débuts de l'immigration, animent fêtes, mariages, événements religieux et festivals. Ils accompagnent la vie sociale transfrontalière des

migrants. Le cas suivant illustre l'importance de cette sphère d'activité : M'Hamed est un chanteur de longue date, il dispose de son propre groupe au Maroc depuis qu'il a 17 ans. Il est restaurateur la semaine et chanteur le week-end. Il est sollicité principalement pour des mariages, mais aussi pour des soirées associatives ou des fêtes. La dimension transnationale de son activité apparaît, lorsque, en été, il retourne au Maroc pour réintégrer son groupe d'Agadir et où il arpente la région pour participer là encore aux mariages et aux fêtes locales. Aujourd'hui, M'Hamed dispose donc de deux groupes, l'un en région parisienne, l'autre à Agadir. Il a par ailleurs fait un disque produit par une maison d'Agadir. L'album s'est vendu au Maroc et a été également diffusé en France, en Espagne, en Belgique et aux Pays-Bas.

- 22 Le transnational est, par ailleurs, le champ d'expression d'artistes d'envergure internationale, en particulier sénégalais : le Super Étoile de Youssou Ndour donne chaque année un concert à Bercy, Baba Maal vient très régulièrement à Mantes-la-Jolie dans la communauté Haal Poulaar. Si la plupart des artistes sont installés au Sénégal et viennent dans les pays de l'espace Schengen lors d'événements culturels, il y a, à l'inverse, de plus en plus de petits artistes qui s'installent en France et retournent fréquemment au Sénégal, à l'exemple de Touré Kounda, Kiné Lam et Ablaye Mbaye.
- 23 À côté des artistes, diverses associations ont investi le champ culturel à des fins qui peuvent parfois élargir sur le politique. Parmi les associations populaires Amazigh⁶, la majorité cherche à promouvoir la culture berbère, mais certaines ont entrepris une démarche politique de revendication identitaire, dans la foulée du mouvement berbériste initié en Algérie. Les organisations militantes sont regroupées au sein du congrès Mondial Amazigh, créé en 1995. Ce regroupement rassemble une centaine d'organisations du Maroc, d'Algérie, du Niger, du Mali et d'Europe, etc.
- 24 D'autres associations ont un arrière-plan intellectuel plus marqué. Il s'agit d'associations travaillant au rapprochement interculturel par l'organisation de manifestations autour de la culture et la vie marocaine, par exemple les associations Comara et Formidec dans la région Rhône-Alpes. Animées par des cadres et des universitaires, elles combinent leurs activités en France à des actions culturelles et de développement social au Maroc. Il faut aussi ranger dans cette catégorie des structures qui animent un ou des sites Internet à destination des Marocains de l'étranger. Ces sites sont très variés, de durée de vie et de portée diverses. Le plus important est Yabiladi, créé en 2001.
- 25 Le transnationalisme culturel inclut bien d'autres dimensions que des pratiques proprement culturelles. En effet, Il y a une forte imbrication entre le culturel, le politique et l'économique. Cette porosité se manifeste, par exemple, par l'émergence d'une classe d'« artiste-entrepreneur » à l'image de Youssou Ndour. Aujourd'hui ce domaine du transnational compte une grande variété de pratiques. À côté des activités motivées par un besoin nostalgique et communautaire, s'épanouissent des initiatives qui sont de véritables ponts interculturels. Le transnational est donc aussi la matrice d'un vivre-ensemble entre groupes ayant migré ou non/nationaux et non-nationaux.

Entrepreneurs migrants et acteurs de développement

- 26 Par transnationalisme économique, il faut entendre aussi bien les investissements individuels effectués dans un cadre transnational, les investissements collectifs pour soutenir le développement local mais aussi les activités entrepreneuriales s'étendant

sur plusieurs États simultanément. Le transnationalisme économique est sous-tendu par une forte logique communautaire. Toutefois, nous verrons à travers les activités associatives de développement, que ce communautarisme fondateur peut être dépassé. Les pratiques de développement associent de plus en plus d'acteurs extérieurs : volontaires français, bailleurs de fonds, etc.

La traversée de frontière : une ressource commerciale

- 27 Les réseaux commerciaux transnationaux marocains ont fait l'objet de nombreux travaux depuis une vingtaine d'année (Tarrius, 2002 ; Battegay, 2003 ; Ma Mung *et al.*, 1996). Certains groupes marocains comme les Soussis connaissent un savoir-faire commercial. Ils sont particulièrement présents dans le secteur de la vente au détail tant en France qu'au Maroc. Mais ils le sont également dans la confection, le transport ou les biens culturels (cassettes vidéo et audio...). Le système commercial soussi repose sur un agencement social communautaire.
- 28 Lors de nos enquêtes nous avons pu mener une série d'entretiens sur la place marchande de Asnières-Gennevilliers, dans le quartier de la place Voltaire. Il s'agit d'une plateforme commerciale historique, dans la mesure où elle fut l'une des premières de cette importance en France. Pourtant, très peu d'études lui ont été consacrées à ce jour (El Hariri, 2002 ; Aït Ouaziz, 1989). Nous avons dénombré dans la zone de la place Voltaire 72 boutiques tenues par des Marocains : épiceries, mobilier, téléboutiques, bazar, boucheries, boulangeries, etc. Le quartier fait, par ailleurs, office de gare routière marocaine à partir de laquelle les liaisons, par bus pour les personnes et mini-bus pour les biens, sont possibles en direction du Maroc et des autres pays d'accueil. Nous avons recensé 14 agences de voyage. L'origine de cette présence importante est liée à la venue d'un chef de tribu berbère, Moumoulhous, après l'indépendance du pays, en 1956. Grâce à sa fortune, il devient propriétaire d'un immeuble qu'il loue à des immigrés issus de la même tribu. Il fait ensuite l'acquisition d'une épicerie, puis de matériel de confection. Il achète le tissu auprès de commerçants juifs marocains du Sentier et fait confectionner des robes de style arabe (caftans, etc.). Moumoulhous aide les commerçants à s'installer et leur fournit l'achalandage en échange d'un contrat moral d'exclusivité en matière de fourniture. La plupart de ces commerçants sont d'anciens ouvriers qui ont ouvert une échoppe avec leurs économies et des prêts obtenus grâce à des proches (le système bancaire ne serait le recours que chez 20 % d'entre eux (Ma Mung *et al.*, 1990 : 63). Ce système s'est peu à peu généralisé avec l'émergence de nouveaux fournisseurs et la diversification de l'achalandage, mais ses structures sont restées identiques. La réputation, la parole donnée et le don fondent ce système plus sûrement que le contrat et le droit. Le recrutement de la main-d'œuvre se fait dans l'entourage familial élargi. La clientèle visée est essentiellement communautaire. Les produits sont en provenance ou à destination du Maroc, dans le but d'une consommation nostalgique ou encore pour des cadeaux à la famille. Cet encastrement du commerce et des rapports sociaux entretient une forte cohésion communautaire où le contrôle social est à la mesure des ressources auxquelles ses membres ont accès.
- 29 Le modèle commercial sénégalais, qui a le plus retenu l'attention des chercheurs, est celui de la confrérie Mouride, un réseau dont les centralités principales sont Touba au Sénégal (la capitale religieuse), New York et Paris et qui étend ses ramifications dans le

monde entier (Diop, 1990 ; Riccio, 2000 ; Salzbrunn, 2007 ; Schmitz, 2003). Nous préférons ici nous attarder sur le commerce sédentaire sénégalais non mouride, qui est beaucoup moins connu, mais dont le déploiement transnational est tout aussi inventif. Nous prendrons le cas de Dramé, une entreprise commerciale sénégalaise du 18^e arrondissement à Château Rouge, spécialisée d'abord dans la vente de cassettes, étendue ensuite au commerce de produits cosmétique. Dramé est gérée par trois associés : Assane, Modou et Doudou. Assane⁷ s'occupe de la boutique de cosmétique, Modou de la boutique de cassettes et de CD tandis que Doudou fait des allers-retours entre le Sénégal et la France. Ce dernier a une formation de cameraman et filme des pièces de théâtre au Sénégal. Dramé a signé des contrats d'exclusivité avec des troupes de théâtre au Sénégal ; les prestations sont payées entre 500 à 650 euros. Dramé réalise le fractionnement des œuvres en plusieurs épisodes enregistrés sur des cassettes et des CD fabriqués en Belgique par une entreprise partenaire.

- 30 Dramé constitue donc un exemple de commerce qui repose sur une circulation transnationale active. À ce titre, il correspond à la définition que donnent Alejandro Portes et Louis Eduardo Guarnizo (2002) des entrepreneurs transnationaux, c'est-à-dire des migrants qui dirigent une entreprise dont le fonctionnement dépend de l'étranger (le pays d'origine dans la majorité des cas) où le commerçant est obligé de se rendre au moins deux fois par an dans le cadre de son activité économique. Néanmoins, une telle définition demeure problématique et n'embrasse pas la totalité des cas rencontrés. Elle fait sortir de la catégorie d'entrepreneurs transnationaux par exemple les vendeurs présents sur les lieux touristiques qui s'approvisionnent chez les grossistes chinois du 3^e arrondissement. Elle exclut également les détaillants présents sur les places marchandes, à l'instar de ceux de la place Voltaire. Or, même si ces commerçants n'ont pas par eux-mêmes d'activité circulaire, ils constituent un chaînon essentiel des dispositifs marchands transnationaux. Cette définition des entrepreneurs transnationaux donc ne prend pas en compte ceux qui sont insérés dans un système organisationnel qui leur épargne la nécessité de circuler.
- 31 Entre la France et le Sénégal, des touristes « à la valise » jouent régulièrement le rôle d'intermédiaire entre Dakar et les différentes régions françaises où sont installés ces commerçants. Le dispositif marocain de Gennevilliers est lui doté d'un ensemble d'entreprises spécialisées dans le transport de marchandises qui effectuent des courses internationales à la demande. La circulation des acteurs n'est donc pas une condition nécessaire pour les définir en tant qu'acteur transnational.

Les organisations de développement

- 32 Les projets de développement peuvent être considérés comme une forme d'investissement collectif pour la communauté d'origine. Ce type de mobilisation collective, qu'il soit à caractère religieux, d'équipement public, social ou économique, est très répandu tant parmi les Sénégalais que chez les Marocains. Ces projets sont le fait de petits collectifs de villageois expatriés. Ces collectifs ont profondément évolué sous la pression de jeunes nés en France, de l'arrivée à l'âge de la retraite des premiers arrivants, mais aussi des effets de l'intégration qui génère de nouvelles préoccupations. Les exemples ici présentés illustrent cette évolution.
- 33 Les migrants de Ceedo au Sénégal ont constitué trois associations. La première, composée de personnes âgées, est orientée vers l'entretien des mosquées. La seconde

est animée par les jeunes qui destinent leurs investissements aux activités sportives de Ceedo. La troisième est une association regroupant anciens et jeunes qui finance les projets de développement (forages, école, postes de santé, etc.). D'après le Secrétaire de cette dernière association :

« Nous n'avons pas pu nous entendre avec les vieux, c'est pour cela que nous avons jugé utile de créer ces trois structures. D'ailleurs l'association des vieux est informelle. Ils se rencontrent de temps à autre pour se cotiser et financer des travaux de la mosquée mais aussi pour les gamous⁸ au village. Ils n'ont même pas enregistré leur association à la préfecture et se sont regroupés par affinité ».

- 34 Ce type d'opposition générationnelle est également visible parmi les Marocains. Les jeunes introduisent une idée rénovée de l'aide au village, détachée des préoccupations coutumières et religieuses. Par ailleurs, ils mettent en œuvre des techniques associatives formalisées : enregistrement des statuts, tenue d'une comptabilité, demande de subvention, etc. Mais les dynamiques d'intégration et la diversité des générations ne sont pas les seuls facteurs d'évolution de ce type de pratiques. Une élite associative, composée d'anciens syndicalistes, de militants politiques, de réfugiés, a largement contribué à la structuration de ces groupes de porteurs de projets. Christophe Daum a relevé le rôle important de ce type d'acteur parmi les Maliens et les Sénégalais (Daum, 1998). Mais c'est surtout vrai pour les organisations marocaines en raison de l'activisme des réfugiés politiques (Lacroix, 2005). Ainsi, plusieurs ONG d'émigrés marocains ont été créées en France pour soutenir ces collectifs. La plus importante, « Migrations et Développement », est située à Marseille. Elle fut créée en 1987 par un ancien ouvrier de Pechiney qui fut également délégué syndical de la CFDT. Elle a aujourd'hui réalisé des projets dans plus de deux cents villages du Sud marocain grâce aux soutiens des États français et marocains, de l'Union européenne et de multiples ONG partenaires. L'association est également régulièrement consultée par les pouvoirs publics sur les dispositifs de co-développement. Le second exemple est celui d'« Immigration, Développement, Démocratie ». Cette structure fut créée en 1998 à Paris par des réfugiés politiques et militants marocains de gauche. Il s'agit pour ces acteurs de retrouver une action militante au Maroc. Leur premier projet fut la mise en place de bibliothèques en milieu rural.

Les organisations professionnelles

- 35 Les associations professionnelles ne sont pas à proprement parler des organisations économiques, cependant elles jouent un rôle de plus en plus important pour l'insertion des migrants qualifiés sur le marché du travail des pays d'accueil ou d'origine. Elles sont le fait d'étudiants et de personnels qualifiés dont le nombre a cru dans les années 1990. Le premier objectif de ces structures est celui de l'accueil, la circulation d'information, la formation, les aides à l'embauche, etc. Leur fonction dépasse, pour certaines, le cadre strictement professionnel. Ainsi l'Association des Informaticiens Marocains en France (AIMF) organise des sorties socio-culturelles « *afin de souder les relations entre les membres et minimiser les effets du dépaysement* ». Or ce type d'association déploie très souvent une partie de ses activités au Maroc. Cela consiste essentiellement en des projets de développement et des transferts de compétence attenants au domaine professionnel de l'organisation. Par exemple, l'AIMF expédie annuellement de l'équipement informatique pour des écoles marocaines. « Maroc Entrepreneur » fut créé en 1999 à l'instigation d'étudiants marocains en Grandes Écoles et Universités

françaises (ESSEC, HEC, ESCP, EM-Lyon, X, Centrale, ... etc.). Ces étudiants ont pour préoccupation commune le retour au pays après l'obtention de leur diplôme. L'association se pose en intermédiaire entre ces demandeurs d'emplois et les entreprises basées au Maroc. Maroc Entrepreneur regroupe aujourd'hui le plus grand réseau de cadres supérieurs et d'étudiants marocains en France, soit près de 5 000 membres : 60 % sont des diplômés, 40 % sont encore étudiants.

- 36 Ce même type d'organisations existe parmi les Sénégalais de France. Par exemple, l'Association des Travailleurs Sénégalais, existe depuis plusieurs décennies. Un de leurs objectifs est le transfert au Sénégal de droits sociaux (allocations, retraite etc.) acquis en France.
- 37 Au-delà des questions d'ordre strictement professionnelles, on constate que ces associations jouent un rôle analogue à celui des filières pour l'immigration ouvrière, à savoir une fonction de porte d'entrée sur la société française et de maintien de liens avec le pays d'origine.

Transnationalisme politique

- 38 Les États sénégalais et marocain s'efforcent de mobiliser, d'encadrer et de contrôler leurs migrants respectifs pour gagner des élections, se maintenir au pouvoir ou contrôler leur image à l'extérieur. La forme des relations transnationales entre un État et ses migrants est largement conditionnée par la configuration du régime politique du pays d'origine et des pays de résidence en question. Il s'agit ici de souligner les convergences et les différences entre les deux cas d'étude.

La société civile migrante Marocaine : de l'opposition à l'ouverture

- 39 L'opposition marocaine à la monarchie constitutionnelle s'est constituée très tôt sur une base transnationale. En effet, jusqu'au milieu des années 1970, la migration marocaine est le fait non seulement de migrants économiques mais aussi de réfugiés⁹.
- 40 L'opposition à la monarchie constitutionnelle — imposée en 1961 —, et surtout la série d'attentats contre le monarque à la fin des années 1960, ont déclenché une vague de répression contre la gauche marocaine dont une partie a pris le chemin de l'exil. C'est Mehdi Ben Barka, le fondateur du parti socialiste marocain, qui va fédérer, dès 1962, l'ensemble des courants de la gauche exilée au sein de l'AMF (Association des Marocains de France). En 1982, les divisions internes vont déboucher sur une scission : l'aile radicale crée l'Association des Travailleurs Marocains de France (ATMF). Les activistes soutiennent le mouvement ouvrier dans l'industrie française alors en crise. À partir de la fin des années 1980, l'ATMF centre ses activités sur les droits sociaux et politiques des immigrés (soutien scolaire, lutte contre les discriminations, soutien au mouvement des sans-papiers et revendication du droit de vote aux élections locales). L'association ne s'adresse plus spécifiquement aux Marocains, mais à l'ensemble de la communauté immigrée d'origine maghrébine. En 2000 l'ATMF devient l'Association des Travailleurs Maghrébins de France. Elle s'inscrit sur un plan européen, en rupture avec le « maroco-centrisme » de l'AMF. Au début des années 1990, l'association siège à l'éphémère « Forum Européen des Migrants », un organe consultatif auprès de la Commission Européenne. Cependant, à la fin des années 1990, l'ATMF réinvestit la sphère politique marocaine avec la double question de la représentation parlementaire

des Marocains de l'étranger et du développement. L'investissement dans le développement du Maroc est pour certains militants une voie pour soutenir l'émergence d'une société civile démocratique au Maroc. Cette idée est à l'origine de la création, déjà mentionnée dans cet article, d'Immigration, Développement, Démocratie. Le second terrain sur lequel les militants de l'ATMF effectuent leur « retour » est celui du vote des Marocains de l'étranger aux élections nationales marocaines. Les élections législatives de 2002 furent l'occasion d'une relance du débat sur l'exercice du vote à l'extérieur du territoire national. En novembre 2005, le roi Mohamed VI annonce le rétablissement d'une représentation parlementaire. Revenant sur l'annonce royale, le Ministère de l'Intérieur, en juin 2006, invoque des difficultés techniques pour la mise en place effective de la procédure de vote pour les élections suivantes, en septembre 2007. Dès l'été, un collectif d'organisations marocaines en Europe nommé « Al Monadara », dont l'ATMF fait partie, se met en place pour faire pression sur le gouvernement de Rabat. Ce réseau entretient le débat via Internet puis lors d'une rencontre organisée en Juillet 2006 à Rabat. En novembre de la même année, le roi entérine implicitement le projet de représentation parlementaire par l'annonce de la création du Haut Conseil de la Communauté des Marocains de l'Étranger, un organe consultatif chargé d'intervenir sur les affaires concernant les Marocains expatriés. Al Monadara est la manifestation de l'existence d'une société civile marocaine transnationale dynamique et capable d'interpeller les pouvoirs publics.

- 41 Aujourd'hui, la société civile migratoire marocaine n'est plus divisée entre tenants et opposants à la monarchie. De nouvelles associations sont actives dans la sphère politique. Nous avons déjà mentionné le tissu ancien des associations berbéristes, prises entre folklorisme et militantisme culturel. Leur nombre et leur visibilité ont récemment augmenté, pris par l'élan du mouvement berbériste au Maroc.
- 42 Les jeunes Marocains des deux rives sont également actifs au niveau transnational. Créée en 2003, l'Union des Jeunesses Euromaghrébines milite pour la constitution d'un Maghreb arabe démocratique. L'UJEM a mis en place un cycle de rencontres et journées d'études, dont le forum euro-maghrébin de la jeunesse. Le concept de « Maghreb Uni » de cette association fait écho à la « maghrébinité » portée par ses membres. Selon le président de l'association, il est une conséquence du regard de la société française. Les Marocains, Tunisiens et Algériens se retrouvent à un même niveau face à la désignation de « Maghrébin » que leur assigne la société. Leur activisme se construit à partir d'un vécu européen, vécu à travers lequel ils cherchent à prendre part au débat sur l'autre rive.

Les réseaux transnationaux comme multiplicateurs de voix

- 43 Pour les Sénégalais, les enjeux électoraux jouent un rôle déterminant dans les relations entre les migrants et la classe politique. Les relations particulières avec la France et l'importance numérique d'immigrés Sénégalais font de l'hexagone une base de campagne et un espace de compétition privilégiée entre partis politiques.
- 44 Avant de gagner les élections présidentielles en l'an 2000, Abdoulaye Wade a mené la campagne électorale pendant un an depuis son lieu de résidence en France. La stratégie de miser sur les réseaux transnationaux comme multiplicateurs de voix s'est traduite par une mobilisation importante de militants politiques sur le terrain francilien. La mobilisation individuelle de militants, et l'utilisation de différents médias sont les deux

aspects qui constituent la base de la stratégie électorale wadienne, poursuivie pendant son mandat jusqu'aux campagnes électorales présidentielles et législatives de l'an 2007.

- 45 Pendant la campagne électorale de l'an 2000, Abdoulaye Wade a fait enregistrer une cassette destinée aux migrants sénégalais en France, aux États-Unis, en Italie, en Allemagne, et partout où réside une communauté importante de Sénégalais. Au cours de cette campagne, clôturée par sa première victoire, ainsi que pendant toute la durée de son mandat jusqu'à sa réélection en 2007, Wade a toujours misé sur l'importance des réseaux politiques transnationaux. Par l'intermédiaire de discours ou de vidéos enregistrés lors de meetings, il a créé une image d'ubiquité, tout en donnant aux migrants sénégalais de chaque pays de résidence l'impression de connaître leur situation particulière et de défendre leurs intérêts.

« C'est une excellente occasion pour moi que de m'adresser aux immigrés sénégalais et aux immigrés africains en général pour bien cadrer le problème de l'immigration et comprendre la politique que j'envisage de mener dans ce domaine-là... En tant que Libéral, je suis donc pour la liberté de déplacement des immigrés - africains comme des autres. Aujourd'hui, on compte à peu près 50 000 immigrés sénégalais en France, 50 000 immigrés aux États-Unis, peut-être 80 000 en Italie. Donc, c'est vraiment mineur... Mais l'immigration africaine a certains aspects tout à fait particuliers... Après la guerre, la France avait besoin de main-d'œuvre et a fait appel à des immigrés avec des salaires et des conditions très alléchantes. Puis, les Français eux-mêmes ont eu besoins d'emplois, il y a eu un phénomène de rejet de l'immigration avec les discriminations... Et aujourd'hui... l'Europe va avoir besoin d'une main-d'œuvre étrangère... Mais... pour l'Afrique, il y a les aspects positifs. Il y a des immigrés qui envoient de l'argent en Afrique... Et ils nourrissent leurs familles ici. Et c'est autant de problèmes en moins pour le gouvernement qui est déjà sollicité par les problèmes de chômage... Mais... l'immigration présente des aspects négatifs pour nous. Notre pays se trouve privé d'une certaine main-d'œuvre... La plupart des immigrés viennent... des zones périphériques qui sont donc désertées et qui contentent de moins en moins de jeunes gens pour constituer... la main-d'œuvre active et on y trouve que des enfants, des femmes et des vieillards, ce qui est très préjudiciable au développement de ces zones... Je considère que la première mesure à prendre est... de faire en sorte que les immigrés soient encouragés à revenir au Sénégal, périodiquement, et surtout qu'ils reviennent définitivement au bout d'un certain moment ».

- 46 En 2000, Wade fit quelques promesses aux migrants, dont un contrôle plus juste par la douane sénégalaise de ceux qui rentrent au pays avec des « cadeaux ». Il s'engagea à négocier une extension des droits à l'allocation familiale des immigrés aux membres des familles restés au Sénégal. Il évoqua aussi la question du mauvais traitement des sans-papiers. En mentionnant son influence sur le gouvernement français, Wade tenta de gagner la confiance des immigrés qui espéraient que leur situation individuelle s'améliore.
- 47 Au moment des élections de 2000, la situation économique difficile du Sénégal, les affaires de corruption et l'usure du pouvoir en place facilitèrent la création de la coalition du *Sopi* (le changement), fruit d'une alliance destinée à destituer l'ancien Président Abdou Diouf. En 2007, la conjoncture politique est nettement moins favorable car un certain nombre de promesses électorales n'ont pas été tenues, notamment celles attendues par les migrants. Grâce à Internet, à la radio FM satellite et aux téléphones portables, les informations circulent plus vite que jamais et les actions gouvernementales sont suivies de près par les Sénégalais résidant à l'étranger. Conscient de cette attention particulière, le gouvernement inscrit sa communication

dans une logique transnationale : le Ministre des Sénégalais de l'Extérieur s'adresse régulièrement aux migrants, le député des Sénégalais de l'Extérieur en fait de même et le Président Wade tient compte des activités, notamment économiques et politiques, des émigrés, dans ses déclarations.

- 48 Récemment le Président a entrepris de nombreuses actions afin de ranimer le potentiel multiplicateur de voix des militants de l'extérieur. Une « Alliance Internationale d'Émigrés Sénégalais pour la Réélection du Président, Maître Abdoulaye Wade en 2007 » a été créée, avec des antennes particulièrement actives aux États-Unis et en Italie, où le « Mouvement des Sénégalais d'Italie pour la réélection d'Abdoulaye Wade (Mosiraw) » a vu le jour. En France, on assiste à des manifestations critiques et à celle de l'opposition composée en partie de membres du PS, auparavant au pouvoir. Ce constat se traduit par la multiplication de débats informels dans les lieux de rencontre (foyers de travailleurs, manifestations intellectuelles, culturelles et religieuses etc.). Le Forum *Res publica* organise régulièrement des débats sur la politique actuelle à Paris, le site Internet *africlive* initie des rencontres avec des hommes politiques sénégalais et les diffuse ensuite sur Internet, enfin les relations diplomatiques entre la France et le Sénégal sont régulièrement suivies et commentées.
- 49 Certaines positions critiques se traduisent par des manifestations, comme celle du 27 février 2007 devant le Consulat à Paris¹⁰. Une des revendications des électeurs Sénégalais de l'Extérieur est l'instauration du vote par Internet car le nombre réduit d'emplacements régionaux de bureaux de vote installés dans les pays de résidence décourage un grand nombre d'électeurs du fait des distances importantes à parcourir pour voter¹¹. L'époque actuelle est marquée par une prise de conscience des inégalités existant entre les habitants d'origine européenne et d'origine africaine en France. Le constat d'une discrimination dont souffrent particulièrement les Africains Subsahariens mène à l'émergence de pratiques politiques transnationales qui mêlent des références à l'histoire nationale et à l'histoire transnationale, notamment l'esclavage¹².
- 50 Les militants politiques Sénégalais et Marocains se sont organisés sur le territoire français depuis les années 1960. Comme les Marocains sont exclus du vote, leurs stratégies d'influence politique sur leur pays d'origine prennent surtout forme au sein du tissu associatif. À l'inverse, tous les partis sénégalais disposent d'antennes en France dont l'influence lors des élections est importante. Après l'alternance politique de 2000, les voix critiques trouvent écho dans de nouvelles configurations de la société civile. Cette dernière recourt à des pratiques politiques très diversifiées, notamment du fait de l'utilisation d'anciens et de nouveaux modes de communication adaptée à la situation et au public concerné. La perception de la discrimination en France a une influence sur le discours et les pratiques politiques des immigrés Marocains et Sénégalais, et se répercute dans leurs associations. Des alliances maghrébines, puis d'autres groupements fondés sur le phénotype, voient le jour afin de défendre les intérêts des immigrés en France. Ils s'organisent à leur tour de manière transnationale en s'inspirant parfois du modèle américain.

Conclusion

- 51 L'étude des pratiques transnationales marocaines et sénégalaises nous a permis de mettre en évidence les invariants et les évolutions du phénomène transnational. Il est

ancré dans la logique des filières migratoires destinées à préserver le lien avec le lieu d'origine (et donc la manne financière des transferts) en dépit de la distance. Cette cohésion communautaire a permis le développement de dispositifs commerciaux internationaux malgré l'absence de régulation légale. Le jeu de la parole donnée, de la réputation et le contrôle inhérent aux relations suffisent à garantir les transactions entre partenaires commerciaux. Dans le domaine culturel, un large éventail d'activités artistiques et associatives se sont développées sur le terreau de la nostalgie et du besoin de trouver des référents identitaires communs. Enfin, au niveau politique, le transnationalisme est un champ de réactivation de l'allégeance au pays d'origine, un comportement encouragé, voire suscité par les États marocain et sénégalais. Le champ transnational serait donc à première vue un défi à l'intégration dans la société d'accueil, notamment lorsque la discrimination vide de son contenu les promesses de cette intégration. Cependant, une telle analyse ne serait qu'une lecture bien éloignée de la complexité des rapports sociaux. L'évolution de l'immigration, l'importance croissante des nouvelles générations, l'arrivée à l'âge de la retraite des premiers arrivants, ont profondément modifié les pratiques. L'envoi d'argent aux familles n'est, par exemple, plus qu'un mode de transfert parmi d'autres, comme les initiatives de co-développement. De même, l'acquisition de savoir-faire et le perfectionnement de la division du travail au sein des espaces transnationaux ont ouvert de nouveaux horizons économiques pour les migrants à même de s'affranchir à la fois des contraintes territoriales et des contraintes de la circulation. Le fonctionnement de ces espaces transnationaux est caractérisé par un fort ancrage local. Des productions culturelles inédites, composées de références plurielles, émergent et deviennent les vecteurs d'une communication renouvelée avec la société d'accueil et de départ. Enfin, et surtout, les activités politiques démontrent que le champ transnational dépasse les seules relations avec l'espace national d'origine. La transgression des logiques bilatérales mène à la création d'alliances inédites au sein de l'espace social transnational.

BIBLIOGRAPHIE

- AIT OUAZIZ R. Kia (1989) *Les commerçants soussis dans l'agglomération parisienne : insertion spatiale et relation avec le pays d'origine*, Thèse pour le doctorat, Université de Poitiers, Faculté de Lettre et Sciences Humaines, 314 p.
- BATTEGAY Alain (2003) Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la Place du Pont à Lyon, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 19 (2), pp. 9-22.
- BAVA Sophie (2003) De la « baraka aux affaires » : ethos économique-religieux et transnationalité chez les migrants sénégalais mourides, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 19 (2), pp. 69-84.
- BELBAH M., VEGLIA P. (2003) Pour une histoire des Marocains en France, *Hommes et Migrations*, (1242), pp. 18-31.

- BERTONCELLO Brigitte, BREDELOUP Sylvie (1999) Le Marseille des marins africains, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 15 (3), pp. 177-197.
- BOUSSETTA Hassan (2001) *Immigration, post immigration politics and the political mobilization of ethnic minorities. A comparative case study of Moroccans in four European cities*, Thèse pour le doctorat, Université catholique de Bruxelles, Département sciences sociales, 444 p.
- BRYCESON Deborah, VUORELA Ulla (2002) Transnational families in the twenty-first century, in Deborah Bryceson et Ulla Vuorela Eds., *The transnational family*, Oxford, and New York, Berg, pp. 3-30.
- DAOUD Zakia (2002) *De l'immigration à la citoyenneté, itinéraire d'une association maghrébine en France : l'ATMF (1960-2003)*, Houilles, Mémoires de la Méditerranée, 238 p.
- DAUM Christophe (1998) *Les associations de Maliens en France : migrations, développement et citoyenneté*, Paris, Editions Karthala, 253 p.
- DIOP A. Moustapha (1990) L'émigration Mouride en Europe, *Hommes et Migrations*, 1132, pp. 21-24.
- EL HARIRI Saâdia (2002) Espaces et pratiques des Marocaines en immigration : le cas des femmes installées à Gennevilliers, in Mohamed Charef Eds., *Les migrations au féminin*, Agadir, Éditions Sud-Contact, pp. 131-150.
- FAIST Thomas (2000) *The volume and dynamics of international migration and transnational social spaces*, Oxford, Clarendon Press, 380 p.
- FONDATION HASSAN II POUR LES MAROCAINS RÉSIDANT À L'ÉTRANGER (2003), *Marocains de l'extérieur*, Rabat, Organisation Internationale pour les Migrations, 397 p.
- GLICK SCHILLER Nina, BASCH Linda, SZANTON BLANC Cristina (1992) *Towards a transnational perspective on migration: race, class, ethnicity and nationalism reconsidered*, New York, New York Academy of Sciences, 258 p.
- GLICK SCHILLER Nina, CAGLAR Ayse (2006) Towards a theory of locality, in migration studies: migrant incorporation and city scale, Poitiers, *Colloque 1985-2005*.
- GLICK SCHILLER Nina, FOURON Georges-Eugène (2001) *Long distance nationalism and the search for home*, Durham/London, Duke University Press, 326 p.
- KAUFMANN Jean-Claude (2004) *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 351 p.
- LACROIX Thomas (2005) *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politique du territorial*, Paris, Presses de Sciences Po., 257 p.
- MA MUNG Emmanuel, SIMON Gildas, GUILLON Michelle, BOUBAKRI Hassan, AIT OUAZIZ R. Kia (1990) *Commerçants maghrébins et asiatiques en France agglomération parisienne et villes de l'Est*, Paris, Masson, 129 p.
- MERIZAK Moustapha (2006) *Immigration, militantisme politique et mouvement associatif des marocains en France : des origines aux évolutions*, Paris, Université Paris VIII, Département de sociologie, Thèse doctorat, 388 p.
- PORTES Alejandro, HALLER William, GUARNIZO Luis Eduardo (2002) Les entrepreneurs transnationaux : une forme alternative d'adaptation économique des immigrés, in Michel Péraldi Eds., *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose, pp. 51-89.

- PRIES Ludger (1996) Transnationale soziale Räume. Theoretisch-empirische skizze am Beispiel der Arbeitswanderungen Mexico-USA, *Zeitschrift für Soziologie* 25 (6), pp. 456-472.
- RAY Joanny (1938) *Les Marocains en France*, Paris, Librairie du recueil, Sirey, 406 p.
- RICCIO Bruno (2000) Spazi transnazionali: esperienze senegalesi, *afriche e orienti* (3/4), pp. 17-25.
- SALZBRUNN Monika (1996a) Organisations paysannes, confréries islamiques et structures étatiques dans le processus de transformation au Sénégal : deux études de village au Sine-Saloum, *La transmission du savoir dans le monde musulman périphérique* (16) : pp. 17-29.
- SALZBRUNN Monika (2002) Hybridization of religion and political practises amongst West African muslim migrants in Paris, in Deborah Bryceson, Ulla Vuorela Eds., *The transnational family New european frontiers and global networks*, Oxford, Berg, pp. 217-229.
- SALZBRUNN Monika (2007) *Localising transnationalism: researching political and cultural events in a context of migration. Transnationalism and development: towards a North-South perspective*, Centre for interdisciplinary Research, Bielefeld, COMCAD.
- SCHMITZ Jean (2003) *Du djihad à la migration internationale. La diaspora des républiques musulmanes de la Vallée du Sénégal*, Thèse pour le doctorat, Université Paris V.
- TARRIUS Alain (2002) *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, 168 p.

NOTES

1. La recherche a été conduite dans le cadre d'un programme de recherche européen sur les « pratiques transnationales ».
2. L'Espagne et l'Italie ont accueilli environ 500 000 personnes sur la décennie (Fondation Hassan II, 2003). Le Canada et les États-Unis émergent également comme nouveaux territoires d'installation.
3. La plus visible des quatre confréries soufies présentes au Sénégal est aussi celle sur laquelle la plupart des recherches se sont concentrées (Diop, 1990) ; (Bava, 2003). À côté de la Murîdiyya existe la Tijâniyya (la plus grande en nombre d'adeptes), la Quadiriyya et les Layène.
4. Les maisons s'appellent Keur Serigne Touba en wolof. « Keur » signifie « maison » ; « Serigne » désigne un guide spirituel et se traduit en français par « marabout ». Le nom des maisons se réfère à Cheikh Ahmadou Bamba (1850-1927), fondateur de la confrérie mouride au XIX^e siècle, et dont le siège se trouve dans la ville sénégalaise de Touba.
5. Cheikh Mourtaala Mbacké est l'un des fils de Cheikh Ahmadou Bamba qui est le marabout par excellence des disciples mourides en migration. Il faisait des allers-retours incessants entre le Sénégal et les pays d'installation des Mourides comme les États-Unis, la France, les autres pays de l'Union européenne et même l'Asie. À chacune de ses visites, est organisé un rassemblement par les talibés pour l'accueillir et recevoir ses bénédictions. C'est grâce à lui que les Mourides se sont organisés à travers les maisons de Serigne Touba.
6. Le terme Amazigh désigne les organisations berbéristes. Il est un substitut au terme « berbère » considéré comme dégradant et impropre à cause de son étymologie identique à celle de « barbare ».
7. Les noms ont été modifiés.
8. Fête religieuse tijâne en honneur de l'anniversaire du Prophète.
9. Les associations de réfugiés ont récemment fait l'objet d'une série de travaux (Lacroix, 2005 ; Bousetta, 2001 ; Daoud, 2002 ; Merizak, 2006).

10. La Manifestation organisée par *Res Publica* le 27 juillet devant le Consulat du Sénégal à Paris, avait quatre revendications : « 1. Le maintien des élections présidentielles comme prévu pour le 25 février 2007 ; 2. La non réédition d'assassinat politique à l'instar de celui de Me Babacar Seye, ancien Vice-président du Conseil Constitutionnel et la consécration de l'impunité par la tristement célèbre loi "Ezzan" ; 3. La démission du Ministre de l'Intérieur pour son incompetence et son incapacité à organiser des élections libres, transparentes et pacifiques ; 4. La disqualification des candidats à l'élection présidentielle qui seraient tentés de retirer leur candidature à des fins d'annulation de celles-ci sur le fondement de l'article 34 de la constitution. ».

11. L'Italie, plus souple dans l'autorisation d'installer des bureaux de vote, est devenu le premier pays d'immigration sénégalaise en Europe. Il a organisé une soixantaine de bureaux de vote pour les Sénégalais en 2007, alors que la France n'en comptait que 35 dans une douzaine de lieux.

12. Les résultats d'un récent Testing du Centre d'Analyse Stratégique auprès d'employeurs sont publiés sur le site <http://www.strategie.gouv.fr/> et dans le numéro 5 de la revue *Horizons Stratégiques* (2007).

RÉSUMÉS

Cet article présente les pratiques transnationales marocaines et sénégalaises dans les sphères politiques, économiques et socioculturelles. En dépit du parallélisme historique des migrations marocaines et sénégalaises, l'étude souligne les différences de contenu qui distinguent les deux champs transnationaux. Par exemple, la confrérie sénégalaise mouride a produit un double dispositif transnational spirituel et économique. Parmi les Marocains, le religieux est un champ de tensions politiques sur lequel s'exerce le contrôle de l'État marocain.

Mais plus qu'un simple catalogue, les auteurs mettent à jour les invariants et les voies d'évolution du transnationalisme. L'ancienneté des migrations marocaines et sénégalaises en France est un facteur de diversification des relations transnationales. Les mécanismes d'intégration, les nouvelles générations, les nouveaux profils socioprofessionnels, mais aussi l'évolution des sociétés d'accueil et d'origine, ont profondément marqué les pratiques qui sont de nature de plus en plus ouvertes sur les groupes extracommunautaires.

This article presents the Moroccan and Senegalese transnational practices in the political, economic and socio-cultural spheres. In spite of the historical parallelism of Moroccan and Senegalese, the study highlights the content differences which distinguish the two transnational fields. For instance, the Senegalese Murid brotherhood relies on their spiritual sway faithful to build up economic transnational networks. Amongst Moroccans, religion is a field of political tensions on which the Moroccan state strive to keep a firm hold.

But, more than a mere enumeration, the authors shed light on invariants and paths of change of transnationalism. The age of Moroccan and Senegalese immigration to France is a factor of diversification of transnational activities. Mechanisms of integration, new generations, new occupational profiles, but also evolution of host and receiving societies, have deeply transformed practices which are increasingly opened outside ethnic communities.

Este artículo presenta las prácticas transnacionales marroquíes y senegalesas en las esferas políticas, económicas y socioculturales. A pesar del paralelismo histórico de las migraciones

marroquíes y senegalesas, este estudio pone de relieve las diferencias de fondo que distinguen los dos campos transnacionales. Por ejemplo, la cofradía senegalesa mouride produjo un doble dispositivo transnacional, espiritual y económico. En el caso de los marroquíes, lo religioso está atravesado por tensiones políticas controladas por el Estado marroquí.

No se trata aquí de catalogar estas prácticas, sino poner a la luz los invariantes y las evoluciones del transnacionalismo / los procesos de transformación del transnacionalismo. La antigüedad de las migraciones marroquíes y senegalesas en Francia es un factor que contribuye a la diversificación de las relaciones transnacionales. Los mecanismos de integración, las nuevas generaciones, los nuevos perfiles socio profesionales, pero también la evolución de las sociedades de llegada y de origen, han profundamente marcado unas prácticas que resultan cada vez más abiertas sobre los grupos extracomunitarios.

AUTEURS

THOMAS LACROIX

Thomas Lacroix est chargé de recherche, International Migration Institute, Université d'Oxford, thomas.lacroix@qeh.ox.ac.uk

LEYLA SALL

Leyla Sall est chercheur associé au Laboratoire MIGRINTER, Migrations Internationales, Espaces et Sociétés, UMR 6588, leylasall@yahoo.fr

MONIKA SALZBRUNN

Monika Salzbrunn est chargée de recherche, CRIA (UMR 8131 CNRS-EHESS), 54 bd Raspail, 75006 Paris, monika.salzbrunn@ehess.fr

Les pratiques transnationales des immigrés chinois et marocains de Belgique

The Transnational Practices of Chinese and Moroccan Immigrants in Belgium

Las prácticas transnacionales de los inmigrantes chinos y marroquíes en Bélgica

Marco Martiniello et Hassan Bousetta

- 1 Depuis les années 1990, la littérature anglo-saxonne sur le transnationalisme s'est considérablement développée. Les avancées théoriques dans ce champ sont toutefois assez récentes même si les études de cas empiriques foisonnent déjà depuis de nombreuses années. En Europe continentale et plus particulièrement dans l'espace francophone, les débats théoriques sur les questions du transnationalisme n'ont également éveillé l'intérêt des chercheurs que tardivement. On peut faire le constat que les recherches empiriques consacrées aux pratiques transnationales des populations immigrées et issues de l'immigration continuent à être insuffisantes à ce jour.
- 2 L'un des objectifs de cet article est précisément de contribuer à combler cette lacune relative en nous concentrant sur le cas de la Belgique. De manière plus précise, et afin d'aller plus loin que les recherches européennes consacrées aux dimensions politiques et idéologiques du transnationalisme, notre objectif est ici de nous focaliser sur le transnationalisme de base (« *grassroot transnationalism* »). En effet, dans l'optique d'approfondir la connaissance de ce concept en vogue, il nous est d'emblée apparu nécessaire de commencer par procéder à une description ethnographique la plus complète possible des pratiques transnationales des immigrés et de leurs descendants. Ce premier temps était indispensable afin de pouvoir identifier empiriquement les caractéristiques et les tendances les plus significatives de ces pratiques. En l'état actuel de la recherche sur ce sujet en Belgique, mais plus généralement aussi en Europe, l'élaboration d'hypothèses explicatives quant à l'émergence et la reproduction des pratiques transnationales des immigrés ne pouvait se concevoir que dans un second temps. Le recueil d'un matériau empirique qualitatif permettant de décrire de manière la plus systématique possible les différentes pratiques transnationales des différents

groupes d'immigrés en Europe et en Belgique reste en effet un passage obligé pour toute démarche de ce type. La première étape de la recherche présentée ici nous a amené à sélectionner deux groupes d'immigrés relativement contrastés et à tenter d'identifier des régularités dans leurs pratiques économiques, sociales, culturelles et politiques transnationales pour ensuite dégager des constats comparatifs entre les pratiques transnationales des collectifs chinois et marocains de Belgique.

- 3 Bien que l'objectif premier de cet article ne soit pas proprement théorique, deux éléments de notre ligne de départ doivent être explicités. En premier lieu, il convient d'indiquer que notre approche porte sur les pratiques transnationales de deux groupes de population que nous qualifions a priori d'immigrés et non de *communautés transnationales*. En d'autres termes, notre approche rejette la distinction habituelle dans la littérature sur le transnationalisme entre les communautés transnationales et celles qui ne le seraient pas. En effet, nous pensons que les individus et les groupes issus de la plupart des populations immigrées sont susceptibles, dans certaines conditions, de s'engager dans des pratiques transnationales (Martiniello et Lafleur, 2008). Aucune population immigrée n'est par nature une communauté transnationale. Le prétendre revient, d'une part, à endosser une approche inappropriée et essentialiste du transnationalisme et, d'autre part, à réifier les « communautés transnationales ». De notre point de vue, l'engagement dans des pratiques transnationales peut être considéré comme un moment éventuel, comme une potentialité, dont il convient précisément d'expliquer l'occurrence et la reproduction dans le parcours de certains immigrés et de ce qu'ils définissent comme leur « communauté ». Il convient également d'indiquer à titre liminaire que la définition des activités transnationales que nous adoptons est inspirée des travaux d'Alejandro Portes (2001). Il s'agit d'activités réalisées au-delà des frontières étatiques par des immigrés dans les domaines économique, socio-culturel et politique que ce soit à la fois dans le pays dit de résidence et dans le pays dit d'origine ou encore dans le pays dit de résidence et dans un pays tiers.
- 4 Il découle de ce qui précède que notre posture théorique se veut constructiviste plutôt que fondée sur un déterminisme culturel. La position culturaliste ne nous paraît pas féconde en ce qu'elle tend à l'essentialisation des groupes concernés. Rien ne semble indiquer qu'il faille chercher d'abord et surtout dans la culture distinctive des populations immigrées l'explication de l'apparition, du développement et du maintien de pratiques transnationales. Certes, il ne serait pas non plus sensé d'écarter d'emblée et totalement l'importance éventuelle du facteur ethno-culturel. Les conditions macro-économiques et politiques sont, de notre point de vue, premières dans l'explication de l'émergence des pratiques transnationales, de leur maintien et de leur reproduction. Ainsi par exemple les politiques des États dits d'origine à l'égard de leurs émigrés, parfois appelés citoyens résidant à l'étranger, et les politiques des États dits de résidence à l'égard des immigrés peuvent ouvrir ou fermer les opportunités d'apparition de pratiques transnationales. La culture et l'ethnicité n'apparaissent alors qu'en deuxième instance pour éventuellement éclairer de manière contingente la construction des formes que ces pratiques revêtent.
- 5 D'un point de vue méthodologique, cette contribution s'attache aux pratiques transnationales de deux groupes très différenciés. Nous avons étudié, d'une part, une population immigrée déjà ancienne, les Marocains et leurs descendants qui sont de plus en plus souvent de nationalité belge et, d'autre part, la population immigrée chinoise

dont l'implantation est dans l'ensemble plus récente. La recherche de terrain s'est étalée sur dix-huit mois, de janvier 2006 à juin 2007. Une revue de la littérature existante et un relevé des données statistiques relatives aux populations marocaine et chinoise ont été réalisés. Ensuite, un ensemble de soixante-trois entretiens ont été conduits¹ (33 répondants chinois et 30 marocains) avec des acteurs transnationaux actifs dans la sphère économique, politique ou socio-culturelle. Des entretiens ont également été menés avec des experts-informateurs qui connaissent particulièrement bien ces deux populations².

- 6 Le présent article synthétise les résultats obtenus à l'issue de cette recherche. Il commence par un bref aperçu démographique des immigrés chinois et marocains en Belgique et de leurs descendants et par une brève présentation des points clés de leur histoire migratoire. Les trois parties suivantes présentent respectivement les pratiques économiques, socio-culturelles et politiques transnationales dans lesquelles s'engagent des Chinois et des Marocains de Belgique. Enfin, les conclusions s'efforcent de dégager des constats comparatifs ainsi que des hypothèses en vue de recherches ultérieures.

Les immigrés chinois et marocains en Belgique : bref aperçu démographique

- 7 Selon l'Institut National de Statistiques, il y avait 80 602 Marocains et 7 452 Chinois en Belgique en 2005. Ensemble, ces deux groupes formaient 10 % de la population étrangère totale (Tableau 1). Ces chiffres doivent toutefois être considérés avec prudence. Il est en effet important de prendre en considération le nombre élevé des naturalisations enregistrées au cours des deux dernières décennies au sein de ces deux collectifs : 154 846 Marocains et 2 983 Chinois sont devenus belges entre 1991 et 2004. En ce sens, la décroissance de la population étrangère observable en Belgique au début des années 2000 est plus virtuelle que réelle (voir Figure 1).

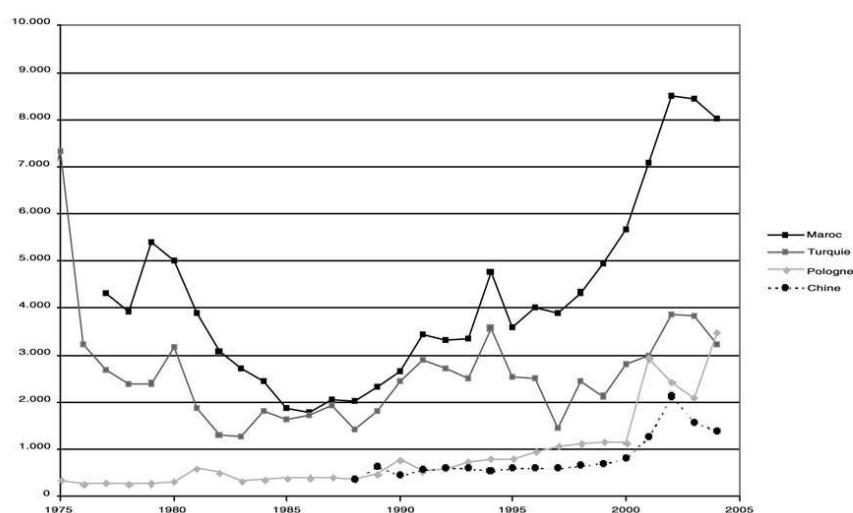
Tableau 1 : Étrangers résidant légalement en Belgique par nationalités au 1^{er} janvier 2005

Population totale	10 445 852
Belges	9 574 990
Étrangers	870 862
dont ressortissant de pays tiers à l'UE	291 276
Maroc	80 602
Turquie	40 403
Congo (R.D.C.)	13 423
USA	11 476
Algérie	7 495

Chine	7 452
Roumanie	5 632

Source : Registre National – Institut National de Statistiques, 2005.

Figure 1 : Immigration marocaine, turque, polonaise et chinoise en Belgique (1975-2004)



Source : Registre National – Institut National de Statistiques, 2005.

- 8 On trouve trace d'une présence chinoise en Belgique dès le XIX^e siècle. Ce sont surtout des marins de Guangdong et de la province de Fujian ainsi que des marchands de Qingtian et Wenzhou (Province de Zhejiang) arrivés via la France et l'Allemagne. C'est toutefois à partir des années 1950 que se développe une présence chinoise durable en Belgique³. Au regard de la politique restrictive en matière d'émigration mise en place par la République populaire de Chine après 1949, un grand nombre des Chinois qui arrivent en Belgique jusque dans les années 1980 proviennent en réalité de Hong Kong et de l'Asie du sud Est. Ceux qui arriveront par la suite de Chine continentale à partir des années 1980 seront essentiellement originaires des provinces de Zhejiang et Fujian. Ces vagues migratoires distinctes permettent d'établir une différenciation historique et sociologique entre une communauté de vieille implantation plutôt bien établie dans la restauration, et les nouveaux migrants chinois présentant des profils socio-économiques plus bas. Enfin, il faut signaler qu'à ces nouveaux migrants s'ajoute une population difficile à estimer, mais en forte croissance, d'étudiants et de sans-papiers.
- 9 Comparativement, la présence marocaine en Belgique est nettement plus importante sur le plan quantitatif. Les premières traces de cette immigration sont recensées dans l'entre-deux-guerres. Cependant la présence en Belgique des Marocains en nombre significatif n'apparaît qu'après la signature de l'accord bilatéral de main-d'oeuvre entre la Belgique et le Maroc en 1964. Cet accord marque le début d'un long flux d'immigration marocaine encore actif aujourd'hui et composé au départ essentiellement de travailleurs et de leurs familles. De nouveaux profils de migrants

alimenteront également la croissance de la communauté marocaine, dont notamment les bénéficiaires du regroupement familial et un grand nombre d'étudiants qui s'établiront définitivement en Belgique au terme de leurs études. Comme l'indique la figure 1, l'immigration en provenance du Maroc reste un phénomène actif. Chaque année un nombre important de Marocains obtiennent un permis de séjour, notamment par la voie du regroupement familial ou de la constitution de familles. La communauté marocaine de Belgique est donc simultanément dans un schéma migratoire, au regard du nombre important de nouveaux arrivants, et post-migratoire, au regard de l'ancienneté de l'implantation de la majorité de ses membres.

Les pratiques économiques transnationales

- 10 Notre travail de terrain met en évidence des pratiques économiques transnationales de la part des Chinois de Belgique qui prennent notamment la forme d'investissements dans différents secteurs de l'économie tant de la Chine continentale que de Hong-Kong (industrie manufacturière, immobilier, restauration et même agriculture). La différenciation des dimensions économiques et sociales est parfois malaisée. C'est notamment le cas pour l'un de nos répondants, un entrepreneur sino-belge qui a investi dans la culture biologique du thé dans la perspective de venir en aide aux paysans pauvres d'une région de Chine continentale. Des Sino-Belges⁴ jouent aussi un rôle important dans le commerce entre la Chine et la Belgique voire d'autres pays européens. Les activités d'import-export sont importantes et concernent des produits aussi variés que les meubles, le textile d'habillement, les diamants, le chocolat, le vin, le matériel informatique, l'alcool, etc. Les entrepreneurs Sino-Belges se posent ainsi clairement en intermédiaires commerciaux entre les deux pays, voire plus largement entre la Chine et l'Union européenne.
- 11 Les trois exemples suivants illustrent la diversité des pratiques transnationales économiques de certains Chinois de Belgique. Le premier concerne une Chinoise active dans l'importation de vêtements de Chine, essentiellement à destination du marché belge et néerlandais, mais aussi d'autres pays européens comme l'Espagne, la Grèce et l'Allemagne. Elle travaille avec un partenaire chinois de Hong-Kong dont une partie de la famille est établie sur le continent et confectionne les vêtements. En 1992, elle décida d'investir dans l'immobilier en Chine. Ce projet lui fit contre toute attente perdre beaucoup d'argent.
- 12 Le second exemple concerne une Sino-Belge qui a commencé par posséder un restaurant chinois à Vienne à la fin des années 1980. En 1992, avec l'aide d'amis chinois basés en Italie, elle se lance dans l'importation de produits alimentaires pékinois à destination de l'Autriche. Elle commence ainsi à collaborer avec de grandes firmes chinoises à partir du milieu des années 1990. Cela va notamment l'amener à ouvrir une branche d'une chaîne de supermarchés pékinois en Autriche en même temps qu'elle commence à exporter des machines-outils européennes vers la Chine. Ce n'est qu'en 2002 qu'elle s'installe en Belgique pour ouvrir une filiale d'une grande chaîne de supermarchés de Shanghai.
- 13 Enfin, le troisième exemple est celui de ce propriétaire de sept restaurants chinois en Belgique qui a décidé d'investir à Shanghai en 1992. Durant trois ans, il a été à la tête d'une usine de transformation de coton. Cette aventure s'est terminée par une faillite. Dès 1995, il s'est à nouveau tourné vers la restauration en ouvrant cinq établissements,

dont un à Shanghai et un à Pékin. Puis il investit dès 2000 dans la construction d'appartements pour la vente à des particuliers dans différentes villes de Chine. Dans la réalisation de toutes ces opérations, il a été secondé par le même partenaire chinois établi au pays.

- 14 Ces exemples que nous pourrions multiplier montrent un dynamisme économique transnational incontestable des Chinois établis en Belgique. Il est toutefois difficile sur la base de la présente recherche de proposer une estimation du volume et de la valeur monétaire de ces échanges. Quoique nous les ayons interrogés sur ce sujet, nos répondants se sont montrés peu prolixes en la matière. En revanche, nous avons pu dégager une série de traits communs à ces pratiques et à ces acteurs économiques transnationaux sino-belges.
- 15 En premier lieu, il faut faire le constat qu'un grand nombre d'entrepreneurs transnationaux sino-belges ont été à un moment de leur parcours, ou le sont encore, actifs dans le secteur de la restauration en qualité de propriétaire et/ou de gérant d'un ou de plusieurs restaurants chinois. Et si de nouveaux migrants chinois sont nombreux à souhaiter monter leur propre restaurant, on peut également constater que de nombreux propriétaires de ce type de commerce souhaitent également en sortir pour diversifier leurs activités entrepreneuriales. Si l'on ne peut nier que des éléments de type culturel comme les valeurs et la structure familiale jouent un rôle dans l'explication du développement et du succès de ces restaurants, ils n'expliquent en rien le choix de ce type d'activité commerciale au départ. Des variables, renvoyant aux conditions sociales, économiques et politiques, semblent avoir un impact plus déterminant que la culture sur cette décision (Leung, 2004). Lorsque ces conditions objectives changent, les choix entrepreneuriaux tendent à changer aussi. En réalité, la transnationalisation des activités économiques de cette population est très souvent le fruit de changements dans leur environnement dans les sociétés d'immigration.
- 16 En second lieu, nous constatons que la plupart des personnes interviewées se sont lancées dans des activités économiques transnationales au début des années 1990 et que ce mouvement s'est intensifié au début des années 2000. L'accélération de la mondialisation des échanges économiques et l'ouverture de la Chine à l'économie de marché et aux investissements étrangers ne sont pas étrangers à ce mouvement. Le développement des pratiques économiques transnationales des immigrants chinois a accompagné l'ouverture de nouvelles opportunités économiques dans le pays d'origine. D'un point de vue strictement économique, il devenait plus intéressant — en réalité il devenait tout simplement possible — pour les Chinois de l'étranger d'investir en Chine. Le marché de l'immobilier qui a explosé en Chine depuis le début des années 1980 a par exemple attiré de nombreux investisseurs Chinois établis en Belgique et ainsi contribué à la transnationalisation de leurs activités.
- 17 En troisième lieu, si les activités économiques transnationales des Sino-Belges concernent principalement la Chine et la Belgique, elles tendent aussi à couvrir d'autres pays européens et parfois même les USA. D'une manière générale, il semble bien que la Chine continentale se taille la part du lion en termes d'investissements, au détriment notamment de Hong-Kong.
- 18 En quatrième lieu enfin, les Chinois de Belgique engagés dans des pratiques économiques transnationales semblent tous appartenir à la première génération. Les générations suivantes (deuxième et troisième) ne semblent pas pour l'instant actives sur le terrain économique en Chine même si certaines de nos données d'entretiens

rèvelent chez les nouvelles générations un intérêt « *a priori* » pour un investissement dans ce qu'ils qualifient comme le « pays des ancêtres ».

- 19 Au-delà de ces quatre traits communs aux pratiques et aux acteurs économiques transnationaux sino-belges, les entretiens mettent en lumière trois facteurs explicatifs de l'engagement dans ce type de pratiques : les motivations individuelles, les compétences, les ressources des acteurs et les conditions objectives.
- 20 L'ambition personnelle, la volonté de saisir de nouvelles opportunités et de réaliser des profits, sont les motivations individuelles principales à la base de l'engagement dans des pratiques économiques transnationales. Une certaine littérature sur le transnationalisme chinois (Nyiri, 2005 ; Leung, 2004) inspirée des travaux d'Appadurai (1996) considère que cet engagement aurait pour objectif la construction d'une identité supranationale permettant de relier les Chinois à leur diaspora à travers le monde. Cette quête identitaire particulièrement adaptée au monde contemporain serait un objectif en soi poursuivi au travers des activités transnationales. Rien ne permet à partir de nos entretiens de soutenir cette hypothèse. Le développement d'un sentiment d'appartenance multiple semble davantage être la conséquence des activités transnationales que sa motivation première.
- 21 En ce qui concerne les compétences et les ressources des acteurs, le niveau d'éducation ne semble pas jouer un rôle important pour expliquer l'engagement dans les pratiques économiques transnationales. Les entrepreneurs sino-belges ont des niveaux d'éducation variables, allant du certificat d'études primaires à la thèse de doctorat. Il est, de plus, assez surprenant de constater qu'il n'est pas indispensable d'être expérimenté dans les nouvelles technologies de la communication pour se lancer dans la conduite d'activités économiques transnationales. Les entrepreneurs de la première génération, qui sont majoritaires, continuent à utiliser prioritairement la téléphonie classique plutôt que les nouveaux outils de communication informatiques.
- 22 La possession et la disponibilité d'un capital de base à investir est, comme dans toute activité entrepreneuriale, une condition fondamentale pour élargir géographiquement son rayon d'action. En l'occurrence, les Chinois commencent souvent par mobiliser un capital personnel ou familial avant de chercher par la suite à obtenir des emprunts auprès des banques belges.
- 23 Au-delà de leur capital économique, les entrepreneurs chinois de Belgique doivent également mobiliser des ressources sociales pour espérer poursuivre avec succès des activités économiques transnationales. Ainsi, pouvoir compter sur des partenaires fiables en Chine est fondamental non seulement pour nouer des contacts d'affaires mais également pour réduire le nombre de voyages entre la Chine et la Belgique. La littérature a mis en évidence l'importance de la mobilisation de réseaux ethniques pour les hommes d'affaires chinois de la diaspora (Forschauer, 1997 ; Mitchell, 1995 ; Ong et Nonini, 1997). Nos données confirment ce constat. Les entrepreneurs sino-belges jouent sur les réseaux ethniques dans leurs activités transnationales. Nous ne sommes toutefois pas en mesure d'indiquer s'il y a une particularité chinoise à ce propos. Par ailleurs, les réseaux d'affaires des Sino-belges dépassent aussi souvent le réseau ethnique. Nyiri (2005) indique enfin que les liens personnels (*guan xi*) caractérisent le *business* chinois. De nombreuses personnes interrogées confirment que pour mener des affaires à bien en Chine, il faut souvent de bonnes relations, notamment avec des représentants de l'État et du Parti Communiste.

- 24 Si la connaissance des langues nationales belges ne semble jouer aucun rôle, en revanche le statut juridique du séjour des immigrés chinois est crucial. Ainsi, posséder un passeport Belge ou européen permet à l'homme d'affaire de bénéficier de politiques avantageuses en matière fiscale et de traitements préférentiels. Il n'est donc guère surprenant de constater que les entrepreneurs chinois sont nombreux à avoir acquis la nationalité belge, ou une autre nationalité européenne au gré de leur parcours migratoire antérieur.
- 25 Enfin, il faut souligner que des conditions objectives en Chine et en Belgique peuvent réellement modeler les activités économiques transnationales. En Belgique, le secteur de la restauration chinoise a par exemple connu des difficultés liées aux changements dans la politique belge d'immigration. Ainsi, la lutte contre l'immigration clandestine rend plus difficile l'utilisation d'une main-d'oeuvre en provenance de Chine très peu payée. De plus, une politique d'immigration restrictive a rendu de plus en plus difficile le recrutement de chefs coqs en Chine. Enfin, la régularisation menée par le gouvernement belge en 1999 et 2000 a permis à un certain nombre d'immigrés chinois d'obtenir un permis de séjour définitif. Cela a conduit à la création de nouveaux restaurants chinois et à l'accroissement de la concurrence et de la pression dans ce secteur déjà proche de la saturation. Dans ces conditions, certains entrepreneurs ont cherché soit à en sortir, soit à se diversifier, notamment en recherchant de nouvelles opportunités dans le champ économique transnationale.
- 26 Les changements dans les conditions économiques et politiques objectives de la Chine contemporaine ont aussi encouragé le développement de pratiques économiques transnationales. Particulièrement après les événements de la place Tienanmen, le gouvernement s'est montré très persuasif avec les diasporas chinoises afin de les convaincre de rapatrier les investissements nécessaires au développement du pays. Les autorités locales ont parfois invité les Chinois de la diaspora à aider financièrement la construction d'infrastructures collectives comme des écoles dans les régions pauvres du pays. De manière plus subtile, le gouvernement central et certaines autorités locales organisent des événements spécifiques en direction de la diaspora comme la conférence mondiale des entrepreneurs chinois. Il s'agit d'espaces de rencontres en vue de nouer des affaires et qui servent de support objectif à la croissance des activités économiques transnationales des Chinois. D'une certaine manière, le gouvernement chinois peut tantôt limiter, voire empêcher les pratiques économiques transnationales, tantôt les susciter lorsque son intérêt le commande.
- 27 Les pratiques économiques transnationales des migrants marocains se structurent de manière différente et résultent des modes de vie et des structures de la communauté marocaine en Belgique. Pendant longtemps, les circuits d'échanges économiques entre le Maroc et la Belgique ont fonctionné à sens unique, du pays d'immigration vers le pays d'origine (transferts d'épargne, investissements immobiliers, projets agricoles, etc). La situation actuelle est marquée par des échanges économiques beaucoup plus soutenus et fonctionnant dans les deux directions.
- 28 Les transferts d'épargne constituent le thème le plus significatif du transnationalisme économique des Marocains, compte tenu du volume des sommes envoyées au Maroc depuis la Belgique. C'est la matérialisation la plus évidente des liens qu'entretiennent les migrants marocains avec leur pays d'origine. Les transferts d'épargne des migrants marocains sont initialement le fait d'individus et de ménages. Ce sont de petites sommes au départ qui finissent par devenir des flux financiers importants à l'arrivée.

Ils ont souvent une importance vitale pour les familles restées au pays et revêtent également une importance stratégique pour l'État marocain alors qu'ils représentent la première recette de la balance des paiements du pays, bien avant le tourisme et les investissements étrangers directs⁵. En 1999, la Belgique⁶ arrivait en troisième position parmi les pays émetteurs de transferts de fonds vers le Maroc avec 1,08 milliard de MAD. En 2003, elle reculait à la quatrième place derrière l'Espagne. Proportionnellement, le volume des transferts d'épargne depuis la Belgique est pourtant en légère croissance sur la période 1999-2003, passant de 5 à 6 % du total de l'ensemble des transferts effectués vers le Maroc.

- 29 La pratique du transfert d'épargne des immigrés marocains tout au long de l'année a conduit à l'organisation de tout un secteur spécialisé dans le transfert de fonds. Les banques marocaines ont investi massivement dans ce type d'opérations depuis de très nombreuses années, mais des officines privées se sont également positionnées sur ce marché. Comme certains répondants nous l'ont confié, la multiplication des canaux de transfert et des produits bancaires marocains sur le territoire belge n'exclut toutefois pas le recours à des transferts très importants en cash pour des investissements au pays.
- 30 Historiquement, un grand nombre d'activités économiques transnationales se sont développées en Belgique pour répondre à l'émergence d'une demande de produits de consommation en provenance du pays d'origine. Les pratiques économiques transnationales qui se sont organisées autour de cette demande sont donc étroitement connectées aux modes de vie et de consommation des immigrés marocains en Belgique. La circulation de produits dits exotiques à travers le développement du commerce et des restaurants ethniques a contribué à la création et au renforcement d'un circuit économique entre la Belgique et le Maroc. Mais on peut également faire le constat que ces circuits économiques transnationaux marocains en Belgique se sont quelque peu autonomisés de la communauté marocaine stricto sensu pour cibler l'ensemble de la population d'origine arabe et/ou musulmane et parfois même la clientèle belge.
- 31 Si les activités transnationales consistant à distribuer et commercialiser des produits de consommation originaires du pays d'origine se sont fortement développées, on assiste également au renforcement des activités visant à investir dans des projets d'activités économiques dans le pays d'origine. C'est un phénomène qui touche également la jeune génération et qui implique la mobilisation de compétences professionnelles acquises dans la société d'immigration. Ce sont en règle générale des projets de petite taille ou de taille moyenne. Certains de ces projets ont un lien direct avec l'activité dans le pays de résidence. C'est le cas de cet investisseur migrant marocain spécialisé dans la vente de produits alimentaires en Belgique qui a investi dans une unité de conditionnement de fruits secs dans sa région d'origine en vue d'exporter vers le marché belge.
- 32 Les motivations des projets d'investissement dans le pays d'origine sont multiples. Certains répondants avancent l'avantage économique que leur procure leurs liens familiaux, d'autres la volonté de préparer leur retraite dans le pays d'origine, d'autres encore espèrent profiter des opportunités d'investissement liées à l'ouverture économique actuelle du Maroc. Dans la plupart des cas, les répondants avancent qu'ils éprouvent des craintes quant à la mise en œuvre du projet notamment au niveau des obstacles administratifs.
- 33 La mobilité est une question importante dans le développement d'activités économiques transnationales. S'il existe bien des formes de transnationalisme sans

mobilité physique des acteurs, la plupart des projets économiques impliquent une présence régulière à la fois dans le pays d'origine et de résidence. Les entrepreneurs marocains évoquent la nécessité d'une présence sur place pour la conduite de leurs projets d'activités économiques et la nécessité d'effectuer des déplacements fréquents comme une contrainte supplémentaire.

- 34 Dans cette logique, il est intéressant de se pencher sur la localisation géographique des investissements des immigrants porteurs de pratiques économiques transnationales avec le Maroc. Bien qu'il soit difficile de tirer des enseignements de portée générale à ce sujet, nos répondants n'affirment pas avoir investi prioritairement dans leur région d'origine, à l'exception de l'investissement immobilier. Dans la période actuelle, marquée par une grande ouverture de l'économie marocaine à l'investissement étranger, il n'est pas étonnant de constater que la rentabilité économique est un critère très présent dans le discours des acteurs, lequel prend l'ascendant sur l'attachement à la région d'origine dans la décision d'investir.
- 35 Les données du terrain montrent toutefois que la localisation des activités économiques transnationales dans les régions d'origine fonctionne également comme un mécanisme visant à sécuriser la mise en œuvre des projets. En effet, le *modus operandi* de certains projets économiques transnationaux des Marocains de Belgique, que nous avons pu observer, montre l'importance de l'intersection entre logiques économiques et logiques familiales. Incontestablement, les réseaux familiaux, voire sociaux, offrent un point d'appui structurant aux pratiques économiques transnationales. Certains répondants développent de petits projets uniquement grâce à la collaboration active des membres de la famille restée au pays. D'autres utilisent leurs réseaux familiaux, amicaux et sociaux pour rechercher les meilleures opportunités d'investissement.

Les pratiques sociales et culturelles transnationales

- 36 Les pratiques sociales et culturelles transnationales des Chinois de Belgique sont extrêmement diversifiées. Elles peuvent être regroupées en quatre catégories : les pratiques académiques, artistiques, d'aide dans la lutte contre la pauvreté ou dans le cas de catastrophe naturelle et les pratiques religieuses.
- 37 Bien que les scientifiques chinois établis en Belgique ne représentent qu'une infime proportion de la communauté, ils entretiennent des liens étroits avec les institutions académiques et leurs homologues en Chine. Ils s'y rendent régulièrement pour donner des conférences, assister à des séminaires ou des colloques. Ils publient dans des revues scientifiques chinoises. Certains y vont en qualité de professeur invité comme, par exemple, ce chercheur dans un hôpital universitaire belge qui est retourné dans l'université dans laquelle il avait étudié avant son départ. Son objectif avoué était d'aider cette institution et ses collègues en transférant son savoir acquis en Belgique.
- 38 Les pratiques artistiques observées concernent la littérature et la peinture. Ainsi, ce répondant, romancier et poète, a-t-il écrit un livre sur l'expérience chinoise en Belgique. Il est surtout l'auteur d'une série de trois romans sur la Chine de la Révolution culturelle. Il a reçu plusieurs prix et récompenses pour son œuvre en Chine où une partie de ses écrits est publiée. Il est en relation étroite avec des écrivains chinois et il se rend souvent au pays pour assister à des séminaires. Bien que connu et réputé dans les cercles littéraires chinois, les rentrées financières de son activité

d'écrivain ne suffisent pas. C'est la raison pour laquelle il est propriétaire d'un restaurant chinois en Belgique.

- 39 Quelques peintres Chinois de Belgique ont organisé des expositions en Chine mais aussi dans d'autres pays asiatiques et européens. Ils donnent aussi des conférences en Belgique, en Chine et aux Pays-Bas. Un couple de peintres affirme clairement sa volonté de favoriser les échanges culturels entre la Chine et la Belgique. Il a donc créé une ONG et organisé de nombreux événements artistiques dans les deux pays : une exposition en Belgique en 1996 qui présentait les oeuvres d'artistes chinois établis dans 16 pays différents, une exposition de bande dessinée chinoise en 2004 à Bruxelles, etc. Il a aussi publié plusieurs livres en Chine. L'époux est par ailleurs professeur invité dans une université chinoise. Le couple a géré pendant plusieurs années un restaurant chinois en parallèle à son activité artistique qui peu à peu est devenue une source de profit économique. Clairement une pratique culturelle peut aussi avoir une importante dimension économique.
- 40 Les pratiques d'aide au développement, d'aide dans la lutte contre la pauvreté ou dans le cas de catastrophe naturelle sont nombreuses dans la communauté chinoise de Belgique. Des dons sont récoltés par des associations chinoises qui souvent les transfèrent à l'ambassade de Chine qui fait elle-même suivre à des organisations en Chine selon un système dont la transparence ne semble pas être la caractéristique principale. Ces dons peuvent servir des causes diverses comme la construction d'écoles dans des régions pauvres du pays ou l'aide directe aux paysans.
- 41 Deux organisations religieuses chinoises sont aussi fortement impliquées dans des pratiques transnationales. Il s'agit de l'église protestante évangélique de Hong Kong et de la lumière de Bouddha (*Fokuangshan*) originaire de Taiwan. Ces deux organisations ont des liens avec des associations chinoises avec lesquelles elles mettent sur pied des événements culturels. *Fokuangshan Belgique* est une des 100 branches de *Fokuangshan International* disséminées dans le monde. Elle entretient des contacts étroits avec les instituts bouddhistes de Chine continentale et recollecte des dons pour la construction d'écoles en Chine. Elle possède sa propre maison d'édition et diffuse une lettre d'information dans différentes langues. En Belgique, elle regrouperait environ 200 personnes.
- 42 Une autre dimension de la vie sociale et culturelle transnationale mérite d'être soulignée. Il s'agit des organisations chinoises pan-européennes qui sont bien implantées en Belgique. L'union des associations chinoises en Europe est la plus importante. Elle organise depuis une quinzaine d'années des sessions dans différentes villes d'Europe en vue de promouvoir la coopération commerciale et scientifique entre la Chine et l'Europe et aussi l'intégration des Chinois dans les sociétés européennes tout en renforçant la solidarité entre les Chinois établis dans les différents pays européens. Ces sessions annuelles regroupent jusqu'à 600 Chinois d'Europe. Des personnalités politiques chinoises n'hésitent pas à faire le déplacement de Chine pour y assister, ce qui prouve l'importance de ce type d'organisation pour la Chine.
- 43 Tout comme les activités économiques transnationales, les activités sociales et culturelles transnationales ont commencé vers le début des années 1990 pour s'intensifier dans les années 2000. Comme nous venons de le voir, elles couvrent la Chine et la Belgique, mais elles présentent une dimension pan-européenne importante. Enfin, elles sont principalement conduites par des Chinois de la première génération

même si, depuis quelques années, des Chinois de la seconde génération s'efforcent de renouer avec leurs racines en voyageant dans la région d'origine de la famille.

- 44 Contrairement aux activités économiques transnationales, les acteurs engagés dans des pratiques sociales et culturelles transnationales mettent en avant des motivations plus diverses et plus désintéressées. Ceux qui s'engagent dans des projets sociaux disent le faire par obligation morale envers la Chine. Les acteurs culturels mettent plutôt en avant les valeurs de l'échange culturel, même si certains reconnaissent que leurs activités peuvent avoir des conséquences économiques et professionnelles en leur faveur.
- 45 En ce qui concerne les compétences et les ressources des acteurs sociaux et culturels transnationaux, elles ne se distinguent fondamentalement guère de ce que nous avons observé à propos des pratiques économiques. On remarque notamment la même corrélation entre l'engagement dans les pratiques transnationales et un bon niveau économique.
- 46 De même, les conditions objectives liées aux pays d'origine et de résidence jouent un rôle important dans la promotion des pratiques sociales et culturelles transnationales. Tant la Chine que Taiwan ont une politique proactive envers les Chinois d'Outre-mer. Le gouvernement chinois s'efforce de perpétuer chez eux l'« amour de la Chine » *via* notamment la promotion de l'enseignement de la langue et de la culture chinoises. L'ambassade chinoise en Belgique aide aussi les associations à inviter des artistes chinois lors de fêtes traditionnelles. Quant au gouvernement belge, il n'a pas de politique spécifique envers la communauté chinoise même si les autorités locales belges l'aident parfois dans la mise en œuvre de manifestations ponctuelles. La ville d'Anvers a par exemple mis un terrain de camping gratuit à la disposition de *Fokuangshan* pour une de ses activités.
- 47 En ce qui concerne les Marocains, leurs pratiques sociales et culturelles transnationales sont également d'un grand dynamisme et ont acquis une certaine visibilité. Un nombre considérable d'initiatives a vu le jour à travers le développement du travail des associations volontaires. Celles-ci conduisent non seulement des projets localisés, mais entretiennent également de larges réseaux de solidarité avec le pays d'origine. Un ensemble d'acteurs associatifs issu de l'immigration marocaine en Belgique s'est constitué qui entretient une dynamique de développement et de solidarité à travers une myriade de projets.
- 48 La première observation qu'il convient de faire est que les réseaux associatifs des immigrés marocains se sont fortement autonomisés par rapport à l'État marocain. Alors que durant les premiers temps de l'immigration, les autorités de Rabat cherchaient à maintenir un contrôle très strict sur les initiatives politiques, sociales et culturelles de la communauté, ce n'est plus le cas de manière aussi évidente aujourd'hui. Les projets de solidarité internationale des immigrés marocains se développent aujourd'hui sur le terrain dans des conditions de relative autonomie. Cela n'exclut toutefois pas le maintien de contacts réguliers avec les pouvoirs publics. Les projets évoqués par nos répondants évoquent de multiples exemples de collaboration avec les autorités locales tant au niveau de la logistique que de la mise en œuvre des actions. Ils mentionnent également le climat renouvelé dans lequel se déroule cette coopération. Certains répondants observent même que les contacts avec les autorités préfectorales marocaines, si difficiles dans les années antérieures et bien souvent troublés par des pratiques de corruption, se sont améliorés.

- 49 Une forme d'appartenance à distance au pays d'origine est mobilisée dans leur discours sans que celle-ci ne prenne nécessairement les formes d'un discours patriotique. Ces démarches se veulent avant tout pragmatiques. Certains répondants disent même que leur pays d'origine n'est pas le seul où ils sont actifs dans le domaine de la solidarité internationale.
- 50 Si le patriotisme au sens fort est absent, les projets relatifs aux grands chantiers de développement poursuivis par le Souverain et son gouvernement sont par contre évoqués. Un nombre significatif de nos répondants font ainsi référence à l'Initiative de Développement Humain promue par les autorités du pays. Ce programme lancé en mai 2005 par le Roi Mohamed VI vise à combattre la pauvreté et à promouvoir la création d'emploi. Des projets de nature très diverses, portés tant par des structures gouvernementales que par le secteur associatif, prennent place dans le cadre de cette initiative qui s'apparente à un chantier de mobilisation nationale. Les émigrés n'hésitent pas à redéfinir leurs projets par rapport au cadre de l'INDH. Fondamentalement, il s'agit le plus souvent de positionnements tactiques visant à rehausser l'utilité sociale d'initiatives privées pour mieux négocier le face à face avec l'administration locale et ses lourdeurs bureaucratiques.
- 51 La seconde génération s'investit également dans ces projets de développement. Leurs motivations s'inscrivent dans une perspective de mobilisation concernant l'amélioration des conditions de vie des catégories de la population marocaine avec lesquelles ils sont en contact (initiatives locales dans les villages d'origine, projets humanitaires, etc.). Leurs projets semblent se développer sur un terrain plus idéaliste. La protection de l'enfance via le soutien à des orphelinats ou l'éducation figurent parmi les exemples cités. L'un de nos répondants travaille au développement d'une structure d'éducation qui vise à acheminer des manuels scolaires, organiser des cycles de formation et animer des sessions pédagogiques durant les périodes de vacances. Cette activité est étroitement liée à celle, menée auprès d'enfants de l'immigration marocaine en Belgique. L'activité transnationale se présente donc ici comme le prolongement géographique d'une mobilisation au sein de la société de résidence.
- 52 Le niveau de formation des acteurs influence fortement leurs actions. Les réseaux d'étudiants et de professionnels sont particulièrement éclairants de ce point de vue. L'association des biologistes marocains en Belgique, par exemple, tente de soutenir les jeunes chercheurs en biologie au Maroc dans leurs universités ou de faciliter leur mobilité. Par ses réseaux de contacts dans les universités européennes et nord américaines, elle cherche aussi à mieux équiper les laboratoires marocains. Ces réseaux spécialisés se sont développés depuis le milieu des années 1990 en parallèle avec la migration d'étude des Marocains. Par leur ancrage dans des circuits universitaires internationaux, ils ont permis un déploiement original de pratiques transnationales spécialisées et à haute valeur ajoutée.
- 53 Les réseaux transnationaux marocains sont aussi marqués par la dimension religieuse. Deux répondants particulièrement actifs évoquent leurs projets de soutien à la construction ou à l'aménagement de mosquées au pays. La dimension caritative à travers des mobilisations récurrentes pour l'acheminement de matériel médical est également présente chez cette catégorie d'acteur. Dans la pratique, les réseaux religieux se manifestent par leur capacité à mobiliser des fonds sans intervention institutionnelle ou associative. Ce sont les collectes organisées à l'issue des services

religieux qui alimentent tant les projets en direction du Maroc que les activités de reproduction matérielle du culte en Belgique.

- 54 Bien que numériquement plus modestes, les Juifs marocains de Belgique se distinguent par le maintien de relations transnationales avec le Maroc. La valorisation du patrimoine culturel et artistique judéo-marocain auquel on assiste dans la capitale belge est rendue possible par le retissage de relations personnelles, associatives et institutionnelles de cette communauté avec le Maroc. L'ambition de préserver les lieux de mémoire de la communauté juive au Maroc (cimetières, mausolées, synagogues, etc.) sont à la base de nouveaux projets transnationaux chez ces acteurs qui, rappelons-le, restent très peu nombreux en Belgique.

Les pratiques politiques transnationales

- 55 Les pratiques politiques transnationales explicites des Chinois de Belgique sont soit très rares soit difficilement identifiables. En tout état de cause, nous n'avons découvert qu'une petite poignée de Chinois engagés dans la politique chinoise. Une des personnes interviewées a dit être un membre actif du Parti Communiste chinois et participer à diverses réunions politiques au pays. Il existe bien une mobilisation en faveur de l'unification de la grande Chine, mais d'une manière générale le système politique chinois ne laisse que peu d'ouverture à une participation effective des Chinois de l'étranger.
- 56 La situation est différente dans le cas de Taiwan. Les ressortissants taiwanais ont le droit de vote au pays, mais ils doivent y retourner pour l'exercer, ce qui coûte du temps et beaucoup d'argent. Les principaux partis politiques taiwanais sont présents en Europe, mais leur fonctionnement et leur importance restent d'un accès difficile.
- 57 Enfin, les organisations chinoises pan-européennes tentent parfois de se poser en interlocuteurs des institutions européennes afin de chercher à négocier des solutions aux divers problèmes rencontrés par les Chinois dans l'Union européenne. Notre recherche n'a toutefois pas permis d'approfondir cette dimension du transnationalisme politique chinois rarement médiatisée. En effet, mis à part lors du périple de la flamme olympique en Europe au cours duquel Chinois et Tibétains se sont affrontés, les Chinois font rarement la Une des médias comme acteurs politiques locaux ou transnationaux.
- 58 L'activité politique transnationale des Marocains de Belgique se décline par contre de différentes manières. Les pratiques identifiées permettent de dégager deux figures principales : les personnes actives en politique belge ou dans le monde associatif, qui maintiennent des liens avec la politique marocaine et les militants des partis politiques marocains en Belgique⁷. Le rapport de ces deux catégories d'acteurs à l'espace politique marocain est fortement conditionné par les ouvertures que le pays a progressivement accordées à la population émigrée. Même si les Marocains ne disposent pas du droit de vote à l'étranger, les institutions chargées d'encadrer ses demandes se sont multipliées depuis le début des années 1990. Les mécanismes de consultation se sont également institutionnalisés avec la création récente d'un Conseil supérieur de la communauté marocaine résidant à l'étranger. Les conditions de la participation à l'élaboration de la décision politique au Maroc, les dossiers des transferts d'épargne, de l'investissement économique, des conflits juridiques familiaux, de la sécurité sociale, de la migration, de

l'encadrement religieux sont autant de questions qui font l'objet d'intenses activités transnationales.

- 59 Les mouvements de la gauche et de l'extrême gauche marocaine sont particulièrement dynamiques dans l'entretien de dynamiques de participation politique transnationale. Ces courants s'organisent sous forme de sections à l'étranger des partis politiques au Maroc. Ils sont structurés de manière relativement peu formelle, mais se sont développés de manière très active sur le terrain du mouvement associatif de l'immigration ou dans le syndicalisme. Présents depuis de longues années au sein de la société civile belge sur des dossiers comme ceux des sans-papiers, des droits de l'homme, de la Palestine, etc., ils perpétuent à l'étranger une longue tradition de militantisme, de résistance critique, voire d'opposition frontale, inaugurée sous l'ère du roi Hassan II. La composition sociologique de ces mouvements est fortement tributaire des migrations d'étudiants. Leurs animateurs orientés vers la scène politique marocaine sont le plus souvent constitués d'étudiants ou anciens étudiants ayant connu une socialisation politique sur les campus des universités marocaines. On retrouve ici peu de représentants de la seconde génération issue de l'immigration des travailleurs marocains.
- 60 La présence politique des mouvements de gauche marocains est particulièrement sensible à Bruxelles à travers nombres d'activités publiques (débat, concerts, expositions, manifestations, etc.). Les militants entretiennent des contacts permanents avec leurs homologues dans les partis et mouvements de la gauche marocaine. Grands consommateurs des médias marocains, ces acteurs disposent d'une connaissance très fine des grands enjeux politiques auxquels le Maroc est confronté et les traduisent dans la réalité belge et dans la population immigrée. Les courants de la gauche et de l'extrême gauche marocaine en Belgique sont relativement morcelés et les clivages qui les structurent sont avant tout le reflet des lignes de divisions partisans à l'œuvre au sein du champ politique marocain.
- 61 Les personnes actives dans la politique belge sont également présentes sur cette scène transnationale. Il faut à cet égard rappeler que depuis une dizaine d'années, la Belgique a connu de nombreuses percées électorales de candidats issus de l'immigration et que les Marocains ont été particulièrement actifs lors des campagnes électorales. On retrouve ainsi de nombreux élus belges d'origine marocaine dans les assemblées au niveau local, régional et national. Dans bien des cas, ces élus sont amenés à s'intéresser et même à prendre position face à des enjeux politiques transnationaux. Cet investissement n'a pas manqué de soulever dans le débat public des questions relatives aux conflits d'allégeance que ces prises de position impliquent. La participation de parlementaires belges aux travaux préparatoires à la création du Conseil supérieur de la communauté marocaine ont ainsi pu être présentés comme problématiques. Mais si le débat médiatique est resté limité, c'est d'abord parce que ces phénomènes ne touchent qu'une très faible minorité d'élus. En règle générale, il s'agit d'élus qui ont connu un parcours de militants associatifs et qui gardent un intérêt pour les processus de démocratisation du Maroc. Dans le contexte politico-électoral belge où la survie politique des candidats d'origine étrangère est fortement tributaire de leurs soutiens communautaires, on peut penser que la pratique transnationale ne vise pas uniquement à transformer le Maroc mais également à présenter à l'électorat local un profil d'attachement, voire de défenseur, des intérêts du pays d'origine. Cette posture est particulièrement évidente en ce qui concerne les prises de position concernant le

Sahara Occidental. L'effet de levier qu'elles peuvent jouer sur le terrain local n'est jamais aussi visible que sur ce dossier. Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère de constater qu'on ne connaît que très peu de Belgo-marocains actifs en politique qui se positionnent explicitement sur le sujet en rupture avec la position officielle de Rabat visant à affirmer la marocanité du Sahara.

Pour conclure : quelques constats comparatifs et perspectives de recherche

- 62 Quelques constats intéressants émergent de notre recherche empirique auprès des Sino-Belges et des Marocains de Belgique que nous voudrions mettre en relation avec la littérature sur le transnationalisme. En premier lieu, la richesse du matériau empirique rassemblé a confirmé l'intérêt d'une approche basée sur les pratiques plutôt que sur les communautés dites transnationales pour deux raisons. D'abord, cette approche nous empêche de verser dans un essentialisme qui nous conduirait à considérer certaines communautés comme « naturellement » transnationales tandis que d'autres ne le seraient pas. Cette recherche montre que ni les Marocains ni les Chinois de Belgique, comme du reste aucune autre population, ne peuvent être considérés comme des communautés « naturellement » transnationales. En revanche, des pratiques transnationales diverses peuvent se développer en leur sein de manière circonstancielle. Dès lors, et c'est la seconde raison pour laquelle nous croyons notre perspective féconde, il convient d'explicitier quand, comment et pourquoi une communauté immigrée développe telle ou telle pratique transnationale. Il est possible de proposer quelques pistes de réponses à ces questions. Toutefois, la prudence s'impose si l'on souhaite généraliser au-delà des deux populations étudiées. Il faudrait en réalité poursuivre l'investigation auprès d'autres populations immigrées du pays.
- 63 Deux constats surprenants nous conduisent à poursuivre la discussion sur la méthodologie utilisée. Premièrement, notre recherche ne fait pas suffisamment état de la variable « genre » dans les pratiques transnationales économiques, culturelles et sociales. Il faudrait probablement poursuivre la recherche en se focalisant sur la dimension familiale du transnationalisme pour voir émerger le genre comme facteur structurant. Deuxièmement, l'invisibilité de la dimension politique des pratiques transnationales des Chinois correspond à leur invisibilité politique de manière plus générale en Belgique.
- 64 En troisième lieu, notre recherche fait bien apparaître que la distinction entre les pratiques économiques, sociales, culturelles et politiques transnationales est incertaine. Elle s'avère utile pour structurer le travail de terrain, mais les pratiques ne correspondent pas parfaitement à cette typologie. Les pratiques économiques peuvent avoir une dimension sociale, culturelle et politique. Les pratiques culturelles ont des implications économiques, etc. Dès lors, si l'usage de ces catégories aux fins de la recherche pouvait se justifier, il convient de ne pas se laisser enfermer dans cette typologie. L'examen simultané de l'ensemble des dimensions des pratiques transnationales de ces groupes devrait idéalement être privilégié.
- 65 Cela dit, les pratiques économiques, ou pour être plus précis les préoccupations économiques, des acteurs émergent comme étant les plus importantes et les plus répandues. À nouveau, ce constat doit être lu avec prudence comme émergeant de cette

recherche spécifique. Rien ne permet d'affirmer qu'il puisse être généralisé mécaniquement sans recherches ultérieures.

- 66 En quatrième lieu, notre recherche confirme l'importance du rôle des États d'origine et d'accueil dans la promotion des pratiques transnationales (Martiniello et Lafleur, 2008). Par exemple, les pratiques économiques transnationales des Chinois de Belgique se développent surtout après les événements de Tienanmen dans les années 1990 lorsque la Chine confirme son choix de l'économie de marché, ce qui ouvre des nouvelles opportunités d'investissement et de profit que les entrepreneurs chinois de l'étranger vont essayer de saisir. C'est à partir de ce moment que les réseaux sociaux au pays d'origine s'avèrent déterminants dans le lancement d'activités transnationales.
- 67 En cinquième lieu, les trois hypothèses suivantes émergent de la recherche de terrain. Premièrement, une bonne intégration économique associée à un sentiment d'appartenance faible au pays de résidence ainsi qu'à une intégration limitée dans son tissu social favorisent les pratiques transnationales, lesquelles peuvent à leur tour se muer ultérieurement en un vecteur d'intégration sociale dans le pays de résidence. Cette hypothèse réfute l'idée selon laquelle les pratiques transnationales seraient un obstacle à l'intégration des immigrés. Deuxièmement, un statut juridique solide dans le pays d'accueil allant jusqu'à l'acquisition de la nationalité favorise les pratiques transnationales. Par la mobilité accrue qu'elle autorise, elle rend possibles certaines pratiques qui ne le seraient pas en l'absence de ce statut de national et donc de citoyen à part entière. Inversement, l'absence de statut juridique réduit la possibilité de mener des pratiques transnationales, à tout le moins, celles qui nécessitent une mobilité physique. À nouveau, ces hypothèses qui émergent d'une recherche exploratoire devront être affinées et testées dans des travaux de terrain avant de pouvoir être généralisées.

BIBLIOGRAPHIE

ARROYO ALEJANDRE Jesús et PAPAIL Jean (2005) *Les dollars de la migration mexicaine : réinsertion et investissements des migrants internationaux*, Paris, L'Harmattan, Collection Travail et mondialisation, 244 p.

ATTAR Rachida (1993) « Histoire de l'immigration maghrébine en Belgique », in Anne Morelli, *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique, de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, Vie Ouvrière, Collection Histoire, pp. 290-310.

BASCH Linda, GLICK SHILLER Nina et SZANTON BLANC Cristina (1994) *Nations Unbound. Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nations-States*, New York, Gordo and Breach, 330 p.

BAUBOCK Rainer (1994) *Transnational citizenship: membership and rights in international migration*, Aldershot, Edward Elgar, 348 p.

BELBAH Mustapha et CHATTOU Zoubir (2002) *La double nationalité en question. Enjeux et motivations de la double appartenance*, Paris, Karthala, Collection Tropiques, 202 p.

- BELGUENDOUZ Abdelkrim (2004) « M.R.E » *Quelle marocanité ?*, Rabat, Imprimerie Beni Snassen, 253 p.
- BELGUENDOUZ Abdelkrim (2003) *Marocains des ailleurs et Marocains de l'intérieur*, Rabat, Imprimerie Beni Snassen, 129 p.
- BENNABOU Mohamed et GARSON Jean-Pierre (1981) « Les Marocains » in Jean-Pierre Garson et Georges Tapinos, *L'Argent des immigrés*, Paris, PUF, Coll. Travaux et documents, Cahier n° 94, pp. 133-171.
- BENTON Gregor et PIEKE Frank (Dir) (1997) *The Chinese in Europe*, Londres, Macmillan Press, 402 p.
- BLION Raynald et MEKNACHE BOUMAZA Nedjma (Dir) (2005) *Europe des migrations/ Europe de développement*, Paris, Karthala, Institut Panos, 259 p.
- BOUAMAMA Said, CORDEIRO Albano et ROUX Michel (1992) *La Citoyenneté dans tous ses états : de l'immigration à la nouvelle citoyenneté*, Paris, L'Harmattan-CIEMI, Collection « Migrations et changements », 1992, 361 p.
- BOUSETTA Hassan et MARTINIELLO Marco (2003) Marocains de Belgique : du travailleur immigré au citoyen transnational, *Hommes et Migrations*, n° 1242, pp. 94-106.
- BRIBOSIA Emmanuelle et REA Andrea (Dir.) (2002) *Les Nouvelles Migrations : un enjeu européen*, Bruxelles, Éditions Complexe, Collection Interventions, 285 p.
- CESARI Jocelyne (Dir.) (2002) *La Méditerranée des réseaux. Marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb*, Paris, Maisonneuve et Larose, Collection L'atelier méditerranéen, 300 p.
- CHAN Sucheng (2005) *Chinese American Transnationalism: The Flow of People, Resources, and Ideas between China and America during the Exclusion Era*, Philadelphia, Temple University Press, 312 p.
- CHAREF Mohamed (1999) *La circulation migratoire marocaine : un pont entre deux rives*, Rabat, Édition Sud Contact, 312 p.
- CHATTOU Zoubir (1997) Impact des migrations internes et externes sur les dynamiques locales : le cas de la zone de Berkane, *Cahiers du Centre d'études sur les Mouvements Migratoires Maghrébins (CEMMM)*, Oujda, n° 5, pp. 119-138.
- CHATTOU Zoubir (1998) *Migrations marocaines en Europe : le paradoxe des itinéraires*, Paris, L'Harmattan, Collection Histoire et perspectives méditerranéennes, 254 p.
- CHEN Zhimin, (2005) Nationalism, Internationalism and Chinese Foreign Policy, *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n°42, pp. 35-53.
- COLLECTIF (1997) *La Belgique et ses immigrés : les politiques manquées*, Bruxelles, De Boeck Université, Collection « Politique et histoire », 263 p.
- COLONOMOS Ariel (Dir) (1995) *Sociologie des réseaux transnationaux*, Paris, L'Harmattan, Collection « Dossiers sciences humaines et sociales », 300 p.
- FAIST Thomas (2005) *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Space*, Oxford, Clarendon Press, 380 p.
- Fondation Hassan II et O.I.M.(2003) *Marocains de l'extérieur*, Rabat, Imprimerie Édit, 371 p.
- Fondation Hassan II (2005) *Marocains de l'extérieur et Développement : Pour une nouvelle dynamique de l'investissement*, Rabat, Imprimerie Top Press, 179 p.
- GOMEZ Terence (2003) *Chinese Enterprise, Transnationalism and Identity* Londres, Routledge/Curzon, 240 p.

- HAMDOUCH Bachir (2000) *Les Marocains résidant à l'étranger : une enquête socio-économique*, Rabat, INSEA, 247 p.
- JACKSON Peter (Dir) (2002) *Transnational spaces*, Londres, Routledge, 189 p.
- KHACHANI Mohamed (2004) *Les Marocains d'ailleurs. La Gestion migratoire à l'épreuve du Partenariat Euro-Marocain*, Rabat, Imprimerie El Karama, 300 p.
- LACROIX Thomas (2005) *Les Réseaux marocains du développement. Géographie du transnational et politiques du territorial*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Collection Académique, 257 p.
- LAFLEUR Jean-Michel (2005) *Le Transnationalisme politique. Pouvoirs des communautés immigrées dans leurs pays d'accueil et pays d'origine*, Louvain-La-Neuve, Academia Bruylant, Collection Cahiers Migrations, n° 35, 76 p.
- LEUNG Maggi Wai-Han (2004) *Chinese Migration in Germany: Making Home in Transnational Space*, Francfort, IKO Verlag, 186 p.
- LI Minghuan (1999) *We Need Two Worlds: Chinese Immigrant Associations in a Western Society*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 360 p.
- LIU HUANG Li-Chuan (2008) *A Biographical Study of Chinese Restaurant People in Belgium: Strategies for Localisation*, Leuven, Katholieke Universiteit Leuven, thèse de doctorat en sciences sociales (non publiée), 391 p.
- LUTHI Barbara, ZUGIN Bettina et DAVID Thomas (Dir.) (2005) *Transnationalisme et migration*, Zurich, Chronos, Collection Traverse, 216 p.
- MA Laurence et CARTIER Carolyn (Dir.) (2003) *The Chinese Diaspora: Space, Place, Mobility, and Identity*, Lanham MD, Rowman & Littlefield Publishers, 400 p.
- MARTINIELLO Marco (1992) *Leadership et pouvoir dans les communautés d'origine immigrée*, Paris, L'Harmattan, Collection Migrations et changements, 317 p.
- MARTINIELLO Marco et LAFLEUR Jean-Michel (2008) Towards a Transatlantic. Dialogue in the Study of Immigrant Political Transnationalism, *Ethnic and Racial Studies*, vol. 30, n° 4, pp. 645-663.
- NYIRI Pal (Dir) (2003) *Globalising Chinese Migration: Trends in Europe and Asia* Ashgate.
- NYIRI Pal et BREIDENBACH Joana (Dir) (2005) *Chinese Inside Out: Contemporary Chinese Nationalism and Transnationalism*, Budapest, Central European University Press, 354 p.
- NYIRI Pal (1999) *The New Chinese Migrants in Europe. The Case of the Chinese community in Hungary*, Aldershot, Ashgate, 144 p.
- OCDE (2005) *Migrations, transferts de fonds et développement*, Paris, OCDE, 385 p.
- ONG Aihwa et NONINI Donald (Dir) (1997) *Ungrounded Empires: The Cultural Politics of Modern Chinese Transnationalism*, Londres, Routledge, 354 p.
- OUALI Nouria (Dir.) (2004) *Trajectoires et dynamiques migratoires des Marocains de Belgique*, Louvain-La-Neuve, Academia Bruylant, Collection Carrefours, 388 p.
- PANG Chin Ling (1998) Invisible visibility: intergenerational transfer of identity and social position of Chinese women in Belgium, *Asian and Pacific Migration Journal*, vol. 7, n° 4, pp. 433-452.
- PANG Chin Ling (2001) From invisible to unwanted immigrants? The Chinese Communities in Belgium, *Migration: European Journal of International Migration and Ethnic Relations*, vol. 33, pp. 197-217.

PERALDI Michel (Dir) (2002) *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose, Collection « Série Frontières, villes, lieux de passage », 495 p.

PIEKE Frank, NYIRI Pal, THUNO Mette et CECCAGNO Antonella (2004) *Transnational Chinese: Fujianese Migrants in Europe*, Stanford CA, Stanford University Press, 272 p.

PINA-GUERASSIMOFF Carine (2006) Le renouvellement des perspectives transnationales de la Chine, Paris, *Critique Internationale*, n° 32, pp. 39-52.

PORTES Alejandro (2001), Introduction: the Debates and Significance of Immigrant Transnationalism, *Global Networks*, vol. 1, n° 3, pp. 181-193.

REA Andrea (2001) *Jeunes immigrés dans la cité : protestation collective, acteurs locaux et politiques publiques*, Bruxelles, Éditions Labor, Collection La Noria, 175 p.

VERMEREN Pierre (2002) *La Formation des élites marocaines et tunisiennes. Des nationalistes aux islamistes, 1920-2000*, Paris, La Découverte, Collection Recherches, 514 p.

ZHENG Su (2005) *Claiming Diaspora. Music, transnationalism and cultural politics in Asian/Chinese America*, Oxford, Oxford University Press, 320 p.

NOTES

1. Les entretiens ont été conduits respectivement par Merouane Touali pour les Marocains et Haina Lu pour les Chinois.
2. Le tableau récapitulatif du profil des personnes interviewées est disponible dans le rapport de recherche écrit par Haina Lu et Merouane Touali. Ce rapport est disponible sur demande.
3. La Belgique recense 371 personnes titulaires d'un passeport de Taiwan.
4. Cette expression ne renvoie ni à la (aux) nationalité(s) de ces personnes, ni à leur identité. Elle désigne l'ensemble des personnes actuellement établies en Belgique et qui sont d'origine chinoise ou chinoise. Nombre de ces personnes, mais pas toutes possèdent la nationalité Belge.
5. Ils ont atteint un record historique en 2006 avec 40,7 milliards de MAD soit un peu moins de 4 milliards d'Euros. Et les chiffres de l'Office Marocain des Changes publiés fin février 2007 font état de nouvelles perspectives de croissance de ces remises (<http://www.oc.gov.ma/>). Cela représente près de 10 % du PIB du pays et plus du quart des dépôts des banques commerciales.
6. C'est l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise qui est en réalité prise en considération ici.
7. On peut y ajouter l'implication directe dans la politique électorale marocaine. Ce cas est représenté par un répondant de la deuxième génération né en Belgique, y aillant grandi et y maintenant une résidence, mais élu adjoint au maire dans une municipalité marocaine.

RÉSUMÉS

Cet article s'intéresse aux pratiques économiques, socio-culturelles et politiques transnationales des immigrés marocains et chinois en Belgique. L'objectif central consiste à identifier les caractéristiques et tendances principales des activités menées par ces groupes par-delà les frontières étatiques de leur pays de résidence, de leur pays d'origine et/ou éventuellement d'un

pays tiers. Cette contribution s'appuie sur une recherche de terrain et tente d'établir quelques constats comparatifs entre ces deux groupes relativement contrastés. L'article vise ensuite à établir les bases d'une discussion sur la notion de transnationalisme. Les auteurs cherchent à étayer l'idée selon laquelle les conditions structurelles de l'environnement économique, socio-culturel et politique revêtent une importance première par rapport aux variables ethno-culturelles dans l'explication de l'émergence, du maintien et de la reproduction des réseaux transnationaux de ces acteurs issus de l'immigration.

This article focuses on the transnational economic, socio-cultural and political practices of Moroccan and Chinese immigrants in Belgium. The main objective is to identify the principal characteristics and trends of the activities carried out by these groups beyond the state borders of, respectively, their country of settlement, of their country of origin and/or possibly a third country. This contribution dwells upon an empirical field research and seeks to establish comparative conclusions about these two contrasted groups. The article then seeks to establish the basis of a discussion on the notion of transnationalism. The authors seek to support the idea that the structural conditions of the economic, socio-cultural and political environment have a better explanatory power than ethno-cultural variables in understanding the emergence, maintenance and reproduction of these immigrant transnational actors.

Este artículo versa sobre las prácticas económicas, socioculturales y políticas transnacionales de los inmigrantes marroquíes y chinos en Bélgica. El objetivo principal consiste en identificar las características y las tendencias principales de las actividades llevadas a cabo por estos grupos más allá de las fronteras estatales de su país de residencia, de su país de origen y/o, en su caso, de un tercer país. Esta contribución se apoya en una investigación empírica e intenta establecer algunas constataciones comparativas entre dos grupos relativamente diferenciados. A continuación, el artículo pretende establecer las bases de un debate sobre la noción de transnacionalismo. Los autores intentan desarrollar la idea según la cual las condiciones estructurales del contexto económico, sociocultural y político revisten una importancia de primer orden con respecto a las variables etnoculturales en la explicación del surgimiento, mantenimiento y reproducción de las redes transnacionales de estos actores procedentes de la inmigración.

AUTEURS

MARCO MARTINIELLO

Directeur de recherches au Fonds National de la Recherche Scientifique, directeur du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations (CEDEM, Institut des Sciences Humaines et Sociales, Université de Liège), M.Martiniello@ulg.ac.be.

HASSAN BOUSETTA

Chercheur qualifié au FNRS, chargé de cours adjoint à l'Université de Liège, directeur adjoint du CEDEM. Boulevard du rectorat, 7, 4000 Liège, Belgique, Hassan.Bousetta@ulg.ac.be.

Some sociological Bases of transnational Practices in Italy

Bases sociologiques des pratiques transnationales en Italie

Algunas raíces sociológicas de prácticas transnacionales en Italia

Michael Eve

1. One phenomenon or several?

- 1 As many writers have noted (among others, Portes, Guarnizo and Landolt, 1999, Vertovec, 1999; Faist, 1999; Itzigsohn et al., 1999; Kistivo, 2001), the term transnationalism has been used to describe very different situations. On the one hand, we have, for example, classic and contemporary examples of “diasporas” with a strong sense of being “communities” – where people identify themselves clearly as members of a social unit dispersed over the world in various countries, and where shifting to another node of the community in another part of the world may be a possibility people are clearly aware of. Sense of belonging to this transnational community may be sustained by all the usual mechanisms creating an imagined community (language, religious specificity, myths regarding a common origin, etc.), but also by frequent material exchanges, regular meetings on festive and other occasions, mutual aid, occupational careers, business connections, inter-marriage; and these patterns may last for very long periods, of a century or more. On the other hand, discussions of transnationalism may also cite phenomena, which are present in the experience of nearly all international migrants (and even that of many internal migrants moving within a single state). For example, migrants go back ‘home’ for holidays (sometimes long holidays), maintain numerous ties with kin in other countries, send remittances at least in some circumstances (and these may be important for the home area’s economy), watch television programmes broadcast by their ‘country of origin’, invent new cultural forms combining elements from two or more countries (nearly all the interviewees of our research in Italy combined elements of Moroccan/Romanian with elements of Italian food), continue to use their first language, perhaps build a house

back home, and so on. Some scholars (cf. among many others, Portes, Guarnizo and Landolt, 1999) try to exclude these weaker forms; others continue to cite them as evidence of transnationalism, either justifying the choice explicitly (e.g. Itzigsohn et al., 1999) or implicitly, by applying the adjective transnational in texts and titles of books and articles.

- 2 In any case, it does seem necessary to distinguish between the various practices, which can be described as “transnational” in order to avoid confusion between phenomena, which have very different implications, and different dynamics. Comparison between them also seems useful in order to understand why in some places and times certain kinds of ties are maintained across frontiers, whereas in others they are not. In these comparative notes on transnational practices among migrants in Italy, I will therefore also ask why more developed transnational phenomena are often *absent*. To understand transnationalism, negative cases seem no less important than those, which show more full-blown manifestations of people living genuinely in two or more countries; and comparisons between negative and positive cases would seem fruitful. After all, if we reject “methodological nationalism” (Glick Schiller et al., 1992, 1995) and the notion that people’s social relations inevitably tend to conform to national boundaries, we cannot see as merely natural and not requiring explanation the fact that some people maintain only highly selected ties with their country of origin, not developing the more articulated forms developed by others.
- 3 In making comparisons I draw mainly on the interviews and ethnography carried out with Romanian and Moroccan migrants in Italy for the European Science Foundation project “Transnational practices of migrants in Western Europe”, coordinated by the Swiss Forum for Migration and population studies¹.
- 4 I have not tried to give a comprehensive review of all the transnational practices among Romanians and Moroccans but have tried to draw out the implications of contrasting situations where particular practices are present or absent. I will first describe transnational practices among Romanian migrants, stressing the absence of many practices found elsewhere. I make some comparisons with Senegalese migrants in Italy, who are much more marked in their transnational orientation, and also with Pentecostal Romanian migrants, who represent an exception to the relatively modest transnationalism of most Romanians. I propose that to understand the differences we need to analyze the structure of social relations among migrants themselves in the place of immigration; this argument is partly derived from an old study of Xhosa rural-urban migration in South Africa by Philip Mayer, which provides a useful analysis of how forms of relationships in a place of arrival may affect ties with “home”. More generally, I explore some specifically sociological conditions of the kind of “net work” needed to maintain ties at a distance. I argue that it is the form of life established by migrants (and not, e.g. technology or globalization in the abstract) which is crucial in deciding whether particular practices are present or not. Using the same analytical framework, I discuss the project’s material on Moroccans, and make some comparisons with Moroccans in France, to investigate why certain transnational practices found in France are absent in Italy. I then go on to look at circular migration among Romanians, again investigating the specifically sociological dynamics which lead to this pattern. Finally, I draw some implications regarding the concept of transnationalism. I argue that transnational practices are a heterogeneous set of phenomena often unrelated to

one another, and linked more to the dynamics of the life cycle than to any overarching historical trend towards globalization.

2. Weak transnational ties among Romanians in Italy: exceptions and comparisons

- 5 First of all, some negative evidence. Ambra Formenti's (2006) interviews, carried out with Romanians in Turin and Ivrea, revealed large numbers of exchanges of the kind which might be included under a broad or loose definition of transnational practices, but absence of the more developed forms. Take, for example, political transnationalism. No interviewee declared interest in affecting politics in Romania via migrants' action. There was generalized cynicism of Romanian interviewees towards politicians and politics in general, but this stimulated no attempt to change the existing elites, or to intervene actively, either as Romanian citizens or more specifically as Romanians living abroad. Discussion about Romanian affairs did not form a significant topic of conversation among migrants in Italy, let alone a focus of action. Few migrants exercise their right to vote at the embassies: at the last general election in 2004, just 4000 persons voted in Italy, out of an estimated total of 150 000 having the right to vote². There appear to be few attempts by migrants to make their interests heard in Bucharest. Even individual attempts to keep informed about politics in Romania seem very modest: many migrants watch Romanian news by satellite television, but this seems less common than watching Italian TV news. Sales of newspapers published in Romania are extremely small. There is a widely distributed newspaper for Romanian migrants in Italy, but it is significant that this is heavily focused on the situations and lives of migrants in Italy, giving information about Italian, Romanian and European legislation affecting migrants, measures such as amnesties (before 2007 of course), job information, migrant success stories, and so on – but very little on Romanian politics. We are obviously a long way from the kind of situation where, say, the course of politics in some Caribbean islands may be decided in significant part among circles of migrants in the United States (Glick Schiller et al., 1992), or even from situations where migrants passionately discuss the shape of the polis back home (one may think, for example, of emigrant Italian anarchists or socialists of the early twentieth century, or some Kurdish or Tamil nationalists today).
- 6 **2.1 Transnational political action seems inconceivable to Romanian migrants also because national associations are not strong.** Many interviewees repeated a common self-image or self-stereotype: "We're too individualistic"³. Along with Rome, the Turin area is one of the main destination points for Romanian migrants in Italy. Official figures for regular migrants give over 23 000 for the city of Turin alone (2005), and if the surrounding region is included, the figure is over 53 000 (Romanians constitute the most numerous nationality in the foreign population in the city – around 30% of the total foreign population – and in the surrounding region). From a purely numerical point of view, then, the area contains the second most important Romanian "community" in Italy (and one of the largest outside Romania). In addition, since much of the migration in and around Turin has come from a relatively small number of often semi-rural towns and villages, many people have friends and acquaintances in Turin and its hinterland as well as relatives. One might have thought that such clustering would have made the realization of local projects, oriented towards home and local

identity, more feasible. Given all these facts (and given a certain amount of encouragement from Italian local authorities who often welcome associations as channels for dialogue with what are seen as “communities”), the level of associational activity is decidedly modest. There is just one really active association in Turin: the other two or three struggle to survive and have great difficulty organizing events or even regular meetings with more than two or three people. Even the main association seems important primarily for the practical information and aid it provides to recent migrants. At Ivrea there is an active association, recently established and involved, for example, in organizing the visit of a Romanian ecclesiastic and a twinning project. However, as in Turin, the existence of the association seems to rest disproportionately on the shoulders of one especially active woman who is the founder and president.

- 7 2.2 The same sort of pattern seems to prevail in other areas of life. With the important exception of neo-Protestant Romanians, there do not seem to be genuine examples of collective remittances. When widespread flooding occurred in Romania, the main Romanian association in Turin did organize a scheme asking people to send a donation of one euro by sending an SMS on their mobile phone. However, this is obviously a long way from the more ambitious schemes of collective remittances, aid and intervention in the “home town” described in the literature. Once again, one has no impression of transnationalism in the strong sense of collective mobilization to influence life back home under the leadership of migrants.
- 8 2.3 The situation is still more interesting because there is also an important exception among romanian migrants in Italy: certain types of transnational ties appear much stronger among romanians who belong to the pentecostal church⁴. Pentecostals were pioneers of international migration in Romania in the years after the fall of communism, since they were able to draw on the resources and contacts offered by American and other brethren. International support exists in a way it does not for Orthodox or even Catholic Romanians, and more of a genuine sense of diasporic identity appears to exist: for example, young people seem to have a sense of belonging to networks of established “communities” in several countries of the world. It also appears to be accepted that brethren have an obligation to help each other if possible. This applies in many fields, including help in finding a job. As one interviewee said, “You’ll never see a Pentecostal hanging around the square by Porta Nuova” (a square where migrants in Turin looking for work go to wait for offers of casual jobs). In Italy as in Spain, Romanian Pentecostals often own small building firms, and employ mainly co-religionists, thus constituting an essentially closed employment network. The prosperity of these firms may itself owe something to cooperative relations between employers and employees, plus shared values of getting on economically. In any case, if a migrant is accepted as a member of the migrant community he or she will probably find work and leisure contacts intertwined: the social life and organization of leisure time also seems heavily centred around “community” activities connected with the Church and brother Pentecostals.
- 9 2.3.1 Given this heavily communal organization of Pentecostal life in Italy, it is interesting that, in contrast to the situation for most Romanians, collective remittances do exist. In Marginea, for example (the small town in north-eastern Romania where Pietro Cingolani (2006) did his fieldwork for our research), a large Pentecostal church has been renovated and decorated via remittances. Projects of benefit to Marginea as a whole have also been financed in the same way, for new facilities have been donated to

the local primary school. In other words, there appear to be attempts to intervene in local town life and demonstrate to the local community the benevolent influence of Pentecostalism – initiatives which do not occur among other migrants from Marginea. The fact of living in Italy to a large extent encapsulated in a community of co-religionists mainly from the same town seems to reinforce the idea of being a diaspora, with ties to other nodes of a Pentecostal network, and special ties to the home town.

10 **2.4** In the interests of understanding the relative lack of many practices among most Romanian migrants, and their presence among Pentecostals, it seems worth referring to a couple of other examples (however different and specific these may be in many respects). A case of migrants in Italy well known for their marked transnational orientation is that of Senegalese belonging to a Murid confraternity of Sufi Islam (cf. the description in this volume by Sall and Salzbrunn of Murid migrants in France). For several decades, Murid migrants from certain areas of Senegal have undertaken a form of circulatory migration involving long and very long stays abroad (in West Africa, in France and, since the 1980s, in Italy), earning money through street trading or by working in factories (for descriptions of migrants in Italy, see Carter, 1991; Schmidt di Friedberg, 1994; Castagnone et al., 2005; Riccio, 2001). Most migrants of these Murid fraternities organize themselves in a strikingly communal way, living together in all-male shared apartments, termed “village houses”, delegating particular tasks to particular members (so that, for example, housekeeping and cooking is done by one particular person) and taking many decisions in concert. In many places, migrants have set up a local *dahira* – the kind of urban association established by rural migrants to cities in Senegal itself – and contribute a significant part of their income to a religious leader and to initiatives of the confraternity in Senegal. Conversation among these men often centres on news from back home. Political conflicts splitting the community affect migrants and vice versa. Gossip and disapproval circulate in the migrant *dahira* to some extent as in the village or in Louga or Dakar. This membership of recognized communal institutions makes it possible for migrants to be full participants in life back home even though they may have been away physically for years at a time⁵. It is not surprising in this context that religious and political leaders come from Senegal to visit their followers and potential followers. It is striking that this form of migration – so heavily oriented towards “home” – should have remained relatively constant over several decades: there seems as yet relatively little sign of any progression through various “ages of migration” (Sayad, 1999). It is crucial here that most men (the great majority of the Senegalese migrant population in Italy are men) have wives and children in Senegal. There are few attempts to bring wives or children over: the norm appears to be a stably transnational family, often remaining apart for ten or fifteen years or more. Families are united only in Senegal during a trip home.

11 **2.5** In thinking about the various groups of migrants I have referred to so far, and their varying propensity for the more developed forms of transnationalism, I believe it is worth recalling Philip Mayer’s classic comparison between “Red” and “School” Xhosa migrants in the South African city of East London in the 1950s (Mayer, 1962, 1961)⁶. Mayer argued that if we want to understand how “Red” migrants in the urban context maintained such a close attachment to their village of origin, and such involvement in its affairs and conflicts, we need to understand above all the structure of their social lives in East London. Nearly all migrants – whether “Red” or “School” – maintained some ties with home, went back periodically, and so on (albeit to differing degrees – like our interviewees). So the difference was not so much one of the strength of

individual attachments. The crucial difference between the two groups was that the Red lived among fellow-villagers in the city (and maintained the form of these relations via “traditional” practices of dress), whereas the School had more differentiated networks mixing people originating from different areas. In this way, the School migrants were less subject to control, and less continually stimulated by news, less involved in attempts to intervene in village affairs, to exercise moral judgements on fellow-villagers, and so on. For Red migrants in East London, the sociological basis of the ability and the motivation to maintain active participation in village affairs even while living in the city lay (in considerable part) in the form of social relations maintained *in the city*.

- 12 **2.6** I am not, of course, suggesting that all transnational practices are supported by the markedly communal forms of living characteristic of either a Murid *dahira* or circles of “Red” migrants in 1950s South Africa. These examples, however, seem useful in stimulating reflection on the specifically sociological bases of transnationalism, and in particular in the way the social life of migrants in the place of “immigration” condition attitudes, identity and action – the capacity to maintain a form of participation back “home”. Much of the discussion of transnationalism focuses too exclusively on the individual relations migrants have across borders, and on the legal and technological factors which facilitate or restrict such ties (from border legislation to cheap air travel and the Internet). However, the social bases of transnational social units often seem more crucial.

3. Sociological problems of maintaining relationships at a distance

- 13 As Smith (2005: 236) has argued, some of the “first wave” of accounts of globalization tended to portray it “as an inexorable structural-economic transformation, operating outside of thought and human practice”; and not a few studies of transnationalism were influenced by this. So now – as Conradson and Latham (2005) also argue – it seems important that the study of transnationalism should devote more attention to the practices which maintain communities, organizations and networks in being as viable realities. And this means studying the practices which maintain particular networks and social units as living realities: it cannot just be assumed that, say, two cousins living in different countries will necessarily maintain relations with each other, or provide each other with mutual aid, thus producing a transnational tie. Even less, of course, can it be assumed that two Romanians or Moroccans will necessarily seek each other out. Indeed, nationality is often more a classification significant for outside observers than one which forms a basis for action of actors’ themselves (as I have mentioned, our interviews contain numerous reminders that migrants do not always identify with their fellow nationals, and sometimes may even avoid them).
- 14 **3.1** Certainly, it would be naïve to imagine that the capacity to maintain relationships at a distance varies primarily with technical factors permitting individual contacts at a distance such as telephones. It may be affected by the use of telephones, but the use of telephones is a more sociological affair than the mere technical possibility of telephone communication. Empirical research in France on the effects of geographical moves on telephone contacts show that the existence of the telephone does not solve the problem of distance. In the case of the relationship of friendship, for example, it seems difficult

to maintain the tie active after a move. Most contacts with friends – even friends who are described as close emotionally, and with whom telephone calls were frequent before the move – disappear after a few weeks (Mercier, de Gournay and Smoreda, 1999)⁷. The technical possibility of telephone contact remains almost unchanged after the move, and even the cost may not be great, but sociological conditions of telephone conversations include having something to say. In general, telephone contacts between individuals are closely correlated with face-to-face contacts (Claisse and Rowe, 1993; Smoreda and Licoppe, 1998; Smoreda and Thomas, 2001), for many phone calls are about matters like arrangements for some meeting, sharing opinions about some face-to-face event, talking about someone else, with whom both interlocutors are in face-to-face contact, talking about what that person has done or should do. It seems likely that friendships do not survive geographical separation well because the social context of activities and of shared events and persons who form the basis of the practices making up the relationship tend to fall away⁸. In contrast, contacts between kin – even kin not described as especially close – tend to survive a geographical move much better: Mercier et al. found that calls become less frequent but also longer on average than before the move. Evidently kin have more matters to discuss, and feel more obliged to call. From a configurational point of view, this is understandable, because many of the indirect contacts and exchanges through *other* relatives remain in place (many of them face-to-face), unaffected by the move of one member of the kin network⁹. Whereas the transactions constituting a friendship relationship (the face-to-face relations with colleagues about whom one complains, the transactions at the school where the children of both friends go) may disappear, this is less true for kin relations. In the case of the kin network, numerous exchanges between individuals *other* than the two directly involved form the backdrop maintaining the tie. More in general, it seems likely that problems of maintaining a relationship at a distance are not primarily about maintaining *individual* ties but rather the general configuration which keeps ties active.

15 **3.2** It is therefore misleading to consider transnational practices independently of this general network context. Even a transnational practice as elementary as making a phone call to someone in another country requires the “work” of many people in the background (cf. Becker, 1982 and his insistence on the hidden “work” which goes towards the production of any particular social product¹⁰). Barry Wellman (1985) talks aptly of “net work” needed to keep networks active. Some of this is done consciously e.g. when someone acts as “kin keeper” maintaining contacts, remembering birthdays, organizing festivities and meetings. Migrants’ trips home are other important occasions for renewing the network¹¹. Ruba Salih (2003) provides good descriptions of the amount of time – and worry – devoted by the Moroccan women she interviewed to preparations for trips home, selecting suitable gifts for individual people back home. The quantity of such gifts can be gauged by the fact that many Moroccan migrants return home by car rather than plane (even though the latter would be cheaper) in order to be able to take more gifts.

16 However, much maintenance of the network linking a migrant with home takes place via activities in the “immigration country”. The structure of social relations constructed by migrants in the place of migration is important in this sense. If socialists, anti-communists, nationalists, supporters of one faction or another succeed in making circles in migration where conversation, plans, quarrels with other migrants are all centred around these, then participation in the life of events back home is maintained. Membership of these social circles in the country of migration gives

meaning to passionately reading news from home. The everyday practices of life in the country of immigration make ties with the country of exile alive. Similarly, living in a “village house”, or centring social life around activities with Pentecostal “brethren” from the same town, may continue participation in the affairs of a community geographically distant.

- 17 In contrast, the structure of everyday social relations and activities of most Moroccans and Romanians in Italy supports little more than the maintenance of the kin network (perhaps including fictive kin: godparents: Cingolani, 2006). As I have described, most Romanians and Moroccans live in Italy in networks restricted primarily to socializing with family members and a few friends¹². A Sunday in Italy spent with one’s sisters and brothers-in-law may help keep alive ties with kin still in Romania, discussing concerns about an elderly relative, making plans as to what to do, etc., but probably does not maintain other relations back home. The gifts presented by Moroccan migrants during a visit home may define and renew a wider range of relationships than those of Romanians’ August visits. And if social relations are centred heavily on other Moroccans this may reinforce affective nostalgia and attachment to “home”. But forms of action in Italy sustaining action and conversation connected with political participation in a community back home or in a political nation are rare.
- 18 **3.3** When transnational practices depend almost exclusively on kin ties, the rhythms of such practices obviously evolve with family life events. For example, among Romanian migrants, remittances are substantial and regular when parents are living in Italy and separated from their children in Romania, but fall abruptly to merely occasional gifts if the children moved to Italy (CESPI-FIERI, 2007). So money sent back by migrants to their own parents, for example, was regular and substantial when the latter were looking after the grandchildren, but not otherwise. As will be seen below, patterns of circular mobility also seem to vary according to the evolution of family ties in the life course.

4. Moroccans in Italy and France: contrasting patterns

- 19 As I have indicated, many similarities with Romanians are in evidence when we look at the transnational practices of Moroccan migrants in Italy. Once again, we can see the combination of weak associational ties, lack of collective (as against individual) remittances¹³, general pessimism regarding the possibility of political change and a scarcity of attempts to intervene in political life in the home country. For many Moroccans, as for many Romanians, religious centres are important bases for social life, as well as religious practice, places where one meets co-religionists and co-nationals one might not otherwise meet so often. In this sense, they certainly increase the density of contacts with co-nationals, contributing to the construction of something a little nearer to a “community”, and to reinforcement of identity, and thus indirectly contribute to the maintenance of attachment to ‘home’. However, as I have indicated, manifestations of anything wider than kin-maintained practices remain slight. Although Ruba Salih’s (2003) book on Moroccan women in Italy bears the word transnationalism in its title, the everyday practices described are overwhelmingly either practices maintaining kin ties across frontiers (via telephone calls, remittances, visits), or practices (e.g. eating Moroccan cuisine, decoration of the home using Moroccan elements in combination with others in a syncretic whole) which are part of

the home-making of a Moroccan immigrant in Italy as much as a transmigrant fundamentally different from immigrants of the past.

- 20 4.1 Since a number of transnational practices among Moroccans in Italy are absent which are prominent in France (Lacroix 2005; Lacroix, Sall, Salzbrunn in this volume), Belgium (Martiniello and Bousetta in this volume) and elsewhere, it is worth exploring the differences briefly. In particular, collective remittances and development initiatives are more common in France and political transnationalism more developed in Belgium.
- 21 4.1.1 At first sight, the relatively recent nature of mass migration to Italy might be thought to explain the difference. Schuster (2005) has suggested that this (along with the need for many migrants to move around Italy in search of work) explains the relatively slight development of associations among migrants in Italy; and, as I have stressed, strong associations, or informal community organization, are essential for many of the more developed transnational practices. On this hypothesis, we might imagine that, with the passage of time, and greater job stability and economic security, more collective initiatives might emerge. In this way, we might imagine, in time, seeing, for example, the kind of co-development project described by Lacroix and others, funding the provision of water or electricity, a school or library to a village, or also attempts to influence the political scene in Morocco.
- 22 4.1.2 However, on the whole, the evidence does not seem to support this hypothesis that the difference is merely one of time. The importance of the time factor is certainly not evident in the case of Senegalese migrants: Senegalese migrants have been highly involved in strong forms of transnational activity throughout their history of migration in Italy (from the late 1970s and early '80s). Not only today but also in the past, all the transnational practices described in France (see Lacroix, Sall, Salzbrunn in this volume) existed in Italy – from frequent visits of religious leaders to collective remittances to political campaigning for Senegalese politicians (Carter 1991; Castagnone et al., 2005). Sri Lankan migrants also seem to have established very active associations at an early stage in the migration process (see, e.g. Palidda and Consoli, 2006). In contrast, Moroccans in Italy do not seem to have developed the early forms of collective remittances which were developed in France even thirty or more years ago, at a similar stage in the migration process. Lacroix (2005) cites several cases in which even in the first years of mass migration from a particular village, collective remittances contributed to projects – most typically building a mosque in the village, but sometimes a pump or irrigation system. These early initiatives are not only significant in themselves but also because they indicate a general orientation towards village concerns which was a key element mobilized by later initiatives involving associations and NGOs, convincing the latter to contribute. It seems to have been these spontaneous initiatives which inspired the idea of migrant development associations in the first place, and already existing initiatives of this kind made it easy to raise the money for the quota of funding coming out of migrants' pockets which these projects require¹⁴.
- 23 4.1.3 It is this element of village-centred mobilization, therefore, which seems to be lacking in the case of Moroccans in Italy. It is not immediately clear why this should be different in Italy. However, patterns may be quite localized. The cases Lacroix (2005) documents are fairly localized (mainly mountain villages in Berber-speaking villages in the South, and only secondarily in the Rif). One might ask whether there are large numbers of Moroccan migrants in France who do *not* have these kinds of village ties, and whether their transnational ties are different. In any case, with regard to the lack

of such initiatives in Italy, it may be relevant that so many migrants come from large cities. Although data on the particular location in Morocco where a migrant comes from are not very reliable because respondents may cite a nearby town they think Italians may recognize, large proportions of Moroccan migrants cite cities – especially Casablanca – as the place they come from. Of course, this does not necessarily mean the people in question have no ties with a village “of origin”, for many families living in the outskirts of Casablanca may come from the countryside. But the reply does suggest that these migrants do not instantly identify with a village. In the context of interaction among Moroccans in Turin, Capello (2003: 82) refers to migrants associating together on the basis of “the same neighbourhood in Casablanca or the same road in Khouribga” (the medium-sized town which is the other main sending-point for migrants to Turin and some other Italian towns) – not a village.

- 24 **4.2** It would be interesting to investigate different attitudes to collective initiatives in a village also in the context of patterns of family reunion. Family reunion may have been more rapid in Italy in the 1990s and the 2000s than it was in France in the 1960s or '70s, where many men lived for many years in hostels, *hôtels meublés* or *chambres de bonnes*. Although numbers of Moroccan men in Italy have experienced this classic pattern of men living alone (the kind of pattern described by Sayad and many others in the 1960s and '70s), many more formed families in Italy after a few years. This can be seen in the changing sex balance of the Moroccan population in Italy: whereas in 1992 (the first year reasonably reliable statistics are available), males made up 91% of the adult population¹⁵, by 2004 this was down to 69%, and is rapidly falling¹⁶. It would be interesting to know (in the Moroccan case but also more in general) more about how family reunion affects decisions regarding spending and saving, and orientation towards life in the home country.
- 25 **4.3** Other forms of transnational practices more prominent among Moroccans and their descendants in France than in Italy have been the creation of highly educated and politically-involved figures – who are not numerous among Moroccan migrants in Italy. Lacroix, Sall and Salzbrunn refer to the importance in France of political activists who were forced to leave Morocco in the wake of repression in the 1960s. This little migration – no doubt going to France because of pre-existing personal and institutional links – was important in founding associations which are still important today, or which gave birth to others. Lacroix and his colleagues also refer to Moroccan and Moroccan-origin students belonging to an association of students of *grandes écoles* which organizes development initiatives in Morocco. There is no equivalent of this in Italy either, because Italian universities currently have few Moroccan or Moroccan-origin students (a mere 978 students of Moroccan nationality were registered in all Italian universities combined in 2007/2008: MIUR, 2008). Italian universities currently attract few students from abroad in general (the children of national elites are rarely sent to Italy to study), and the numbers of second generation Moroccan youth attending university is still extremely low (a sign of the continuing economic insecurity of many Moroccan families as well as the fact that a second generation educated in Italy is only now reaching university age in significant numbers).
- 26 **4.3.1** In other words, some transnational initiatives, especially of the more politically-oriented type, but also initiatives intended to modernize a country in general, rather than being directed to a particular village, depend on the existence of educated elites. In this context, the American literature on transnationalism may represent a somewhat

special case, not applicable everywhere. Caribbean and Central American elites have always studied in American colleges and had multiple links with American institutions, while for their part, United States institutions have often been interested in providing migrants and exiles with resources for intervening in a region not unjustly referred to as “America’s back yard”. These kinds of links producing elite migrants and contacts in the USA are not necessarily present everywhere. A country like France with significant links dating back to colonialism has more than Italy.

5. Business activities and the need for embeddedness

- 27 I have already referred to the relatively modest levels of migrants’ economic activities linking up Morocco and Romania with Italy. I do not want to deny the existence of some initiatives, simply to note their small scale in comparison with business activity developed by migrants within Italy. Cingolani and Piperno (2005) and Cingolani (2006) cite individual cases of Romanian migrants managing small businesses e.g. transporting migrants, their remittances and packages, and importing or exporting building materials to take advantage of price differences between Romania and Italy. Vitiello (2006), AMERM 2005, Stocchi (1999) and others describe cases of Moroccan migrants starting up small businesses in Morocco with government incentives, importing food products. Yet the scale of such initiatives seems small compared to the size of the two communities. To give just one example, at the time of the research there was just one self-employed migrant importing Romanian food specialities in Piedmont: hardly impressive in a region with over 53 000 Romanians. But above all, the numbers of initiatives seem small when compared to the large amount of entrepreneurial activity Moroccan and Romanian migrants put into business based within the confines of Italy. In 2006 there were 24 000 small firms registered by Moroccans in Italy and 12 600 registered by Romanians (Grandi 2006). Such firms form a significant proportion of total firms in some sectors: at a local level, a recent study in Turin (FIERI/Camera di Commercio di Torino 2008) found 7.2% of all the city’s firms in the distribution sector were owned by Moroccans; while 15.1% of all the firms in the building sector were owned by Romanians. Yet our interviews and qualitative studies by Castagnone (2008), Gasparetti (2008) and Camera di Commercio di Torino (2005) found only fragmentary and occasional evidence of transnational ties in terms of suppliers, travel for business or investment in the home country. Moroccan grocers may import fresh mint and coriander but for most of their supplies rely on wholesalers in Italy or France. The proportion whose business depends on transnational ties is certainly not comparable with, say, Portes, Guarnizo and Landolt’s Salvadoran, Colombian and Dominican entrepreneurs in the USA: in that sample, 58% of all those in self-employment were engaged in transnational activities (Portes et al., 1999: Table 1)¹⁷. These firms were mainly in sectors bi-national or multinational by definition, such as couriers, travel agents and importers, with a clientele primarily of co-nationals. In contrast, the small firms of Moroccans and Romanians in Italy are mainly in services and building predominantly oriented towards the Italian market, which they find more profitable and reliable.
- 28 **5.1** It is true that alongside the more stable forms of self-employment and small business registered with the Chamber of Commerce, there is also widespread petty trading which often *does* involve transnational ties. When driving back for a holiday, a

good many Moroccans use the occasion not only to take numerous presents but also various items which are cheaper in Italy than in Morocco (perhaps including the car itself), and which can thus be sold to acquaintances (Semi, 2004; Saleh, 2003). For most people, however, this is an occasional supplement to their income. It is true that a fair number of young men do undertake such trips more regularly, transporting cars, sometimes combining stolen goods with those bought second-hand. However, as among young men in the Marseille area (Peraldi, 2001, 2002), this kind of activity is usually described by the men themselves as a fall-back activity undertaken because of lack of ability to find a satisfactory job in Italy. Only rarely does it seem to be conceived of as a career and a proper business to be developed in a long-term perspective (see interviews in Semi, 2004 and Capello, 2003 for profiles of the young men concerned). In general, therefore, it seems more plausible to consider the majority of these entrepreneurs as undertaking an activity which is characteristic of a certain stage in the life-cycle.

- 29 5.2 Projects of cross-national enterprise seem to run into classic problems of trust (Gambetta, 1988). In spite of the advantages of exploiting borders, in many ways the entrepreneurial function seems one which relies intrinsically on the intensive development of local relations. It is significant in this context that several Romanian interviewees complain that the most fruitful opportunities in Romania are taken by people who have remained in the country and developed their political contacts, and grasped opportunities at the right time; and migrants feel marginalized from these networks (cf. also Cingolani and Piperno, 2005). Being present at just the right moment, cultivating one's political ties, having excellent knowledge of suitable opportunities, can all be more important than the opportunities provided by frontiers. More in general, it seems useful to think of the importance of local relations – with customers, with other firms from which one can learn, with sources of information – as crucial to business success. It seems relevant to recall here work on “industrial districts” and the importance this gives social relations in a specific local area (Bagnasco, 1988). Accounts which imagine large-scale expansion of transnational enterprise tend to forget this kind of question regarding the background of social relations surrounding entrepreneurial activities.
- 30 5.2.1 It is significant in this context that the incentives for investment in Morocco provided by the government (eager to attract the resources of migrants and channel them into investment projects: AMERM 2005) often seem to be met with scepticism. Those with money to spare prefer to invest in business in Italy, and take-up for the government schemes has been limited in Italy (Stocchiero, 1999; Vitiello, 2006; AMERM et al. 2005). The difficulty of really knowing how trustworthy business partners are, and of overseeing activities from abroad, evidently seems discouraging.
- 31 5.2.2 Many Moroccans and Romanians, like innumerable migrants in the past, do have projects for starting up some sort of small business back home – a shop, car repair business, small restaurant, etc. However, these plans (which often remain just plans, as Formenti (2006) notes) are not so much the kind of dynamic investment which development agencies dream of, oriented towards expansion, but rather part of a strategy of retirement ensuring a minimal personal income. In this kind of context, a shop or restaurant (perhaps functioning just a few months of the year) may fit in to a strategy which provides a small income, adequate when combined with other sources (perhaps even including migration for part of the year).

6. Circular migration: family strategies and flexible labour

- 32 A form of clearly transnational existence which is common among our Romanian interviewees is circular migration. Although not particularly new, it is important because of its frequency and the role it plays in sustaining rural life. Research collecting data in Romania has documented how widespread the pattern is, at least in rural areas and small towns (Lazaroiu et al., 2001; Diminescu, 2003; Diminescu and Lazaroiu 2002; Sandu 2000, 2005; Potot, 2003). This is an important pattern which may exist elsewhere, but may well be missed by research methodologies collecting data only in arrival countries (where circular migrants are difficult to interview and often not in official figures). Our interviews in Marginea in north-east Romania (Cingolani, 2006) found temporary migration to be common both among people who had stable jobs (especially in the public sector, e.g. during the summer holidays of schools), and among those who combined several small sources of income and were happy to include migratory work in this overall strategy – without any intention of “emigrating”.
- 33 **6.1** How can circular migration work? Sometimes it relies on fitting together the needs of Italian employers and Romanian migrants. A significant part of the seasonal workforce in some sectors of agriculture (fruit-picking, wine-harvesting, taking cattle or sheep to their summer pastures) in some local areas of Italy is now composed of Romanians undertaking a “working holiday”. However, in other cases, employers are themselves migrants. Thus a Romanian with his own micro-enterprise in the building trade may telephone from Italy to an acquaintance back home, saying he has need of an extra hand. In other words, one competitive advantage of such small migrant firms is their ability to draw on a transnational supplementary workforce in a very flexible way – just calling workers for a few weeks when needed. As well as cost, there are also questions of having known and reliable workers, as one builder explained: “I needed workers. I chose them among people from the village. This suited me, because I need a team of people who can work together, who know each other and who I can trust. And it suits them, because they arrive [in Italy] knowing there’s a job for them” (Formenti, 2006).
- 34 Not only builders but also Romanian women working as carers of old people often may “call” a relative or friend back home. In this case, it is the desire for a break from work, or the need to deal with a family crisis back in Romania, which often leads a worker to ring up and ask for a substitute for a month or two (CESPI-FIERI 2005).
- 35 **6.1.1** The system has certainly been facilitated by changes in border regulations. In 2002, as part of preparations for Romania’s entry into the EU, Italy abolished the requirement for a visa. Romanian citizens could therefore enter legally for tourist reasons for up to three months with a minimum of bureaucracy. In theory of course, they could not work, but the costs of entry were reduced considerably (with some exceptions). Since January 2007, of course, movement has been easier still. Other studies of changes in European regulation also suggest changes in legislation may have had similar effects. At an earlier stage of European integration, it has been suggested (Reyneri, 1979; Pugliese, 2002) that introducing free circulation of labour in the EEC encouraged Italian migrants to adopt strategies going back and forth rather than settling stably in Germany. It will be interesting to see if entry of Romania into the EU has effects in further encouraging movements of this kind¹⁸.

- 36 **6.2** However, border rules are not the only issue, for the Romanian research cited above, showing how widespread the pattern is, predates the 2002 relaxation of controls. There are also sociological determinants in this kind of temporary migration which seems clearly oriented towards preserving the viability of life in the village/town. Cingolani's interviews in Marginea bring out a clear pattern in the age and life-cycle characteristics of circular migrants: the strategy of short trips is one adopted by people who have firm family ties and are in their forties and fifties, whereas it is much less common among younger people¹⁹. It is clear, moreover, that migrants coordinate their migrations with those of their spouse and children, according to a clear family logic: "For the last six years I've worked for a farmer near Asti, who has a lot of vines. I usually go in the spring, when he has to prune the vines, then my wife goes in the summer to look after the farmer's children, then I go again when there's the wine harvest. In the winter we both stay in Romania. Alternating like this, there's always someone to look after the house: when my wife's away I look after the children, wash the clothes, cook. The only disadvantage is that doing things in this way I've saved less than I would have if I had worked without any interruptions" (Cingolani, 2006).
- 37 **6.2.1** In semi-rural towns like Marginea, extra money gained by a month or two's work abroad provides a useful supplement in income – enabling one to pay a daughter's university fees, buy a new television, fridge or other equipment for the home, rebuild part of the house, etc. So a wife/mother may willingly substitute a sister or cousin in Italy while the latter takes a month's holiday from caring for an elderly person. Likewise, a husband/father may be glad to spend a couple of months on a building site in Turin. The rationality of this kind of strategy depends on the objective not so much of maximising income but of maximising standard of living²⁰ (probably higher in Romania for many migrants than in Italy). Some people with stable conjugal relationships²¹ seem to want to maintain a way of life in places like Marginea, feeling their own life is better and less stressful than it would be if they moved permanently to Italy. For some older couples with adult children living abroad (perhaps in two or three different locations), it is important to maintain a firm base for migrant children returning for holidays. The popularity and duration of this pattern of circulatory mobility in Romania (and perhaps elsewhere) may thus depend on life-cycle and family factors as much as on changes in border regulations. It would be interesting, for example, to know whether the pattern is characteristic mainly of certain types of semi-rural towns (the focus of Cingolani's ethnography but also of the large-scale survey exploited by Sandu, Lazaroiu, Diminescu and others), or whether it exists also in cities.
- 38 **6.3** The potential for this kind of migration is obviously limited by employers' (and other workers') demand for short term labour. It is significant here that all the examples we documented were in the sectors of agriculture, building and domestic/care work – precisely the sectors where similar seasonal or short-term employment of patterns existed in earlier centuries. This suggests that this kind of pattern may not expand much outside these areas.
- 39 **6.4** Another interesting aspect is a certain level of institutional toleration of circular migration among public institutions and employers in Romania. Evidently, in a context where migration is a recognized strategy, schools, hospitals and employers may be willing to tolerate absences of staff, fearing that not to do so may induce them to leave permanently.

7. Top-down transnationalism as a career opportunity

40 Most of the practices discovered by our research are examples of “bottom up” transnationalism. However, there are obviously also more “top down” forms of transnationalism, where it is a formal organization which provides the framework coordinating and making possible social action in two or more countries. International organizations in Italy naturally employ Romanians and Moroccans along with other nationalities, and thus provide the organizational support for careers in more than one country – career structures where cultivating links with one’s home country may be a means of occupational mobility. If we had undertaken research in the North East of Italy, no doubt we would have found Romanian technicians working for Italian firms (in textiles and other industries) coordinating work in the two countries, transferring skills, etc. (Stocchiero, 2002), and small numbers of Moroccans act as representatives of Italian firms in Morocco (cf. Castagnone 2008 for one example).

41 7.1 Among the educated Moroccan migrants who made up Mattia Vitiello’s interviewees in Rome, there were several people whose links with Morocco depended in part on this sort of organizational framework. In general, the occupational opportunities for skilled migrants in Italy are notoriously slight. A considerable number of posts are reserved either for Italian citizens or for people who have an Italian diploma (procedures for obtaining recognition of foreign diplomas are laborious). Above all, a lengthy period of waiting is often necessary before finding a post, even for Italians; such long waits may not be feasible for migrants. Among the few posts which in contrast are available to foreigners are those where knowledge of a language, contacts with a particular immigrant “community”, or knowledge of local conditions in a country of emigration are considered crucial. For this reason many educated migrants in Italy have sought jobs in this little niche. Many have become *mediatori culturali*, translating and mediating between public agencies (social work agencies, courts, local councils, etc.) and migrants, undertaking various forms of community action; others have found jobs in international development agencies. Specialization in providing information about Morocco and Moroccans has led a couple of Vitiello’s interviewees to increase their ties with their country of origin. Several interviewees had personal trajectories which in many ways led away from maintaining close links with Morocco – e.g. a break with the family of origin over marrying an Italian man, failure to find co-nationals of similar status in Italy, so forming friendship groups formed mainly of Italians. Yet these people who previously had few ties with Morocco or with other Moroccan migrants were led for work reasons to multiply their ties with Moroccans in Italy and with Morocco. In other words, both contacts with “the Moroccan community” in Italy, and ties with Morocco and Moroccan institutions can be seen, in a way, as a product of integration trajectory in Italy, given the few niches effectively open in the Italian labour market.

42 7.1.1 For example, one woman worked in an Italian association promoting women’s rights, where she specialized in Moroccans, another in a development agency working in Morocco among other places. This work led to trips to Morocco (where of course, friends and family were also visited), work with various Moroccan governmental bodies and local groups, and with institutions for “Moroccans abroad” like the Hassan II Foundation. These contacts, in turn, stimulated interest among some of these interviewees regarding politics in Morocco. The women interviewed were interested in

spreading awareness of the new, less “traditionalist” family law²², and even hoped to exert a little influence on discussion of related issues in Morocco itself. In this sense, they could be seen as transmigrants acting politically (albeit in a very modest way). However, we should note that their activity clearly grew out of the organization, not vice versa: the personal ties of these women with co-nationals prior to taking a job were slight (they looked down a little on fellow Moroccans in Italy as less educated) and it is only now that they have reinforced such contacts. The dynamic is essentially an organizational one, or that of the Italian labour market, quite different from that of most of the other phenomena considered here.

8. Conclusion

- 43 As several recent commentaries on the concept of transnationalism have argued, it seems necessary to devote more attention to the specific practices which sustain transnational ties. I have stressed that it is essential to consider not just the direct practices (such as international telephone calls or sending of remittances) but also the organization of life among migrants in their everyday lives in places like Turin and Marginea which gives a sense to the calls and remittances. It is this background “net work” which is necessary to sustain social fields of any kind, whether geographically clustered or scattered. Most of the transnational practices we documented among Romanians and Moroccans in Italy were supported and given meaning almost exclusively by kin. For this reason, they were affected by the rhythms of development of kin regrouping and life-cycles: deaths, divorce, separation, regrouping of the most significant members of the family in one single country – all these events may radically affect transnational practices. So a family which is transnational at one moment can cease to be so a few years or months later.
- 44 Underlying much of the interest in transnationalism is a sort of implicit philosophy of history – the idea that transnational practices are signs of globalization and communication technology “dissolving boundaries” and making social processes within the borders of nations less central. In this implicit view, all instances of action spanning national boundaries can appear manifestations of one fundamental social trend, necessarily “increasing” even if not altogether new. However it may be more appropriate not to see one coherent object of study, indicating “the future” but a heterogeneous series of practices with different dynamics. Empirical investigation of the diffusion of transnational practices (including the negative cases) shows they are very patchy. And comparisons between situations where they exist and where they do not, suggest not so much any overarching tendency towards increase, but rather fluctuation during the life cycle and according to the structure of social relations among migrants in one place (the town “of immigration”). The sociological conditions for maintaining social action at a distance remain considerable; insufficient attention has been devoted to these.

BIBLIOGRAPHY

- AMERM, EL SUR, PUNTO.SUD, COOPI (2005) *Il migrante marocchino come agente di sviluppo e di innovazione nelle comunità d origine*, Milan, Exodus.
- BAGNASCO Arnaldo (1988) *La costruzione sociale del mercato*, Bologna, Il Mulino.
- BECKER Howard (1982) *Art Worlds*, Berkeley, University of California Press.
- BIDART Claire (1997) *L'amitié. Un lien social*, Paris, La découverte.
- BONAPACE William, EVE Michael, PERINO Maria (2006) *Una società che cambia. Immigrazione e convivenza nella provincia di Asti*, Asti, ISRAT.
- CAMERA DI COMMERCIO DI TORINO (2005) *Imprenditori stranieri in provincia di Torino*, Turin, Camera di Commercio.
- CAPELLO Carlo (2003) Torino, Maghreb. La costruzione di identità trasversali tra i migranti marocchini, in Sacchi, P., Viazzo, P., *Più di un Sud. Studi antropologici sull'immigrazione a Torino*, Milano, Angeli.
- CARTER Donald (1991) La formazione di una *dahira* senegalese a Torino, in IRES Piemonte, *Uguali e diversi*, Torino, IRES.
- CASTAGNONE Eleonora (2008) Porta Palazzo plurale. Il caso del commercio marocchino, in Fieri/Camera di Commercio di Torino, *L'immigrazione che intraprende. Nuovi attori economici in provincia di Torino*, Torino, Camera di Commercio di Torino.
- CASTAGNONE Eleonora, CIAFALONI, Francesco, DONINI, Elisabetta, GUASCO, D., LANZARDO, L. (2005) *Vai e vieni: esperienze di migrazione e lavoro di senegalesi tra Louga e Torino*, Milan, Angeli.
- CESPI-FIERI (2007) *Madri migranti. Le migrazioni di cura dalla Romania e dall'Ucraina in Italia*, Roma, Cespi Working Paper, 34.
- CINGOLANI Pietro (2006) Migrants' Transnational Practices in Western Europe. Romanians in Italy, Research report for European Science Foundation project "Transnational practices of migrants in Western Europe".
- CINGOLANI Pietro, PIPERNO, Flavia (2005) Il prossimo anno a casa. Radicamento, rientro e percorsi traslocali: il caso delle reti migratorie Marginea-Torino e Focsani-Roma, Roma, Cespi Working Paper.
- CLAISSE Gérard, ROWE F. (1993) Téléphone, communications et sociabilité : des pratiques résidentielles différenciés, *Sociétés contemporaines*, 14-15.
- CONRADSON D., LATHAM A. (2005) Transnational urbanism: attending to everyday practices and mobilities, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 31 (2) March.
- DE VAULT Marjorie (1991) *Feeding the Family. The social organization of caring as gendered work*, Chicago, University of Chicago Press.
- DIMINESCU Dana (ed.) (2003) *Visibles mais peu nombreux. Les circulations migratoires roumaines*, Paris, MSH.
- DIMINESCU D., LAZAROIU S. (2002), *Circulatory migration of Romanians*, Bucharest, IOM.
- DROGOREANU Emilia (2006) Review of articles in Romanian local and national press discussing migrants in Italy, Turin, Fieri.

- EVE Michael (1999) Les réseaux sociaux des jeunes en décohabitation, research report, Paris, Cnet.
- EVE Michael (2002) "Is friendship a sociological topic?" *Archives européennes de sociologie*, 3, 2002.
- FAIST Thomas (1999) Transnationalism in international migration: implications for the study of citizenship and culture, Working Paper Series, Transnationalism Communities Programme, Oxford.
- FORMENTI Ambra (2006) Pratiche transnazionali dei migranti rumeni a Torino, research report, Turin, Fieri.
- FIERI/Camera di Commercio di Torino (2008), *L'immigrazione che intraprende. Nuovi attori economici in provincia di Torino*, Turin, Camera di Commercio di Torino.
- GAMBETTA Diego (1988) *Trust. Making and breaking cooperative relations*, Oxford, Blackwell.
- GASPARETTI Feodora (2008) I percorsi dell'imprenditoria edile a Torino: strategie individuali tra emancipazione e subordinazione, in Fieri/Camera di Commercio di Torino, *L'immigrazione che intraprende. Nuovi attori economici in provincia di Torino*, Torino, Camera di Commercio di Torino.
- GLICK SCHILLER N., BASCH L., SZANTON BLANC C. (eds.) (1992) *Towards Transnational Perspectives on Migration*, New York Academy of Sciences.
- GLICK SCHILLER N., BASCH L., SZANTON BLANC C. (1995) From immigrant to transmigrant: theorizing transnational migration, *Anthropological Quarterly*, 68.
- GRANDE Enrico (2006) Diffusione e grado di consolidamento dell'imprenditoria straniera in Italia, in *Immigrazione. Dossier Statistico 2006*, Rome, Caritas/Migrantes.
- GRIECO Margaret (1987) *Keeping it in the Family*, London, Tavistock.
- ITZIGSOHN J., DORE CABRAL C., HERNANDEZ MEDINA E., VAZQUEZ O. (1999) Mapping Dominican transnationalism: narrow and broad transnational practices, *Ethnic and Racial Studies*, vol 22, no.2, March.
- KISTIVO Peter (2001) Theorizing transnational immigration: a critical review of current efforts, *Ethnic and Racial Studies*, vol. 24, no.4, July.
- LACROIX Thomas (2003) *Espace transnational et territoires: les réseaux marocains du développement*, thèse de doctorat, Poitiers.
- LAZAROIU S. et al. eds. (2001) *Circulatory migration of Romanians from rural areas and small towns*, Bucharest, IOM.
- MAYER Philip (1961) *Tribesmen or Townsmen*, Oxford, Oxford University Press.
- MAYER Philip (1962) Migrancy and the study of towns, *American Anthropologist*, vol. 64.
- MERCIER Pierre-Alain, DE GOURNAY Chantal, SMOREDA Zbigniew (2002) Si loin, si proches. Liens et communications à l'épreuve du déménagement, *Réseaux*, 115.
- MIUR Osservatorio Studenti (2008), website of the Italian Ministry of Education, <http://www.miur.it/>.
- PALIDDA Rita, CONSOLI Teresa (2006) L'associazionismo degli immigrati tra solidarietà e integrazione, in Decimo, F., Sciortino, G., eds. *Reti Migranti*, Bologna, Il Mulino.
- PERALDI Michel (2001) *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- PERALDI Michel (2002) *La fin des nourias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose.

- POTOT Swanie (2003), *Circulation et réseaux de migrants roumains: une contribution à l'étude de nouvelles mobilités en Europe*, Thèse de doctorat, Université de Nice–Sophia Antipolis.
- PUGLIESE Enrico (2002) *L'Italia tra migrazioni internazionali e migrazioni interne*, Bologna, Il Mulino.
- REYNERI Emilio (1979) *La catena migratoria : il ruolo dell'emigrazione nel mercato del lavoro di arrivo e di esodo*, Bologna, Il Mulino.
- RICCIO Bruno (2001) Disaggregating the transnational community. Senegalese migrants on the coast of Emilia-Romagna, Working Paper, Transnational Communities Programme, Oxford, COMPAS.
- PORTES Alejandro, GUARNIZO Luis, LANDOLT Patricia (1999) The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field, *Ethnic and Racial Studies*, vol 22, no.2, March.
- SALIH Ruba (2003) *Gender in transnationalism. Home, longing and belonging among Moroccan migrant women*, Abingdon, Routledge.
- SANDU Dumitru (2000) "Circulatory Migration as Life Strategy", *Sociologie Romaneasca*, no. 2, pp. 65- 92.
- SANDU Dumitru (2005) "Emerging Transnational Migration from Romanian Villages", *Current Sociology*, vol. 53, no. 4, pp. 555-582.
- SAYAD Abdelmalek (1999) *La double absence*, Paris, Seuil.
- SCHMIDT DI FRIEDBERG Ottavia (1994) *Islam, solidarietà e lavoro. I Murid senegalesi in Italia*, Turin, Fondazione Giovanni Agnelli.
- SCHUSTER Liza (2005) The continuing mobility of migrants in Italy: shifting between places and statuses, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, no. 4, July.
- SEMI Giovanni (2004) *Le multiculturalisme quotidien: Porta Palazzo entre commerce et conflit*, Thèse de troisième cycle, EHESS/Università di Torino.
- SEMI Giovanni (2006) Il ritorno dell'economia di bazar. Attività commerciali marocchine a Porta Palazzo, Torino, in Decimo, F., Sciortino, G, eds. *Reti Migranti*, Bologna, Il Mulino.
- SEN Amartya (1987) *The Standard of Living* (The Tanner Lectures, 1985, Clare Hall, Cambridge, ed. G. Hawthorn), Cambridge, Cambridge University Press.
- SMITH Michael (2005) Transnational urbanism revisited, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, no. 2, March.
- SMOREDA Zbigniew, LICOPPE Christian (1998) *Effets du cycle de vie et des réseaux de sociabilité sur la téléphonie*, Issy-les-Moulineaux, CNET.
- SMOREDA Zbigniew, THOMAS Frank (2001) Social networks and residential ICT adoption and use, paper presented at Eurescom Summit, Heidelberg 12-15 November, 2001.
- STOCCHIERO Andrea (1999) *Circuiti economici e circuiti migratory nel Mediterraneo*, Roma, Cespi.
- STOCCHIERO Andrea (2002) *Migration flows and small and medium-sized enterprise internationalization between Romania and the Italian Veneto Region*, Rome, Cespi.
- VERTOVEC Steven (1999) Conceiving and researching transnationalism, *Ethnic and Racial Studies*, vol. 22, no. 2.
- VITIELLO Mattia (2006) Migrants' transnational practices: the case of the Moroccan community in Rome, research report for the European Science Foundation project on "Migrants' transnational practices in Western Europe".

WELLMAN Barry (1985) Domestic work, paid work and net work in S. Duck, D. Perlman, eds., *Understanding Personal Relationships*, London, Sage.

NOTES

1. This material includes Ambra Formenti's 21 in-depth interviews with Romanian migrants in Italy; Pietro Cingolani's ethnography in Marginea (north-east Romania) and his 15 interviews with migrants to Italy there; 15 interviews carried out with Moroccan migrants in Rome by Mattia Vitiello; articles from the Romanian press collected and summarized by Emilja Drogoneanu; demographic data collated by Corrado Bonifazi. Interviewees included men and women of varying ages (20-50) contacted initially via existing contacts.
2. Estimates of Romanian newspapers and *Repere romanesti*, an on-line service of Romanian associations abroad.
3. "Romanians are envious, they don't want to give jobs to others...I think the only thing you can rely on is the family". "Friendship between people from the same place soon fades away...Coming here, we've grown apart [from others coming from the same village or area]. I haven't seen my neighbour [from back home] for a year. In August I invited her round, but she said 'I don't know'." Comments of this type (Formenti 2006), perhaps accompanied by stories of betrayals, debts never paid back, etc. are frequent: the self-image of Romanians as "individualistic" and bad at cooperation wider than the family emerges also from interviews carried out in Bonapace 2006 and Cespi-Fieri 2007.
4. Founded in the early 1920s, the Pentecostal Church in Romania had only relatively small numbers of members and a low-key and controlled (but not illegal) existence during the Communist period, mainly in certain rural areas. It grew rapidly after 1990, when brethren from abroad, especially the USA, provided considerable resources. Most recruitment appears to occur in Romania rather than in countries of emigration. In the 2002 census a little over 330 000 declared themselves Pentecostals but the Church claims this is a serious undercount. In some localities – including Marginea, in north east Romania, where Cingolani (2006) carried out ethnography for our research – the division between Pentecostals and Orthodox in terms of life style, social habits, clothing and family forms is fairly sharp.
5. Not all Senegalese migrants live in village houses and remain so encapsulated within a society of fellow-villagers; the life history information in Castagnone et al. (2005) contains several more individual trajectories. Nonetheless, it is significant that these men have fewer contacts with other Senegalese, more with Italians, make fewer and shorter visits back to Senegal – in this sense fewer transnational ties. The institutional basis of the pattern seems to be the communal life-style of most men.
6. "Red" migrants were "traditionalist in their customs and often in their dress and daily habits and attitudes, whereas "School" migrants were more "Westernized" or "urban". Red and School were different to some extent already in their villages of origin (School migrants had indeed more often been to mission-run schools in the countryside). But in the present context, it is Mayer's focus on the effects of social organization in the city which is interesting. The Xhosa migrants to East London did not cross national boundaries (although there were legal restrictions on their movements within South Africa); but I believe the analogy stands nonetheless.
7. Mercier et al.'s research was mainly on persons moving within France, so not on international moves. Nonetheless, the general principles of the effects of geographical mobility on telephone contacts would seem applicable also to the international context.
8. Although friendship is often portrayed as a highly individual relationship, in reality it seems to depend heavily on other persons in the background (Eve, 2002). The importance of such third persons in the background comes out clearly at moments when they disappear or appear: so after

death of a spouse, divorce, or also with birth of a first child (cf. Bidart, 1997 for a summary of research findings). At these moments when the relationship changes between, for example, A and his/her spouse B, the relationship between friends A and M also changes, because the conversations and exchanges and collective activities which previously formed the substance of the friendship are no longer so important. Even friends who see each other individually are affected in this way by the change in the configuration.

9. As Margaret Grieco (1987) has pointed out, indirect ties are fundamental in explaining why kin networks are often so effective and reliable in conveying aid. A often helps B not because of any great love but because not helping is liable to cause problems with C and intervention from D.

10. Becker's work on "art worlds" shows that the production of an art work is by no means the work of one individual alone, painting, composing, etc. in isolation. People like publishers, critics, gallery-owners, other artists, friends, performers and many others have a *fundamental* role in the actual creation of the work in question. Becker clearly intends his work to have general sociological implications and takes art partly as an illustration of the fruitfulness of describing the entourage of persons who make a particular form of action possible. I cite it here to stress that transactional practices, too, may sometimes be represented in too individualistic a way, stressing the technical conditions of transnationalism but not the sociological ones.

11. It is important in this context that trips home for many migrants are made almost impossible by the fact of being undocumented. Economic difficulties also limit visits home, which are often costly because of the gifts as well as because of the lost income caused by an extended visit. In other words, not all migrants are able to keep up these practices which have an important function in keeping a kin network genuinely active.

12. -Many interviews contain statements like the following: "When we have some free time, we spend it in the family – we eat together or have a coffee or a grappa. My brothers and sisters are at ..., we go to them or they come here". Cf. similar statements in Bonapace et al., 2006; Cespi-Fieri, 2007.

13. As with Romanians, the exceptions to this are minor – small amounts of money being raised for a national disaster such as an earthquake. This kind of activity significantly implies no lasting link between a specific group of migrants coming from one particular village or region and a specific group of migrants from that area. In this sense it seems very different from the kind of initiative reported by Lacroix, Sall and Saltzbrunn in this issue: e.g. providing electricity or water to one's own village.

Perhaps the most important type of aid given by Moroccan migrants in Italy is paying to have the body of a dead person flown back to their family in Morocco (Vitiello 2006).

14. As Lacroix (2005) describes, migrants' development organizations require that a group of migrants themselves contribute a part of the cost of a project such as providing electricity or running water to a village (say 40% of the total), while village members provide free labour. Other funding agencies, NGOs or government agencies, then provide the rest of the funding.

15. The figures are the Ministry of the Interior data for permits to stay (*permesso di soggiorno*), which are usually given only to adults (children being included on their parents' permit).

16. In Piedmont, for example, Moroccans were 58% male overall in 2006 (including children), and still more equally distributed in many individual towns. Cf. Osservatorio regionale sull'immigrazione, <http://www.piemonteimmigrazione.it/>.

17. A "transnational entrepreneur" was defined by Portes et al. as someone self-employed, with or without employees, who went back at least twice a year for business, and who declared in the research interview that links with the home country and/or other countries were crucial for the success of the business. The criterion was not, therefore, very demanding; nonetheless few Romanian or Moroccan businesses would meet it.

18. The issue is interesting from several points of view: it has been suggested that this kind of back-and-forth strategy pursued by Italians was one possible reason for relatively poor results of the children of Italians in German schools, as compared to several other second-generation groups.

19. Of course short trips are not always an intended strategy. Some young people may return from Italy after just a few months simply because they do not manage to find work.

20. On the concept of standard of living, the most penetrating statement (highly relevant for understanding the logic of migrants' decisions) remains Sen (1987).

21. Interviewees with migrants often bring out the multiple connections between migration decisions and events in family history like separation, divorce, and deaths and illnesses of close family members. This is a fundamental factor structuring the capacity to maintain a particular social field, and therefore also a transnational social field.

22. With support from the new king and various ministers, a new family law was introduced in 2004, after three years of consultations and work in a commission. The new law has been widely seen as a milestone and provides a much more egalitarian framework for women regarding matters such as responsibility for the family, custody and divorce, as well as rights for children.

ABSTRACTS

Transnational practices are of very variable intensity among different groupings of migrants. If we reject an automatic "methodological nationalism" it seems worth asking why some migrants develop relatively weak forms of transnational ties: negative as well as strikingly positive cases seem worth investigating and above all comparing, in order to throw light on sociological roots of transnational practices. This essay draws on interviews and ethnography with Romanians and Moroccans in Italy to investigate the reasons for modest levels of economic and political transnationalism generally found (with some interesting exceptions). Comparison is made with cases of other groups where practices are more developed. It is argued that more attention should be given to the social practices necessary to maintain transnational units stably. Some instances are explored where transnational ties and activities are — or are not — maintained (circulatory labour migration of Romanians between Turin and north-east Romania, transnational business activity).

Les différents groupes de migrants montrent des niveaux de transnationalisme très variables. Si on refuse le « nationalisme méthodologique » il semble nécessaire d'enquêter aussi sur des cas « négatifs » qui devraient faire la lumière sur les conditions nécessaires pour maintenir des unités stables à travers les frontières. L'article s'appuie sur des entretiens avec des migrants roumains et marocains en Italie pour explorer les raisons des niveaux modestes du transnationalisme politique et économique. On compare avec d'autres groupes où certaines pratiques sont plus développées. L'article soutient qu'il faut être plus attentif aux racines spécifiquement sociologiques des pratiques. On discute la logique qui soutient le modèle de mobilité circulaire des Roumains qui travaillent dans le bâtiment, l'agriculture et l'aide à domicile.

Prácticas transnacionales son de intensidad muy variable entre las agrupaciones diferentes de migrantes. Si rechazamos un automático "nacionalismo metodológico" parece mercediendo la

petición por qué algunas migrantes desarrollan formas relativamente débiles de corbatas transnacionales: casos negativos así como casos positivos parecen la investigación para esclarecer las raíces sociológicas de prácticas transnacionales. Este ensayo utiliza entrevistas y etnografía con Rumanos y Marroquíes en Italia para investigar los motivos para los niveles modestos de transnationalism económico y político generalmente encontrado (con algunas excepciones interesantes). La comparación es hecha con los casos de otros grupos donde las prácticas son más desarrolladas. Es argumentado que deberían dar a más atención a las prácticas sociales necesarias de mantener unidades transnacionales establemente. Algunos casos son explorados donde corbatas transnacionales y actividades son — o no son — mantenidos (la migración circulatoria de trabajo de Rumanos entre Turín y nordeste Rumania, la actividad económica transnacional).

AUTHOR

MICHAEL EVE

Dipartimento di Ricerca Sociale, Università del Piemonte Orientale, via Cavour, 84, 15100
Alessandria, Italy, michael.eve@sp.unipmn.it

Turkish Migrant Associations in Germany: Between Integration Pressure and Transnational Linkages

Les associations turques de migrants en Allemagne : entre pression à l'intégration et liens transnationaux

Las asociaciones de migrantes turcos en Alemania: entre la presión de la integración y las vinculaciones transnacionales

Anna Amelina and Thomas Faist

- 1 There is a tension between integration expectations in immigration countries such as Germany on the one hand and transnational bonds of immigrants on the other hand. In general, transnational ties of immigrants are seen as detrimental to a successful integration of migrants into German society. Thus our central research question is: How do political, economical and religious organizations of Turkish origin immigrants deal with the nationally defined integration requests? Which political practices do migrant organizations develop in this area of conflict between transnational networks and integration pressure? Political practices are action routines which are oriented towards obtaining collectively binding political results. We argue that the public positioning of migrant associations vis-à-vis demands for integration is part of a two-way process of accommodation involving both migrant organizations and groups of 'majority society'.
- 2 Usually politicians of the country of immigration regard transnational political practices of migrants as an integration hindrance, which has of late increasingly been discussed by German media? (Geißler/Pöttker, 2006). In this connection, a special interest lies on the changes of the media discussion of "migration" and "migrants", which were caused by the creation of the terrorism discourse. The picture produced by television news of Muslim migrants in Germany has mainly been marked by negativity since 11th September 2001. The nationalities most frequently mentioned in the context

of news are Moroccan or Turkish (Ruhrmann/Sommer/Uhlemann, 2006: 45). A characteristic feature of modern television reporting, in contrast to the past ones, is a high journalistic level of recognition which can be explained by visualisation. A current analysis of news reports on German television (Ruhrmann/Sommer/Uhlemann, 2006) shows that such aspects as damage, conflict and aggression are not necessarily used for thematical connection of terrorism with migration in the reports. Thus, the constant warnings about suspected extremists living in Germany as well as Islamists immigrating to Germany make up for a considerable part of news reporting.

- 3 Additionally, the media integration debate in the press is marked by negativity (Zengingül, 2007¹). The media especially expounds the problems of integration intention of immigrants: “Whoever wants to live constantly in Germany has obligations”. Apart from the mastery of the German language, one has to acknowledge the basic values of the German society. Especially those migrants who did not learn about democratic or human rights ideals show the largest amount of integration deficits. Terms such as “Turks” and “Muslims” are usually used as synonyms.
- 4 We link up to the thesis that transnational ties are harmful for integration in the immigration country in a specific way. First of all, we assume that migrant organizations in Germany take note of integration requests and are, therefore, likely to deal with integration pressure (Østergaard-Nielsen, 2003; Rauer, 2008). Second, we consider that migrant organizations interpret the public integration offers, which certainly vary for different categories of migrants, in different ways. Thus, the central research question can be formulated as the following: Which political practices do migrant organizations develop in this area of tension between actually existing transnational networks on the one hand and integration pressure into the immigration country on the other hand?
- 5 Our research is focused on three types of migrant associations – religious, political and business organizations – whose members are of Turkish background. The great number of these associations is characterized by transnational linkages. They are transnational in the sense that they maintain contacts to political representatives in both countries, Germany and Turkey. The aims and strategies of them are also marked by an orientation towards political questions in both countries. Although the members of associations not necessarily circulate between two countries, the decisions about their political participation depend on their knowledge about two different institutional political backgrounds. We decided to analyze religious, political and business associations, because the dominant public integration discourse in German media primarily addresses these associations (Rauer, 2008). Apart from this, we assume that these organizations produce the largest amount of political practices concerning integration requests. In general, political activities, such as demonstrations, public discussion performances, mass gatherings, representation activities for public institutions, can be named as the most spread political work of the associations. Methodologically our research was directed by grounded theory (Strauss, 2007). Between 2005 and 2006 ten expert interviews with the representatives of migrant associations were conducted. Additional sources, like internet-homepages of the associations were also evaluated (cf. Appendix).
- 6 After specifying the theoretical frame of research (cf. 2) we examine the political activities of religious associations, such as DITIB, AABF, IGMG, (cf. 3). Thus, the activities of political associations (TGD, DİDF) and economic associations (ATIAD,

Müsiad Berlin, TDU, TD-IHK) of migrants are, therefore, analyzed as well (cf. 4, 5). The short conclusion completes the paper.

Theoretical frame

- 7 While media reporting on transnational political practices of migrants is characterized by the one-sidedness, the sociological debate over the significance of transnational bonds for integration processes varies. On the one hand, we have approaches which define migrants' relations to the homeland as a hindrance to integration, such as the assimilation theory by Esser (2001) and the cultural deficit approach by Heitmeyer (Heitmeyer et al., 1997). Both concepts suppose that cultural adjustment of migrants has to be seen as a condition of structural integration. On the other hand, there are transnational approaches (Faist, 2000; Koopmans and Statham, 2001; Pries, 2008), which have a more multifaceted view on the connection between integration and transnational linkages.
- 8 Therefore, our research is based on transnational approaches that pay attention to the ways in which migrant collectives structure their social and symbolic networks in multiple nation state contexts. Two hypotheses concerning the relation between integration and transnational linkages are formulated from this theoretical perspective. The first one is enunciated by Koopmans and Statham (2001) who explore transnational activities as a result of institutional state pressure put on migrant collectives. In their comparative study of migrants' transnational claim-makings in Germany, the Netherlands and Great Britain Koopmans and Statham argue that national integration regimes have a strong impact on political activities developed by migrants. For the German case they point out that both citizenship law and integration regime, which define migrants as a 'foreign body' of nation state, are the central causes for a comparatively high level of migrants' transnational activities. The formation of so-called 'parallel societies' – e.g. migrant communities which remain to be 'homeland-orientated' – is, from this point of view, a home-made matter. In reverse, one can assume that the transnational claim-makings are a hint for failed integration caused - in this case - by nation state opportunities. Concomitantly, this line of argumentation formulates an "action-reaction" relation between state's institutional opportunities and activities of migrant collectives and organizations.
- 9 The second hypothesis regarding the connection between integration and transnational linkages is based on the assumption that multiply located political activities are compatible with nation state required integration developments. However, this position avoids the "action-reaction" or the "stimulus-response" assumption. Instead, the second hypothesis prefers an alternative understanding of the term "integration". It has to be understood as "positive two-way processes of mutual accommodation between migrants and their host society" (Tambiah, 2000: 168). The accommodation can be situated on different levels of societal life: Firstly, one can observe these processes between institutions of nation states and individuals with migrational background, and, secondly, one can notice a mutual accommodation between state institutions and migrant associations – in other words, on the organizational level.
- 10 (Ad 1) The transnational approach suggests that migrants are able, both to maintain transnational linkages and, at the same time, to acquire necessary (economic, political,

educational etc.) knowledge in order to achieve an inclusion in organizations and institutions of the 'majority society'. But the transnational concept indicates that not only an adjustment on the part of migrants – which should not be confused with assimilation or acculturation – is necessary to be able to speak of successful integration, but also an adjustment or rather opening up of state or commercial organizations for the new category of clients (Faist, 1995).

- 11 (Ad 2) But besides these changes on the individual level, we have to acknowledge that the formation of migrant associations can also be supportive for two-way accommodation processes. On the one hand, they represent and address the collective recognition concerns of migrants to the political authorities. On the other hand, the public authorities of nation states can voice their integration requests to representatives of migrant collectives. Subsequently, the formation of terms, strategies, ideas and rules concerning 'integration' does not occur in the top-down-way – e.g. invented by state and transferred to migrants – but in mutual negotiation processes which include both parts, institutions of nation state and increasingly organized forms of migrant collectives (Tränhardt and Hunger, 2003; Jungk, 2000).
- 12 Until now migrant associations, which generally can be divided into those with (ethnically, nationally and religiously) homogeneous and those with heterogeneous members, were either regarded as bridges between migrants and locals (Breton, 1964) or as an expression of collective exclusion (Heitmeyer et. al., 1997). We think that migrant organizations are agents, which, apart from the cultivation of transnational bonds, also raise secondary socialization performances which can be labelled as supportive for a migrant's inclusion. The majority of migrant organizations frequently offer, for example, introductory seminars which pass on the institutional regulations of the immigration country in areas such as economy, politics, health and education. At the same time, state institutions increasingly cooperate with migrant associations in order to legitimize their immigrant and minority politics.
- 13 This understanding of integration as a two-way process can be defined with terms of discourse theory (Keller, 2005). From this perspective 'integration' gains a public dimension and can be understood as a public negotiation of social boundaries. These processes of boundary definition refer to a social construction of ethnic or religious minorities. Thus, the minority is not an "objectively" existing group but a result of communicative arguments of at least two groups – a result of social comparison (Kneer, 1997). Only the public definition of a social group as an ethnic or religious minority makes the drawing of the social boundaries possible. However, the publicly marked minority group does not have the same access to mass media resources and public situations, in which such definitions are created, as the majority. Under such circumstances the group defined as minority is forced to voice itself as such in order to deal with this labelling. It is important to note that on both sides, the majority and minority groups, only certain social bodies can take part in the 'definition struggles'. While on the majority side national authorities have access to powerful possibilities of definition, migrant associations are the minority side spokespersons in the public negotiation of social boundaries. In order to be recognized in the public discourse, the associations have to present the minority as ethnically and religiously homogeneous². Only such self-ethnicizing, as well as the self-definition as a minority, enables the associations to formulate their claims of recognition (Rauer, 2008: 88).

- 14 Even though the associations – in contrast to state authorities – have only restricted access to public definition processes, their political activities cannot solely be regarded as a reaction to the national integration regime. It can rather be assumed that the dominant integration conditions and integration requests are influenced by the associations. From this perspective associations are not passive receiving agents of state conditioned institutional opportunities, but co-constructors of the integration discourse.
- 15 To sum up, the article focuses on research results concerning the organizational statements of migrant associations given in the context of the current German integration debate. Concomitantly, the article points out in which way migrant associations connect public statements with the public articulation of their transnational linkages. Finally, we want to describe what kind of public is addressed by migrant associations in both countries – Germany and Turkey.

Political topics, positions and strategies of Turkish religious associations

Turkish-Islamic Union of the Presidency of Religious Affairs (Diyanet İşleri Türk İslam Birliği / DITIB)

- 16 DITIB is the largest Muslim umbrella organization in Germany. The head office, to which 870 Mosque associations are incorporated into, is in Cologne. The umbrella organization was founded by the Committee for Religious Matter (*Diyanet İşleri Başkanlığı*) in 1984. They wanted to ensure that the practicing of religious duties in the European states would not be left to radical organizations. According to a Turkish law from 1963, the committee of the DITIB acknowledges the system of religious belief “*Diyanet*”. From a theological perspective “*Diyanet*” covers three dimensions of Islamic religiosity: *İbadet* (rite), *İtikat* (religious belief) and *Ahlak* (morals, morality).
- 17 The services of DITIB are mainly directed to Turkish Muslims, even though the association is actually open for all kinds of Muslim. The imams working for the DITIB are civil servants of the Turkish state, who are sent from Turkey for a limited time period. The activities of DITIB are of interest for the research on transnational practices because this example shows that they not only create opportunity structures for transnational activities but can also act as transnational players. However, the assumption that DITIB acts as a state authorities is not quite correct. From a legal perspective DITIB is an independent association founded in Germany. The excerpt from an interview with the general secretary of DITIB, Mehmet Yıldırım, published in the *Frankfurter Allgemeine Zeitung* newspaper (2005), illustrates the ambiguous relationship of the association with the Turkish state:

“First of all – we don’t represent the Diyanet in Ankara but we closely work together concerning one matter. We ask the Diyanet for imams because up to this point they cannot be trained in Germany. They preach at our mosques and stay in Germany for three to four years. We are not a foreign country organization of the Diyanet but an umbrella organization founded in accordance with the German law of association. I am not a member of the Diyanet, and, just as, except for one exception, neither are our board members.”³

- 18 Since its foundation, the political activities of DITIB were rather marginal. This has to do with a specific kind of religiousness which does not need any public representation when articulating its belief. This specific religiousness does not connect the belief and its public representation. In opposite, the political representation regime marked by Christianity only defines the publicly represented belief as authentic (Tezcan, 2005). Therefore, DITIB did not initially formulate a political catalogue of demands directed to the German public. However, after gaining experiences with the German political representation regime and the growing public pressure after 9/11, the DITIB started to voice itself politically. To put it into other words, the institutional pressure for public representation of authentic belief, which has grown after 9/11, has changed the way the DITIB deals with the German public. Thus, DITIB's political activities, whose main emphasis is clearly on Germany, can be described as public discussion performances. The addressees of the public statements of the DITIB are in particular German government authorities as well as media public. The majority of activities consists of reactions to public debates related to "Islamist" acts of violence. After the world-wide well-known terrorist attacks as well as the murder of Theo van Gogh in the Netherlands, the expectation has been institutionalised in Germany that Muslim groups have to publicly distance themselves from them. Our main interest is not the question whether this expectation of a distancing is legitimate, but rather the mechanism institutionalised through this expectation.
- 19 On the one hand, a regular request of distancing institutionalises the suspicion against Islam. On the other hand, every single Muslim immigrant has to position himself in relation to his/her belief. This not only leads to a mistrustful examination of the link between Muslim immigrants and "their" associations with a fine-toothed comb, furthermore, it leads to a Muslim common ground: the Umma always sworn by Muslims, the community of Muslims, they are now reproached with. Owing to the public request, the pressure for a public representation of authentic belief can no longer be ignored by the DITIB. Thus, the DITIB does not only have to issue press statements but also organize demonstrations (e.g. the DITIB's demonstration in Cologne in 2004) in order to distance itself from act of terrorism in the name of Islam (Tezcan, 2007).
- 20 Apart from intensified political articulations, a close cooperation between DITIB and other Islamic organizations in Germany can be observed after 2001. Subsequently, DITIB takes part in the so-called *Islamic conference*, which has been organized by the federal Home Office since 2006; additional meetings were held in 2007 and are planned for 2008. These events aim to give both, the German state authorities and the representatives of different Muslim associations, the possibility to discuss questions related to religion, Islamism and integration problems of migrants⁴. One of the central issues of this initiative is the clarification of problems referring to the split between state and religion in Germany. Aside of this, the first *Islamic conference* (2006) meant to unite various Muslim associations to one contact organization. From the state's point of view, it has to represent the interests of all Muslims living in Germany. This organization was named the "Coordination Committee of Muslims". It connects DITIB with other Muslim associations, such as the "Islam Council" and the "Central Committee of Muslims"⁵.
- 21 DITIB took also part in the *Integration Summit* which was initiated by the Federal Home Office 2006⁶. The aim of this meeting, which included both, the representatives of the

German authorities and of migrant associations, was the development of a so-called “National Integration Plan”. Moreover, working groups dealing with relevant integration issues, such as a) “integration courses”, b) “German language”, c) “education, apprenticeship, apprenticeship market”, d) “position/situation of women and girls”, e) “local integration activities”, f) “integration activities for strengthening the common civil society” were formed. Their future proposals should be used for the elaboration of the current integration politics⁷.

Islamic Community Milli Görüş (IGMG)

- 22 The “Islamic Community Milli Görüş is, next to the DITIB, the most important Turkish-Sunni organization in Germany. However, in contrast to DITIB, this religious organization stands out for its intensive political activities. Its central goal, which is linked to Turkey, is the reorganization of the political order of this country on the basis of the Islamic religion. To put it into other words, “Milli Görüş” strives for a reconstruction of the social order in Turkey. The organizational and spiritual connection between “Milli Görüş” in Germany and its original conservative Islamist party (currently under the title of “Saadet Partisi”) in Turkey shows that the success of this organization in Germany cannot solely be explained through endogenous (referring to the immigration country) reasons. Instead, one has to assume that the change of the former Milli Selamet Partisi” to a mass movement (“Refah Partisi”) in the Turkey of the 90th had partly an influence on the success of “Milli Görüş” in Germany.
- 23 The “Islamic Community Milli Görüş” (IGMG) defines itself as an Islamic religious community which extensively organises the religious life of Muslims. Apart from fostering the doctrine, preaching of the Islamic religious denomination and widespread fulfilment of the tasks defined by the denomination, the IGMG concerns itself with all matters of Muslims and represents their interests. The IGMG makes an effort to “improve the living conditions of Muslims and the protection of their fundamental rights”⁸.
- 24 The history of “Milli Görüş” in Germany started in 1985 when three predecessor organizations combined themselves to an association named „Avrupa Milli Görüş Teskilatları“ (“Organization of the national view in Europe”). In 1995 the umbrella organization was renamed “Islamic Community Milli Görüş” (IGMG)⁹. The IGMG lists, according to its own account, includes altogether 2,060 associations (mosque associations, youth —, women — and university associations etc.) in Germany as well as in Europe, 16 679 member of board and 66 027 active community members. IGMG emphasizes in its self-representation that it offers religious and social service for 4 million Muslims in Europe. The range of services covers the erection of prayer institutes, pilgrimages, up to a religious schooling of children and young people, kindergartens etc. However, it would be wrong to regard “Milli Görüş” only as a charitable organization with Muslim character, as the public representation of the organization suggests¹⁰.
- 25 The most important political activities of “Milli Görüş” are mass gatherings¹¹. The first annual meeting took place in Frankfurt in 1995. This series of events was continued in Antwerp (1996), Dortmund (1997) and Amsterdam (1998). The fifth and sixth annual meeting took place in Cologne in 1999 and 2000. In 2001 the annual meeting was

cancelled by the organizers as a clear symbol of sympathy with victims of 11th September. For the annual meeting 2002, the participants had to travel to Arnhem, a Dutch town close to the German border. It is worth mentioning that the annual meetings, usually taking place in football stadiums, were organized as both cultural festivals and annual meetings at the same time. If one considers the course of the events, the musical productions, the mood of the participants and the variety of activities, one can, without a doubt, confirm the festive character of the mass gatherings. Furthermore, the sub-groups, namely the *women and youth's groups*, celebrate their annual meetings as mass events. One should not forget a variety of political demonstrations to mark current occasions, such as the closure of the preacher schools in Turkey (1997).

- 26 The change within the activities of “*Milli Görüş*” was initiated by 11th September 2001. As mentioned above, after that date all activities in connection to Islam were strongly linked, in the public and political discourse, to questions of risk. While “*Milli Görüş*” showed their “religious-revolutionary” character before more or less openly at mass demonstrations, after 9/11 they had to signal a stronger distancing from bonds to the country of origin. The transnational activities, which IGMG before conducted in two languages with totally different main emphases in a German and Turkish national context, could not be maintained because of the increased attention of surveillance organs to the revolutionary Islam¹². The careful self-representation as a religious community is a way out of this situation. The public pressure, which “*Milli Görüş*” experiences because of its connection to Turkish Islamism, leads to a public representation of its transnational references in terms of the globally operating Umma ideology (Schiffauer, 2004). These changes in orientations of “*Milli Görüş*” can be also understood with reference to the thesis of the *deculturation* of Islam (Roy, 2006). It implies that the initially ethnic bound Islam detaches itself from its cultural roots and strongly develops itself to a universal belief.
- 27 To sum up, “*Milli Görüş*” particularly emphasises its orientation towards the immigration society. Neither the history of the group, which was born of Islamist movements in Turkey, nor its Islamist symbols and goals, which are an obvious contradiction to public integration requests, are discussed today. Similar to DITIB, “*Milli Görüş*” is forced to publicly distance itself from acts of violence which are committed in the name of Islam. Thus, nowadays “*Milli Görüş*” focuses on activities which are connected to the integration question. On the one hand, the association strives for a legal recognition as a religious community and, on the other hand, it fights for the recognition of Islamic religious education as a school subject. The organization cooperates with other Islamic organizations in Germany, such as DITIB, considering these questions. This cooperation mainly takes place within the scope of the *Islamic conference* (2006, 2007), organized by the federal Home Office. It needs to be mentioned that IGMG is the part of the association “Islamic Council”, which participates actively in the *Islamic Conference*. Thus, one can undoubtedly describe the politics of *Milli Görüş* in Germany as a “struggle for recognition”¹³ (Taylor, 1992; Schiffauer, 2004), which implies a far-reaching transformation of the political representation strategies of migrant’s religious organizations.

Alevitic Community Germany (Almanya Alevi Birlikleri Federasyonu/ AABF)

- 28 The association AABF with its headquarter in Cologne was founded by seven Alevitic associations in 1991 and it is the central community of the “Federation of Alevitic Communities of Europe” (Avrupa Alevi Birlikleri Konfederasyonu/AABK). The fact that ‘Muslim’ migrants of Sunni background are mainly the focus of the medial discourse makes it more important to pay attention to an Alevitic organization in which not only Turkish but also Kurdish migrants are organized.
- 29 Alevism refers to, from a Sunni perspective, a heterodox religious persuasion within Islam, which is mainly spread among Anatolian Turks. Even though Alevism was created as a kind of Shia, it maintained the pre-Islamic cultural elements and newly articulated them in an Islamic form. Without going into detail of the history of Alevism, it has to be mentioned that the institutionalisation of Alevitic organizations in Turkey has only been possible since the mid-1980s. The first public appearance of Alevitic intellectuals in Turkey took place in 1990, when a group of Alevitic intellectuals published an “Alevitic Declaration” (Öz, 1996).
- 30 The first “Federation of Alevitic Communities in Germany” (“Almanya Alevi Cemaatları Federasyonu”) was already founded in Germany in January 1991. It was renamed “Alevitic Community of Germany” in 1992. It is worth mentioning that the Alevitic movement could count on the support of the European public because of its lasting disadvantages in Turkey. At the same time, the specific type of belief can explain the missing mistrust of Alevites in Europe: The Alevitic religiousness distances itself from some of the basic elements of majority Sunni Islam, such as the division of gender, veiling, five-times prayer in the mosque or the prohibition of alcohol, etc. Therefore, the Alevitic way of living does not give grounds for everyday life relevant, symbolically charged conflicts. The political preferences of Alevites, though, can be located in the left or rather social-democratic, laical camp.
- 31 The *Alevitic Community of Germany*, whose main goal is the “protection and development of cultural independence, religious and philosophical values of Alevites living in Europe”, actively operated religiously and politically in a German as well as a Turkish national context¹⁴. The transnational orientation of the community can be seen in the constitution of the association: The catalogue of demands of the *Alevitic Community of Germany* to the Turkish government comprises: 1) “constitutional recognition of Alevism”, 2) “abolition of the Department of Religious Interests *Diyanet* in Turkey, this is the only possible way to realize the laical form of government”, 3) “claims against the state to enable a free formation of religious institutes”, 4) “request of a legal regulation of journalistic reporting on Alevism”¹⁵.
- 32 The expectations to the national authorities of Germany as well as other European countries include a catalogue of demands, which can be grasped with the famous term “identity politics”. To this belong demands 1) for legal recognition of Alevitic organizations as a denomination, 2) for a consideration of Alevism in the school subject “religion and ethics”: Alevism should not only be taught to migrant children but to all of them, 3) for an integration of scientific research on Alevism at German (and European) universities in disciplines, such as Turkish studies, Islam and the history of the Middle East, 4) support for practices of religious duties by local authorities – for example, by the establishment of praying houses (so-called Cem-Houses) in boroughs,

and finally, 5) institutionalization of the migrant children's rights to learn their mother tongue¹⁶.

- 33 The specific activities of AABF unfold within the bounds of demands. The content analysis of the topics of the association's magazine "Alevilerin Sesi" suggests that the majority of the topics refer to Turkey. The association cooperates with other Alevitic organizations in Turkey, especially concerning the central question of an institutionalisation of the Alevitic belief in Turkey. At the moment AABF is intensively involved in the debate on *Diyanet*'s existence in Turkey because, despite of neutral legal regulation, this influential religion department prefers Sunni Islam (Tezcan, 2003). Thus, AABF protested against the plans of the Turkish government to send Alevitic clergymen (*Dedes*) to Europe with the help of *Diyanet*¹⁷.
- 34 The AABF activities referring to Germany concentrate on the debates about obligatory religious education at state-owned schools. Even though Alevites in Turkey and Europe work closely together, there are some disagreements in problem depictions. While Alevites in Turkey want a general abolition of religious education, AABF rather prefers the German model of religious freedom: religious communities determine the content of religious education themselves¹⁸.
- 35 Partly, the German authorities benevolently correspond to the demand of the association. The Alevitic religious education was accepted in Berlin for the first time in 2002. Furthermore, there are plans for an Alevitic religious education in at least three towns in Baden-Wurttemberg in 2006/07. In North Rhine-Westphalia, Bavaria and Hesse Alevitic education can be offered at a minimum of 12 participants¹⁹. Thus, the recognition of AABF as a religious community as well as its acceptance as a public cooperation is the centre of attention for the association's work. Especially the religious education plays an important role because in Germany, in contrast to Turkey, it can be planned by religious communities themselves. This fact gives additional expression to the institutional legitimacy of the religious community in question. This goal – the recognition of the *Alevitic Community of Germany* as a public cooperation – was explicitly added to the constitution of the AABF.
- 36 To sum up, the political strategies of AABF – in Germany as well as Turkey – can be described as public discussion performances: Apart from the publication of press statements and occasional organization of political demonstrations (e.g. co-organization of the protest activities against the presidential candidature of Tayyip Erdoğan in Ankara in April 2007), the AABF took part in the *German Islamic Conference* 2006 and 2007. The targets of political activities on the Turkish part are, on the one hand, the Turkish government authorities and, on the other hand, the left-wing democratic opposition in which the Alevites play an important role. The situation in Germany is different. The ABBF communicated with both, Churches and authorities. In the whole, the *Alevitic Community in Germany* operates openly in transnational spaces: because of the discriminated position of the Alevitic movement in Turkey, the usual integration requests of German politicians, directed to the Sunni associations, do not arise.

Political topics, strategies and addressees of Turkish political associations

Federation of Democratic Workers' Associations (Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu / DİDF)

- 37 The "Federation of Democratic Workers' Associations" leans to the formerly dominant political paradigm of class conflict. This association, dating back to the Maoist movement in Turkey, remains loyal to the idea of "international solidarity of the working population in the anti-imperialistic battle against international assets"²⁰. The association was founded by the union of several Turkish origin workers' associations, in Bielefeld in 1980. At the moment there are 33 local member associations with 2,000 members throughout Germany. The association publishes a German magazine called "Young voice" and supports the Turkish magazine "Evrensel" (i.e. "The Universalist").
- 38 DİDF's activities are partly directed towards Turkey. Thus, the association maintains cooperation with human rights organizations and trade unions in Turkey. It supports the battle against torture and the death penalty. These activities are expressed in different ways: On the one hand, the association published statements; on the other, the association invites Turkish guests to its celebrations²¹. However, DİDF concentrates a majority of its activities on Germany. In the centre of attention are those activities which are connected to the integration debate. Although DİDF was not invited to take part in the *Integration Summit* (2006, 2007), the association publicly voiced and addressed its statements to the participants of the Summit. The proposals in connection to the integration question are mainly directed towards state authorities. They include 1) the proposal of support of language courses for immigrants, 2) criticism of the public stigmatisation of migrants by constantly taking up topics such as "forced marriage" and "honour killings", 3) request of the introduction of the Turkish mother tongue at schools, e.g. in form of a foreign language subject, 4) finally, the request to replace religious education lesson with "history of religions lessons"²². The increasing public debate about religious questions in connection to integration problems, which started approximately 2001, is also observed by DİDF. However, it is interpreted, in a Marxist sense, as a diversion from the real problem of people²³.
- 39 The less DİDF takes part in religion-political debates, the more it concentrates on the political discussion of political questions, such as unemployment, a low level of education of immigrants, health questions and questions of social protection. Therefore, it is not surprising that the association cooperates with the left-wing parties in Germany concerning these topics. Thus, DİDF directly cooperates with WASG ("Election Alternative") and with "Die Linke/PDS" as well as labour unions. The association publicly supported the left-wing party "Die Linke/PDS" at the last elections of parliament in September 2006. In addition it regularly joins the demonstrations of the German Association of Unions. Apart from these demonstrations and traditional Mai-rallies, the DİDF also organizes protest events: for example the signature collection "Say 'no' to loyalty testing! Say 'yes' to naturalization" (2006), was joined by famous politicians such as Oskar Lafontaine and Lothar Bisky.
- 40 To sum up, the internationalist orientation of DİDF does not lead to tensions between the transnational bonds of the association and public integration requests. The articulation of national and cultural interests is not important for DİDF because the

integration-relevant questions are regarded through the prism of universal class identity. For this reason, the public debate is not denounced as an integration hindrance.

Turkish Community in Germany (Almanya Türk Toplumu / TGD)

- 41 The “Turkish Community in Germany” was founded by the union of different umbrella organizations in Hamburg in 1995. The main emphasis of the association is to represent the interests, requests and demands of Turkish-origin migrants to German national institutions and in public.
- 42 TGD explicitly stresses its reference to Turkey in its self-description. Thus, the first sentence of the association’s constitution starts with the following words: “We, citizens of a Turkish origin, have permanently settled in the Federal Republic of Germany”²⁴. In doing so they underline that they strive for more protection and support by the state “as a cultural minority”. TGD declares its goal a “better communication between the German and Turkish nation by supporting a cultural exchange, youth welfare as well as education and occupational training”²⁵. At the same time, they underline the consideration of Turkish political questions as an important task of the association. Furthermore, the TGD claims to be “independent of political and religious ideologies and autonomous from associations with conservative, liberal, social-democratic or religious orientations”²⁶.
- 43 GD’s political activities are diverse. The association issues publicly effective statements, press releases and PR campaigns, and organizes public conferences and events. One of the current tasks addressed by TGD is the replacement of the current German “policy on foreigners” with a “policy of equality”. This aim is presented in a policy paper for *Integration Summit* in 2006²⁷:

“Law equality, the same possibilities of taking part in political and social decision processes, as well as in the education system and world of work [should] be called basic preconditions... [for] integration”²⁸.
- 44 These requests for recognition, which are addressed to both the German government authorities and the public, are accompanied by demands for dual citizenship of migrants²⁹. Another important role is also assigned to the local right to vote. At the same time an intercultural reorganization of the civil service, the introduction of a quota (approx. 10% of all employment) according to the new multiculturalism debate are demanded. Finally, the achievement of the so-called intercultural opening of the education system: “this means to revise the framework plan – this has to be applied to all subjects – in such a way that the prevailing culture of origin, language and religion can find some room in it”. Thus, according to the new support of bilingual education, German-Turkish Europe-Schools, similar to the ones already existing in Berlin, should be established in other federal states. The range of demands goes as far as naming streets after celebrities from the migration country and the establishment of programs in the Turkish language³⁰.
- 45 Apart from these requests, TGD formulated a demands referring to religious questions which were presented at the *Islamic Conference* (2006). The association emphasised its laical? orientation and correspondingly demanded a school subject with the title “Islamic studies and ethics”³¹. These demands are pursued in cooperation with other Turkish origin associations such as DITIB and are directed towards German government

authorities, the German public and, at the same time (especially concerning Turkey's EU accession) towards the Turkish public³².

- 46 To sum up, the political recognition of Turkish identity aimed at by TGD does not lead to political tension between transnational bonds and integration requests coming from TGD's environment. This perception cannot only be found within the organization but also within the federal German integration debate. On the one hand, this unproblematic compatibility of transnational references and integration political requests has to do with the fact that representatives of TGD are members of federal German parties (such as the SPD MPs Vural Öğer and Hakkı Keskin). On the other hand, it is connected to the association's impeccable laicist orientation and the resulting positive connotation of its integration politics. Finally, the Kemalistic character of the TGD saves the association from a negative positioning within the integration debate. The association avoids the discussion of life-practical cultural obstacles of everyday life, such as the question of headscarves or the participation of migrant children in swimming lessons, and relinquishes the Turkish-nationalistic attitude which propagates an insuperable distance between a western and non-western cultural environment.

Political topics, strategies and addressees of Turkish business associations

Association of Turkish Entrepreneurs and Industrialists in Europe e.V. (Avrupa Türk İşadamları ve Sanayicileri Derneği / ATIAD)

- 47 The organization goals of ATIAD³³ show transnational references: first of all, the association is supposed to function as a "bridge" or rather a "link" between Germany, the European Union and Turkey. This "bridging function" should particularly be expressed in economical dimensions by "reinforcing the economic relations (trade relations) between Turkey and Germany, as well as Turkey and other EU- and EFTA-countries"³⁴. The second objective of the association is the Turkey's involvement in national markets and in the global economy. The aim is to inform members about economic profit opportunities as well as legal prevailing conditions of potential markets. The third objective of ATIAD is the articulation of "line of business specific questions" to governments in Turkey, Germany and other European countries as well as the European Union. Furthermore, the interests of Turkish and Turkish origin entrepreneurs should be represented to the line of business and profession associations. Finally Turkey's full membership in the European Union should be achieved.
- 48 It is also possible to divide ATIAD's activities into economical and political types³⁵. ATIAD's political practices refer to both the discussion of relevant political questions and the development of strategies for solving them. These questions can be divided according to their content: 1) support of training/apprenticeship and 2) Turkey's accession to the EU.
- 49 (Ad 1) ATIAD developed three solutions for the "deficits" which exist in the field of apprenticeship of young people of Turkish origin. According to its own data, the members of the association provide a large amount of apprenticeship places for

Turkish-origin or foreign young people. Furthermore, additional projects are initiated which support the creation of apprenticeship places for young people of Turkish origin. Thus, in 2003 an evaluation project in cooperation with the IHK and the job centre was conducted in Düsseldorf, in which potential non-German apprenticeship companies were determined. In addition, ATIAD regularly offers an apprenticeship price which is awarded to excellent young professionals of Turkish origin. Every two years prices are awarded in such areas as “craftman’s certificate, apprenticeship, abitur³⁶, degree and PhD (...) to make the wide public aware of the brisance of the topic”³⁷. The topic of apprenticeship was also intensively discussed with important German politicians (such as the then Chancellor Gerhard Schröder or the then North Rhine-Westphalian Minister-President Wolfgang Clement). Several times over the past years, the chairperson of ATIAD presented the situation of Turkish-origin enterprises as well as the apprenticeship problems of young people of Turkish origin at the national press conference Berlin.

- 50 (Ad 2) The question of an “accession of Turkey to the EU” is addressed to the state authorities in different forms: by establishing contacts with German, Turkish and EU politicians, by formulating “position papers” in which the attitude of ATIAD are formulated, and by written contacts with Turkish, German and European politicians. Hence, ATIAD’s representatives personally visited both the German Chancellor (August 2005, November 2003) and the Bavarian Home Secretary Günter Beckstein (June 2004). Furthermore, an ATIAD delegation met the President of the European Parliament, Pat Cox (December 2003), in Brussels. In November 2003 the Turkish Prime Minister Tayyip Erdoğan welcomed ATIAD representatives. At these personal meetings with representatives of German, Turkish and European politics, which have been extensively built up since 2000, ATIAD’s recommendations (in form of position papers) have been passed on in an oral or written form³⁸.
- 51 For instance, the ATIAD directed its written question to German politicians, such as Edmund Stoiber (2003) and Chancellor Gerhard Schröder, as well as the Turkish the Foreign Minister İsmail Cem (2001). Moreover, ATIAD sent its recommendations to England’s Prime Minister Tony Blair (2002) and to the President of the European Parliament Pat Cox (2002)³⁹.
- 52 To sum up, the term “integration” is used by ATIAD with dual connotation. On the one hand, integration is linked to the individual levels of the individual migrants. Thus, ATIAD understands itself as a supporter of integration processes. The second meaning hints directly at the Turkey’s political integration process in the EU. In this context the transnational orientations of the association function as an important resource for political negotiations.

Müsiad Berlin e.V (Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği)

- 53 Which political strategies does Müsiad Berlin⁴⁰ develop in view of the integration demands from the outside? First of all, it is important to note that the association cultivates explicit transnational references. The name of the organization, as well as its constitution, hints at the symbolic connection between Müsiad Berlin e.V. and MÜSİAD Turkey. An example for this is the mentioning of the most important principle of Muslim entrepreneurship in the representation of organizational goals:

1. "We believe that the interest system cannot be a long-term working-method of economy".
2. "Enterprises, which can be accessed by the nation, whose capital is distributed and free of speculative influence, make the healthiest development of the country and of the national economy possible."⁴¹

- 54 These moral concepts are important as a regulative for the entrepreneurial practice of the members of the associations. The essential organizational goals for Müsiad Berlin are, firstly, a promotion of "entrepreneurial activities of the members" and, secondly, negotiation activities between (smaller) Turkish businesses and German economic and political institutions⁴².
- 55 The main part of the activities of the association can be described as economic socialisation performances⁴³. A rather small part of the association's work is influenced by politically relevant aspects mainly concerning topics such as the "integration of minorities of Turkish origin in Germany" and political "integration of Turkey in the EU". First of all, the association offers its members a discussion forum for these topics, by offering workshops and seminars which favour a political formation of opinion, for example "Conference: EU and Turkey" (2003), seminar "Enlargement of EU to the East" (2004), seminar "Turks and Islam" (2005), seminar "Relationship EU – Turkey" (2005). Secondly, the association addresses its ideas, expectations and interests to German politicians as well as Turkish. Therefore, between 2003 and 2005 the association welcomed Turkish representatives of politics, such as the Tourism Minister Güldal Akşit (2003), the Turkish Prime Minister Tayyip Erdoğan (2005), Turkish Members of Parliament and the vice chairpersons of the Turkish governing party AKP, Şaban Dişli und Reha Denemeç (2003), the Turkish Ambassador Ali Irtemcelik (2004) and the Turkish President of Parliament Bülent Arınç (2004). The main thematic emphasis of these meetings refers to the relationship between Turkey and Germany but also to the relationship between Turkey and EU: For example, Prime Minister Erdoğan, who was the guest of honour at the 10-years celebration of Müsiad Berlin, emphasised that the "integration of Turkish-origin enterprises in Germany" can be seen as an "important contribution to the efforts for Turkey's accession to the EU". Also the members of the AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi) discussed relevant political questions such as the "accession of Turkey to the EU", "the Immigrants Act" and "the political development in Turkey". At the meeting with the Turkish Ambassador politically important topics such as the "situation of Turkish migrants" as well as the "current political developments in Germany" were discussed. Müsiad Berlin proposed to conduct regular discussions to the attaché for work, education and economy, in order to work out common strategies to solve the problems of the Turkish and Turkish-origin population in Germany."⁴⁴
- 56 The representatives of the Müsiad associations in Germany, one of them Müsiad Berlin e.V., also cultivate contacts to Turkish politicians directly in Turkey. In March/April 2003, a meeting between German Müsiad representatives and Turkish politicians, such as the Prime Minister and the chairperson of the governing party AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi), Tayyip Erdoğan, the chairperson of the opposition party CHP (Cumhuriyet Halk Partisi), Deniz Baykal, the Ministry of Industry and Economy, Ali Coşkun, as well as the vice chairman of the AKP, Eyüp Fatsa, took place. In the meetings they discussed "the situation of Turks living in Europe". It is interesting to note that afterwards a new committee of the Turkish parliament was founded in order to deal with this question⁴⁵. Furthermore, Müsiad Berlin e.V. addressed political expectations

to German politicians. The association cultivates contacts to representatives of the federal German parties. In January 2003, a delegation of the association visited the Berlin parliament, after receiving an invitation from the Turkish origin Member of Parliament Özcan Mutlu (Bündnis 90/Die Grünen). At this meeting “problems of the Turkish entrepreneurs in Berlin and Germany” were discussed, too⁴⁶. Furthermore, the association is in contact with politicians of the CDU/CSU. In April 2004 it participated in a CDU forum on the “EU-membership of Turkey”. In March 2005 Müsiad Berlin e.V. invited the CDU chairperson at the Berlin parliament to a “political breakfast”. At the latter they not only addressed the “situation of Turkish entrepreneurs in Germany” but also such topics as “the Immigrant Act in Germany”.

- 57 To sum up, when meeting with political decision makers, Müsiad Berlin e.V. discusses mainly political (and not economical) questions. In the introspective of the organizations the transnational reference is not perceived as an integration hindrance. At the same time the term “integration” has a dual meaning for the association: On the one hand, it is used in correspondence with the integration of immigrants of Turkish origin in Germany. According to the association, entrepreneurs of Turkish origin can directly support this. On the other hand, “integration” is regarded as the political integration of Turkey in the EU.

German-Turkish Chamber of Industry and Commerce (Türk-Alman Ticaret ve Sanayi Odası / TD-IHK)

- 58 This organization, with its headquarters in Cologne, is a counterpart of the Turkey-based German-Turkish Chamber of Industry and Commerce, existing since 1994. While the latter represents the interest of German enterprises in Turkey, the TD-IHK represents the interests of Turkish enterprises in Germany. At the same time the association regards itself as an “advocate for enterprises of Turkish origin in Germany”. A positive image of the association was created by the honour memberships of the former German Chancellor Schröder and the Turkish Prime Minister Erdoğan.
- 59 The essential goals of the TD-IHK are: a) support of the economic relationship between Germany and Turkey; b) “contacts to the German and Turkish government, public corporations”; 3) accomplishment of activities which support Turkey’s accession to the EU, as well as d) support of “training of bilingual qualified employees and executives”⁴⁷. These issues structure the economic and political practices of the TD-IHK, which offers two to five events per month.
- 60 The public discussion of politically relevant questions as well as apprenticeship support of Turkish-origin young people can be regarded as the main political practices of the TD-IHK. Also the accession of Turkey to the EU is discussed from a political point of view at different events⁴⁸.
- 61 In the field of apprenticeship places the association tries to create additional apprenticeship places by giving advices to enterprises of Turkish origin based in Germany. According to the association the man-power of young people with an immigrant background should not be underestimated. Instead they should be given a chance to develop themselves into “qualified, bilingual and bicultural qualified workers and executives”⁴⁹. The association, in connection with the Education Ministry, advises German, Turkish and Turkish origin enterprises in Germany on creating apprenticeship

places. In addition the representatives of the TD-IHK also discussed further proposals related to this question of apprenticeship on the 2006/07 Integration Summit. It is noteworthy that, also in the case of TD-IHK, the transnational orientation of the chamber conditions the specific comprehension of the integration debate.

Turkish-German business association Berlin-Brandenburg (Türk-Alman Berliği Berlin-Brandenburg / TDU)

- 62 The political strategies of Müsiad Berlin mainly consist of the organization and institutionalization of the reliable circle of addressees of political partners. Comparable forms of communication can also be observed with the TDU⁵⁰. This association can also be characterized through visible transnational references.
- 63 Apart from economical practices⁵¹, the association is dedicated to the discussion of political problems. These discussion processes can be divided according to their content into the following areas: 1) apprenticeship problems, 2) representation of entrepreneurship of Turkish origin towards political and economical institutions, 3) Turkey's accession to the EU and 4) request for an introduction of dual citizenship⁵².
- 64 (Ad 1) Apprenticeship procedures and chances of young people of Turkish origin are discussed; furthermore, solutions for these problems are worked out and presented. Thus, "problems at school, as well as on the job and apprenticeship market" are characterized as alarming. In connection with this, the TDU initiated "sensitization work" with state facilities. According to TDU proposals small businesses which create additional apprenticeships should be financially supported. In addition, there should also be apprenticeship places for young people with a migration background in stated-owned organizations. The support of business start-up by "giving advice and providing uncomplicated small loans" would also help to improve the apprenticeship situation. It is characteristic for TDU to get in touch with influential institutions in Germany and Turkey to work on this problem. In June 2003, for example, the TDU, together with the IHK (Chamber of Industry and Commerce), HWK (Chamber of Trade), Berlin Senate for Economy, as well as the consulate general of Turkey, took part in the job centre initiative "Turkish enterprises for more apprenticeship places"⁵³.
- 65 (Ad 2) The TDU regards itself as the junction between economical and political institutions in Germany as well as migrants of Turkish origin in Berlin-Brandenburg. It is obvious that the association is also regarded as such as junction by economical and political institutions in Germany. This can be detected, for example, in the fact that both politically and economically important people attended TDU's last general meeting in Mai 2005: Berlin's mayor, the Turkish consul general, the presidents of the IHK and HWK. The TDU is regarded as an expert organization for economy of Turkish origin and involved in decision making processes of state committees in Berlin⁵⁴. Furthermore, today – in contrast to its start-up period – they successfully cooperate with chambers of trade (IHK and HWK). Additionally the TDU is in contact with other organizations which represent the interests of migrant with a Turkish origin. They especially cooperate with the Turkish German Community (TGD) in questions concerning the "social-political integration" of immigrants of Turkish origin. The TDU also represents Turkish-origin enterprises at numerous seminars and conferences⁵⁵. Worth mentioning is that the TDU represents the interest of Berlin enterprises not only

to the German authority but also to the authority of Turkish politics. Thus, they negotiated export/import questions with the Turkish Foreign Trade Ministry.

- 66 (Ad 3) However, the TDU does not only mentally support Turkey's accession to the EU: in June 2004 before the elections for the European Parliament, the association appealed to its members to vote only for parties that support Turkey's EU-membership. The question of Turkey's membership is discussed with both, Turkish politicians (e.g. during the visit of a Turkish AKP delegation in June 2004) and German politicians (representatives of FDP, SPD, CDU, die Grünen and Linke/PDS). Thus, they disapprove of the anti-Turkish politics of the CDU, such as the circular by Angela Merkel to the heads of government and commission members of the EU, in which she argued against Turkey's accession to the EU.
- 67 (Ad 4) Furthermore, the TDU wants to achieve a lifelong dual citizenship for migrants' offspring. They hope to accelerate the political decision processes by publicly expounding the problems of citizenship regulations.
- 68 In sum, the association regards its transnational bonds as politically relevant but not necessarily helpful for integration in a classic sense. Although it argues that the chances for an apprenticeship for young people of Turkish origin in Germany should be improved, the association insists on changing the basic political conditions of Turkish origin minorities through mechanisms such as tolerance of dual citizenship. Consequently, from the perspective of the association, the integration of the Turkish-origin minority in Germany can only be accomplished by political recognition of its transnational linkages.

Conclusion

- 69 The shift of our empirical research to an organizational level of migrant activities points out the necessity to rethink the role of migrant associations in the receiving countries. In addition, we have to discuss three points from transnational perspective: firstly, the sociological understanding of the term 'integration' and, secondly, the positioning of migrant organizations within the so-called integration processes.
- 70 At the beginning of this article 'integration' is defined as a two-way-process which, on the one hand, is expressed in the interaction between national authorities and individuals and, on the other, in the interaction between national authorities and migrant associations. The article refers to the latter and emphasizes that especially *discussion performances of migrant associations* can be regarded as central political activities in this connection. This result hints at the discursive dimension of interaction processes between the nation state and migrant associations. From this perspective 'integration' can be regarded as a public 'definition struggle' or as a public negotiation of cultural and identity boundary drawing processes.
- 71 This public negotiation of boundaries between majorities and minorities can be found in two forms, media discussions and symbolically charged political events such as the Islamic Conference (2006, 2007) and the Integration Summit (2006, 2007) in which most of the associations took part in. As one can see, associations play a central role in the construction of the national integration discourse. At the same time their public reference to the topic 'integration' is a specific form of identity work, e.g. a specific form of self-description of associations (Rauer, 2008: 190). In this context, transnational

linkages obtain a specific symbolic meaning within the integration discourse. The appearance of transnational references in the discursive field is also regulated by the distribution of spokesperson positions, the connections of utterances, as well as the reference to related or adjoined discourses.

- 72 As we have seen the spokesperson position of migrant associations is restricted by nation state authorities. It is visible especially in cases of the above mentioned conferences such as the Islamic conference and the Integration Summit which are organized by the Federal Home Office. Apart from this aspect, the public presentations of associations' transnational linkages are organized by the semantic scheme of 'support or non-support of integration'. This rule of statements production constructs a semantic boundary between 'Us' and 'Them'. But the term 'integration' refers to the process-related dimension of societal life, this is why the construction of boundaries in this case can be better grasped by the scheme of "Joining Us" or "Staying Other". Therefore, transnational linkages can always be mentioned whenever it is necessary to present them as resources for integration. In other words, transnational linkages are re-interpreted in the context of the integration debate. Additionally, we have pointed out that although all analyzed associations actively take part in the public integration discussions, their public strategies concerning transnationality differ significantly. The religious associations analyzed above try to present their transnational bonds as no hindrance for integration. Moreover, particularly such associations as DITIB and IGMG prefer to avoid the discussion of their transnational activities especially since 9/11. In opposition, the business and political associations discussed above stress their belonging to the plural national context. They regard their transnational bonds as knowledge competences which are useful and even necessary for bringing integration processes ahead. This difference of statement construction is caused by a partial link of transnational references and religious debates, in other words by inter-discursive connections.
- 73 Two points have to be distinguished in this case. Firstly, in the German context the public mistrust regarding religious organizations of migrants' refers to the suspiciousness of their view on the relationship between politics and religion. The dominant public assumption is that religious associations organize their political activities on the basis of religious principles. This suspicion is especially high in regard to the Sunni Muslim associations DITIB and IGMG, although one has to mention that the latter actually practices in such a way. However, the idea that boundary between politics and religion can vanish, puts the central premise of western nations states into question. Concomitantly, the reference to transnational linkages in the cases of DITIB and IGMG would increase such suspicions and cause their labelling as not willing to integrate. In the public debate they would be defined as 'Staying Them' and not as 'Joining Us'. Secondly, some current trends in the global societal frame condition the connection between transnationality, religious discourse and global risk perception. Especially after 9/11 the perspective of western states on religious matters has been transformed, whereas religious questions become the priority of the political agenda (Eisenstadt, 2007). This global trend constrains also the activities of Turkish religious associations in Germany.
- 74 In opposite to Sunni religious associations, political and business associations of migrants promote principles and statements which are highly accepted on the political agenda, because they are based on the re-formulated idea of equality. This idea

expresses itself in the so-called 'identity politics', which aim, on the one hand, to achieve equal political rights and, on the other, to recognize the cultural difference of minorities (Taylor, 1992). The connection between 'identity politics' and transnational references is accepted in German public debates. Transnational linkages are re-defined by business and political associations as a cultural basis which enables the representation of migrants' cultural otherness. Because they aim at an acceptance of their cultural specificity, they remove transnational linkages from a private to a public sphere. From their point of view, only the recognition of their cultural otherness by state authorities and the German public allows a successful integration. In other words, they stress the possibility of simultaneous belonging to both positions: 'Staying Other' and 'Joining the Majority'. Their public self-description follows, therefore, the semantical rule of inclusion of different social items, the so-called 'both/and'-logic of transnationality.

- 75 To sum up, the survey of political activities of Turkish migrant associations in Germany has shown that the associations have taken over a specific spokesperson position within the German integration discourse. Nevertheless, they can only partially influence the rules of discursive statement production due to a restricted access to societal definition processes. However, they are capable of shifting the semantic boundaries of 'Us' and 'Them' in the national integration discourse through communicative references to transnational linkages. From the transnational perspective, this accomplishment can be regarded as a contribution to the accommodation which is understood as a negotiation of mutual cooperation of majorities and minorities.

BIBLIOGRAPHY

BRETON Raymond (1964) Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants, in *American Journal of Sociology*, vol. 70, pp. 193-205.

EISENSTADT Shmuel (2007) The Reconstitution of Collective Identities and Inter-Civilizational Relations in the Age of Globalization, Wohlrab-Sahr Monika and Levent Tezcan eds., *Konfliktfeld Islam in Europa*, Soziale Welt, Special Issue 17, Nomos, Baden-Baden, pp. 21-32.

ESSER Hartmut (2001) *Integration und ethnische Schichtung*, Working Paper Nr. 40, Mannheim, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung.

FAIST Thomas (1995) *A Preliminary Analysis of Political-Institutional Aspects of International Migration: Internationalization, Transnationalization, and Internal Globalization*. Working Paper No. 10/95, Bremen, Centre for Social Policy Research.

FAIST Thomas (2000) *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*, Oxford, Oxford University Press.

GEIßLER Rainer and PÖTTKER Horst eds. (2006) *Massenmedien und die Integration ethnischer Minderheiten in Deutschland*. Bielefeld, Transcript.

- HEITMEYER Wilhelm and MÜLLER Joachim and SCHRÖDER Helmut (1997) *Verlockender Fundamentalismus. Türkische Jugendliche in Deutschland*, Frankfurt/M., Suhrkamp.
- JUNGK Sabine (2000) Selbstorganisation von Migrantinnen und Migranten – Instanzen gelingender politischer Partizipation, *IZA – Zeitschrift für Migration und Soziale Arbeit*, vol. 3/4.
- KELLER Reiner (2005) *Wissenssoziologische Diskursanalyse – Grundlegung eines Forschungsprogramms*. Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften.
- KNEER Georg (1997) Nationalstaat, Migration und Minderheiten. Ein Beitrag zur Soziogenese von ethnischen Minderheiten, Nassehi Armin ed. *Nation, Ethnie, Minderheit. Beiträge zur Aktualität ethnischer Konflikte*. Köln/Weimar/Wien, Böhlaus, pp. 85-102.
- KOOPMANS Ruud and STATHAM Paul (2001) *How National Citizenship Shapes Transnationalism. A Comparative Analysis of Claims-Making in Germany, Great Britain and the Netherlands*, University of Oxford, Transnational Communities Programme, Working Paper Series, Oxford, WPTC-01-10.
- ÖZ Baki (1996) *Alevilik Nedir?* İstanbul, DER Yayınları.
- ØSTERGAARD-NIELSON Eva (2003) *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*. Routledge, London and New York.
- PRIES Ludger (2008) *Transnationalisierung sozialer Welt. Sozialräume jenseits von Nationalgesellschaften*. Frankfurt am Main, Suhrkamp.
- RAUER Valentin (2008) *Die öffentliche Dimension der Integration. Migrationspolitische Diskurse türkischer Dachverbände in Deutschland*. Transcript Verlag, Bielefeld.
- RECKWITZ (2001) Multikulturalismustheorien und Kulturbegriff. Vom Homogenisierungsmodell zum Modell interkultureller Interferenzen. *Berliner Journal für Soziologie*, vol. 11/2, pp. 179-200.
- ROY Oliver (2006) Der Islam in Europa – eine Ausnahme? *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 28/29, pp. 5-11.
- RUHRMANN Georg, SOMMER Denise and UHLEMANN Heike (2006) TV-Nachrichtenberichterstattung über Migranten – von der Politik zum Terror, in: Geißler Rainer and Horst Pöttker eds. *Massenmedien und die Integration ethnischer Minderheiten in Deutschland*, Bielefeld, Transcript, pp. 149-187.
- STRAUSS Arnselm (2007) *Grundlagen qualitativer Sozialforschung. Datenanalyse und Theoriebildung in der empirischen und soziologischen Forschung*, second edition, UTB, Stuttgart.
- TAMBIAH Stanley (2000) Transnational Movements, Diaspora and Multiple Modernities, *Deadalus*, vol. 129, Nr. 1: pp. 163-194.
- TAYLOR Charles (1992) *Multiculturalism and "The politics of recognition": An Essay*. Princeton, New York: Princeton University Press.
- TEZCAN Levent (2003) *Religiöse Strategien der „machbaren“ Gesellschaft. Verwaltung Religion und islamistische Utopie in der Türkei*. Bielefeld, Transcript.
- TEZCAN Levent (2005) The Problems of Religious Modernity. *The Asian Journal of Social Science (AJSS)*, vol. 33, pp. 506-528.
- TEZCAN Levent (2007) Kultur, Gouvernementalität der Religion und der Integrationsdiskurs, in Wohlrab-Sahar Monika and Levent Tezcan eds., *Konfliktfeld Islam in Europa*, Soziale Welt, Special Issue 17, Nomos, Baden-Baden, pp. 89-110.
- TRÄNHARDT Dieter and HUNGER Uwe eds. (2003) *Migration im Spannungsfeld zwischen Nationalstaat und Globalisierung*, Leviathan-Special Issue, vol. 22, Opladen, Westdeutscher Verlag.

ZENGINGÜL Tülay (2007) *Der Dialogdiskurs, Der Bericht aus dem Projekt „Macht und kulturelle Behauptung in der interreligiösen Kommunikation“*, Faculty of Sociology, University of Bielefeld, Unpublished paper.

APPENDIXES

Appendix: Research Sources

Associations	Interview partner	Additional Sources
DITIB Turkish-Islamic Union of the Presidency of Religious Affairs, founded in 1984 (DITIB joins religious communities, whose members belong to all social layers)	Interview with the representative of DITIB, Mr B. A., Date: 24. 11.2006.	1) Interview with chairman of DITIB Mehmet Yıldırım, in: Frankfurter Allgemeine Zeitung, Date: 9.2.2005. 2) „Das Kopftuch ist uns nicht so wichtig“. Interview with the chairman of DITIB Ridvan Cakir. In: „Die Zeit“, Date: 03.06.2004, No. 24. 3) http://www.ditib.de/ Date: March 2007. 4) http://www.bmi.bund.de/, Date: 01.12.2006. 5) Press releases of “Coordination Committee of Muslims”, www.islam.de, Date 01.12.2007. 6) Cf. http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Artikel/2001-2006/2006/07/2006-07-14-pressekonferenz-integrationsgipfel.html, Date: November 2006.
IGMG Islamic Community Milli Görü, founded in 1985 (IGMG joins religious communities, whose members belong to middle and lower layers)	Interview with the representative of Milli Görüş, Mr M.G., Date: 15.01.07. Interview with the representative of Milli Görüş, Mr B.A., Date: 15.01.07.	1) http://www.igmg.de/, Date: March 2007, April 2007.

AABF Alevitic Community Germany, founded in 1991 (AABF joins religious communities, whose members belong to all social layers)	Interview with the representative of AABF, Mr I. K. (AABF), Date: 04. 12. 2006.	1) http://www.alevi.com/, Date: January 2007. 2) Article “Almanya’ya Dede Yollayan Diyanet”, <i>Radikal</i>, Date: 05.02.2007.
DIDF Federation of Democratic Workers’ Associations, founded in 1980 (DIDF joins sub-organizations, whose members belong to middle and lower social layers)	Interview with the representative of DIDF, Mr B. P., Date: 29. 11.2006.	1) Article “Almanya’ya Dede Yollayan Diyanet”, <i>Radikal</i>, Date: 05.02.2007. 2) http://www.didf.de/, Date: March 2007.
TGD Turkish Community in Germany, founded in 1995 (TGD joins sub-organizations, whose members belong to middle and lower social layers)	Interview with the representative of TGD, Ms S.S., Date: 15.01.07.	1) Position paper of TGD “‘Equality and participation politics’ instead of a ‘policy on foreigners’”, 2006. 2) http://www.tgd.de/, Date: October 2006, March 2006, March 2007.
ATİAD Association of Turkish Entrepreneurs and Industrialists in Europe, founded in 1992 (ATİAD joins sub-organizations, whose members belong to upper and middle social layers)	Interview with the representative of ATİAD e.V., Mr Esref Ünsal, Date: 2.11.2005.	1) ATİAD brochure (2005). Düsseldorf. 2) ATİAD-Position Paper for the Meeting of a delegation of Turkish entrepreneurs with Chancellor Gerhard of the Federal Republic of Germany, Berlin, Date: 26 August 2005. 3) http://www.atiad.org/, Date: November: 2005. 4) Association’s Magazin “Ekonomi Dergisi” (Since 2002 the bilingual magazine is published every other month and directed to the needs of a German and Turkish economic public.)

Müsiad Berlin Association of Turkish Entrepreneurs in Berlin, founded in 1994 (Müsiad Berlin joins enterprises, whose members belong to middle and lower social layers)	Interview with the representative of Müsiad Berlin e.V., Mr Sevkii Karasu, Date: 26.09.2005.	1) Müsiad Berlin e.V. brochure (2005). 2) http://www.musiad-berlin.de/, Date: January 2006.
TD-IHK German-Turkish Chamber of Industry and Commerce, founded in 1994 (TD-IHK joins enterprises, whose members belong to upper and middle social layers)	Interview with the representative of TD-IHK, Mr Kemal Sahin, Date: 9.11.2005.	1) TD-IHK brochure (2005). Köln. 2) http://www.td-ihk.de/, Date: January 2006.
TDU (Turkish-German business association, founded in 1996) (TDU joins enterprises, whose members belong to middle and lower social layers)	Interview with the representative of TDU Berlin-Brandenburg e.V., Mr Ahmet Ersöz, Date: 13.11.2005.	1) http://www.tdu-berlin.de/, Date: January 2005. 2) Management report of the TDU (timeperiode: 07.06.2003-21.05.2005).

NOTES

1. Three newspapers – the Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), Süddeutsche Zeitung (SZ) and Tageszeitung (TAZ) were analysed in reference to their content, in the time period from 3.11.2004 till 24.1.2004.
2. Here group identity is not understood as the sum of constant primordialist characteristics of a social group, but as a socially constructed definition which the group members accept as self-definition (Reckwitz, 2001 : 22).
3. Cf. Interview with the chairman of DITIB Mehmet Yıldırım, in: Frankfurter Allgemeine Zeitung, Date: 09.02.2005.
4. Cf. <http://www.bmi.bund.de/>, Date: 01.12.2006.
5. Cf. press releases by the “Coordination Committee of Muslims”, <http://www.islam.de/>, Date 01.12.2007.

6. An additional meeting was organized by the Federal Home Office for 2007. But because of some changes in the German foreigner law, DITIB, together with several other migrant associations, boycotted the summit. (The changes in the law concerned the minimum age of 18 of Turkish women coming to Germany to get married.)
7. Cf. <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Artikel/2001-2006/2006/07/2006-07-14-pressekonferenz-integrationsgipfel.html>, Date: November 2006.
8. Cf. <http://www.igmg.de/>, Date: March 2007.
9. The “Milli” (e.g. “national”) emphasises the genuine national orientation of the group. It is supposed to signal the disassociation from both communistic and too liberal trends.
10. Cf. <http://www.igmg.de/>, Date: March 2007.
11. Cf. Interview with two representatives of Milli Görüş, Mr M.G. and Mr B.A., Date: 15.01.07.
12. Today one can observe on “Milli Görüş” webpage that the Turkish and German version is identical, which was not the case before 9/11.
13. Both terms ‘struggle for recognition’ and ‘identity politics’ go back to the political philosophy of Charles Taylor (1992). They refer to the political engagement of minorities within the nation states, which, on the one hand, try to obtain the same political and legal equality as the majority of the population and, on the other hand, strive for the preservation of their own specific cultural identity.
14. Cf. the program of the AABF, <http://www.alevi.com/>, Date: January 2007.
15. Cf. *ibid.*
16. Cf. *ibid.*
17. Cf. “Almanya’ya Dede Yollayan Diyanet”, *Radikal*, Date: 05.02.2007.
18. Cf. Interview with a representative of AABF, Mr I.K., Date: 04.12.2006.
19. Cf. <http://www.alevi.com/aabf.html>, Date: January 2007.
20. Cf. <http://www.didf.de/>, Date: March 2007.
21. Cf. interview with Mr B. P., a representative of DIDF, Date: 29.11.2006.
22. Cf. DIDF’s position paper, in: <http://www.didf.de/>, Date: March 2007.
23. Cf. interview with the DIDF representative Mr B. P., Date: 29.11.2006.
24. Cf. Constitution, in: <http://www.tgd.de/>, Date: March 2006.
25. Cf. *ibid.*
26. Cf. *ibid.*
27. The *Integration Summit* was organized by the Federal Home Office 2006 and 2007. But TGD only participated in the first meeting 2006. After changes in the Foreigners Law 2007 TDU avoided the Summit and thus protested against it.
28. Cf. Position paper of TGD “Equality and participation politics instead of a policy on foreigners” 2006, p. 3.
29. Despite of few exceptions German law aims to avoid dual citizenship. After the law reform in 2000 the migrants’ children can keep the dual citizenship until the age of 18, then they have to decide between the German and the foreign citizenship.
30. Cf. Position paper of TGD “Equality and participation politics instead of a policy on foreigners” 2006: 9-28.
31. Cf. *ibid.*: p. 16.
32. Cf. interview with a TGD representative Ms S.S., Date: 15.01.2007.
33. The association (founded in 1992) represents medium-sized and large Turkish-origin enterprises and characterises itself as a “pioneer and advocate of Turkish entrepreneurship in Europe”. The headquarter of the association, which consists 40 members, is in Düsseldorf, however the main work takes place in Ankara, Istanbul, Brussels, Luxembourg and Berlin.
34. Cf. constitution of ATIAD e.V., in: <http://www.atiad.org/>, Date: November 2005.
35. Small or medium-sized Turkish enterprises which want to operate in the European market are supplied with information on the specifications of these markets.

36. "Abitur" is a school examination usually taken at the end of the 13th year and approximately equivalent to the British A level.
37. Cf. ATIAD e.V. brochure 2005.
38. Cf. "Position paper" by ATIAD addressed to German Chancellor Gerhard Schröder, Date: August 2005.
39. Cf. Interview with the representative of ATIAD, Mr Esref Ünsal, Date: 2.11.2005.
40. This association of enterprises, which mainly represents business of small or medium size, was founded by companies of Turkish origin in Berlin in 1994. In 1996 the Müsiad associations came down to a total of more than 700 members in Germany.
41. Cf. <http://www.muesiad-berlin.de/>, Date: 23.09.2005, cf. Visions and Goals.
42. Cf. constitution of Müsiad Berlin e.V., see also an interview with Mr Şevki Karasu, Date: 26.09.2005.
43. The business seminars, which are conducted two to three times a month, not only pass on economical information ("assessment of finances", "industrial law", "setting up business") to the members but political topics are also discussed.
44. Cf. <http://www.muesiad-berlin.de/>, Date: 03.01.2006.
45. Cf. *ibid.*
46. Cf. *ibid.*
47. Cf. <http://www.td-ihk.de/>, Date: January 2006.
48. Cf. association's brochure 2005.
49. Cf. *ibid.*
50. In 2005 the association, which was founded in Berlin in 1996, consisted of 150 members. Similar to Müsiad Berlin e.V., the TDU represents small and medium-sized enterprises in Berlin and surroundings.
51. The business socialisation of enterprises with a migrational background is made possible in form of seminars, consultations and further education.
52. Cf. <http://www.td-ihk.de/>, Date: January 2005.
53. The TDU helps Turkish-origin enterprises which create new apprenticeship place with bureaucratic formalities (cf. management report TDU 07.06.2003-21.05.2005: 8 ff., 30ff.).
54. The TDU is a member of the controlling committee of the Alliance for Economy and Employment in the Friedrichshain/Kreuzberg district in Berlin (cf. management report TDU, time period: 07.06.2003-21.05.2005: 10)
55. Cf. *ibid.*: 30ff.

ABSTRACTS

In contrast to the thesis that transnational political activities of migrant communities and organizations are mainly influenced by the institutional pressure of nation states, the article argues that transnational politics of migrants are also determined by specific ways migrant associations connect their homeland orientation with public integration requests. Therefore, the paper focuses on the question how migrant associations, which cultivate transnational linkages, deal with state integration pressure.

This conceptual statement was tested in the case study focused on political activities of selected religious, political and business associations of Turkish migrants settled in Germany. The

presented research results are based on the relational perspective on integration processes and define integration as a discursive field in which migrant associations obtain a specific spokesperson position. One of the central research observations is that although all analyzed associations take part in integration debates, their ways of dealing with integration pressure differ decisively. The Sunni religious associations, for instance, cannot publicly present their transnational bonds because of the globally assumed danger of transnational Islamic organizations. In contrast to them, political and business organizations can voice their transnational connections publicly and present them in a positive way, because the core activities of these associations are related to the identity politics. These aims are positively coloured by most political actors in Germany. They connect both, equalization requests and integration statements. To sum up, although the access of Turkish migrant associations to the public construction of definitions is limited, some of them, especially political and business associations, manage to redefine public integration requests and simultaneously to position themselves as both 'Non-foreign' and 'Other'.

Contrairement à l'affirmation selon laquelle les activités transnationales des organisations migrantes sont surtout déterminées par les cadres institutionnels, cet article part du principe que les pratiques des organisations transnationales des migrants sont aussi marquées par la façon dont ces organisations articulent leur orientation transnationale avec l'impératif de l'intégration. Par conséquent cet article poursuit la question de savoir comment des organisations migrantes orientées de façon transnationale gèrent la pression à l'intégration. Cette problématique a été développée à partir des associations et organisations religieuses, politiques et économiques turques en Allemagne. L'hypothèse est que l'intégration est un champ discursif et complexe, dans lequel les associations migrantes représentent un porte-parole spécifique. Malgré le fait que toutes les associations examinées ont participé aux débats sur l'intégration, il a été constaté qu'elles gèrent de manière très différente cette pression à l'intégration. Les associations religieuses, notamment sunnites, ont des difficultés avec la représentation publique de leur attachement transnational, en raison du terrorisme. Par contre, les associations politiques et économiques peuvent communiquer publiquement leur orientation transnationale et la mettre en avant. En même temps, ces associations relient leurs exigences d'égalité des droits des migrants à leurs liens transnationaux. Ainsi, bien que les associations migrantes turques aient un accès restreint aux processus de définitions sociales, les associations politiques et économiques en particulier, réussissent à interpréter l'impératif de l'intégration de façon nouvelle. Par conséquent elles se positionnent dans la discussion de l'intégration en tant qu'acteurs et elles occupent une double position sociale, en représentant dans la société d'immigration allemande l'« altérité » et en même temps les « non-étrangers ».

En contraposición a la afirmación de que las actividades político-transnacionales de las organizaciones de migrantes dependen principalmente de las condiciones marco institucionales de los estados nacionales, el presente artículo parte del supuesto de que las prácticas transnacionales de las organizaciones de migrantes se ven también influenciadas por la manera en que ellas relacionan sus orientaciones transnacionales con las exhortaciones a integrarse. Por consiguiente, el artículo atiende a la pregunta sobre de qué manera las organizaciones de migrantes transnacionalmente orientadas conviven con la presión a integrarse. Este problema ha sido examinado tomando como ejemplo a las organizaciones religiosas, políticas y económicas de las asociaciones turcas en Alemania. Los resultados de la investigación aquí presentados se basan en el supuesto de que integración es un complejo campo discursivo en el que las asociaciones de migrantes ocupan una posición específica de portavoz. Se constató que todas las asociaciones examinadas conllevan la presión a integrarse de manera claramente distinta, si bien es cierto que todas participan de los debates sobre integración. Las asociaciones religiosas de los sunitas por ejemplo, tienen dificultades con la representación pública de sus conexiones transnacionales,

como consecuencia del discurso global sobre el terrorismo, mientras que asociaciones de migrantes políticas y económicas dan a conocer públicamente sus orientaciones transnacionales presentándolas bajo una luz positiva. Esto tiene que ver por otro lado, con el hecho de que sus actividades están dirigidas a lograr una así llamada política de identidad, cuyos principios elementales encuentran un gran reconocimiento en la agenda de los estados nacionales. Así mismo, estas asociaciones relacionan sus reivindicaciones de igualdad para los migrantes hacienda incapié de sus vínculos transnacionales. En resumen se puede decir que a pesar de que el acceso de asociaciones de migrantes turcas a los procesos de definiciones sociales es limitado, son principalmente las asociaciones políticas y económicas las que logran una nueva interpretación de las exhortaciones públicas a integrarse. Por lo tanto, ellas mismas se posicionan en el discurso de integración como los actores que al mismo tiempo ocupan dos posiciones sociales: Los “culturalmente distintos”, como también los “no foráneos” en la sociedad alemana de inmigración.

AUTHORS

ANNA AMELINA

Researcher, Faculty of Sociology, University of Bielefeld, P.O. Box 10013 33501 Bielefeld,
anna.amelina@uni-bielefeld.de

THOMAS FAIST

Professor of Transstate Relations and Sociology of Development, Faculty of Sociology, University of Bielefeld, P.O. Box 10013 33501 Bielefeld, thomas.faist@uni-bielefeld.de

The Shadow of Homeland Politics: Understanding the Evolution of the Turkish Radical Left in the Netherlands

*L'ombre de la politique du pays d'origine : évolution de la gauche radicale turque
aux Pays-Bas*

*La sombra de las políticas nacionales : entender la evolución de la izquierda
radical turca en los Países Bajos*

Liza M. Nell

AUTHOR'S NOTE

I thank Rinus Penninx and Daniel Mügge for their comments on earlier versions of this paper and David Takeo Hymans for editing it. Fieldwork in Turkey from November 2004 till January 2005 was made possible through a travel grant (number R 52-1077) of the Netherlands Organisation for Scientific Research (NWO).

- 1 Migrants' transnational loyalties and practices are the subjects of hot political debate in many European countries. Critics often worry about the influence of political transnationalism on domestic politics: do migrants 'import' foreign government influence? Does political transnationalism threaten democracy? If migrants and their descendants are actively involved in homeland politics does this signal indifference towards politics in their countries of residence? Does political transnationalism thereby hinder integration (as for example is stated by Koopmans, Statham, Giugni and Passy, 2005)?
- 2 These are big questions. They are also loaded questions, asked from the perspective of European governments. But the consequences of political transnationalism can only be

understood once the phenomenon is studied transnationally – by examining causes and effects in both receiving countries and the in countries of origin.

- 3 Extant scholarship has identified a number of factors that play an important role in the evolution of transnational politics. In particular, these include political opportunities in the country of settlement and/or in the country of origin (Koopmans, Statham, Giugni and Passy, 2005; Koopmans and Statham, 2003; Ögelman, 2003; Østergaard-Nielsen, 2003); migrants' length of stay (Foner, 2001; Guarnizo, Portes and Haller, 2003; Morowska, 2003; Al-Ali, Black and Koser, 2001); and their migration motives (Østergaard-Nielsen, 2003). The scholarship has also shown that organisations often form the backbone of political transnationalism; because they channel individual activities, organisations are central in many studies (Ögelman, 2003; Østergaard-Nielsen, 2003; Argun, 2003). In important ways, then, understanding organisational patterns becomes synonymous with understanding political transnationalism itself.
- 4 Organisational patterns – and the transnational activities they channel – change over time. Once migrants settle permanently, some organisations disappear while new ones are formed. The political focus of migrants' organisations also shifts, often (though not always) towards issues in the country of settlement. At this most general level, many studies of transnational politics ask a deceptively simple question: what explains this variation – over time, between different migrant communities, and between different organisations and political currents?
- 5 This paper follows this line of analysis with a sharpened focus. It addresses the evolution of radical left transnational political organisations among Turkish migrants in the Netherlands. *Within* this political segment, trajectories have differed markedly. Many radical organisations, particularly in the late 1970s and early 1980s, were short-lived. Of the organisations that still exist, some have become more moderate; others have retained their radical edge. The focus of these radical organisations has also shifted over time: many have grown more interested in the position of their members in Dutch society than in political conditions in Turkey. This, however, is not true for all of them: a number of organisations retain their ambition to influence Turkish politics. This variation, then, forms the core empirical puzzle of this paper: what explains the different trajectories of transnationally active radical left Turkish organisations in the Netherlands?
- 6 While political opportunities, migration motives and length of stay are relevant to our case, they cannot, in themselves, explain important differences between the political trajectories of different leftwing Turkish migrant groups. For most of the groups studied in this paper, the above factors have been similar or have remained constant. For example, virtually *all* radical left movements were outlawed in Turkey after the coup in 1980. Many of the migrant organisations studied here were set up in similar times, under similar conditions, by people with similar migration motives. And while the political climate for left movements in Turkey has changed several times over the past decades, the effect on migrant organisations abroad should have been roughly comparable. So what explains the variation *between* the trajectories of these organisations?
- 7 Many migrants are not only active transnationally; they are also organised in transnational networks. Most leftwing Turkish migrant organisations maintained active contacts with their counterparts in Turkey, or with those in exile in other European countries. In many cases, organisations in the Netherlands functioned as

branches of movements in Turkey. Conversely, movements operating clandestinely in Turkey had their operational bases abroad. As an organisation, however, the Turkish and (in this case) Dutch branches co-operated closely. Under which conditions were organisational structures in the Netherlands directed from Turkey? For organisations in the Netherlands without legal counterparts in Turkey, the opposite question arises: under which conditions were organisational structures determined by political opportunities in the Netherlands? And how did political developments in Turkey influence organisational structure? Did organisations in the Netherlands survive developments in Turkey, or did they change their goals and activities?

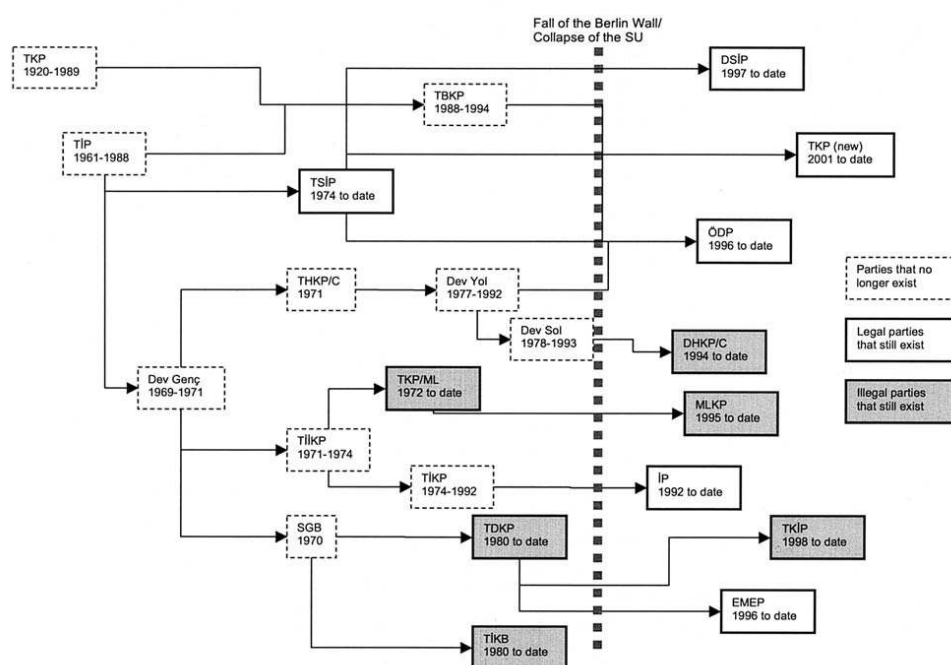
- 8 To answer these questions, the next section provides a broad historical sketch of left political movements since the 1960s, focusing on those that have mattered to Turkish migrant organisations in the Netherlands. The aim here is to provide some background to a bewildering political landscape. The empirical core of the paper, which follows, is divided into three parts: the first concentrates on developments up to the fall of the Berlin wall, a watershed for the left in Turkey as well as for affiliated organisations in the Netherlands. The following two sections then focus on the period since the early 1990s, more specifically on the transnational ties of Turkish migrant organisations with (1) parties that are now legal in Turkey, and (2) with organisations that remain prohibited there.

The Left in Turkey

When i asked for political asylum in the Netherlands in 1981 the interrogator handed me a long list of Turkish left organisations, asking me to point out the one in which i was active. The list was so long, i had never even heard of some before – and they all had exile members in the Netherlands!¹

- 9 This quote is telling of the myriad Turkish left organisations and their presence in the Netherlands. The late 1960s and early 1970s was a period of intense activity for the Turkish left. Influenced by developments in Turkey, ideological differences within the international socialist movement, and internal conflicts, the ‘left movement’ broke into numerous splinter groups. With the arrival of refugees from Turkey, these groups came to be represented among Turks in the Netherlands. Figure 1 shows the evolution of the Turkish left since the 1960s (for the interest of clarity the table only shows groups that had or have representation in the Netherlands – these were, however, the most prominent players). See appendixes 1 and 2 for founding dates, orientations and abbreviations).

Figure 1: Family Tree of the Radical Turkish Left



Arrows leading straight from one party to the next (e.g. SGB to TDKP) indicate that movement succeeded one another. Arrows splitting off on the side (e.g. TDKP to TKİP) indicate that a movement split off an existing one.

This is a simplified and updated version of the family tree published on http://broadleft.org/tr_left_part_hist_diag.pdf, accessed in april 2007.

- 10 Igor Livovsky (1992) has authored an excellent study on the emergence and development of radical left parties in Turkey between 1960 and 1980. It analyses the rise of complex and fragmented legal and illegal left movements in the context of changing political opportunities, in which the military coups of 1960, 1971 and 1980 were crucial. The socialist movement in Turkey was completely banned between 1950 and 1960. In 1960, in the face of acute social, economic and political crisis, a group of patriotic military officers overthrew the government and adopted a new democratic and liberal constitution (1961). This paved the way for the surfacing of ideological currents that had long been suppressed. A legal left movement emerged in Turkey in which diverse left-wing radicals, social democrats, trade unionists and Marxists were active, stylizing themselves and the movement as 'socialist.' Only the official communist party TKP – which had existed since the 1920s – remained prohibited and operated clandestinely (Livovsky, 1992: 1-3).
- 11 Between 1961 and 1971 many members of the socialist movement acted through the legal Marxist workers party TİP, founded in 1961. Other non-party leftist groups set up their own organisations, which first supported but later clashed with the TİP. These groups represented a wide spectrum ranging from the left wing of the social-democratic CHP to underground Marxist organisations. The struggle between the various ideological currents and the electoral failure of the TİP in 1969 led to a crisis that split the TİP around 1971 (Livovsky, 1992: 67-82 ; Poulton, 1997: 211). The most important product of this split was the emergence of the student confederation Dev Genç, in which many future leaders of leftwing organisations were active.

- 12 But Dev Genç was short-lived. Within two years, it had splintered into small groups of revolutionaries each with their own organisations. They proliferated under the influence of external events such as Mao's radicalism in the Cultural Revolution of the late 1960s and the student revolt in Paris of 1968 (Poulton 1997: 211). Given the political climate, the Turkish extreme left increasingly came to advocate armed struggle; their acts of terror helped plunge the country into the chaos that led to the coup of 12 March 1971 (Lipovsky 1992: 1). The declaration of martial law in major urban areas and in the provinces where Kurdish nationalists were active paralysed political life: youth organisations and meetings of professional organisations and unions were banned (see Ahmad, 1993; McDowall, 1996). New groups – both Maoist and Marxist-Leninist – appeared, with former Dev-Genç cadre dissolving into the various splinter groups.
- 13 The socialist movement flourished with the handing back of power to the political parties in 1973. Ideological, political, and personal differences among socialists, however, led to fierce struggles both within the camp and against the rising groups of nationalists, the so called *Ülkücü Ocakları* (Idealist Hearths) (Landau, 1981: 148). The *Ülkücü Ocakları* began breaking up leftist meetings to defend Turkey from 'communism' (Landau, 1974; "ınar and Arıkan, 2002), prompting responses from the revolutionary group Dev Yol and the workers and peasant party TİKP (both with origins in the Dev Genç movement). Dev Yol organised local 'anti-fascist' resistance committees across Turkey to combat the 'imperialism' of the right. The TİKP blasted the 'fascism' of both nationalist groups as well as the Moscow-oriented communist party TKP, whom they considered 'social fascists' (Turkije Informatie, 1978).²
- 14 The struggle between left and right, however, was unequal. This was due not only to their numbers (60 000 armed militants on the left against 100 000 on the right), but to the police and security forces having become the preserve of the nationalist party MHP. With the MHP in government between 1974 and 1977, and then again under Prime Minister Bülent Ecevit, the police and security forces were heavily infiltrated by MHP sympathizers. This protected the Grey Wolves, the MHP's youth movement (Landau, 1981; Zürcher, 2004:263 ; Pope and Pope, 1997: 132).
- 15 By the end of the decade, violence no longer only consisted of reciprocal killings by left and rightwing extremists. Both groups began to kill public figures, such as the deputy chairman of the MHP and a leftist trade union leader. Whole neighbourhoods came under the control of one or the other of the competing groups and were declared 'liberated areas'. With the authorities seemingly unable to restore order, and with the economy in crisis, the army returned to power on 12 September 1980 ("ınar and Arıkan, 2002: 28; Zürcher, 2004: 264).
- 16 All power was now in the hands of the military. Under a new law on political parties, politicians were banned from politics for ten years and their parties dissolved. Political leaders were arrested; parliamentarians and local administrators discharged. A state of emergency was declared throughout the country, from which no one was allowed to leave. Furthermore, anti-terrorist campaigns no longer only targeted leftist activists, but the MHP and the Grey Wolves as well. By 1982, 80 000 people were imprisoned and torture was widespread (Zürcher, 2004: 278-280).
- 17 The military interventions of 1971 and 1980 heavily influenced leftist strategy. Most groups continued their activities in exile or illegally in Turkey itself. The activities of the Moscow-oriented communist party TKP, officially prohibited from the late 1960s until 1975, were mainly based outside Turkey. The party was directed from cities in

socialist countries like Moscow or Prague, where TKP leaders resided (see Landau 1974: 105). Due to the increasing population of Turkish workers and refugees, Europe – and especially Germany – became the main exile base for leaders of illegal left parties in the late 1970s and 1980s.

- 18 A civilian government replaced the military after general elections in November 1983. In contrast to the previous return to civilian rule, these elections did not fully restore the political freedoms that had existed prior to the 1980 coup (Lipovsky 1992: 167). With its figureheads either in jail or in exile, the left now remained excluded from the legal political arena. While the political spectrum had broadened again by 1987 (old leaders were running political parties behind the scenes and making still officially illegal political statements), it was not until 1993 that political parties were allowed to re-open using their traditional names (Argun, 2003: 140; Güneş-Ayata, 2002: 106). In the meantime, internal divisions and ideological confusion following the fall of the Berlin wall in 1989 had reduced the ranks of the left (Østergaard-Nielsen, 2003: 49).
- 19 The early 1990s witnessed the founding of new parties, many of which had their origins in the late 1960s student movement Dev Genç. Though their memberships were small, they represented the full spectrum of ideologies that had been present in the 1970s. A group sympathetic to Mao and Albanian communism were organised in EMEP. A wide range of illegal radical left parties also arose, the most important of which were the Revolutionary Peoples Liberation Front, DHKP/C, and the Marxist Leninist Communist Party, MLKP (Østergaard-Nielsen 2003b: 50). Today, groups that used to follow the Moscow-oriented communists are mainly represented in the legal ÖDP.
- 20 The choice to continue politics within a legal or illegal party obviously affected strategy. Legal parties, including EMEP and ÖDP, participated in the 2002 general elections, though none passed the ten per cent threshold. Wishing to improve upon their negligible success in electoral politics, many of these parties have increasingly come to emphasise international mobilisation, for example through participation in international anti-globalisation movements such as the World Social Forum (Baykan and Lelandais, 2004: 520).
- 21 In contrast to the legal left, radical groups such as DHKP/C and the MLKP have continued the violent strategies of their forerunners and retain their armed wings. Like their predecessors, some of their leaders live in exile in Europe. Party programmes also resemble earlier ones. DHKP/C, for example, aims to organise people in Turkey into people's councils to build a mass movement (DHKC, 1998: 142) in order to beat 'fascism and state terrorism' (Kurtulus, 1997: 149-151) through 'democratic' revolution. 'If necessary the people will fight for justice' (DHKC, 1998; DHKP, 1995; DHKC, 1998). One of the most visible activities of the DHKP/C and MLKP is their support of prisoners detained for activities within their respective parties. Protesting against the suppression of a prison rebellion, DHKP/C killed a businessman in Istanbul in 1996 (Pope and Pope, 1997: 127). The non-governmental organisation TAYAD supports DHKP/C and MLKP militants by reporting on hunger strikes, cases of torture and on missing members (TAYAD Solidarity Committee, 2001). TAYAD further supported the DHKP/C and MLKP 'Death Fast Resistance' of prisoners protesting prison reforms to detain them separately (Anderson, 2004: 823). Between 2000 and 2003, more than 2 000 prisoners participated in the 'Death Fast Resistance'; 107 died (Anderson 2004: 817). After intervention by the security forces to suppress the strikes in 2001, relatives and

friends of the striking prisoners began solidarity death fasts in Istanbul (Kulaksiz, 2003).

Homeland politics of exiles and migrant workers in the 1970s and 1980s in the Netherlands

- 22 Leftwing organisations established by migrants mirrored political developments in Turkey. Emigration to Western Europe in the 1970s offered banned parties such as the TKP a liberal political climate for the mobilization of guest workers (Landau, 1974: 105; Turkije Informatie, 1978: 23). In many cases they aimed to recruit workers in Western Europe so that their movements would be strengthened once migrants returned to Turkey (for Germany see Miller, 1981). However, in the early 1980s – paralleling the situation in Turkey – radical left politics among migrants moved out of public view and into an atmosphere pervaded by rumour and intimidation. Many members of the Turkish community now feared taking strong political stands and did not want to be seen as part of any one particular political group (Penninx, 1980).
- 23 The military interventions of 1971 and 1980 led to the arrival of Turkish political migrants in Europe, individuals who had been members of revolutionary organisations in Turkey and who now brought their political convictions with them (for Germany see Miller, 1981: 53-54). In contrast to the political refugees of the 1980s, refugees after the 1971 coup did not ask for asylum but arrived in the Netherlands more or less ‘unnoticed’ as ‘guest workers’ (Bakker, Vervloet and Gailly, 2002: 212). Young extreme right *Ülkücü Ocakları* leaders also sought political asylum in Europe to escape the left-right violence in the schools and universities (see also Van Esbroeck, 1979; Geerse, 1998). In this way, conflict between the left and right in Turkey was transplanted to the Netherlands.
- 24 The focus on Turkish politics among leftist migrant workers increased dramatically after the coup in 1980. Political refugees swelled their ranks. Mirroring internal and ideological divides in Turkey, a wide spectrum of radical leftist groups continued their activities in exile and mobilized workers for their party in Turkey. Each of these parties had its own network with members throughout Europe (see also Özcan 1992). In the Netherlands they organised activities against the Turkish junta separately, cooperating instead with their counterparts in Germany. They demonstrated in front of national parliaments, organised hunger strikes and shared their views of political developments in Turkey with the European public and governments through magazines and pamphlets (see for Dev Yol Turkije Informatie, 1981; for Dev Sol Turkije-Nieuws, 1981).
- 25 To illustrate these developments, the next subsections describe how political orientations were reflected by Turkish migrant organisations. Although numerous organisations were founded in this period, we focus exclusively on two organisations that exist to this day. The first, HTİB, represented Moscow-oriented communism and was founded in response to the 1971 coup; the second, DİDE, was Maoist-oriented and a response to the coup of 1980.

Moscow-oriented leftist organisations: the foundation of HTİB

- 26 The first leftist organisation for Turkish labour migrants in the Netherlands, HTİB, was established in 1974 by a group of Turkish workers and refugees who had fled the military repression of 1971 (Can and Can-Engin, 1997: 66). With its Marxist orientation, the HTİB sympathised with the communist party of Turkey, TKP. HTİB's initial goal was to include migrant workers living in the Netherlands within the Turkish people's struggle for a democratic Turkey. At the same time, HTİB assisted Turkish migrant workers in their 'struggle' for rights in the Netherlands.
- 27 The 'struggle' in the Netherlands included activities against the establishment Turkish organisations. Paralleling developments in Turkey in the 1970s, leftwing Turkish groups in the Netherlands fought one another as well as rightwing groups (Turkije Informatie, 1977; Rath, 1985). In 1977 HTİB campaigned to ban from the Netherlands organisations of the Grey Wolves which sympathized with the Turkish nationalist party MHP (Turkije Informatie 1977a). At the same time HTİB was opposed by smaller Maoist groups who viewed both the TKP and HTİB as representatives of 'social fascism'.
- 28 Between 1975 and 1979 HTİB evolved into a national umbrella organisation with different branches in the Netherlands. The organisation also established close ties with Turkish organisations in other European countries that supported the Turkish communist party TKP.³ HTİB also acceded to the Federation of Turkish Workers Associations in West Germany, FİDEF.⁴
- 29 The establishment of TKP headquarters in Germany and the arrival of TKP leaders in the Netherlands reveal how Moscow-oriented organisations were influenced from abroad. TKP influence on HTİB now rose enormously. TKP leaders became members of HTİB and in 1982 established a committee for the defence of human rights in Turkey (NTKVMD) which sought to put international pressure on the Turkish junta. Their activities included lobbying the Dutch parliament and human rights organisations such as Amnesty International. At the same time, its members tried 'to recruit TKP members, who eventually would return to Turkey and start a revolution'.⁵ It was, however, difficult to continue the party's work from abroad. As a former TKP member in exile explains: 'our cadre in Turkey were being tortured or were in hiding. It was extremely difficult to remain in contact.'⁶
- 30 Although TKP adherence was prominent among HTİB members, it is important to note that the Moscow-oriented TKP was not the only party with which they sympathised. For example, the present chairman of HTİB, a member of the TKP in the Netherlands in the 1980s, was active in the Albania-oriented Maoist party Dev Yol when living in Turkey. One member of the TKP administrative board who continued her activities within HTİB was previously active in the workers party TİP and the Kurdish workers party PKK. Dev Yol adherents were to be found in Turkish workers organisations throughout the Netherlands, not only within HTİB. In the mid-1980s, TKP members within HTİB tried to work together with exiles from other political movements (see also Turkije Informatie, 1978). An umbrella organisation in exile was created in 1986, made up of individuals from the TKP, Dev Yol, PKK, and the workers parties TSİP and TİP. Due to internal and ideological conflicts, however, it quickly dissolved.⁷ Despite the ideological and personal conflicts, involvement in Turkish movements in exile became the basis for long-term friendships, as will be seen in the next section.

- 31 Only a year later, in 1987, the TKP at a meeting in Brussels merged with the Worker's Party of Turkey (TİP) to become the United Communist Party of Turkey (TBKP). Although the penal code still made communist politics illegal in Turkey, Prime Minister Özel hinted that restrictions might be lifted. The leaders of the TBKP returned to Turkey on 11 November and were jailed upon arrival (Zürcher, 2004: 284-285).
- 32 The TKP dissolved in 1989 after the fall of the Berlin wall.⁸ Internal TKP conflicts over the merger with TİP heavily influenced HTİB in the Netherlands, whose members were mainly comprised of first generation labour migrants attached to the TKP. When the TKP merged with the TİP, many members left the organisation.⁹ Dev Yol-affiliated organisations in Germany also began to redirect their efforts towards migrant issues (Özcan, 1992).
- 33 Around the same period, HTİB concluded that the 'temporary' stay of Turkish labour migrants in the Netherlands had become permanent. The organisation accordingly redirected the focus of its activities from Turkey to the Netherlands (Van den Meerendonk and Tilburg, 1988). HTİB thus began to cooperate with Turkish organisations of different political colours through the IOT, the Consultative Council of Turks of the Dutch government. IOT represents a variety of Turkish migrant federations that, like HTİB, are rooted in the turbulent 1970s. Although the various groups have clashed in the past and their previous political orientations remain visible, their common position as Turkish migrants in the Netherlands brings them together in the IOT. To prevent conflict based on ideological differences, IOT members do not discuss Turkish politics during meetings.

Pro-Albanian organisations: the foundation of DİDF

- 34 Before the 1980 coup, a small but militant group following Albanian communism was active in the Netherlands (its European headquarters was in Germany). With the arrival of Revolutionary Communist Party of Turkey (TDKP) cadre in the Netherlands after the 1980 coup, the federation DİDF was founded in 1985 (Van Zuthum, 1994: 24; Den Exter and Hessels, 2003: 11). Its independent sister organisation in Germany had existed since 1980 (see also Özcan, 1992: 261-264). The official aim of DİDF in Germany was twofold: to represent the interests of Turkish workers and to support the reinstatement of democracy in Turkey. In practice, it mainly organised activities against the junta in Turkey.
- 35 Although political refugees affiliated with the TDKP established the DİDF, the former's influence on the latter remains unclear. Together with radical Dutch anti-racism organisations, DİDF since its foundation has championed full equality for foreigners. With respect to Turkey, DİDF has supported repressed groups and individuals, mainly Kurds (Van Zuthum, 1994: 24); the organisation pleads for the Kurdish right to self-determination and the acknowledgement of Kurdish rights in Turkey.¹⁰ Likewise, one of its goals in the Netherlands is to contribute to full equality and participation of all people from Turkey (De Voogd and Van der Meulen, 2002). DİDF argues that the Turkish immigrant community is (ethnically) divided through the interference of the Turkish government via its consulates; it further criticises the Dutch government for directing policies towards 'ethnic' Turks and not for people *from* Turkey, thereby excluding Kurds from full participation. This is one reason why DİDF (as opposed to HTİB) is not a member of the Consultative Council of Turks in the Netherlands, IOT.

Transnational party politics of the legal Turkish left since the 1990s

- 36 Since the late 1980s HTİB and DİDF have concentrated their activities on the position of Turkish migrants in the Netherlands. Both have become active in immigrant politics, while their members have started to represent Dutch parties in local politics.¹¹ But while HTİB has abandoned its mission towards Turkey, DİDF has not. How does the HTİB's sole focus on the Netherlands and the DİDF's focus on both Turkey and the Netherlands influence their transnational ties with groups in Turkey?
- 37 Presently, individual HTİB members maintain good relations with members and leaders of the legal left parties founded in the late 1990s such as the new TKP (no extension of the old TKP) and other small socialist parties founded in the early 1990s, such as DSİP. The transnational contacts are personal in nature – continuations of friendships established during past involvement within the TKP and Dev Yol, while still living in Turkey or in exile in the Netherlands. Some TKP and DSİP cadre lived in exile in the Netherlands for several years, and after their return to Turkey founded or joined these new parties.¹²
- 38 As noted in the previous section, HTİB also harboured people who were (also) or used to be members of Dev Yol. As in Turkey, many former Dev Yol cadre in the Netherlands regrouped into the left socialist party ÖDP. In 1997, one year after the foundation of ÖDP in Turkey, a former Dev Yol exile and ex-HTİB chairman founded the ÖDP solidarity committee – ÖDK – in the Netherlands.¹³ Though founded by a former HTİB leader, ÖDK has no ties with that organisation. Instead ÖDK regrouped former Dev Yol adherents in the Netherlands, who were previously spread over several Turkish workers organisations. ÖDK in the Netherlands has 132 members who pay contributions to the mother party and around 500 sympathizers. In Germany this number lies somewhere between 800 and 1,000.¹⁴ ÖDK further has a European umbrella – ÖDK Europe – that unites branches in the Netherlands, France, Belgium, England, Germany, Austria and Switzerland. Every six months they meet to discuss problems of Turks residing in Europe. Their findings are reported to the mother party in Turkey to advise it on specific issues relating to Turks living in Europe. In addition ÖDK takes part in party congresses. ÖDP claims that the input of ÖDK members broadens the vision of the party as many individuals are active in political parties in Europe; their skills and political experience are highly valued.¹⁵ The ÖDK chairman in the Netherlands, for instance, is a municipal councillor for the Dutch Green Party in Amsterdam. In addition, the ÖDK financially supports the pro-ÖDP newspaper *Birgün*. Although the daily is available only in Turkey, ÖDK members contribute articles and weekly columns.¹⁶
- 39 Furthermore, ÖDP receives electoral support from ÖDK Europe. In 2003, ÖDP leaders toured in Europe to ask for assistance in campaigning for the 2004 local elections.¹⁷ In response, ÖDK members organised trips to Bahadın (Yozgat province, Central Anatolian Region) and Hopa (Artvin province, Black Sea Region). They arrived in cars with Dutch plates to show they had come all the way from the Netherlands in support.¹⁸ Those with Turkish passports voted. Those who stayed in Europe contacted their friends and relatives in Turkey and advised them to vote for ÖDP.¹⁹ The ÖDP in Turkey also entered the 2004 local elections under the banner of the social democratic party SHP. While the

alliance united small parties like EMEP, the Kurdish party DEHAP, ÖDP and the social democratic SDP, it proved difficult for organisations that supported these parties to campaign together in the Netherlands.

- 40 Following the 1999 local elections the ÖDP won the mayoralities of Geçit (Erzincan province) and Agilbasi (Malatya province) in the East Anatolian Region. After the 2004 municipal elections they lost their local power but gained mayoralities in Hopa (Artvin province) in the Black Sea Region and in Bahadin (Yozgat province) in the Central Anatolian Region. The ÖDP wants to make these villages exemplary, and towards this end ÖDK Europe sends money and material goods. Especially Bahadin is an interesting case. A typical emigration village, temporary returnees from Europe or large Turkish cities swell its population from 500 in winter to 3,200 in summer.²⁰ The ÖDP mayor himself is a return migrant from Germany whose election campaign was coordinated by the 'Bahadin *hemşeri* organisations' in Europe and Turkey. These organisations, which refer to common local origin, were established in the mid-1980s. In fact they channelled Dev Yol politics, since the outlawed movement could not openly exist. Today these organisations are used to facilitate ÖDP politics in Bahadin.²¹
- 41 Why is a small party like ÖDP so well-organised in Western Europe? Much of the explanation lies in the previous involvement of its European followers in the illegal, Albania-oriented Maoist party Dev Yol. Connected via dense networks, former Dev Yol supporters over the years established numerous organisations that now form the basis of the European branch of ÖDP. Many ÖDP members have lived in exile in Western Europe, and maintain contacts with fellow party members who opted to settle in Europe permanently. And with the prominence of returnees in the party, the ÖDP supports policies that favour Turks living abroad.
- 42 Thus contacts of present HTİB members with Turkish political parties continued on a personal level, with former Dev Yol cadre creating an official solidarity committee for the ÖDP. Although there is insufficient information to compare past and present contacts with political parties of the formerly Albanian oriented federation, DİDF, the latter's transnational trajectory clearly differs from that of HTİB and former Dev Yol cadre. Reflecting developments in Turkey, individual members of DİDF now support EMEP (both this Turkish party and DİDF were founded by former TDKP cadre). Although DİDF has no formal ties with EMEP, its members maintain regular contact with the party in Turkey, with the DİDF's chairman visiting EMEP congresses in Turkey and EMEP's leader regularly lecturing at DİDF gatherings.²² Both EMEP and DİDF have similar stances on Turkish politics and Turkish migrants in Europe, for instance on the desirability of Turkish workers to fully participate in political parties and trade unions in the Netherlands²³, and on the position of Kurds (in both Turkey and the Netherlands). This is explicitly reflected in DİDF being an organisation for migrants from Turkey, rather than one for *ethnic* Turks.
- 43 More importantly, DİDF supported EMEP in the national elections of 2002 and in local elections two years later. EMEP entered the 2002 elections under the banner of the Kurdish party DEHAP. Together with the Kurdish Federation FED-KOM, DİDF founded a DEHAP solidarity committee in the Netherlands. Together they organised a one-day voting trip to Istanbul (Ülger, 2002: 10). In total ten airplanes were chartered for DEHAP voters in Europe (ANP, 2002). Most supporters simply cast their ballots, while others helped in fundraising and campaigning.²⁴ In the Netherlands DİDF and FED-KOM organised a meeting during the election campaign to underline Turkish and Kurdish

fraternity, while the leader of EMEP was invited for another joint meeting.²⁵ EMEP and DEHAP entered the 2004 local elections in coalition with and under the name of the Social Democratic People's Party, the SHP. DİDF did not urge its members to vote, but said: 'If you happen to go and if you still have a right to vote, vote for SHP. If you have relatives who are in doubt, advise them to vote for SHP.'²⁶ Finally, DİDF supports the pro-EMEP Turkish newspaper *Evrensel*, especially its European edition, with articles.²⁷

- 44 This section has traced the development of the transnational political ties of Turkish workers' organisations in the Netherlands such as HTİB and DİDF after the revolutionary parties they sympathized with lost importance or became the basis for new legal political parties in Turkey. It further illustrated how former Dev Yol cadre in the Netherlands – the group that took to the streets in Turkey to fight right-wing movements in the 1970s – remained loyal to the movement by establishing an official branch of the Turkish party that has its own roots in Dev Yol. HTİB's sole focus on the position of migrants in the Netherlands and DİDF's aim of promoting change in Turkey is reflected in the development of their relations with Turkish political parties. While the ties of both organisations with Turkish political parties have weakened, they have also evolved quite differently. HTİB's transnational political contacts have become personal in nature, while those of DİDF remain (though not formally) on an organisational level.

Representation of the illegal Turkish left in the Netherlands since the 1990s

- 45 The strategies of leftwing parties established in the 1990s that remain illegal in Turkey are similar to those seen in the 1970s and 1980s. Leaders reside in exile in European countries, where they more or less freely continue their activities. They have created party branches in European cities, connected through dense networks, and have become active in migrant politics and organisations. They try to pressure the Turkish state by lobbying national governments and European institutions. This section traces the activities of the two most important groups, DHKP/C and MLKP.
- 46 As figure 1 shows, DHKP/C originates in Dev Yol but broke away a year after its founding to establish DHKP/C's forerunner Dev Sol. Although Dev Sol activists were clearly represented in the Netherlands and Europe in the 1970s and 1980s – they had their own bulletin – it is unclear whether they were represented in any Turkish organisation. Studies on Germany show that Dev Yol headquarters publicly distanced itself from Dev Sol (Özcan, 1992).
- 47 Regarding the forerunners (TKP/ML) of the MLKP, we only know that adherents founded a federation in Germany in 1977. We do not know where and how they were represented in the Netherlands. The reason for this gap in the data stems from the illegality of these parties in Turkey itself. In 2000 DHKP/C was put on the list of European terrorist organisations, though it was only outlawed in Germany and the UK. This meant that it was difficult to find representatives in the Netherlands. When I did, they were quite reluctant to talk. Thus in addition to the more conversation-like interviews I had with sympathizers of these two parties, I used secondary material including their pamphlets, websites, publications, newspaper articles and went (with them) to demonstrations to conduct participant observation. For security reasons I did

not search for these groups in Turkey, as I did for the other parties. The analysis of their strategies begins around their foundation in the mid-1990s when they chose to continue an illegal revolutionary course.

- 48 In the Netherlands DHKP/C sympathizers follow a peaceful path; several dozen are actively involved in the party (AIVD, 2004: 26). A branch of the party was located in Amsterdam between 1995 and 2003 but has since moved to Brussels.²⁸ Nevertheless, DHKP/C followers openly show their affiliation with the party. On 1 May 2005 they marched through the city of Rotterdam carrying flags of the party.²⁹ DHKP International, headquartered in Brussels, celebrated the anniversary of the party in the Netherlands in 2002 and 2005, where they commemorated their revolutionary martyrs including THKP founder Mahir Cayan.³⁰ The music group *GrupYorum* often performs during these celebrations. In its political songs, the band criticizes the Turkish state and expresses its solidarity with leftwing political activists and prisoners. Because the Turkish state considers *Grup Yorum* a part of DHKP/C, some musicians have been imprisoned while others have found refuge in Europe.³¹ News and books on activities of the DHKP/C are published by Press Agency *Özgürlük* in Amsterdam.
- 49 Despite the DHKP/C being legal in the Netherlands, the Dutch government cooperated in an international police raid against potential DHKP/C-affiliated organisations in 2004. In response DHKP/C members participated in what they called the 'International Platform Against Isolation' in Brussels, mobilizing European lawyers and human rights advocates to observe the trials of DHKP/C activists in Istanbul later that year.³²
- 50 Some DHKP/C sympathizers are active in the Anatolian Cultural Centre, a Turkish migrant organisation in Rotterdam. Besides offering regular cultural activities, it organises and funds meetings about socialism for youths in Turkey.³³ The centre itself is not formally linked to the party; its sympathies, however, are obvious. At the building's entrance is a corner with photos dedicated to the 'martyrs' of the armed wing in Tokat (Black Sea Region). The Centre also holds memorial meetings for friends and family of organisational members who have died fighting the Turkish army.³⁴
- 51 In the Netherlands, DHKP/C is organised around the Dutch branch of the Association for the Support of the Families of Prisoners, TAYAD. The Dutch branch of TAYAD raises funds for the organisation in Turkey³⁵ and attempts to influence the Dutch government by writing letters to parliament.³⁶ DHKP/C adherents in the Netherlands have further organised hunger strikes in solidarity with the Death Fast Resistance in Turkish prisons.³⁷ In 2000 a hunger strike in Rotterdam was dramatically interrupted when one of the participants was killed by Turkish nationalists. The relationship between TAYAD and DHKP/C became very visible during a demonstration of the European TAYAD branches in Brussels in 2004.³⁸ This demonstration in solidarity with the Death Fast Resistance was attended by DHKP/C members in exile, representatives of the International DHKP/C headquarter in Brussels, and the Anatolian Cultural Centre. The demonstrators protested in front of the European parliament and the Turkish embassy holding photos of hunger strikers who had died in Turkey while shouting the names of DHKP/C 'martyrs'.
- 52 The MLKP in the Netherlands is even smaller than the DHKP/C. It is made up of a tiny group of sympathisers involved in non-violent actions such as participating in Dutch leftwing demonstrations (AIVD, 2005: 23). In their European magazine journal the party publishes solidarity statements for the 'martyred' members of their armed wing in Turkey (MLKP, 2005). MLKP members are also organised in the cultural organisation

VEKSAV, linked to the cultural magazine *Hayat ve Sanat* (Life and Art) in Turkey and its European federation in Germany. VEKSAV organises politically-loaded cultural activities.³⁹ On the European level VEKSAV participates in the European Confederation of Oppressed Immigrants, AVEG-Kon, which organises protests against globalisation, discrimination and the expulsion of political refugees who supported the Death Fast Resistance in Turkey, in which MLKP and DHKP/C prisoners participated.⁴⁰

- 53 Interestingly, the branches and members of the illegal parties mentioned in this section and the representatives and sympathizers of the legal Turkish parties all participate in the Dutch demonstration platform *Keer het Tij*. This platform – which unites roughly 500 leftwing organisations and parties – was founded in 2002, a response to the more conservative Dutch government that came to power that year. Sympathizers, members and branches of Turkish leftwing parties – the illegal parties MLKP, TKP/ML, TKİP and DHKP/C; the migrant organisations DİDF, HTİB and the Anatolian Cultural Centre; the branch ÖDK and the Turkish NGO TAYAD – were all present at a *Keer het Tij* demonstration in 2005.⁴¹ In their struggle for (what they consider) social justice, they have found common ground in protest movements in the Netherlands.

Conclusion

- 54 To return to the central question of this paper: how can the different trajectories of transnationally active migrant organisations with a shared political orientation – in this case the radical left – be explained? The key explanatory factors revealed by existing scholarship are migration motives, political opportunities in the receiving country and the country of origin, and length of stay. These factors – while also applicable to the Turkish radical left in the Netherlands – need to be sharpened.
- 55 As shown in this paper, changes in opportunities for the left in Turkey influenced ties with migrant organisations in the Netherlands. In the 1970s and 1980s the Turkish left as a whole was formally excluded from political participation in Turkey. Leftwing political movements continued their activities in Turkish labour organisations and branches in exile, connected through dense European networks. Their activities, networks and strategies clearly reflected the specific context in which their sister organisations in Turkey operated.
- 56 With relative political stability in Turkey in the 1990s, some radical left groups became legal parties. This influenced Turkish migrant organisations abroad: organisations that had sympathized with previously illegal movements in Turkey shifted the focus of their activities to the country of settlement. They not only realized most members would stay in the Netherlands permanently (as happened with other organisations); the shift was also due to the legalization of their sister movements in Turkey. Coordination from abroad was no longer necessary.
- 57 Although migrant organisations maintained contacts with these newly-founded political parties, their transnational contacts differed substantially. Organisations that completely lost their mission towards Turkey only maintained contacts on a personal level. Where at least some homeland-directed purpose remained, more formal organisational contacts were kept alive. Finally, we see that the transnational contacts of Turkish parties founded by exiles who returned to Turkey are more likely to exist on an organisational level.

- 58 The importance of organisational developments in the homeland for transnational politics becomes clear when this experience is contrasted with that of organisations that sympathized with Turkish parties and movements that remained illegal after 1990. The path of newly-founded illegal parties has echoed those of illegal movements in the 1970s and 1980s. They continue to politicize immigrant organisations – no longer those of temporary labour migrants, but the cultural organisations of permanent migrants. And like exiles in the past, their European networks are crucial as they lobby for the protection of the rights of their members in Turkey at national and European levels.
- 59 Current ties between migrants and/or organisations and legal Turkish parties are mainly used to provide electoral support. Migrants only seem to have a voice in party matters and policy when the majority of the administrative board in Turkey has a migrant history as well. On the other hand, ties with illegal parties that continue to exist are still vital for the existence of these parties and their leaderships.
- 60 What this shows is that transnational politics are not only a question of activities or loyalties that transcend national borders. The organisational networks that allow loyalties to be translated into activities are likewise transnational. What happens at the organisational nodes in the country of origin is thus often crucial for developments in the country of settlement. Indeed, many groups that are often seen unproblematically as migrant organisations have only become true migrant organisations after their sister organisations in the homeland chose a political path that made support from abroad obsolete. In this way, homeland politics cast an even longer shadow over transnational politics than is often acknowledged.
- 61 Whatever trajectory leftwing Turkish organisations in the Netherlands have chosen over time, there is no indication that maintaining an interest in homeland politics today hinders integration in the Netherlands or threatens Dutch democracy. On the contrary – despite differences in ideology, whether supportive of legal or illegal parties in Turkey, or without organisational ties to Turkey at all – all groups under study participate in the same Dutch protest platform. This is a sign of integration in and of itself, since they are demonstrating – sometimes under the banner of a Turkish political party – to improve their position in the Netherlands. It could even be argued that previous and present involvement in homeland politics reinforces participation in the political arena of the country of settlement.
- 62 To conclude, these findings suggest that we need to specify homeland-related factors that determine transnational political practices in the country of settlement. Instead of assuming that homeland ‘political opportunities’ similarly affect all groups, we need to ask how specific groups – even within a comparable political stream – are included or excluded from homeland political participation. Only then will we be able to explain how and why migrant organisations continue homeland-directed activities, redirect their interests to the country of settlement, or combine elements of both.

BIBLIOGRAPHY

- AHMAD Feroz (1993) *The making of modern Turkey*, London/New York, Routledge.
- AIVD, ALGEMENE INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDSDIENST (2004) *Jaarverslag 2003*, Den Haag, Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties.
- AIVD, ALGEMENE INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDSDIENST (2005) *Jaarverslag 2004*, Den Haag, Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties.
- AL-ALI Nadjé, BLACK Richard and KOSER Khalid (2001) Refugees and transnationalism: the experience of Bosnians and Eritreans in Europe, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 27 (4), pp. 615-634.
- ANDERSON Patrick (2004) 'To Lie Down to Death for Days.' The Turkish Hungerstrike, 2000-2003, *Cultural Studies*, 18 (6), pp. 816-846.
- ARGUN Betigül Ercan (2003) *Turkey in Germany. The Transnational Sphere of Deutchkei*, London, Routledge.
- BAKKER René, VERVLOET Luc and GAILLY Anton (2002) *Geschiedenis van Turkije*, Amsterdam, Bulaaq.
- BAYKAN Barış Gençer and LELANDIS Gülçin Erdi (2004) Cross-readings of the anti-globalisation movement in Turkey and beyond. Political culture in the making, *ISSJ UNESCO*, (182), pp. 519-528.
- CAN Murat and CAN-ENGİN Hatice (1997) *De zwarte tulp. De positie van Turken in Nederland*, Utrecht, Uitgeverij Jan van Arkel.
- ÇINAR Alev and ARIKAN Burak (2002) The Nationalist Action Party: Representing the State, the Nation or the Nationalists?, in Barry RUBIN and Metin HEPER Eds., *Political Parties in Turkey*, London, Cass, pp. 25-40.
- DHKC (1998) *Political Development in Turkey: The People on the Road to Power*, London, DHKC Information Bureau.
- DHKC (1998) *We Are Right. We Will Win*, London, DHKC Information Bureau.
- DHKP (1995) *Het program van de revolutionaire volksbevrijdingspartij*, Amsterdam, Halk Kurtulus Uitgeverij.
- ESBROECK A. Van (1979) *Grijze Wolven. Wat zijn dat?*, Nijmegen, A. van Esbroeck Nijmegen.
- EXTER JAK Den and HESSELS T. (2003) Organisaties van minderheden, in J.E. Overdijk-Francis et al. Ed., *Handboek minderheden*, Houten, Bohn Stafleu Van Loghum, pp. 7/1050-1-34.
- FONER Nancy (2001) Transnationalism Then and Now: New York Immigrants Today and at the Turn of the Twentieth Century, in Héctor R. CORDERO-GUZMÁN, Robert C. SMITH and Ramón GROSFUGUEL Eds., *Migration, Transnationalization, & Race in a Changing New York*, Philadelphia, Temple University Press, pp. 35-57.
- GEERSE Mirjam (1998) *Turkse idealen op Nederlandse bodem. Een kwalitatief onderzoek onder ülkücü's ('idealisten') in Nederland*, Utrecht, Doctoraal scriptie Vakgroep Culturele Antropologie. Faculteit der Sociale Wetenschappen. Universiteit Utrecht.

- GUARNIZO Luis Eduardo, PORTES Alejandro and HALLER William (2003) Assimilation and Transnationalism. Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants, *American Journal of Sociology*, 108 (6), pp. 1211-48.
- GÜNEŞ-AYATA Ayşe (2002) The Republican People's Party, in Barry RUBIN and Metin HEPER Eds., *Political Parties in Turkey*, London, Frank Cass, pp. 102-121.
- HALK KURTULUS (1997) *Konterguerilla. Der Name Des Krieges Gegen Das Volk*, Amsterdam, Halk Kurtulus Uitgeverij.
- KOOPMANS Ruud, STATHAM Paul, GIUGNI Marco and PASSY Florence (2005) *Contested Citizenship. Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- KOOPMANS Ruud and STATHAM Paul (2003) How national citizenship shapes transnationalism: A comparative analysis of migrant claims-making in Germany, Great Britain and the Netherlands, in Christian JOPPKE and Ewa MOROWSKA Eds., *Toward Assimilation and Citizenship. Immigrants in Liberal Nation-States*, New York, Palgrave Macmillan, pp. 195-238.
- KULAKSIZ Ahmet (2003) *Two Sisters' Lives. Canan and Zehra*, Amsterdam, Ozgurluk Publishing.
- LANDAU Jacob M. (1981) *Pan-Turkism in Turkey. A Study of Irredentism*, London, C. Hurst & Company.
- LANDAU Jacob M. (1974) *Radical Politics in Modern Turkey*, Leiden, Brill.
- LIPOVSKY Igor P. (1992) *The Socialist Movement in Turkey 1960-1980*, Leiden, Brill.
- MCDOWALL David (1996) *A Modern history of the Kurds*, London, I.B.Tauris.
- MEERENDONK H. Van Den and TILBURG P. (1988) *Evaluatierapport van de HTIB*, Tilburg, Instituut voor ontwikkelingsvraagstukken KUB Tilburg.
- MILLER Mark J. (1981) *Foreign Workers in Western Europe. An Emerging Political Force*, New York, Praeger Publishers.
- MLKP (2005) *MLKP Internationales Bulletin*.
- MOROWSKA Ewa (2003) Immigrant Transnationalism and Assimilation: A Variety of Combinations and the Analytic Strategy it Suggests, in Christian JOPPKE and Ewa MOROWSKA Eds., *Toward Assimilation and Citizenship. Immigrants in Liberal Nation-States*, New York, Palgrave Macmillan, pp. 133-176.
- ÖGELMAN Nedim (2003) Documenting and Explaining the Persistence of Homeland Politics Among Germany's Turks, *International Migration Review*, 37 (1), pp. 163-193.
- ÖZCAN Ertekin (1992) *Türkische Immigrantorganisationen in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Hitit.
- ØSTERGAARD-NIELSEN Eva (2003) *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, London/New York, Routledge.
- ØSTERGAARD-NIELSEN Eva (2003) International Migration and Sending Countries: Key Issues and Themes, in Eva ØSTERGAARD-NIELSEN Ed., *International Migration and Sending Countries. Perceptions, Policies and Transnational Relations*, New York, Palgrave Macmillan, pp. 3-30.
- PENNINX Rinus (1980) Politiek extremisme onder Turken, *Intermediar*, 1/2 (Tussen wal en schip), pp. 61-70.
- POPE Nicole and POPE Hugh (1997) *Turkey Unveiled. Atatürk and After*, London, John Murray.
- POULTON Hugh (1997) *Top Hat Grey Wolf and Crescent*, London, Hurst.

RATH Jan (1985) *Migranten, de Centruumpartij en de deelraadsverkiezingen van 16 mei 1984 te Rotterdam*, Leiden, Rijksuniversiteit Leiden.

TAYAD SOLIDARITY COMMITTEE (2001) *The Terror Report of Turkey 1980-2000*, Bielefeld, TAYAD Solidarity Committee.

TURKIJE INFORMATIE (1977) Verkiezingen en geweld. Vervolg dossier Grijze wolven, *Turkije Informatie*.

TURKIJE INFORMATIE (1978) Balans van vier maanden Ecevit, *Turkije Informatie*.

TURKIJE INFORMATIE (1978) Regeringswisseling, *Turkije Informatie*.

TURKIJE INFORMATIE (1981) Devrimci Yol. *Turkije Informatie*, *Turkije Informatie*, (2).

TURKIJE NIEUWS (1981) *Turkije Nieuws*.

ÜLGER Mehmet (2002) Met stembiljet het vliegtuig in, *Contrast*, (34), pp. 10-11.

VOOGD Barend De and Van Der MEULEN Koen (2002) Nuri Karabulut, landelijk voorzitter DIDF: 'Wij zijn voor vrijwillige assimilatie', *Grenzeloos*, (69), pp. Grenzeloos.org.

ZÜRCHER Eric J. (2004) *Turkey. A Modern History. New edition 2004*, London, I.B. Tauris & Co.

ZUTHUM H. Van (1994) *Plaatselijke Turkse organisaties in Nederland*, Den Haag, IOT.

APPENDIXES

Appendix 1: The (Radical) Left in Turkey 1920-2005

Abbreviation	Name	Translation	Founded-dissolved	Primary Ideological Orientation	Origins	Results in general elections
Dev Sol	Devrimci Sol	Revolutionary Left	1978-1993	Marxist-Leninist	Dev Yol	Illegal
Dev Yol	Devrimci Yol	Revolutionary Road	1977-1992?	Albania-oriented Maoist	THKP/C	Illegal
Dev-Genç	Devrimci Gençlik	Federation of the Revolutionary Youth of Turkey	1969-1971	Ideological leaders: Marx, Engels, Lenin, Mao, Castro and Che Guevara	Universities of Istanbul, Ankara, TIP members	Banned in 1971

DHKP/C	Devrimci Halk Kurtulus Partisi/ Cephesi	Revolutionary Peoples Liberation Front	1994-to date	Radical left	Dev Sol	Illegal
EMEP	Emeğin Partisi	Labour Party	1996-to date	Albanian-oriented Maoist	TDKP	0.17% in 1999. Alliance with DEHAP in 2002: 6.23% of the votes - no seats.
IP	İşçi Partisi	Workers Party	1992-to date	Maoist	TIKP	Received 0.22%, 0.18%, 0.51% in 1995, 1999 and 2002 respectively - no seats
MLKP	Marksist Leninist Komünist Partisi	Marxist Leninist Communist Party	1995-to date	Stalinist	TKP-ML	Illegal
ÖDP	Özgürlük ve Danyanişma Partisi	Freedom and Solidarity Party	1996-to date	Left socialist	TBKP, TKP, TSIP, Dev Yol	0.34 % in 2002. No parliamentary seats
SGB	Sosyalist Gençlik Birliği	Socialist Youngsters Union	1970-1980	Maoist	Dev-Genç	Illegal
TBKP	Türkiye Birlesik Komünist Partisi	United Communist Party of Turkey	1988-1994	Communist	TKP, TİP	Legal 1990-1991
TDKP	Türkiye Devrimci Komünist Partisi	Revolutionary Communist Party of Turkey	1980-to date	Ex Maoist, Stalinist, Albania-oriented	SGB	Illegal
THKP/C	Türkiye Halk Kurtulus Partisi ve Cephesi	Turkish People Liberation Front	1971-1972	Marxist-Leninist	Dev-Genç	Illegal

TİİKP	Türkiye İhtilâlcı İşçi Köylü Partisi	Revolutionary Workers and Peasants Party of Turkey	1971-1974	Beijing-oriented Maoist	Dev-Genç	Illegal
TİKB	Türkiye İhtilâlcı Komünistler Birliği	Revolutionary Communists Union of Turkey	1980-to date	Ex-Maoist, Stalinist	SGB	Illegal
TİKP	Türkiye İşçi ve Köylü Partisi	Turkish Workers and Peasants Party	1974-1992	Maoist	TİİKP	?
TİP	Türkiye İşçi Partisi	Turkish Workers Party	1961-1988	Marxist	Trade unionists	3 % in the elections of 1965, 15 parliamentary seats; 0.2 % Banned 1971-1974 and 1980-1988
TKİP	Türk Komünist İşçi Partisi	Turkish Communist Workers Party	1998-to date	Ex-Maoist, radical left	TDKP	Illegal
TKP	Türkiye Komünist Party	Communist Party of Turkey	2001-to date	Communist	Origin in SİP – Socialist Power Party	0.12% as SİP in 1999 and 0.19% in 2002. No parliamentary seats
TKP	Türkiye Komünist Party	Communist Party of Turkey	1920-1989	Communist, pro-Moscow	-	Operated illegally most of its existence
TKP-ML	Türkiye Komünist Party / Marsist - Leninist	Communist Party of Turkey / Marxist - Leninist	1972-to date	Beijing-oriented Maoist until Mao's death, Albania-oriented thereafter	TİİKP	Illegal

TSİP	Türkiye Sosyalist İşçi Partisi	Socialist Workers Party of Turkey	1974- re-founded in 1993	Communist	TİP	Legal
------	--------------------------------	-----------------------------------	--------------------------	-----------	-----	-------

1 This table is based on the websites: http://www.broadleft.org/tr_left_part_hist_diag.pdf, <http://www.broadleft.org/tr.htm>, <http://en.wikipedia.org/wiki/> accessed in May 2006; the following studies: Igor P. Lipovsky, *The Socialist Movement in Turkey 1960-1980* (Leiden: Brill, 1992); Ertekin Özcan, *Türkische Immigrantenorganisationen in der Bundesrepublik Deutschland* (Berlin: Hitit, 1992); Hugh Poulton, *Top Hat Grey Wolf and Crescent* (London: Hurst, 1997); DHKC, *Political Development in Turkey: The People on the Road to Power* (London: DHKC Information Bureau, 1998); Nedim Ögelman, 'Documenting and Explaining the Persistence of Homeland Politics Among Germany's Turks', *International Migration Review* 37, 1 (2003): 163-193. and interviews conducted by the author in Turkey and the Netherlands between 2003-2005.

Appendix 2 : List of other mentioned parties and organisations in Turkey and the Netherlands

Abbreviation	Turkish name	English Translation
AP	Adalet Partisi	Justice Party
ATTF	Avrupa Türk Toplumcular Federasyonu	European Federation of Turkish Socialists
AVEG-KON	Avrupa Ezilen Göçmenler Konfederasyonu	European Confederation of Oppressed Immigrants
CHP	Cumhuriyet Halk Partisi	Republican Peoples' Party
DEHAP	Demokratik Halk Partisi	Democratic Peoples Party
DİDF	Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu	Federation of Democratic Workers Associations
DİSK	Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu	Confederation of Progressive Trade Unions of Turkey
FED-KOM	Federasyona Komelên Kurd Li Holland FED-KOM	Federation of Kurdish Associations in the Netherlands
FİDEF	Federal Almanya İşçi Dernekleri Federasyonu	Federation of Turkish Workers Associations in the BRD
HTİB	Hollanda Türkiyeli İşçiler Birliği	Association of Turkish Workers
HTKB	Hollanda Türkiyeli Kadınlar Birliği	Turkish Women Organisation in the Netherlands
IOT	Inspraakorgaan Turken	Advisory Board of Turks
MHP	Milliyetçi Hareket Partisi	Nationalist Action Party

NTKVMD	Nederlands Turkije Komitee voor de Verdediging van Mensenrechten en Democratie	Dutch Committee for the Defence of Human Rights and Democracy
ÖDK	Özgürlük ve Danyanişma Koordinasyonu	ÖDP Solidarity Committee
ÖDK Avrupa	Özgürlük ve Danyanişma Koordinasyonu Avrupa	ÖDP Solidarity Committee Europe
ÖP	Özgürlük Partisi ÖP	Free Party
PKK	Partiya Karkari Kurdistan	Kurdistan Workers Party
SDP	Sosyal Demokratik Partisi	Social Democratic Party
SHP	Soysalistdemokrat Halk Partisi	Social Democrat Peoples Party
TAYAD	Tutuklu Hükümlü Aileri Yardımlaşma Derneği	Association for the Support of the Families of Prisoners
VEKSAV	Vardiya Kültür Sanat Vakfı	Foundation of the Culture and Art Vardiya

NOTES

1. Interview with a former Dev Yol activist in exile, Amsterdam, 6 October 2004.
2. An important party that originated in the leftist movement was the Kurdish party PKK. Since, Kurdish nationalism soon overshadowed leftist ideology of the PKK and the development of this party is a study an sich, the PKK is left out in this study.
3. HTİB archive International Institute for Social History (IISH), Amsterdam: <http://www.iisg.nl/archives/en/files/h/10751062.php>, accessed in May 2005.
4. The FİDEF brought together organisations in Europe that sympathized with the Turkish Kemalist party, CHP, and the confederation of socialist trade unions, DİSK. In those days DİSK attracted CHP as well as TKP followers. *Turkije Informatie* (1978) Regeringswisseling, *Turkije Informatie*. On the FİDEF inauguration congress representatives of DİSK and the CHP held speeches. The highlight of the event was a taped speech of the CHP leader Ecevit. *Turkije Infomatie* (1977) Verkiezingen en geweld. Vervolg dossier Grijze wolven, *Turkije Informatie*.
5. interview with HTİB chairman and former member of Dev Yol and the TKP, Amsterdam, 19 October 2004.
6. Interview with former TİP, TKP, DİSK, PKK, HTİB and HTKB member, Istanbul, 19 January 2004.
7. Ibid.
8. Interview with HTİB chairman and former member of Dev Yol and the TKP, Amsterdam, 19 October 2004.
9. HTİB archive International Institute for Social History (IISH), Amsterdam: <http://www.iisg.nl/archives/en/files/h/10751062.php>, accessed in May 2005.
10. Interview with DİDF chairman, Amsterdam, 15 July 2004.

11. Interview with HTİB chairman and former member of Dev Yol and the TKP, Amsterdam, 19 October 2004.
12. Ibid.
13. Interview with ÖDK NL chairman and former Dev Yol activist and HTİB chairman, Amsterdam, 6 October 2004.
14. Ibid.
15. Interview with ÖDP co-founder and member of the party assembly, Ankara, 11 November 2004.
16. Interview with ÖDK NL chairman, Amsterdam, 6 October 2004 and interview with ÖDP co-founder and member of the party assembly, Ankara, 11 November 2004.
17. Notes of meetings of ÖDP Europe: 4-5 January 2003, 8-9 May 2004 in Basel, Switzerland; 15-16 November 2003 in Paris, France; 31 January-1 February 2004 in Mainz, Germany. Received by email from ÖDP co-founder and member of the party assembly, November 2004.
18. Interview with ÖDK NL chairman, Amsterdam, 6 October 2004.
19. Interview with ÖDP co-founder and member of the party assembly, Ankara, 11 November 2004.
20. Interview with the coordinator of Bahadin committees in Europe and Turkey, advisor of mayor of Bahadin and former Dev Yol activist, Ankara, 11 November 2004.
21. Ibid.
22. Interview with DİDF chairman, Amsterdam, 15 July 2004.
23. Interview with EMEP chairman, Istanbul, 13 February 2005.
24. Interview with DEHAP Vice-President, Ankara 10 December 2004.
25. Interview with DİDF chairman, Amsterdam, 15 July 2004.
26. Ibid.
27. Interview with a journalist of *Evrensel*, Istanbul, 9 August 2003 and with DİDF chairman, Amsterdam, 15 July 2004.
28. Interview with a spokesman of Press Agency Özgürlük, Amsterdam 17 September 2004.
29. <http://www.dhkc.info/668.0.html>, accessed on 4 May 2006.
30. http://www.dhkc.info/DHKC_International.435+M5682345ee0c.0.html and <http://www.dhkc.net>, accessed on 14 April 2006.
31. Interview with *Grup Yorum* representative, Istanbul, 8 January 2005.
32. Personal communication with delegate from the UK at TAYAD demonstration in Brussels, 21 October 2004.
33. Interview with a volunteer for the *Anadolu Kultur Merkezi*, Rotterdam, 6 October 2004.
34. Ibid.
35. Interview with a spokesman of Press Agency Özgürlük, Amsterdam 17 September 2004.
36. Press Release 'Tayad stuurt brief naar Tweede Kamer', TAYAD Komite, 13 November 2001.
37. Interview with a volunteer of the *Anadolu Kultur Merkezi*, Rotterdam, 6 October 2004.
38. Observations of the author during TAYAD demonstration in Brussels, 21 October 2004.
39. *Hayat ve Sanat* invitation, Den Haag, 8 October 2005.
40. See also http://thecaravan.org/files/caravan/Berber_de.pdf, accessed in May 2006.
41. Observations of the author at *Keer het Tij* demonstration, The Hague, 24 September 2005. See also the list of member organisations at: <http://www.keerhettij.nl/organisaties.htm>, accessed in April 2007.

ABSTRACTS

This article examines evolution of migrants' organisational transnational ties with political parties of the Turkish radical left in the Netherlands since the 1970s. It shows that trajectories of transnationally orientated migrant organisations with a shared political orientation differ substantially from each other. Some lose their radical edge over the years whereas others do not. The factors that existing literature commonly identifies as shaping transnational political involvement —migration motives, political opportunity structures in the receiving country and the (former) homeland, and migrants' length of stay— are insufficient to understand this pattern. They apply to the whole Turkish left in similar measure and therefore cannot account for variation within this political stream. Explanations for the changes in patterns of transnational political ties over time hence need to look further. This article argues that migrant organisations only become true migrant organisations once their sister organisation in the homeland has chosen a political path that has made support from abroad obsolete. Instead of assuming that homeland political opportunities similarly affect all groups, we need to ask how specific groups —even within a comparable political stream— are included or excluded from homeland political participation. Finally, this article shows, that —contrary to what is generally assumed— in this case there is no indication that maintaining interest in homeland politics today hinders political integration or threatens Dutch democracy.

Cet article examine l'évolution des liens transnationaux des organisations migrantes avec les partis politiques de la gauche radicale aux Pays-Bas depuis les années soixante-dix. Il montre la diversité des trajectoires des organisations migrantes orientées de manière transnationale : certaines perdent leur caractère radical contrairement à d'autres qui le maintiennent. Nombre de facteurs déterminent, selon la littérature, l'engagement politique transnational : les raisons à l'origine de la migration, la structure des opportunités politiques dans le pays de résidence et dans le pays d'origine et la durée de séjour des migrants. Toutefois ces facteurs ne permettent guère d'expliquer la diversité des trajectoires, puisqu'ils concernent de la même manière toute la gauche turque et, dès lors, ne peuvent rendre compte des différences à l'intérieur de ce courant politique. Les raisons de ces changements sont à chercher ailleurs. L'analyse montre que les organisations migrantes ne deviennent des véritables organisations de migrants que lorsque leur organisation parallèle au pays d'origine a pris une option politique qui ne rend plus nécessaire un soutien de l'étranger. Au lieu de considérer que les opportunités politiques du pays d'origine concernent tous les groupes, l'on doit s'interroger sur la manière, dont certains groupes, appartenant parfois au même courant politique, sont inclus ou exclus de la participation politique dans le pays d'origine. Enfin l'article montre que contrairement à une opinion largement partagée, il n'y a guère d'indications selon lesquelles un intérêt soutenu dans le devenir politique du pays d'origine est un frein à l'intégration politique et constitue une menace pour la démocratie aux Pays-Bas.

Ese artículo observa la evolución de los lazos transnacionales de las organizaciones migratorias con los partidos políticos de la izquierda radical turca en los Países Bajos desde los años setenta. Muestra que las trayectorias de organizaciones de migrantes con orientación transnacional pueden discrepar fuertemente entre ellas. Algunas pierden su carácter radical con el paso del tiempo mientras otras no. Los factores explicativos del compromiso político transnacional sobresalientes en la literatura — motivos de migración, estructuras de oportunidad política en los países de origen y de acogida, y la duración de la estancia — no son suficientes para entender ese fenómeno. Se aplican de la misma forma a la totalidad de la izquierda turca de suerte que no nos permiten entender las variaciones que ocurren dentro de esa corriente política. Para entender

los cambios en las redes políticas transnacionales con el tiempo, hay que buscar otro tipo de esclarecimientos. Mostramos que las organizaciones de migrantes se vuelven verdaderas organizaciones de migrantes una vez que la organización gemela del país de origen escoge una vía política que hace inútil cualquier asistencia de afuera. En vez de asumir que se dan las mismas oportunidades políticas a todos los grupos, debemos preguntarnos como grupos específicos — aunque de la misma corriente política — puedan participar o no a la política en su país de origen. Y, finalmente, mostramos que al revés de lo que se pretende, no tenemos elementos para apoyar la idea que el interés mantenido en la política del país de origen sea un obstáculo a la integración o una amenaza a la democracia holandesa.

AUTHOR

LIZA M. NELL

Lecturer Cultural Anthropology and Development Sociology - University of Leiden; Fellow of the institute for Migration and Ethnic Studies - University of Amsterdam L.M.Nell@uva.nl

Notes de recherche

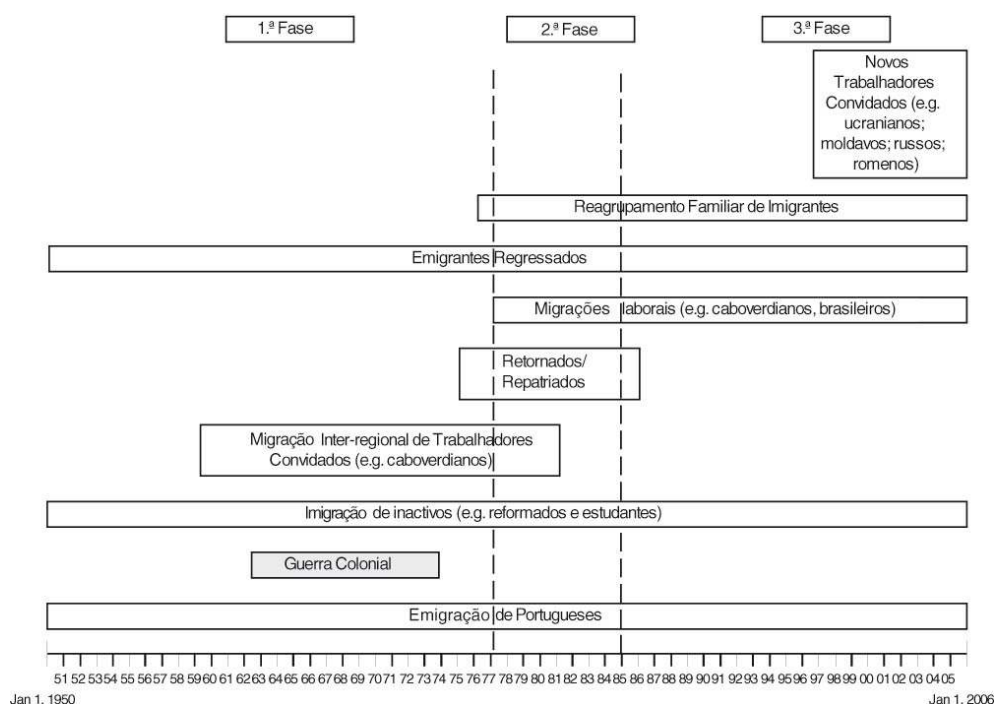
Pratiques transnationales des Capverdiens au Portugal et des Portugais en Suisse

José Carlos Marques et Pedro Góis

Le Portugal, un pays d'émigration et d'immigration

- 1 Il est bien connu que le Portugal a une longue tradition d'émigration et une courte histoire d'immigration. Mais ce qui est moins connu, c'est que, depuis quelques décennies, ces deux flux migratoires coexistent. Ils sont imbriqués d'une manière originale et l'évolution de l'un et de l'autre se déroule de façon concomitante. La figure suivante résume les phases des migrations au Portugal au cours des dernières décennies.

Figure 1 : Différentes phases et types des migrations au Portugal



- 2 Le système migratoire européen et le système migratoire lusophone fonctionnent comme des vases communicants (Góis et Marques, 2006). Il s'agit en outre de mouvements migratoires qui présentent quelques similitudes au niveau de l'insertion sur le marché du travail dans les pays de destination, du mode de migration et de la durée du séjour dans le pays d'accueil. Ces facteurs ont été identifiés comme étant associés au développement de certaines formes de liaison des migrants avec leurs pays d'origine. Finalement, il est à souligner dans le contexte du présent texte, qu'ils présentent des caractéristiques semblables en ce qui concerne les domaines, les types et l'intensité des pratiques qu'ils développent, notamment, par rapport au pays d'origine et/ou avec des pays tiers.
- 3 Cet article a pour objectif de présenter les différentes formes de rapport des migrants à leur pays d'origine, en identifiant celles qui peuvent être considérées comme des activités transnationales¹. L'analyse des deux mouvements migratoires, de leurs ressemblances et différences dans diverses sphères de la vie est un préalable nécessaire à l'identification des pratiques transnationales développées par les groupes de migrants étudiés. Le contexte dans lequel les flux migratoires ont lieu et l'ampleur du mouvement influencent l'émergence et l'évolution de ces pratiques : ainsi, cet article commence par présenter brièvement l'histoire et la dynamique des deux migrations. Après une discussion de la notion de transnationalisme, nous portons notre attention sur la description des activités réalisées par les migrants et observées entre 2005 et 2007, en établissant une liaison entre les deux flux migratoires et en les faisant dialoguer entre eux. Enfin nous dressons un bilan des formes de transnationalisme relevées sur le terrain et nous nous interrogeons sur les limites d'une approche qualitative synchronique pour l'étude des pratiques transnationales et nous plaçons pour une perspective comparée, s'appuyant sur des outils qualitatifs et quantitatifs simultanément.

Caractéristiques générales de l'immigration capverdienne au Portugal et des Portugais en Suisse

L'immigration portugaise en Suisse

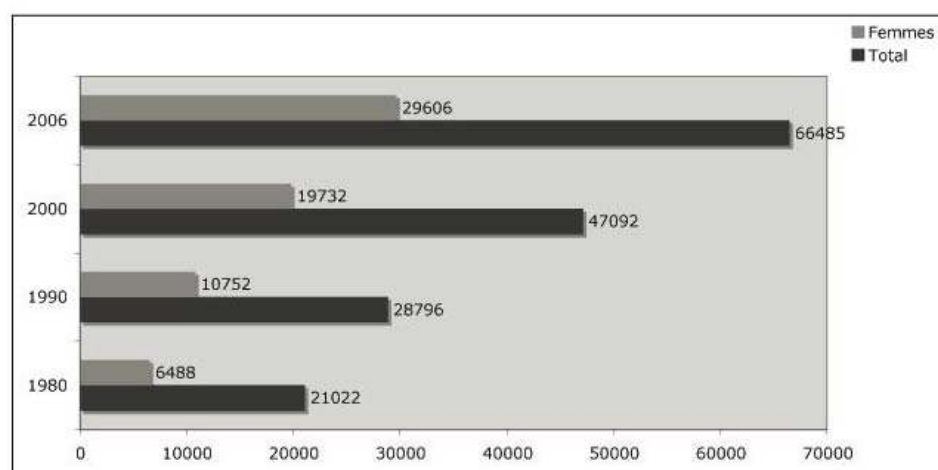
- 4 Au cours de la vague migratoire portugaise vers les pays industrialisés de l'Europe, qui a eu lieu dans les années 1960 et au début des années 1970, la Suisse n'est apparue que très marginalement comme destination pour les émigrants portugais². Cette situation a changé significativement à partir du milieu des années 1980, lorsque ce pays est devenu la première destination pour les émigrants portugais (Marques, 2006). Entre 1984 et 2006, le solde migratoire des Portugais qui sont entrés en territoire helvétique avec un permis de séjour annuel ou permanent a été de 118 419 individus (Marques, 2008)³.
- 5 Suite à cette immigration, les Portugais sont devenus la troisième communauté d'étrangers résidant en territoire helvétique, après les Italiens et les Serbes⁴. À la fin de décembre 2006, 173 477 Portugais résidaient en Suisse, dont 122 935 (70,8 %) étaient porteurs d'une autorisation d'établissement. La politique migratoire suisse traditionnellement axée sur la rotation de la main-d'œuvre n'a laissé aux émigrants portugais que l'option d'une migration saisonnière qui ne s'est transformée que lentement en une immigration permanente.
- 6 Les migrants portugais en Suisse présentent certaines caractéristiques semblables à celles des migrants portugais qui, dans les années 1960 et au début des années 1970, se sont installés dans d'autres pays industrialisés de l'Europe du Nord : à savoir un flux de main-d'œuvre composé essentiellement de jeunes travailleurs. Toutefois, contrairement au courant migratoire intra-européen précédant la crise pétrolière et économique de 1973/74, le flux migratoire vers la Suisse a toujours présenté une forte composante féminine qui est indépendante du processus du regroupement familial. L'insertion des immigrés portugais dans les secteurs d'emploi fortement dépendants de la main-d'œuvre étrangère (bâtiment, hôtellerie et restauration) et le manque conjoncturel d'emploi au Portugal confortent l'hypothèse qu'il s'agit, comme pour l'émigration des années 1960 et 1970, d'un transfert international de main-d'œuvre qui, cependant, s'étend maintenant aux deux sexes. Dans ce sens, la migration féminine devient plus visible et diversifiée dans la mesure où elle est tout autant migration de travail que mouvement lié au regroupement familial. Les femmes apparaissent comme des protagonistes actives de la migration, donnant lieu à des formes migratoires considérées généralement comme marginales par rapport à un modèle migratoire dominant, où la migration féminine est subordonnée à la migration masculine.
- 7 Les projets migratoires des émigrants portugais en Suisse sont, dans la perspective de ceux-ci, considérés, généralement, comme temporaires et orientés vers leur pays d'origine. C'est cette « orientation vers l'origine » qui structure les rapports sociaux et les activités économiques des émigrants, en déterminant un vécu spatialement et temporellement bipolaire. Premièrement, les migrants se trouvent pris entre deux espaces géographiques où leurs projets personnels s'organisent. Au plan économique, le rapport entre ces deux espaces (le pays de destination et le pays d'origine) se fonde sur le salaire, perçu en territoire helvétique, et sur l'épargne destinée à rendre possible la consommation dans le pays d'origine. En outre, la nature instrumentale de la migration (considérée comme une source de financement des projets individuels et familiaux de l'émigrant), réactive constamment la distinction entre le présent (le temps

migratoire) et l'avenir (le temps du retour), et exerce par là même une influence décisive sur l'insertion des Portugais dans la société helvétique. D'une part, elle réduit les efforts d'intégration des émigrants : le caractère provisoire de la migration ne justifie pas, selon le point de vue rationnel de l'émigrant, un plus grand engagement avec la population locale, ni l'apprentissage de la langue et des mœurs en vigueur dans la société d'accueil. D'autre part, le raisonnement économique sous-jacent à la définition du projet migratoire comme transitoire amène l'émigrant à essayer de maximiser son gain lors de son séjour en territoire helvétique. La réalisation d'heures supplémentaires, le pluri emploi et le changement fréquent d'emploi sont des exemples de comportements adoptés par les émigrants avec l'intention de rentabiliser financièrement leur séjour en Suisse (Marques, 2006).

Les migrants capverdiens au Portugal

- 8 Les origines de l'immigration capverdienne au Portugal peuvent être trouvées dans les années 60, quand un nombre significatif de travailleurs capverdiens migrent vers celle qui était, alors, la métropole pour travailler dans le secteur minier, le bâtiment et les travaux publics. Ces Capverdiens sont embauchés au Portugal comme main-d'œuvre de substitution, pour remplacer la main-d'œuvre locale émigrée vers d'autres pays européens (ex. : la France ou l'Allemagne) ou pour compenser l'absence des soldats envoyés combattre la guerre coloniale. À leur manière, ils ont fonctionné comme des travailleurs invités et remplacé les émigrants portugais, qui sont devenus des *guest-workers* dans les pays de l'Europe Centrale ou du Nord. Ces immigrants originaires du Cap-Vert se sont insérés dans les secteurs de l'économie qui, à cette époque-là, étaient les plus dépourvus de main-d'œuvre, à savoir pour la plupart dans le secteur du bâtiment et travaux publics. La population capverdienne se concentre dans les districts de Lisbonne et de Setúbal, qui à eux seuls réunissent le 85-90 % environ de la population capverdienne résidant au Portugal.

Figure 2 : Citoyens capverdiens légalement résidant au Portugal 1980-2006



Source : Estatísticas Demográficas Sef. * 2006 nombres non définitifs. Il faut en 2006 additionner les 8 574 Permis de séjour.

- 9 Les Capverdiens d'origine et leurs descendants nés au Portugal constituent un groupe hétérogène résultant d'une somme de flux successifs, ayant chacun une histoire propre d'insertion socio-économique. Si, comme nous avons vu, le premier flux date des années 1960, c'est au cours des décennies postérieures que la communauté s'est développée. Dans les années 70, l'indépendance des colonies portugaises en Afrique produit un important mouvement de rapatriement vers la métropole, qui intéresse également les Capverdiens. Parmi eux nombreux sont ceux qui ont la nationalité portugaise⁵. Ils se concentrent dans la région métropolitaine de Lisbonne et, d'une façon générale, ils s'insèrent sur le marché du travail, généralement dans des secteurs comme le bâtiment et les travaux publics, les services de nettoyage industriel et/ou domestique ou le colportage. Ce mouvement migratoire constitue la deuxième vague des migrations capverdiennes vers le Portugal. La troisième vague commence dans les années 1980 et, d'une certaine manière, elle inaugure une nouvelle phase dans l'immigration au Portugal, marquée par une forte prédominance des flux internationaux de travail sur les mouvements liés au regroupement familial. Les caractéristiques de l'insertion dans l'espace et le travail n'ont pas changé ; cette troisième vague est caractérisée par un équilibre entre les sexes dans l'immigration capverdienne, qui se maintient jusqu'à aujourd'hui.
- 10 L'immigration capverdienne vers le Portugal synthétise d'une manière particulièrement précise la complexité du processus post-colonial et la transition du Portugal à un pays aussi d'immigration. Depuis quelques décennies, cette immigration réunit des types distincts de migrants qui, dans leur totalité, ne forment pas une communauté homogène ; il s'agit plutôt d'un ensemble qui reproduit au Portugal les différentes structures de classe, de statuts, d'âge, de sexe, etc. du pays d'origine. Le nombre de migrants capverdiens (et leurs descendants) résidant au Portugal est mal connu, mais il est, évidemment, supérieur au nombre d'individus de nationalité capverdienne résidant au Portugal : on peut l'estimer entre 100 000 et 200 000 individus, si l'on prend en compte ceux qui sont nés au Cap-Vert, ceux qui détiennent la nationalité capverdienne et les descendants de Capverdiens. Les projets migratoires des immigrants capverdiens au Portugal sont, dans la perspective de ceux-ci, considérés, généralement, comme temporaires à long terme et orientés vers le retour à leur pays d'origine seulement après la retraite. Toutefois, en pratique, le Portugal finit par fonctionner comme un lieu d'installation définitive et même comme un lieu de retraite pour beaucoup de Capverdiens qui, lorsqu'ils quittent la vie active dans les pays européens où ils étaient immigrés, préfèrent s'installer au Portugal au lieu de rentrer au Cap-Vert de façon permanente (Moldes-Farelo, s.d.).

Transnationalisme : vieilles ou nouvelles pratiques ?

- 11 Au cours des deux dernières décennies, plusieurs auteurs ont réfléchi sur le transnationalisme⁶ en tant que phénomène émergent ou comme un fait classique des migrations qui prend actuellement une prépondérance plus grande qu'aux époques précédentes (Itzigsohn et Saucedo, 2002). L'usage d'expressions telles que « communautés transnationales », « pratiques transnationales », « immigrants transnationaux » s'est généralisé, dans la plupart des cas, sans un support empirique suffisamment étayé. Malgré cela, l'importance que ce nouveau regard sur les migrations et les immigrants a pris graduellement ne peut être nié pour la

compréhension des mouvements migratoires contemporains, basée, cette fois, sur une logique d'analyse multidirectionnelle complexe. En fait, au cours des deux dernières décennies, on a assisté à un changement dans le paradigme de l'étude des migrations, l'analyse des communautés d'immigrants et leurs descendants et la façon dont ils interagissent avec les sociétés où ils s'insèrent. Le modèle du transnationalisme oblige à la transformation d'une logique d'analyse de relations unidirectionnelles simples (origine-destination, migration de retour, (re)groupement familial, migrations temporaires ou définitives, etc.) à une autre, plus complexe, qui comprend des migrations circulaires, la réémigration, les transmigrations, les migrations transfrontalières, les communautés transnationales, les pratiques transnationales, etc.

- 12 Si l'on ne dispose que d'exemples isolés et limités de transnationalisme, cela est dû au fait que le concept a été élaboré avant tout à l'intérieur de la discipline anthropologique⁷ qui privilégie les études de cas⁸. Ces exemples sont déjà suffisants pour construire des typologies préliminaires et pour créer de nouvelles catégorisations, mais ils ne permettent pas d'évaluer l'étendue et l'évolution du transnationalisme en tant que fait social. D'autre part, le fait que les pratiques transnationales sont, selon la plupart des études réalisées, surtout un phénomène de la première génération des migrants et qu'elles diminuent ou disparaissent au cours des générations suivantes transforme le transnationalisme en une étape intermédiaire du processus d'assimilation. Finalement, le transnationalisme ne semble pas être un nouveau phénomène⁹, mais il apparaît comme différent du « vieux » transnationalisme à cause de l'influence de la mondialisation (Foner, 1997).
- 13 La réduction de la dimension relative du monde, qui résulte de la contraction des distances-temps et des distances-coûts et la facilitation des flux de communication permettent aux migrants de maintenir un contact plus fréquent et plus dense avec les régions d'origine dans une nouvelle géographie multipolaire. Dans ce nouveau mode d'organisation, un réseau de réseaux, le lieu, la région ou le pays d'origine joue un rôle de référence centrale, réelle ou imaginaire, mais la logique des relations et des processus sociaux devient plus complexe, dans la mesure où chaque lieu du réseau se rapporte soit au point d'origine, soit à d'autres lieux de destination (Malheiros, 2001). D'autre part, le potentiel de contacts, d'échanges et de multi dépendances s'intensifient et se démocratisent, une fois qu'un nombre croissant d'individus peuvent y accéder plus facilement.
- 14 Si nous nous limitons au concept de « pratiques transnationales » et à sa construction en tant qu'objet dans les sciences sociales, il semble qu'il y a encore quelques lacunes du point de vue des apports théoriques qui se traduisent par une absence relative de connaissance empirique sur les pratiques transnationales.
- 15 Les études de cas réalisées sur différents groupes migrants révèlent que souvent seul un nombre restreint de migrants s'engage dans des pratiques transnationales dans le cadre économique ou politique alors que la grande majorité ne s'y engage qu'occasionnellement. De façon complémentaire, certaines études ont exploré le rapport entre les migrations et le développement, en définissant leur caractéristique transnationale comme un produit du capitalisme avancé ; il exerce son influence sur les pays non industrialisés ou périphériques, en les faisant dépendre des envois d'argent des émigrants eux-mêmes ; ces liens entre le pays de destination et le pays d'origine tissent de nouvelles relations de dépendance.

- 16 La discussion entre différentes activités attribuées au transnationalisme des immigrants est polarisée entre les pratiques « *from below* » et les pratiques « *from above* » (Smith et Guarnizo, 1999). Dans nos recherches, nous avons choisi une division entre les pratiques transnationales collectives et les pratiques transnationales individuelles, toutes les deux pouvant être génériquement caractérisées comme « *from below* ». Les acteurs transnationaux (individuels ou collectifs) développent des formes actives de participation à des processus économiques, politiques, civiques et culturels dans le lieu, la région ou le pays d'origine, ainsi que dans le lieu, la région ou le pays de destination. Nous excluons de notre analyse la dimension symbolique, celle qui unit émotionnellement les différents individus aux lieux distincts où ils ont été socialisés, souvent mentionnés comme un lien permanent. Nous tenons compte toutefois du fait que cette liaison symbolique se traduit par des consommations spécifiques : gastronomie, danse, littérature, musique, tenues et modes vestimentaires, etc., qui relient l'origine et la destination (et, parfois, d'autres noyaux migratoires) et ce sont celles-ci qui sont vraiment capables de constituer des pratiques transnationales. À travers ces consommations, il devient possible de créer des univers symboliques transnationaux, des « communautés de sentiments », des identités prospectives, un partage de goûts, de plaisirs et d'aspirations (Appadurai, 1996) qui, à leur manière, relient le lieu, la région ou le pays d'origine au lieu, région ou pays de destination. Les pratiques transnationales détectées se distribuent selon des sphères distinctes (politique, culturelle, économique, etc.) ; les frontières entre elles étant, parfois, fluides et l'attribution d'une certaine pratique à l'une ou l'autre sphère étant sujette à discussion.

Pratiques transnationales concrètes des immigrants : les Portugais et les Capverdiens

- 17 Le transnationalisme n'est pas un phénomène récent ni pour les Capverdiens (Meintel, 2002) ni pour les Portugais. C'est un phénomène qui a des racines dans l'émigration du début du ^{xx}e siècle pour des raisons de travail des deux pays, qui a maintenu certaines de ses pratiques traditionnelles au cours du siècle et qui, d'une certaine façon, s'est renouvelé avec les outils que la mondialisation a mis à sa disposition. La plupart de ce type de pratiques est aussi observable parmi les émigrants portugais, même si elles présentent des caractéristiques et des degrés d'intensité différents selon les différents flux de l'émigration portugaise. Dans le cas des émigrants portugais résidant dans les pays européens, on peut penser que l'intensification des liens sociaux, culturels et économiques avec leur pays d'origine a entraîné, au cours du temps, le développement d'un ensemble de pratiques qui peuvent, actuellement, être classées comme « transnationales ». Il s'agit, pour l'essentiel, d'un ensemble d'activités basées sur l'entretien de contacts plus ou moins réguliers entre les émigrants et, surtout, leurs lieux ou régions d'origine, facilités par la communication presque instantanée que les nouvelles technologies de l'information permettent. La définition de ces pratiques comme transnationales devient particulièrement évidente si nous adoptons une définition englobante de transnationalisme, telle que celle que Grosfoguel et Cordero-Guzmán suggèrent ; elle comprend soit les migrants qui entretiennent des relations multiples à travers une forte circulation physique entre le pays d'origine et le pays de destination, soit ceux qui entretiennent ces relations par d'autres moyens (l'envoi

d'argent, l'envoi de biens, les contacts avec le pays d'origine, etc.) (Grosfoguel, 1998). Au fond, il s'agit d'élargir la définition de transnationalisme proposée par Vertovec :

« The actual ongoing exchanges of information, money, or resources, as well as regular travel and communication, that members of a diaspora may undertake with others in the homeland or elsewhere within the globalised ethnic community. Diasporas arise from some form of migration, but not all migration involves diasporic consciousness; all transnational communities comprise diasporas but not all diasporas develop transnationalism » (Vertovec, 2001).

Pratiques transnationales dans la sphère économique

- 18 Si l'on considère les relations des Capverdiens avec leur pays d'origine, via téléphone/ téléphone portable, lettre, e-mail, envois financiers ou autres et envoi de colis, il apparaît que la grande majorité des immigrants capverdiens au Portugal est engagée dans des activités transnationales occasionnelles. Parmi celles-ci, on relève, parce que plus faciles à quantifier, les envois financiers formels destinés à l'entretien des familles restées dans l'archipel¹⁰. Cependant, un pourcentage élevé de ces envois dépend d'autres acteurs transnationaux (le « bon porteur » de lettres, le parent ou le compatriote qui transporte un colis) dans une intéressante double pratique transnationale. Ces pratiques sont duelles et complémentaires entre le formel et l'informel, les secondes pouvant être identifiées, mais non pas quantifiées. Les envois de fonds des émigrants constituent un facteur très important pour l'équilibre économique de beaucoup de familles au Cap-Vert tout en participant à la réduction du déficit de la balance des paiements courants de l'archipel. L'évolution de ces envois financiers formels peut être analysé dans le tableau suivant, en comparant différents pays. Le Portugal, au cours des dernières années, est devenu le principal pays de provenance d'envois d'argent pour le Cap-Vert.

Tableau 1 : Pratiques transnationales des émigrants portugais et capverdiens

	Capverdiens Individuelles/ Familiales	Collectives	Portugais Individuelles/ Familiales	Collectives
Sphère économique	- Envoi d'argent et investissement (habitation, affaires et terrains) - Envoi de biens divers - Emprunts dans le cadre familial - Versements bancaires dans le pays d'origine - Envoi de billets d'avion ou aide à l'achat	- Organisation de fêtes religieuses, de festivals musicaux	- Envois d'argent, - Investissements immobiliers, activités d'entreprise	- Initiatives sporadiques de collecte de fonds pour des projets locaux dans le pays d'origine (des fêtes, la rénovation de l'église, etc.)

Sphère socioculturelle	- Pratique de la langue maternelle (créole capverdien) ; - Bilinguisme - Consommation de musique capverdienne ; - Émigration et retour - Visites régulières - Associationnisme (coopération et échange) - Visites aux familles [et aux compatriotes] dans des pays tiers	- Circulation de musiciens et de musique - Circulation d'écrivains et de littérature - Création de maisons d'édition musicale - Organisation et participation à des tournois sportifs de base - Mariages mixtes	- Pratique de la langue du pays d'origine, fréquentation des cours de langue et culture portugaise par les enfants des émigrants	- Associations d'émigrants - Consommation de produits médiatiques portugais
Sphère politique	- Participation électorale réduite, participation sporadique à des activités politiques	- Circulation de candidats aux élections du Cap-Vert (cercles d'émigration) : - Organisation extérieure des partis du Cap-Vert ; - Organisation des congrès dans le cadre de la diaspora	- Participation électorale réduite, participation sporadique à des activités politiques	- Partis politiques portugais avec des représentants en Suisse - Structures d'État (Consulats, Ambassades)

Sphère de l'Information/Communication	- Contacts personnels sur l'Internet (e-mail, programmes du type messenger) - Création de sites, blogs, etc. - Utilisation d'espaces d'échange (youtube, my space, etc.) - Correspondance, appels téléphoniques et envois de SMS - Recherche de liaisons ancestrales		- Peu de sites portugais en Suisse (quelques sites personnels ou des Journaux dirigés aux émigrants portugais) - Nombre limité de blogs - Appels téléphoniques	
---------------------------------------	--	--	--	--

- 19 Les virements bancaires pour l'achat de terrains ou d'habitation est la principale pratique transnationale. De façon complémentaire, les versements aux banques du pays ont encore un certain poids, mais d'autres investissements, comme la construction d'une maison ou l'investissement dans l'immobilier, le commerce ou l'industrie ont un poids moindre. Quelques exemples d'investissement dans des affaires de portée locale (des entrepreneurs qui s'engagent dans le marché des actions, débutant du Cap-Vert, la création d'entreprises ou des joint-ventures avec des entreprises locales) apparaissent mais ils ne sont pas généralisables. Récemment, des domaines d'affaires spécifiques ont été créés (banques ou entreprises de promotion immobilière) destinées à capter l'épargne des Capverdiens à l'extérieur (fonds d'investissement dans le tourisme et l'immobilier, acquisition de logement locatif), mais les effets sont encore limités.
- 20 Comme pour les Capverdiens du Portugal, la plupart des émigrants portugais en Suisse participe à des pratiques transnationales à caractère économique, en particulier, celles qui relèvent de l'envoi d'argent au pays via leurs comptes bancaires, pour l'investissement immobilier ou pour le soutien de la famille restée au pays (particulièrement, pour le conjoint, les enfants ou les parents). Contrairement à ce qui se passe dans le cas des Capverdiens, l'argent est envoyé en général par des voies formelles (les banques et les bureaux de poste), les banques portugaises ayant développé un réseau d'agences et de représentants actifs sur le territoire helvétique et spécialisé dans l'acheminement de l'épargne des émigrants vers leurs comptes bancaires au Portugal¹¹.
- 21 Les envois financiers destinés à l'investissement immobilier méritent une attention particulière. Ce type d'investissement a connu une croissance importante depuis la fin des années 1990, en partie à cause de l'action des agents immobiliers portugais, qui se sont déplacés en Suisse avec l'intention d'attirer les investissements des migrants dans les projets d'urbanisation en chantier. Dans un grand nombre de cas, la motivation sous-jacente à ces investissements est de nature économique, car elle vise l'utilisation de l'épargne dans des produits offrant une meilleure rémunération du capital investi

que les versements bancaires traditionnels. Malgré l'importance des deux pratiques que nous venons de mentionner dans la constitution d'espaces sociaux et économiques où les migrants relient leur pays d'origine à leur pays de destination, les envois financiers dominant chez les immigrants capverdiens au Portugal ainsi que chez les Portugais en Suisse.

- 22 Les pratiques transnationales dans la sphère économique des émigrants portugais en Suisse sont encore évidentes dans un ensemble de secteurs économiques fortement dépendants de l'importation de différents types de biens portugais (les biens alimentaires, les livres, les CD/DVD, les meubles, les produits de décoration, les agences de voyage, etc.). La nature de ces activités, et le besoin d'exercer un contrôle effectif sur les produits à importer, impliquent des voyages fréquents entre la Suisse et le Portugal et l'entretien d'une relation de proximité avec les producteurs et les fournisseurs des produits.
- 23 Les pratiques que nous venons de mentionner montrent comment les migrants contribuent à la constitution d'espaces sociaux et économiques reliant leur pays/région d'origine au pays d'accueil. Il s'agit d'activités qui, en général, sont assez régulières. Elles sont individuelles et familiales essentiellement et ne vont pas au-delà des membres du réseau familial du migrant. Des activités qui impliquent un réseau plus étendu d'acteurs et qui cherchent, à travers une action collective, à contribuer au développement du pays/région d'origine ou à soulager les effets des désastres naturels (comme les incendies ou les inondations) sont moins fréquentes et sont peu structurées.

Pratiques transnationales dans la sphère socioculturelle

- 24 Alors que la culture n'a pas été considérée comme une variable explicative dans la sociologie des migrations, c'est toutefois dans la sphère culturelle que les pratiques transnationales des migrants portugais ou capverdiens sont visibles. L'entretien des liens avec le pays d'origine se fait surtout à travers l'utilisation de la langue d'origine, la gastronomie, la consommation ou la musique, les médias ou la littérature du pays d'origine qui sont valorisés autant si non plus que ceux du pays d'accueil.
- 25 En ce qui concerne les pratiques transnationales des Capverdiens au Portugal, la dynamique des productions et/ou des consommations culturelles est peut-être, l'aspect le plus saillant du transnationalisme capverdien. Malgré sa population réduite, le Cap-Vert est un pays qui a une visibilité musicale élevée. Des artistes capverdiens sont connus dans le cadre de la « *world music* ». Ils circulent entre les pays ou les villes qui accueillent des immigrants capverdiens (Esteves et Caldeira, 2001). Les producteurs et les consommateurs peuvent se trouver, de manière indifférenciée, au Portugal, au Cap-Vert ou dans d'autres pays¹². Une grande partie de la production musicale d'origine capverdienne est réalisée par des personnes d'origine capverdienne qui vivent en dehors du Cap-Vert (Cidra, 2005) ; la production et la consommation de musique capverdienne relèvent de pratiques transnationales de haute intensité (Góis, 2006). Lisbonne est une scène importante de pratiques culturelles qui se prolongent dans d'autres domaines, comme celui de la langue. En rendant possible une interaction entre des cultures locales d'où viennent les immigrants et les cultures des lieux d'installation, la musique, mais aussi la langue dans une moindre mesure, permet de comprendre la logique du transnationalisme comme un territoire unique d'action sociale où les

immigrants se meuvent dans différentes cultures et systèmes sociaux (Brettell et Hollifield, 2000).

- 26 Les Portugais en Suisse ont plutôt tendance à consommer des produits médiatiques portugais : la télévision, mais aussi une certaine presse et des journaux sportifs. L'existence d'une chaîne publique portugaise, dont les émissions sont destinées aux communautés portugaises dans le monde, ainsi que l'abonnement à un service de télévision émis par satellite, ont élargi les opportunités des Portugais à l'extérieur de maintenir et d'intensifier, bien qu'en qualité de récepteurs, les liens avec leurs pays d'origine. Les trois moyens de communication, télévision, radio et journaux, semblent, à des degrés divers, susciter l'intérêt de la première génération d'émigrants portugais, tandis que les choix médiatiques des jeunes issus de la migration s'orientent plutôt vers des produits médiatiques plus attractifs pour leur groupe d'âge, indépendamment de l'origine nationale et de la langue dans laquelle ils sont transmis. Comme plusieurs interviewés l'ont dit, l'ensemble des activités développées par les associations d'émigrants ayant pour objectif de maintenir les liens avec le Portugal¹³ continuent à avoir une certaine importance pour la première génération d'émigrants, alors qu'elles n'attirent plus la deuxième génération¹⁴. La multiplication des lieux qui offrent des activités similaires à celles qui n'étaient offertes auparavant que par les associations ont contribué à la diminution de leur rôle dans le maintien des liens avec le pays et réduit la participation des Portugais à la vie associative.

Pratiques transnationales dans la sphère politique

- 27 Pouvoir élire et être élu, participer politiquement dans le pays d'origine et dans le pays de destination, influencer des décisions dans deux États est un défi qui peut se concrétiser dans différents types de pratiques transnationales. Les Capverdiens résidents au Portugal illustrent le déficit de participation, et l'on notera qu'aux récentes élections présidentielles et législatives au Cap-Vert, celle-ci a été faible, d'une part, parce qu'il y a peu d'inscrits et d'autre part parce que le niveau d'abstention a été élevé.
- 28 La participation politique au Portugal est de deux ordres : soit les Capverdiens ont la nationalité portugaise et ils jouissent d'une pleine participation électorale, soit ils ne l'ont pas, et à condition qu'ils aient un permis de séjour, ils peuvent participer aux élections locales. Le faible niveau de participation aux dernières élections a été notable. L'analyse des entretiens réalisés confirme la faible mobilisation des Capverdiens qui est en porte-à-faux par rapport à la valeur symbolique et aux potentialités de ce type de pratiques transnationales¹⁵.
- 29 Comme pour les Capverdiens, les signes de l'existence des pratiques transnationales dans la sphère politique sont très limités chez les émigrants portugais en Suisse et restent circonscrits le plus souvent à un ensemble réduit d'émigrants politiquement actifs. L'intérêt des émigrants pour les questions politiques nationales et/ou locales est peu important. La participation électorale aux élections portugaises (parlement national et élections présidentielles)¹⁶ est faible. Malgré ce manque d'intérêt, il est possible de constater une augmentation relative de l'engagement dans les affaires de la politique nationale lorsque les thèmes en discussion sont directement liés aux communautés émigrantes¹⁷.

- 30 Le faible engagement des Portugais dans des activités politiques dirigées vers leur pays d'origine ne peut être expliqué uniquement par leur manque d'intérêt. L'insuffisance et même l'absence de structures permettant la participation politique des émigrants à l'étranger sont à souligner. En effet, bien que les partis politiques portugais aient leurs représentants en Suisse, leur action se trouve limitée par l'insuffisance de moyens financiers et humains.

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication

- 31 L'importance du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Internet, radios en ligne, télévisions, téléphones portables) dans leurs applications les plus modernes (SMS, blogs, web pages, my space, you tube, etc.), sont utilisées par des Capverdiens émigrés, qui les utilisent pour entretenir des liens entre nations.
- 32 Les nouvelles technologies jouent un rôle dans la manière dont les pratiques transnationales se structurent : dans le domaine politique avec l'envoi de SMS aux électeurs potentiels, dans le domaine culturel avec la création de blogs consacrés à la musique de l'archipel, dans le domaine économique avec la réalisation de contacts commerciaux, dans le domaine social avec l'utilisation de l'Internet. On a constaté que les nouvelles technologies restauraient et, en même temps, élargissaient les réseaux de contacts. C'est par cette voie que, par exemple, les communautés les plus anciennes, telles que celles des Capverdiens aux États-Unis, en Argentine ou au Sénégal, où certains des premiers émigrants avaient déjà perdu les contacts avec leur origine, peuvent renouer des contacts avec le Cap-Vert ou avec des Capverdiens émigrés dans d'autres pays.
- 33 Ces technologies de l'information et de la communication contribuent à une activation des réseaux sociaux solidaires à longue distance, l'une des caractéristiques du transnationalisme contemporain, capables de mobiliser les immigrants et de les transformer en des médiateurs entre les sociétés d'origine et de destination. Si l'utilisation des applications modernes des technologies de l'information reste peu accessible aux émigrants de la première génération par contre les luso-descendants et une partie des Portugais arrivés plus récemment en Suisse, utilisent ces technologies pour maintenir des liens avec leur pays d'origine ou leurs parents/amis émigrés dans d'autres pays¹⁸. Selon nos interlocuteurs, cette utilisation est plus fréquente après une période de vacances au Portugal ou lors d'événements festifs (les anniversaires, Noël, etc.).

Discussion : transnationalisme individuel/familial plutôt que communautaire

- 34 Le transnationalisme capverdien se fonde sur une base familiale alors que la famille est une valeur centrale [la famille est « étendue » et « (re)construite »¹⁹, basée non seulement sur l'ascendance commune, mais aussi sur le vécu en commun (Malheiros, 2001)²⁰]. En cela il rejoint ce qui a déjà été identifié dans d'autres groupes migrants

(Bryceson et Vuorela, 2002). Dans un classique des études sur le transnationalisme, Bash et ses collaborateurs affirment :

« The family is the matrix from which a complexly layered transnational social life is constructed and elaborated. [It] facilitates the survival of its members, their class formation and mobility; and as the repository of cultural practices and ideology shaped in the home society, it mediates identity formation in the new setting as it socializes its members into a transnational way of life » (Basch *et al.*, 1994: 79).

- 35 Dans le cas des migrations capverdiennes, les réseaux sociaux organisés autour de la famille, du lieu d'origine, de l'île d'origine, du pays d'origine, ou de la « nation ethnique » imaginée, structurent et conditionnent, à des niveaux différents, le processus migratoire et les pratiques transnationales. Un bon exemple peut être trouvé dans ce que Jorge Malheiros (2001) a caractérisé comme une culture migratoire active consolidée dans un « savoir circulaire » entre les différents noyaux migratoires en Europe. Dans un travail sur les communautés capverdiennes à Lisbonne et à Rotterdam, il montre que les initiatives transnationales les plus courantes se situent sur le plan individuel et familial (Malheiros, 2001). Ces initiatives ont lieu, le plus souvent, du lieu de destination vers le lieu d'origine, raison pour laquelle nous devrions, peut-être, utiliser le terme « translocalités », proposé par Michael Smith et Luís Guarnizo (1999), plutôt que pratiques transnationales.
- 36 Les activités transnationales des Portugais en Suisse deviennent, également, plus visibles dans le cadre individuel et familial. La famille a un rôle central dans le processus migratoire lui-même, à travers la consolidation des réseaux migratoires qui favorisent ce processus, ainsi que dans plusieurs aspects de la vie quotidienne du migrant. À la différence de ce qui se passe dans le cas des immigrants capverdiens, les rapports familiaux des Portugais en Suisse sont organisés autour de la famille nucléaire, la famille étendue occupant une place secondaire dans la relation du migrant à la société d'accueil et à la société d'origine.
- 37 L'importance des rapports familiaux et individuels dans l'exercice des activités transnationales par les deux groupes de migrants analysés dans cet article est schématisée dans le tableau ci-dessous. Il illustre l'hétérogénéité de l'ensemble des pratiques transnationales des migrants capverdiens et portugais.

Conclusion

- 38 L'entretien des liens avec leur pays d'origine constitue une caractéristique commune aux migrants. Actuellement, une partie de ces relations est interprétée par le recours à de nouvelles notions qui cherchent à refléter l'intensité, l'immédiateté et la simultanéité des relations qui se développent entre les migrants et les différentes sphères de la société d'origine.
- 39 Comme nous l'avons décrit tout au long de cet article, il y a plusieurs façons, pour les migrants, de se mettre en rapport avec leur pays d'origine (soit en termes factuels, soit en termes émotionnels ou symboliques), de la même manière qu'il y a des degrés d'engagement variables selon les différents groupes. L'analyse de leurs activités transnationales montre clairement qu'elles sont restreintes, à l'exception des pratiques spécifiques (par exemple, l'envoi d'argent), et, souvent, sporadiques. Au caractère limité des pratiques transnationales, nous devons ajouter la variabilité de ces mêmes pratiques, qui devient évidente à travers la comparaison entre les immigrants

capverdiens au Portugal et les immigrants portugais en Suisse. Elle reflète, surtout, le moment et le contexte de la migration ainsi que les formes de participation des migrants à la société d'accueil et aux différentes sphères qui la constituent.

- 40 Par rapport au premier ensemble de variables (le moment et le contexte de la migration), il est à souligner que les immigrants capverdiens au Portugal et les différentes générations de leurs descendants sont le résultat de phases migratoires et de vagues migratoires distinctes. En conséquence, ils présentent une grande hétérogénéité de statuts sociaux et des modes distincts d'insertion dans la société portugaise et, par conséquent, des pratiques transnationales distinctes. Les immigrants portugais en Suisse sont, par contre, un groupe beaucoup plus homogène qui se caractérise par une migration de travail pour la première génération et par des descendants encore majoritairement en âge scolaire. Les Capverdiens au Portugal sont le premier groupe d'origine étrangère au Portugal et les Portugais en Suisse sont la troisième communauté dans le pays. D'une manière générale, les deux groupes d'immigrants présentent des projets migratoires distincts. Les Capverdiens parient sur un projet migratoire permanent au Portugal (ou, au plus, sur une réémigration à partir du Portugal) ; les Portugais en Suisse s'aventurent dans un projet migratoire de moyenne ou longue durée, avec un retour projeté au Portugal. Selon les projets migratoires, les pratiques transnationales adoptées sont différentes.
- 41 La participation des migrants à la société d'accueil dans la sphère économique est une autre caractéristique qui influence le type et le mode de pratiques transnationales. Les rémunérations perçues en Suisse et au Portugal pour les mêmes professions (aide-maçon, maçon, femme de ménage, etc.) montrent que la capacité d'épargne ou d'investissement des immigrants en Suisse est supérieure à celles des immigrants au Portugal
- 42 En dépit des différences entre Capverdiens et Portugais on voit se dessiner un transnationalisme de basse intensité. S'il est certain que, occasionnellement, tous les migrants (ou presque) s'engagent dans des pratiques transnationales, peu d'entre eux partagent leur vie entre deux sociétés. La principale raison pour laquelle ils ne le font pas c'est qu'ils ne le peuvent tout simplement pas. Sur le plan symbolique par contre, une grande majorité d'immigrants mène des vies partagées entre lieu d'origine et lieu de destination. Cette dimension symbolique se concrétise dans des productions et des consommations culturelles très importantes pour les pays d'origine et de destination (la gastronomie, la musique, la langue, la littérature et la danse), qui rendent les sociétés d'accueil plus diverses et permet aux sociétés d'origine de maintenir vivantes des pratiques culturelles qui seraient condamnées à la disparition.
- 43 Une dernière remarque : l'étude du transnationalisme à partir de l'analyse des pratiques caractérisées comme transnationales rend évidente la difficulté de généraliser à tous les émigrants. Comme d'autres auteurs l'ont déjà reconnu (Portes, 2004), une fraction seulement de migrants s'engage dans des pratiques qui peuvent être considérées comme transnationales dans un sens, parfois, assez large et controversé.
- 44 Pour conclure nous pensons que nos recherches confirment que le transnationalisme et ses pratiques ne mettent pas en cause les mécanismes et les parcours d'assimilation sociale que les immigrants suivent généralement, de façon lente, mais continue. Dans différents systèmes fonctionnels (politique, économique, culturel), cette assimilation sociale est fonction du traitement différencié dont les divers groupes font l'objet. Mais cette assimilation sociale ne se produit pas sans des transformations dans la société

d'origine, ainsi que dans les sociétés d'immigration, qui font que les pratiques transnationales peuvent être vues comme des maillons mettant en liens des temps et des espaces différents.

BIBLIOGRAPHIE

- APPADURAI Arjun (1996) *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- BASCH Linda G., SCHILLER Nina Glick and BLANC Cristina Szanton (1994) *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*, Luxembourg, Gordon and Breach.
- BRYCESON Deborah Fahy and VUORELA Ulla (2002) *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*, Oxford / New York, Berg.
- BOURDIEU Pierre (1991) *Language and symbolic power*, Cambridge, Mass., Harvard University Press
- BRETTELL Caroline et HOLLIFIELD James Frank (2000) *Migration theory: talking across disciplines*, New York, Routledge.
- CASTELLS Manuel et al. (2007) *Mobile Communication and Society*, Boston, Mass., MIT Press.
- CIDRA Rui (2005) "Migração, performance e produção de fonogramas: músicos em viagem entre Cabo Verde e Portugal", Conference on *Cape Verdean Migration and Diaspora*, Lisboa, Centro de Estudos de Antropologia Social, 6-8 Abril 2005.
- ESTEVES Alina et CALDEIRA Maria J. (2001) "Reinventing cultures: the contribution of the Cape Verdean community to the cultural dynamics of Lisbon", in Russel King (Éd.), *The Mediterranean Passage*, Liverpool, Liverpool University Press, 95-118.
- FONER Nancy (1997) "What's new about transnationalism? New York immigrants today and at the turn of the century", *Diaspora*, 6 (3), 355-375.
- GÓIS Pedro (2006) *Emigração Cabo-Verdiana para (e na) Europa e a sua Inserção em Mercados de Trabalho Locais: Lisboa, Milão e Roterdão*, Lisboa, ACIME.
- GÓIS Pedro et MARQUES José Carlos (2006) "Portugal as a semiperipheral country in the global migration system", Conference on Lusophone Migration, Georgetown University, Washington DC, November 17-19, 2006.
- GROSFOGUEL Ramón et CORDERO-GUZMAN Hector (1998) "International Migration in a Global Context: Recent Approaches to Migration Theory", *Diaspora*, 7(3), 351-368.
- ITZIGSOHN José et al. (1999) "Mapping Dominican transnationalism: narrow and broad transnational practices", *Ethnic & Racial Studies*, 22 (2), 316-339.
- ITZIGSOHN Jose et SAUCEDO Silvia Giorguli (2002) "Immigrant incorporation and sociocultural transnationalism", *International Migration Review*, 36 (3), 766-798.
- MALHEIROS Jorge (2001) *Arquipélagos migratórios: transnacionalismo e inovação*, Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa, Dissertation de Doctorat.

- MARQUES José Carlos (1997) *A emigração portuguesa para a Suíça*, Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra, Dissertation de Maîtrise.
- MARQUES José Carlos (2006) *Os Novos Movimentos Migratórios Portugueses – O Caso da Emigração Portuguesa para a Suíça*, Coimbra, Faculdade de Economia, Universidade de Coimbra, Dissertation de Doctorat.
- MARQUES José Carlos (2008) *Os Portugueses na Suíça. Migrantes Europeus*, Lisboa, Instituto de Ciências Sociais.
- MEINTEL Deirdre (2002) “Cape Verdean Transnationalism, Old and New”, *Anthropologica*, XLIV, 25-42.
- MOLDES-FARELO Rócio (s.d.) *Inmigrantes Jubilados: La invención del ocio y la fantasía del retorno*.
- PORTES Alejandro (1997) “Immigration theory for a new century: some problems and opportunities”, *International Migration Review*, 31 (4), 799-825.
- PORTES Alejandro (2004) “O estudo do transnacionalismo imigrante”, *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 69, 73-93.
- PORTES Alejandro (2006) “Os debates e o significado do transnacionalismo migrante”, in Alejandro Portes (Éd.), *Estudos Sobre as Migrações Contemporâneas. Transnacionalismo, Empreendedorismo e a Segunda Geração*, Lisboa, Fim de Século, 201-244.
- SMITH Michael et GUARNIZO Luis (1999) *Transnationalism from Below*, New Brunswick and London, Transaction Publishers.
- VERTOVEC Steven (2001) “Religion and diaspora”, ESRC Transnational Communities Research Programme, *Working Papers* 01-01, Oxford.

NOTES

1. Les auteurs reconnaissent que certaines activités développées par les migrants ne peuvent être qualifiées de transnationales que dans un sens assez large. Il s’agit, pourtant, de pratiques qui ont un rôle important dans l’entretien et l’intensification des rapports entre les migrants et leur pays d’origine, et qui s’inscrivent, donc, dans la logique du transnationalisme.
2. En 1960, 373 Portugais résidaient en Suisse, en 1975, 5 996.
3. Entre 1984 et 2006 sont entrés en Suisse 250 649 Portugais avec un permis de séjour annuel ou permanent. Pendant la même période 132 210 Portugais possédant des permis ont quitté la Suisse.
4. Les Portugais présents en Suisse représentent 11,4 %, les Serbes 12,5 % et les Italiens 19,1 %.
5. Le Décret-loi n° 308-A/75 du 24 juillet 1975 a retiré rétroactivement la nationalité portugaise à un grand nombre de ces migrants capverdiens, en les transformant en immigrants. Cette Loi laisse, pourtant, ouverte la possibilité de maintenir ou d’obtenir la nationalité portugaise au titre de son article 5. Postérieurement, la loi de la Nationalité (Loi n° 37/81 du 3 octobre) a modifié le principe d’attribution de la nationalité du *jus soli* en faveur du *jus sanguinis*. Cependant, cette Loi n’a été abrogée qu’en 1988.
6. Selon ce nouveau paradigme, les immigrants redéfinissent, mais n’abandonnent pas les liens qui les unissent à leur pays d’origine. Il n’existe pas un processus d’assimilation/incorporation totale dans les pays de destination, mais plutôt un partage complexe entre les deux sociétés créant ainsi une multiplicité de liens qui transcendent les frontières nationales et rendent plus complexes les relations sociales avec les sociétés d’origine et de destination.

7. Le terme *transnational* n'est pas récent et il est utilisé, par exemple, dans le titre d'un article classique dont l'auteur est Randolph S. Bourne, cité par Portes, publié en 1916, intitulé *Transnational America*. Ensuite, le concept a été utilisé de façons diverses, en se rapportant, en particulier, aux activités des entreprises globales (Portes, 2006 : 208).
8. Basées sur des approches ethnographiques, les études sur le transnationalisme présentent des avantages et des limites, de sorte que plusieurs auteurs insistent sur l'utilité de réaliser des études comparatives et quantitatives.
9. Il est évident que les immigrants ne sont pas les seuls acteurs transnationaux et que tous les immigrants ne sont pas transnationaux, ce qui contrarie, ainsi, une certaine notion initiale des études anthropologiques qui annonçaient la découverte « d'une nouvelle roue ». Des études ont montré que seulement une minorité des immigrants et leurs descendants se caractérise par un engagement régulier dans des activités transnationales et que l'engagement occasionnel lui-même ne constitue pas une pratique universelle.
10. L'envoi régulier d'argent est une variable dépendante de l'existence de familiers à charge. Au fur et à mesure du regroupement familial ou de l'émigration d'autres membres du ménage, les envois tendent à diminuer en termes de périodicité et de montant.
11. La nature formelle des envois d'argent permet de savoir que les montants envoyés par les émigrants portugais en Suisse ont dépassé les 576 381 000 €, en 1996, pour atteindre les 721 211 000 €, en 2001, et les 530 720 000 €, en 2006 (source : Banco de Portugal, plusieurs années).
12. Le marché musical portugais est, immédiatement après le Cap-Vert, celui qui consomme le plus de musique capverdienne.
13. Comme l'entretien des groupes de folklore, la promotion de différents types de festivals etc.
14. Malgré ce déclin généralisé, il faut noter que la participation de la deuxième génération aux activités associatives présente une forte variation selon la région linguistique suisse et le type d'activités développées par l'association (les activités sportives et, en particulier, la pratique du football présentent des taux de fréquentation plus élevés que les autres activités culturelles).
15. À titre d'exemple, mentionnons que le nombre de votants aux élections législatives ou aux élections présidentielles de 2006 n'a pas dépassé les 5 000 dans l'Europe entière, par rapport aux 32 000 électeurs inscrits environ et plus de 100 000 d'électeurs potentiels.
16. 1 750 des 4 408 émigrants inscrits comme votants aux consulats ont voté aux élections législatives de 2005 ; sur 5 730 inscrits, 871 ont voté aux élections présidentielles, (Source : STAPE, disponible en ligne sur : http://www.stape.pt/eleiref/index_eleiref_nt.htm).
17. En 2003/2004, dans la discussion autour du projet du Gouvernement portugais de supprimer les émissions internationales de la chaîne de télévision publique, et en 2005/2006, dans le débat autour de la restructuration du réseau consulaire portugais.
18. La communauté portugaise en Suisse ne présente pas des patrons d'activité homogènes, des différences d'utilisation selon l'instruction, la région linguistique et l'âge peuvent être trouvées.
19. Familles élargies, avec enfants et autres parents consanguins ou par alliance vivant en proximité étroite ; familles recomposées, avec enfants issus de mariages précédents.
20. Ce concept de famille se fonde sur les divers types de liens sociaux émergeant de différentes formes d'unions conjugales, mettant en œuvre les pratiques éducatives concernant les enfants et le maintien de liens consanguins intra et intergénérationnels étroits. La forte inclusivité de cette notion de famille confère à ses frontières un caractère extrêmement flexible.

AUTEURS

JOSÉ CARLOS MARQUES

Centro de Estudos Sociais da Universidade de Coimbra e Universidade Católica Portuguesa
(Viseu) : jclaranjo@sapo.pt

Le transnationalisme en action : le cas des Turcs en Suisse

Bülent Kaya et Simone Baglioni

- 1 Le transnationalisme a été également nommé « intégration simultanée (*simultaneous embeddedness*) dans plus d'une société » (Glick Schiller *et al.*, 1995). Il caractérise désormais les expériences et la vie de presque tous les immigrants. Le quotidien des migrants oscille en permanence entre pays d'origine, pays d'accueil et d'autres endroits où se trouvent des parents, des connaissances des intérêts matériels et symboliques. Une telle relation dynamique entre personnes et lieux géographiques peut être simplement mentale, mais aussi matérielle. En d'autres termes : le transnationalisme peut affecter l'évolution de la vie professionnelle, l'engagement politique aussi bien que les activités socio culturelles¹.
- 2 Parfois, ce caractère national peut ne concerner que des aspects de la vie quotidienne, tels que l'achat dans les épiceries spécialisées en denrées alimentaires du pays d'origine ou la lecture des journaux publiés dans ce pays. Cependant, ces façons multiples et transnationales de percevoir et d'organiser la vie privée peut revêtir des dimensions plus vastes et plus publiques, telles que militer dans ou faire campagne pour un parti politique ou un mouvement social, ce qui revient à agir simultanément dans plus d'un pays. Ou bien encore faire des affaires et promouvoir les échanges économiques entre pays, ou aider des personnes dans le besoin par des actions transnationales.
- 3 Bien que les recherches sur les pratiques transnationales des immigrants puissent concerner plusieurs disciplines des sciences sociales, les études transnationales sont un phénomène très récent en Suisse, et la littérature sur ce thème est très réduite. Le fait que les migrations soient influencées par la circularité de ses mouvements et l'usage de ses liens avec la « diaspora » (Fibbi, 2004 ; Fibbi et Meyer, 2002) ne fut « découvert » qu'à l'extrême fin des années 1990. En dépit d'une longue tradition de « population flottante » en Suisse, le fait que la relation spatiale entre la zone d'origine et les lieux de résidence n'ait provoqué qu'un nombre très limité de nouvelles problématiques de recherche est peut-être dû à la prédominance du dogme de l'intégration qui se fit jour durant la même période (D'Amato et Gerber, 2005).

- 4 Les premières études portant sur le transnationalisme au sens vrai furent le reflet des questions politiques d'appartenance, et le fait que des arrangements institutionnels étaient en cours, afin de s'adapter, et d'adapter la situation sociale des migrants (D'Amato, 1997 ; Wicker 2001). Très tôt, un autre courant de recherches se consacra à l'historiographie des expatriés en Suisse, afin d'établir le lien entre leur pays d'origine et leurs droits et devoirs en Suisse (Argast *et al.*, 2003). Les questions économiques furent très vite organisées sur le mode transnational. En particulier, le commerce ethnique offre un accès aisé aux fournisseurs, clients et employés à l'étranger, et minimise par conséquent d'importants coûts intermédiaires. Il offre aussi un support aux communautés transnationales en fournissant des services tels que journaux ou nourriture ethnique, mais aussi en servant de point de rencontre entre expatriés ou en proposant un travail temporaire aux immigrants récents (Piguet, 1999 ; Riaño, 2003).
- 5 Depuis très peu d'années, les études de cas ethnographiques et sociologiques sur le transnationalisme étudient les différentes réalités de l'immigration en Suisse. On mentionnera d'abord le travail sur les réseaux personnels des migrants albanais venus de l'ex-Yougoslavie, une analyse de réseau à l'intérieur du cadre plus vaste des études démographiques (Dahinden, 2005). D'autres recherches furent consacrées à une communauté étrangère plus récente : la nouvelle immigration « arménienne » en Suisse et en Russie, et ses relations aux diasporas classiquement installées (Bachmann *et al.*, 2004). Une approche nouvelle et plus spécifique concerne les mouvements transnationaux africains, en particulier ceux de footballeurs s'installant en Suisse (Poli, 2004).
- 6 Bien qu'il existe, dans le paysage social suisse, un intérêt important pour les activités transnationales des immigrants, la recherche empirique est plutôt limitée. Il y a peu de descriptions systématiques des pratiques transnationales des immigrés, qui permettraient de comprendre pourquoi certains d'entre eux décident d'investir leur temps, leurs ressources matérielles et morales dans le but d'établir des liens et des réseaux entre pays. Pourquoi certains préfèrent-ils centrer leur action dans la sphère économique, alors que d'autres préfèrent travailler dans le champ politique ou social ? Quels sont les facteurs ou les caractéristiques qui rendent compte de ces différences ? Pendant quelle phase du processus migratoire les immigrés développent-ils des activités transnationales ? Quelles sont leurs motivations à devenir des acteurs transnationaux ? Quel rôle joue le projet migratoire individuel (retour ou intégration) dans la mise en œuvre d'activités transnationales ?
- 7 Nous souhaitons contribuer à combler ce manque en nous centrant sur certaines des bases du transnationalisme : un compte-rendu ethnographique des activités transnationales des immigrants turcs². Notre étude explore et s'efforce d'identifier les principaux modèles d'activité transnationale et de proposer des hypothèses explicatives des facteurs politiques, sociaux et économiques qui conditionnent la création et la reproduction d'activités transnationales. Nous nous référons à la définition de Portes des activités transnationales, basée sur une typologie des acteurs : seules les activités créées et mises en œuvre par des acteurs non-institutionnels, qu'il s'agisse de groupes organisés ou de réseaux transfrontaliers d'individus (Portes, 2001) seront considérées comme transnationales.
- 8 Les résultats que nous présentons sont basés sur une série d'entretiens semi-structurés avec des acteurs transnationaux engagés et des personnages-clés de la communauté turque. Nous avons enquêté sur les pratiques transnationales en rencontrant et en

interrogeant : a) une douzaine de personnages-clés qui, par leur implication dans la communauté turque, pouvaient apporter des informations pertinentes sur les pratiques de la communauté ; b) des immigrés de première et de deuxième générations directement engagés dans des activités transnationales. Les entretiens furent conduits à Berne et à Bâle, deux villes accueillant une communauté turque considérable. Dans cet article, nous discutons les expériences transnationales des immigrés turcs dans les domaines économique, politique et socio-culturel, en utilisant les variables *temps* et *étendue* pour mesurer l'institutionnalisation et la force des liens transnationaux (Portes *et al.*, 1999 ; Van Amersfoort *et al.*, 1984). Dans chaque domaine, une attention particulière sera apportée à la description et au type d'activité transnationale, aux motivations des acteurs aux critères d'accès, aussi bien qu'aux modèles transnationaux de ces activités. Nous concluons notre analyse en donnant des aperçus substantiels des principales caractéristiques des pratiques transnationales des immigrés turcs.

Pratiques économiques transnationales

- 9 Un modèle statique, fondé sur une économie mixte a façonné le marché turc pendant des décennies. La libéralisation de l'économie turque ne commença qu'au cours des années 1980, et s'accompagna d'une ouverture financière centrée d'abord sur le commerce international (Hansen et Cardenas, 1988). Ce fut l'époque de grandes opportunités pour les personnes qui souhaitaient devenir entrepreneurs, ainsi qu'un point de départ pour une nouvelle culture entrepreneuriale. Ce processus donna lieu à un accroissement significatif de la coopération et des relations économiques, en particulier l'import-export de produits et services entre la Turquie et plusieurs pays-hôtes en Europe, et fit entrer dans le circuit un nombre croissant de Turcs vivant à l'étranger. Durant ces années, quelques immigrés turcs connurent le succès économique, en Allemagne notamment (Piguet, 1999).
- 10 Mais, à côté du dynamisme et des opportunités dans les affaires, offerts par le contexte économique turc, il est également important d'évaluer jusqu'à quel point les immigrés turcs pâtissent du manque de qualification et de discriminations sur le marché du travail (Fibbi *et al.*, 2003) et quel rôle cela joue dans la stimulation de l'activité économique transnationale. En d'autres termes, existe-t-il des facteurs, dans les pays d'accueil, qui stimulent ces activités ?

Description et types d'activités

- 11 Selon les experts et les acteurs transnationaux interrogés, il existe une très grande variété d'activités économiques transnationales (à la fois lucratives et sans but lucratif) parmi les immigrés et réfugiés turcs. Nous avons rassemblé ces activités en quatre catégories, selon le commun dénominateur de leurs objectifs : a) activités orientées vers la solidarité ; b) activités orientées vers l'investissement ; c) affaires au sens traditionnel ; et enfin d) affaires ethniques (dans une logique de réseau transnational).

Les activités orientées vers la solidarité

- 12 Perçus et conduits dans une logique de solidarité, les envois d'argent et les donations financières aux fonds collectifs sont inclus dans cette catégorie d'activités. Ce sont les activités économiques transnationales les plus traditionnelles et les plus répandues au

niveau individuel, les envois d'argent sont effectués pour aider les membres de la famille et/ou des proches. Presque tous les acteurs transnationaux turcs interrogés ont ces pratiques.

- 13 Dans certains cas, il s'agit d'améliorer les infrastructures familiales d'habitation, ou d'aider des membres proches de la famille. Cette pratique est surtout le fait des immigrés de la première génération. Ceux de la seconde y sont aussi impliqués, mais de façon plus réduite, et dans la mesure où la famille n'est pas complètement réunie dans le pays-hôte. À la différence de ceux de la première génération, ceux de la seconde envoient très rarement de l'argent à leurs proches en Turquie. D'autre part, la seconde génération semble plus intéressée que la première par les dons aux fonds collectifs. Collectés par des associations ou des fondations dans le cadre d'activités socio-culturelles, ces fonds peuvent être considérés comme une espèce particulière de contribution au développement et envoyés au village ou à la ville dont leurs parents sont originaires. Ils ont pour but premier d'améliorer les infrastructures publiques. Cette forme d'activité économique est surtout menée par la seconde génération sur la base du volontariat.

Les activités orientées vers l'investissement

- 14 Certaines activités économiques des immigrés et réfugiés turcs prennent la forme d'investissements. Il faut signaler que les deux générations achètent des biens en Turquie. Pour la première, gagner de l'argent et préparer le retour au pays constituent la principale raison de ces opérations. La seconde génération est motivée par les prix peu élevés de maisons de vacances où ils peuvent passer leurs congés d'été avec leur famille. La création d'« entreprises d'immigrés » (connues en Turquie sous le nom de « *işçi şirketleri* », ou compagnies créées par des émigrants) représenta la plus ancienne modalité collective utilisée par les immigrés pour investir leur argent en Turquie. Ils y ont créé plusieurs compagnies destinées à multiplier le nombre d'usines de production. Pour de nombreuses raisons, en particulier la fraude, ces entreprises n'ont que peu de succès et font souvent, de la part des immigrés, l'objet de soupçons envers ce type d'investissement. Elles attirent cependant une petite minorité de la première génération. Une autre forme d'investissement est le petit commerce (vente, production, hôtel, etc), avec l'aide de membres proches de la famille ou d'amis venus de Turquie. Dans ce cas, les membres des première et deuxième générations investissent leur argent, mais ne s'impliquent pas personnellement dans la gestion, à moins que l'activité ne soit en rapport avec le marché suisse. Pratiquée pour l'essentiel par des membres de la première génération, la participation à des fonds collectifs d'investissement représente une autre façon d'investir. Ce sont en général des compagnies du pays d'origine qui gèrent ces fonds. Collecter des fonds se fait par des moyens informels, à travers des réseaux religieux et sociaux, par exemple.

Les affaires au sens classique (dans une logique transnationale)

- 15 Un certain nombre d'activités économiques des immigrés et réfugiés sont le reflet d'une logique transnationale, au vrai sens du terme. Les personnes interrogées mettent en avant quatre types d'activité. Le premier regroupe des activités économiques dans le domaine du tourisme et des loisirs, comme des compagnies aériennes (des charters créés par les immigrés), des agences de tourisme et tours organisés, et l'organisation

d'événements culturels (concerts). Le second comporte des compagnies d'import-export pour toutes sortes de produits ou de services (différentes formes d'acheminement vers le pays). Ces activités ne sont pas nécessairement limitées à la Turquie et à la Suisse, mais impliquent souvent d'autres pays d'accueil, comme l'Allemagne et l'Italie. Quelques activités économiques consistent à transférer au pays d'origine le capital humain acquis en Suisse ; connaissances, compétences et diverses formes d'expertise (par exemple ouverture d'un centre de psychothérapie, d'un cours de yoga, création d'un vignoble, etc). Par opposition avec les deux premiers types d'activité, pratiquées par tous indépendamment de leur modèle de migration, (forcée ou économique) et de leur appartenance générationnelle (première ou seconde génération), ce type d'activité est plutôt le fait d'anciens réfugiés ou de membres de la seconde génération.

Le « business ethnique » (dans une logique transnationale)

- 16 On peut qualifier de « business ethnique » une dernière catégorie d'activités, telles que le commerce d'approvisionnement, de vente, de loisirs et de production (nourriture, döner kebab, par exemple). Basées surtout dans le pays d'accueil, elles sont menées à l'intérieur d'une logique de réseau transnational. Cela signifie que, dans la plupart des cas, elles n'ont pas beaucoup de rapports avec le pays d'origine, et pour cette raison, ne peuvent être considérées comme transnationales au sens vrai du terme. Pourtant, elles renforcent et stimulent les activités économiques transnationales dans la mesure où elles prennent place dans la chaîne des réseaux transnationaux (par exemple, l'utilisation d'épices et autres condiments importés de Turquie pour la production de döner kebab en Suisse). Comme le montre le tableau 1, les activités économiques transnationales des immigrés turcs en Suisse sont très variées, et incluent aussi des activités non lucratives telles que les envois des fonds solidaires adressés aux membres des familles restés dans le pays d'origine.

Tableau 1 : Activités économiques des immigrés turcs en Suisse

Catégories	Pratiques
Orientées vers la solidarité	Envoi de fonds
	Aide financière à des fonds collectifs
Orientées vers l'investissement	Achat de biens immobiliers
	Création d'« entreprises d'émigrés »
	Petit commerce (de détail, hôtels, etc.)
	Fonds d'investissements collectifs
Affaires (logique transnationale)	Tourisme et loisirs (agences de voyage, compagnies musicales, concerts, etc)

« Ethnic Business » qui stimule les affaires transnationales	Fournitures de biens et services, petit commerce, loisirs et production dans le pays d'accueil
--	--

- 17 Sur la base des activités transnationales présentées ci-dessus, on pourrait se demander pourquoi les immigrés turcs sont aussi motivés à devenir actifs sur le plan transnational, et comment ils accèdent à ces activités.

Motivations et modes d'accès à l'activité économique

- 18 Dans un contexte migratoire, ce sont les circonstances qui dictent les actions en vue de la réussite économique, qui, à la fin, correspondent à leur projet migratoire. C'est particulièrement vrai des immigrés venus en raison des difficultés économiques dans leur pays. Mais au-delà, il est intéressant de se demander pour quelles autres raisons ces immigrés s'impliquent dans une activité transnationale. De quelle manière conçoivent-ils leurs engagements ? A quel moment de leur parcours migratoire choisissent-ils ces activités et de quelle manière y parviennent-ils ? Notre analyse des entretiens avec des acteurs économiques montre que l'engagement dans des activités transnationales est lié à des stratégies à long terme visant à une intégration économique. Yücel³, entrepreneur de 45 ans, vit depuis 22 ans en Suisse, importe d'Allemagne de la bijouterie fabriquée en Turquie, et dirige une bijouterie en Suisse. Il confirme cette affirmation :

« La principale raison qui m'a poussé à entreprendre cette activité était de préparer mon avenir professionnel, afin de m'assurer une vie confortable. »

- 19 Au-delà de cette motivation fréquente, parvenir à sortir des difficultés d'entrée sur le marché du travail (par exemple : manque de qualification ou discrimination) constitue une partie décisive de la stratégie de certains acteurs. Erol, 49 ans, habite en Suisse depuis 1994, et distribue des produits textiles importés de son pays en Suisse. Il précise :

« J'ai rencontré beaucoup de difficultés sur la voie de mon intégration professionnelle. Je n'ai ni étudié en Suisse, ni acquis aucune expérience professionnelle reconnue dans ce pays. De plus, il était très difficile pour un étranger de trouver un emploi. Je me suis donc interrogé : comment assurer mon avenir par l'auto-emploi ? »

- 20 Pour d'autres, une activité transnationale peut même être considérée comme la recherche d'une stabilité professionnelle, afin d'éviter le chômage. C'est le cas d'Ahmet, un réfugié de 43 ans, qui travaille et vit en Suisse depuis près de 20 ans. Il a songé à une activité transnationale : la production et l'exportation de *döner kebab* :

« Au début, je n'avais aucun projet commercial. Je travaillais chez un boucher, ce qui ne me convenait pas. Je devais soit chercher un autre travail, soit être au chômage, situation que j'ai déjà vécue. C'était très dur pour moi. J'ai remarqué que la production de kebab semblait être un domaine très prometteur. J'ai donc décidé d'essayer, et maintenant, ça marche très bien. »

- 21 Qu'elles soient naturalisées ou non, immigrées ou réfugiées, les personnes interrogées se considèrent « bien intégrées ». Elles reconnaissent que leur activité transnationale n'a démarré qu'après avoir acquis un certain capital social dans le pays d'accueil, comme les connaissances linguistiques, ce qui est la « source du courage » pour Yücel :

« Je n'ai ni étudié ni acquis de métier en Suisse. Mais j'ai travaillé et appris plusieurs langues dans mon travail. J'ai très vite compris que, pour réussir dans cette société, je devais apprendre des langues. À présent, je possède la nationalité suisse et je me sens très bien intégré, à la fois sur les plans professionnel et social. Je gagne bien ma vie et j'ai plus d'amis suisses que turcs. »

- 22 De plus, être impliqué dans des activités transnationales requiert un certain nombre de ressources. Les acteurs économiques transnationaux ont très souvent l'appui matériel ou immatériel de leur famille, d'amis proches ou de leur communauté en Suisse, ce qui leur permet de débiter leur activité, comme en témoigne Küns, 36 ans, entrepreneur transnational qui vit en Suisse depuis 8 ans. Nous l'avons interrogé sur ses activités socio culturelles :

« Presque toute ma famille est ici. Quand je suis arrivé en Suisse, ma famille m'a aidé à mettre en route mon entreprise. J'ai reçu beaucoup d'appuis parce que ma famille travaillait déjà ici. Il existe aussi des associations où l'on peut rencontrer des gens qui sont toujours prêts à vous aider. Il y a un fort sentiment de solidarité. »

- 23 D'autre part, le transfert des expériences économiques transnationales ou des connaissances acquises dans un autre pays d'accueil peuvent constituer une contribution stimulante pour lancer sa propre activité transnationale, comme dans le cas de Yücel :

« Des cousins de ma femme faisaient le même travail en Allemagne. Ils m'ont suggéré d'entreprendre cette activité. Même, alors que je n'avais pas les ressources financières nécessaires, ils m'ont procuré des marchandises, et ils m'ont aidé à acquérir les connaissances nécessaires pour les affaires. »

- 24 Pour Erol, ce qui a facilité son activité actuelle, ce sont ses expériences précédentes et ses contacts dans le pays d'origine :

Q : Pourquoi avoir choisi de travailler dans le textile ?

R : J'avais déjà travaillé ans ce secteur avant de venir en Suisse. Je connais beaucoup de marchands qui étaient prêts à m'aider.

Q : Quelle sorte d'appui avez-vous reçu de ces personnes ?

R : Pas une aide financière. Mais ils m'ont mis en relation avec des entrepreneurs de haute couture qu'ils connaissaient. Ils m'ont apporté leur garantie auprès de mon premier fournisseur, par exemple.

Q : Pensez-vous que vous auriez réussi sans vos contacts en Turquie ?

R : Peut-être. Mais cela aurait été très difficile parce que je n'avais pas assez de capital pour démarrer ma propre affaire. Pour faire des affaires en Turquie, vous avez besoin de capital, de connaissances, d'amis etc. dans le domaine où vous voulez travailler.

- 25 Pour la plupart des entrepreneurs transnationaux, les motivations économiques (un avenir meilleur) sont prédominantes. Cela n'a rien de surprenant, et correspond à la logique des affaires. Il est très intéressant d'observer que certains immigrants deviennent actifs sur le plan transnational à la suite d'une stratégie individuelle, destinée à faire face aux difficultés d'insertion et à la discrimination auxquelles ils sont confrontés. Les immigrants sont conscients du fait que le manque de qualification professionnelle pourrait nuire à leur stabilité professionnelle. C'est pourquoi certains anticipent le danger potentiel et s'efforcent de devenir actifs dans le domaine transnational. Il est évident que ce ne sont pas tous les immigrants qui ont ces motivations. Ils ont aussi besoin d'une certaine quantité de « capital » pour accéder aux affaires économiques transnationales. Ce « capital » nécessaire est une combinaison d'une variété de ressources : matérielles (par exemple, de l'argent à investir), culturelles (capacités linguistiques, expérience des affaires...) aussi bien que de ressources sociales (réseaux

et contacts familiaux et sociaux). Accéder à ces ressources prend du temps, de l'énergie et de l'investissement de la part de l'immigré.

Caractéristiques des activités transnationales

- 26 Quatre types principaux de liens entre deux pays (d'accueil, d'origine ou pays tiers) caractérisent les activités économiques transnationales. D'abord, la plupart des entrepreneurs mentionnent qu'ils sont en contact avec leurs fournisseurs grâce aux moyens de communication modernes. Cela n'a rien de surprenant, puisqu'ils doivent négocier, recevoir ou placer une commande, comme le souligne Yücel :
« Je contacte aussi mes fournisseurs par téléphone, fax ou courrier pour envoyer ma liste de commandes. Parfois, nous recevons des produits par la poste. »
- 27 Autre forme de communication, plus habituelle et plus nécessaire : les voyages d'affaires. Erol s'envole vers la Turquie près de dix fois par an, pour forger de nouveaux liens commerciaux et pour alimenter ses activités économiques :
« Il est très important que j'aie un accès direct aux produits. Je vais donc souvent à Istanbul. Le face à face avec mes fournisseurs est également très important. Le voyage par avion est si peu cher que je préfère y aller moi-même. Les coups de téléphone, le courrier électronique, etc. sont aussi nécessaires. »
- 28 Pendant leurs voyages d'affaires dans les autres pays, les acteurs transnationaux ne rencontrent pas seulement leurs fournisseurs, mais aussi leurs contacts commerciaux potentiels pour explorer de nouvelles niches commerciales en Suisse et en Turquie. Pour ceux qui importent des produits de Turquie, il est essentiel d'avoir aussi des contacts avec les transporteurs en Turquie, afin d'organiser le transport des produits. Enfin, tous mentionnent les transferts financiers commerciaux et l'envoi d'argent aux familles, par le biais d'un système bancaire institutionnalisé en Suisse.
- 29 D'autre part, le caractère transnational des activités ne se limite pas aux pays d'origine et d'accueil. Yücel explique :
« Mes activités ne sont pas seulement indirectement liées à mon pays. C'est plutôt avec l'Allemagne que nous avons des relations d'affaires. Bien que les produits soient fabriqués en Turquie, c'est la compagnie de représentation basée en Allemagne qui est responsable des commandes et de leur acheminement vers le reste de l'Europe. Je vais en Allemagne 6 ou 7 fois par an, soit plus souvent qu'en Turquie. »
- 30 Le rôle important joué par un autre pays d'accueil, dans ce cas l'Allemagne, dans les activités économiques transnationales, est confirmé par Ahmet :
« J'achète la viande en Suisse, et j'importe les épices de Turquie. Mais nous importons tout l'équipement technique d'Allemagne. Comme le secteur des döner kebab est très développé en Allemagne, j'y vais régulièrement. Je ne vais pratiquement jamais en Turquie pour mes affaires. »
- 31 Il est évident que les quatre formes de relations mentionnées ne sont pas spécifiques aux activités économiques transnationales de nos acteurs. Cela correspond aux modèles habituels pratiqués par tous les acteurs économiques transnationaux. Nous pouvons également dire que ces activités fonctionnent selon la logique économique globale, adaptée à leurs propres transactions. On peut décrire le modèle des activités économiques transnationales des immigrants comme l'utilisation systématique et stratégique de leurs contacts et ressources familiales au profit de leurs activités. En d'autres termes, ils mobilisent non seulement leur capital financier, mais aussi leurs

réseaux sociaux, familiaux et communautaires dans les pays d'origine pour leurs activités économiques transnationales.

Pratiques transnationales socio-culturelles

- 32 Selon les enquêtes et données statistiques disponibles, les immigrés turcs en Suisse font apparaître un déficit considérable d'intégration, mesuré par des indicateurs tels que les performances scolaires de la seconde génération, les connaissances linguistiques et la sécularisation de la vie culturelle. C'est le cas dans de nombreux pays d'accueil. Certains observateurs comme Tribalat (1995), se référant au contexte français, concluait que les immigrés turcs représentent un cas de retrait identitaire très clair. Cela signifie que les Turcs paraissent s'identifier fortement à leurs liens familiaux, sociaux et culturels, sans adopter les pratiques socio culturelles du pays d'accueil. Il en résulte qu'ils sont plus portés à développer des activités sociales et culturelles intra communautaires. Nous ne discuterons pas la pertinence de cette assumption dans le cas suisse. Nous nous centrerons plutôt sur la dimension transnationale des activités socio culturelles. En d'autres termes, nous analyserons pourquoi et comment les activités culturelles des immigrés turcs s'organisent d'une frontière à l'autre.

Description et types d'activité

- 33 Les activités socio culturelles concernent tous les aspects de la vie sociale. Elles se déroulent à travers un réseau des relations sociales qui environne les immigrés et les réfugiés. Ces activités, nombreuses et variées, peuvent se diviser en cinq types : a) activités quotidiennes ; b) activités caritatives ; c) activités de loisir ; d) activités intellectuelles ; e) activités religieuses.

Activités quotidiennes

- 34 Certaines activités sont quotidiennes, telles que lire le journal, regarder la télévision ou écouter des programmes radio du pays d'origine via le satellite, mais aussi surfer sur internet, téléphoner dans la langue d'origine avec des membres de la famille ou des amis en Turquie ou en Suisse. Grâce à l'évolution des moyens de communication et des transports de technologies, ces activités sont devenues plus facilement accessibles.

Activités caritatives

- 35 Les experts interrogés ont observé une institutionnalisation de ces activités. Il y a une décennie, immigrés et réfugiés turcs mirent en place des fondations pour mener les activités caritatives. Cette tendance n'exclut pas les structures traditionnelles, telles que les associations caritatives ou les engagements individuels ou de petits groupes. Les anciens réfugiés et les immigrés de seconde génération jouent en général un rôle important dans la mise en place de structures institutionnalisées. Selon ces experts, cela tient au fait que certains d'entre eux ont plus de ressources et de compétences que ceux des premières générations (savoir-faire, connaissances linguistiques, réseaux), qui leur permettent d'organiser ces activités.
- 36 Un certain nombre de fondations ont été créées dans le pays d'accueil en tant que sections ou prolongements de fondations pré existantes en Turquie. Leur but principal

est d'aider, de différentes façons (financière, logistique et formation), les activités des fondations premières en Turquie. Comme le montre le site internet de la section suisse d'une fondation turque :

« La Fondation Basak est une organisation caritative destinée aux réfugiés et aux enfants des rues. Elle aide ces enfants à s'organiser un projet de vie dans leur propre pays. Outre la protection contre les violences psychologiques et physiques, la Fondation Basak promeut aussi une formation professionnelle pour les enfants des rues. »⁴

- 37 Ces fondations sont également utilisées pour organiser des activités de solidarité spécialement destinées aux villages d'origine des immigrés. Elles organisent des activités socio culturelles (événements culturels et musicaux par exemple) qui n'ont pas pour seul objectif de renforcer les liens entre ses membres, mais aussi de trouver de l'argent pour conduire des projets solidaires dans les villages d'origine (amélioration des infrastructures, projets sociaux pour les personnes âgées, etc). La participation à ces activités et l'adhésion à ces fondations n'est pas limitée aux immigrés et réfugiés résidant en Suisse, mais s'étend à d'autres immigrés des mêmes villages dans d'autres pays d'accueil.

Activités de loisir

- 38 D'après les experts interrogés, quelques activités collectives de loisir, comme des mariages, deviennent transnationales. Les invités viennent de différents pays d'accueil et de Turquie, ils apportent de l'argent et/ou des cadeaux. La compagnie de télévision Dügün TV (Mariage Télé) diffuse des célébrations de mariages en Suisse, qui peuvent donc être regardées par d'autres membres de la famille et des amis dans le village d'origine. C'est un exemple montrant combien les activités de loisir deviennent transnationales. De la même façon, les événements culturels (musique ou théâtre) organisés par les immigrés impliquent divers acteurs transnationaux (musiciens, coordinateurs) venant non seulement de Turquie mais aussi d'autres pays d'Europe.

Activités intellectuelles

- 39 Initiées surtout par d'anciens réfugiés, ces activités façonnent le contexte d'un échange d'idées entre immigrés et intellectuels en Turquie. Un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de personnalités politiques qui vivent au pays d'origine ou dans d'autres pays d'accueil sont régulièrement invités à parler à des conférences, ou à prendre part à des débats organisés en Suisse.

Activités religieuses

- 40 Beaucoup d'activités socio culturelles sont liées à des activités religieuses. Elles constituent un champ qui n'est pas seulement religieux, mais aussi social, offrant aux immigrés, y compris la seconde génération, de nombreuses occasions d'entreprendre des activités transnationales. Elles sont très institutionnalisées. Certaines associations religieuses comme l'Association islamique *Milli Görüs* et la Fédération des communautés *Alévites*, une minorité religieuse dans l'Islam, existent dans de nombreux pays européens et ont déjà formé des structures transnationales qui fonctionnent entre pays d'origine et pays d'accueil. Leurs membres paraissent faire preuve d'une forte allégeance à la même communauté, quel que soit le pays où ils vivent.

- 41 C'est un domaine d'activité où l'État turc représente un acteur important, qui stimule les activités religieuses transnationales. En tant qu'institution publique du gouvernement turc, le *Diyanet* est aussi présent en Suisse comme dans tous les pays d'accueil, et il est responsables des imams et des enseignants religieux envoyés de Turquie. Dans toute l'Europe, *Diyanet* organise des pèlerinages à la Mecque et le sacrifice rituel d'animaux durant les Fêtes islamiques pour le compte des immigrés. Elle lève des fonds dans différents pays d'accueil, achète dans d'autres pays (Bosnie Herzégovine) des moutons qui seront distribués à des Musulmans dans le besoin. Cette activité couvre plusieurs pays.
- 42 De plus, les structures religieuses (mosquées, par exemple) ne servent pas seulement des buts religieux, mais aussi des activités sociales transnationales telles que des réunions ou des conférences avec des personnes venant d'autres pays. Les experts interrogés s'accordent pour dire que les activités religieuses transnationales attirent beaucoup la seconde génération en Suisse. Ces derniers occupent des positions importantes comme membres actifs ou organisateurs des associations religieuses transnationales.
- 43 Il faut faire deux observations importantes sur les activités socio culturelles des immigrés mentionnées au tableau 2. D'abord, les immigrés turcs font preuve d'une grande propension à institutionnaliser leurs activités. D'habitude, les structures institutionnelles d'une fondation prennent la place d'associations précédentes, en tant que structure dominante pour les activités sociales et culturelles. Selon nos experts et acteurs, cette préférence tient aussi au fait que la politisation des associations socio culturelles d'immigrés au cours des années 1980 a produit un certain nombre d'effets négatifs ainsi qu'un scepticisme général parmi les immigrés turcs envers les activités organisées par ces associations. Une autre raison d'institutionnalisation tient à la nature de plus en plus financière des activités caritatives et de solidarité, un secteur en expansion qui requiert la responsabilité légale et professionnelle de sa direction. L'institutionnalisation des activités sociales apporte une solution à ces contraintes.

Tableau 2 : Activités socio-culturelles des immigrés en Suisse

Catégories	Pratiques
Activités quotidiennes	Lecture de journaux, télévision, radio, internet, communication, etc. dans la langue d'origine
Activités caritatives	Soutien aux activités caritatives dans le pays d'origine, au village d'origine par des moyens financiers, logistiques, formation, etc. Fondations institutionnalisées avec ces buts
Activités de loisir	Fêtes de mariage Événements culturels (musique, théâtre)
Activités intellectuelles	Organisation d'événements permettant les échanges d'idées entre immigrés et intellectuels d'origine turque vivant hors de Turquie

Activités religieuses	Mise en place d'organisations ou d'associations religieuses Organisation de pèlerinages à la Mecque Collecte de fonds pour le sacrifice d'animaux dans le pays d'origine ou un autre pays pendant les Fêtes islamiques
-----------------------	--

- 44 En second lieu, l'organisation d'activités culturelles transnationales comme la musique ou le théâtre devient de plus en plus commerciale. Les associations culturelles traditionnelles d'immigrés, en charge à l'origine de programmer ces événements, ont été remplacées par des organisations professionnalisées. Cette « commercialisation de la sphère culturelle » peut aussi être observée dans quelques activités sociales traditionnelles, telles que les fêtes de mariage, comme nous l'avons déjà vu à propos de la compagnie *TV Dügün* en Allemagne. Il en résulte que l'implication des milieux économiques dans les activités socio culturelles des immigrés diversifiera sans nul doute les types d'activités disponibles et renforcera la dimension transnationale de ces activités dans l'avenir.

Motivations et accès aux activités

- 45 Le maintien des liens avec le pays d'origine représente une motivation essentielle des pratiques des immigrés turcs dans le domaine social. La création de ces liens est très importante pour la première génération et justifiée par un certain nombre de constantes sociologiques telles que vivre selon les traditions culturelles et sociales, se tenir informé des événements en Turquie (lire les journaux turcs, regarder la télé et écouter la radio, regarder des sites turcs sur internet), garder un sentiment de solidarité avec la famille, les voisins et les amis au pays, et finalement, avoir un projet individuel de retour. De plus, quelques activités transnationales ont des motivations intellectuelles. De fait, beaucoup d'immigrés de la seconde génération se considèrent comme des acteurs sociaux qui utilisent les activités sociales transnationales pour aider à leur émancipation sociale. Comme le dit Kémal :

« La raison principale qui fait que je me suis impliqué dans ces activités sociales fut que je devais faire quelque chose, me voir comme acteur de ma vie sociale, et bâtir un réseau social par moi-même. »

- 46 Plusieurs immigrés de la seconde génération jouent un rôle important dans la direction de ces associations sociales. Pour Kémal, qui est responsable d'une fondation caritative :

« Ils s'intéressent aux actions de solidarité de notre fondation. Leur motivation ne repose pas sur leurs relations avec le pays d'origine de leurs parents, mais plutôt sur le fait qu'ils se donnent à eux-mêmes la possibilité d'être des acteurs sociaux conscients en Suisse. »

- 47 De même, pour une autre personne interrogée :

« La participation de la seconde génération à nos activités est motivée d'abord par leur intérêt pour des problèmes qui les concerne directement, tels que les discriminations, les problèmes identitaires et le racisme. Ces personnes cherchent des lieux qui leur permettent de s'exprimer librement. La Bibliothèque Mozaic fournit un tel lieu pour des activités intellectuelles et artistiques. Donc, la seconde génération est beaucoup plus intéressée par les activités bilingues (turc et allemand). »

- 48 La possibilité de commercialiser certains types d'activité sociale est une autre motivation pour certains immigrés. Il existe plusieurs organisateurs individuels, ou de petites compagnies qui organisent des soirées de détente (musique ou théâtre avec des artistes venus de Turquie) pour satisfaire l'intérêt des Turcs en Suisse. Cette facilitation de la culture peut aussi être observée dans le domaine de l'information et des médias. Les organisateurs de ce type d'activités transnationales affirment répondre aux besoins sociaux des immigrés, comme le dit Kadir, éditeur d'un journal turc en Suisse :
- « La communauté turque en Suisse veut avoir des informations sur les problèmes liés aux assurances, aux lois sur les migrations ou d'autres problèmes administratifs et légaux. Notre activité dans les médias répond à ces besoins. »
- 49 Beaucoup d'immigrés mettent leur émancipation sociale en Suisse en rapport avec ces activités transnationales qui, selon les personnes interrogées dans la sphère sociale, ne feront que croître dans l'avenir.

Le caractère transnational des activités

- 50 Les activités sociales turques parmi les immigrés sont de plus en plus conçues et organisées de façon transnationale par la collaboration de différents acteurs dans plusieurs pays de destination. Afin de donner une image plus exacte du caractère transnational de ces activités, regardons de plus près la dynamique d'un mariage turc en Suisse. L'animation musicale du mariage est souvent déléguée à un groupe musical basé en Allemagne, et l'organisation culinaire est confiée à une entreprise de restauration en France. Les invités arrivent de différents pays européens d'accueil et de Turquie. À la demande, un mariage peut être diffusé par satellite, de façon que les membres de la famille qui ne peuvent assister à la cérémonie en Suisse puissent voir le déroulement des événements en direct, devant leur télévision, chez eux. Cela est rendu possible grâce à une compagnie de TV privée (TV Mariage) basée en Allemagne, qui diffuse la célébration en direct. Les mariages permettent aussi aux jeunes habitant dans différents pays de se rencontrer et quelquefois de trouver leur futur partenaire. En outre, d'autres activités, plus intellectuelles, permettent aux immigrés d'être en contact avec le monde intellectuel et artistique turc, comme le dit Kémal :
- « Nos invités ne viennent pas seulement de Turquie. Nous invitons aussi des gens qui vivent dans d'autres pays d'accueil, spécialement l'Allemagne, où existe une atmosphère intellectuelle très développée, ce qui est très important pour la seconde génération. »
- 51 En général, les immigrés turcs et leurs associations organisent des « soirées » (*gece*). C'est une façon collective de profiter de congés spéciaux (célébrations politiques, religieuses et sportives). Ces « soirées » sont aussi la base d'activités populaires fondées sur la solidarité et le caritatif. Une fondation de village, par exemple, organise une « soirée » destinée à rassembler les immigrés venus du même village ou ville et qui vivent à l'étranger. Elles prennent place dans un pays d'accueil différent chaque année et les invités viennent de toute l'Europe. L'argent collecté durant ces « soirées » est envoyé en Turquie, afin de contribuer à l'amélioration des infrastructures des villages et villes d'origine des immigrés.

Pratiques politiques transnationales

- 52 Depuis plus d'un demi-siècle, la Turquie a connu un système démocratique parlementaire multipartite, qui n'a pu, jusqu'à présent, intégrer toute la diversité politique et idéologique du pays. Jusqu'aux années 1990, il était interdit d'appartenir à un parti communiste ; ainsi, avant cette date, de nombreuses personnes furent emprisonnées ou forcées à l'exil. Les activités politiques ayant un arrière-fond ethnique ou religieux étaient également prohibées. S'identifiant fortement avec le modèle républicain français, l'État centralisateur turc rencontre encore des difficultés à répondre sur un mode libéral aux revendications politiques qui suivent des clivages idéologiques, ethniques et religieux s'écartant du modèle républicain officiel. Dans l'histoire démocratique des 50 dernières années, la Turquie a connu trois interventions militaires qui ont, en conséquence, banni à chaque fois, par la force, toute opposition politique.
- 53 En conséquence, le principal modèle du système politique turc est façonné par la présence de mouvements politiques et idéologiques extrêmement conflictuels basés sur une culture politique qui favorise l'action hors normes, parfois violente (Tachau et Heper, 1983). Cette culture politique conflictuelle a contribué à créer une politisation hautement polarisée des citoyens turcs, en Turquie et à l'étranger. Les immigrés turcs en Suisse, comme dans d'autres pays d'accueil, ont construit un certain nombre d'organisations politiques et sont impliqués dans diverses activités politiques qui offrent une plateforme non seulement à la génération plus âgée, mais aussi à la seconde génération (Vermeulen, 2006). Pourtant, l'appréciation de ces activités est souvent ambiguë, dans le pays d'origine comme dans la société d'accueil. Pour cette dernière, l'identification d'un immigré avec les objectifs et la culture politique du pays d'accueil est considérée comme un indicateur d'intégration politique. Bien entendu, l'engagement politique des immigrés dépend aussi des opportunités qui sont ou non offertes à la communauté immigrée par le pays d'origine (Ostergaard-Nielsen, 2001). Mais nous en savons assez peu sur la dimension transnationale des activités politiques des Turcs en Suisse.

Description et types d'activité

- 54 Les activités politiques des immigrés et réfugiés turcs en Suisse se caractérisent par une grande variété d'affinités politiques et idéologiques (gauche, droite, islamique, marxiste, etc.), de formes d'organisation (associations, partis et structures ad hoc) et de modèles de participation (conventionnels ou non). Afin de mieux comprendre la dimension transnationale de ces activités, nous classerons les pratiques en deux catégories ; a) celles qui sont *d'abord* orientées vers le pays d'origine ; b) celles qui s'orientent vers le pays d'accueil.

Activités en direction du pays d'origine

- 55 Dans cette catégorie, les pratiques les plus conventionnelles concernent le vote aux élections nationales. Pourtant, les citoyens turcs ne peuvent voter à l'étranger, ils ne peuvent le faire qu'à la frontière ou dans les aéroports turcs. La communauté turque s'arrange cependant pour soutenir ses mouvements ou partis politiques en affrétant des vols et des autobus là où il est possible de voter. Cette implication des immigrés

turcs ne relève pas d'une simple stratégie de marketing politique : en fait les immigrés paient eux-mêmes toutes leurs dépenses de voyage. Ce qui encourage surtout ces activités, c'est d'abord une forte identification aux enjeux politiques du pays d'origine. Elle découle aussi de l'implication active dans les associations politiques mises en place par les « entrepreneurs politiques » de la communauté des immigrés et réfugiés en Suisse.

- 56 De plus, les associations et organisations politiques qui s'identifient fortement à des enjeux idéologiques, ethniques ou religieux en Turquie ont tendance à développer des liens institutionnels avec les organisations politiques dont ils se sentent proches. Il arrive souvent qu'une organisation politique turque crée une branche ou une association de soutien à l'étranger. Celles qui se sont créées en Europe constituent la « branche européenne » de l'organisme de base. La direction de cette branche se trouve généralement en Allemagne, d'où sont planifiées et dirigées les activités politiques transnationales. Les différentes branches locales et nationales des pays d'accueil assistent les organismes de base en fournissant des supporters, en aidant à la collecte de fonds, et aussi en apportant de l'information sur l'opinion publique à l'étranger. Ils publient des journaux politiques et organisent des « soirées » politiques (*gece*), avec musique et programme culinaire, auxquels sont invités des personnages politiques turcs.
- 57 Les activités transnationales des immigrés et réfugiés turcs n'ont pas toujours des objectifs à long terme. Les immigrés organisent parfois des *activités collectives ad hoc*, spécifiques à un moment et un lieu, qui sont indépendants de toute tendance idéologique, politique ou religieuse en Turquie. Le rôle de ces activités est d'exercer une influence politique sur ceux qui mettent en place les politiques locales ou nationales en Turquie. Ils sont souvent centrés sur des objectifs humanitaires et/ou environnementaux dans le village ou la ville d'origine. Ceux qui vivent dans d'autres pays d'accueil en Europe s'impliquent également dans ces activités. Par exemple, un certain nombre d'immigrés venant de la région de Batman et vivant dans divers pays européens ont été mobilisés contre la politique gouvernementale turque favorable à la construction d'une digue près de la ville de Hasankeyf, un site historique ancien.
- 58 Les activités orientées vers le pays d'origine n'excluent pas l'implication dans les enjeux politiques du pays d'accueil, mais le plus souvent de façon indirecte. En fait, les organisations et associations turques établissent des liens avec les acteurs politiques du pays d'accueil, spécialement avec les partis politiques (en général de gauche ou verts), les syndicats et les organisations de défense des immigrés. Ils participent aux activités politiques qui ont pour but d'améliorer les conditions de vie des immigrés, de les doter de droits politiques et de dénoncer les discriminations et le racisme. Selon un expert, ces actions politiques transnationales créent un dialogue entre les Turcs militants et des acteurs des organisations politiques du pays d'accueil. C'est le résultat d'une stratégie instrumentale, car les immigrés concernés cherchent le plus souvent de l'aide pour soutenir leur cause politique en Turquie plutôt qu'ils ne cherchent à s'identifier à un objectif politique du pays d'accueil.

Activités politiques en direction du pays d'accueil

- 59 Un grand nombre d'immigrés et de réfugiés turcs s'identifient aux enjeux politiques du pays d'accueil et s'impliquent dans diverses formes d'activité politique. Selon les experts interrogés, quelques Turcs de la première génération, en particulier des

immigrés naturalisés, et des membres de la seconde génération, sont impliqués dans des enjeux suisses, *via* leur adhésion à des partis politiques locaux, surtout de gauche (sociaux-démocrates et verts), mais aussi, et de plus en plus, dans des partis de centre droit. De même, plusieurs immigrés turcs naturalisés préfèrent la *participation institutionnelle*, en participant aux instances municipales et aux comités consultatifs comme le *Ausländerbeirat*, ou les commissions d'intégration.

- 60 De plus, quelques organisations d'immigrés se rassemblent autour de certains enjeux politiques dans le pays d'accueil. Ils sont surtout actifs dans des organismes de défense des droits des immigrés (Forum pour l'intégration des migrants et immigrants, ou FIMM, les syndicats et des organismes de défense des réfugiés), qui aident à l'amélioration de leurs conditions de vie en Suisse. Pour les organisations d'immigrés turcs et kurdes, les enjeux de l'immigration sont cruciaux dans le processus d'obtention de la coopération des organismes suisses à la défense des immigrés. Tel est le cas de l'organisation politique Fédération des Travailleurs Démocrates (DIDF)⁵.

Tableau 3 : Activités politiques des immigrés turcs en Suisse

Catégories	Pratiques
Orientées vers le pays d'origine	Participation traditionnelle : vote individuel aux élections nationales
	Implication dans l'entrepreneuriat
	Politique : partis politiques organisations, associations et mouvements
	Activités ad hoc : mobilisation collective pour des causes humanitaires et/ou environnementales
Orientées vers le pays d'accueil	Participation institutionnelle aux instances municipales ou aux conseils consultatifs locaux
	Implication dans des organismes suisses de défense des droits des immigrés
	Adhésion à des partis politiques suisses

- 61 Même si l'on peut caractériser les activités politiques des immigrés turcs selon leur *orientation première*, c'est à dire vers le pays d'origine ou vers le pays d'accueil, aucune de ces catégories ne fonctionne seule, ce qui favorise diverses formes d'activités politiques transnationales.

Motivations et accès aux activités

- 62 Selon les experts interrogés et les acteurs politiques, il existe plusieurs motivations qui stimulent les Turcs de Suisse à participer à des activités politiques transnationales. La plus répandue est l'identification idéologique ou religieuse à un mouvement ou un parti dans le pays d'origine. Immigrés turcs et kurdes importent avec eux leurs enjeux idéologiques et religieux et organisent leurs activités politiques en Suisse autour de ces

enjeux. Pour la majorité des anciens réfugiés (marxistes ou alternatifs de gauche) *l'idéologie* est le principal facteur de mobilisation de leurs activités transnationales. En même temps *les croyances religieuses* paraissent être des motivations importantes pour la première génération, spécialement lorsqu'il s'agit de travailleurs manuels et de leurs enfants.

- 63 De même, *l'identification à un groupe ethnique* en Turquie constitue un autre stimulant à l'engagement politique transnational, en particulier concernant les activistes kurdes qui soutiennent la cause kurde en Turquie. L'opinion d'un de nos experts est révélatrice :

« Pour pratiquer en permanence une politique orientée vers la Turquie, il est nécessaire d'avoir de très fortes raisons, ethniques, religieuses ou idéologiques. Si ce n'est pas le cas, il n'est ni probable ni réaliste de conserver à long terme un lien politique avec la Turquie. » (Z.Y.)

- 64 Il importe de noter que la Suisse joue un rôle dans les activités politiques transnationales des activistes turcs et kurdes. De fait, l'environnement politique dans lequel prennent place les activités politiques des immigrés constitue un cadre important de leur *socialisation politique*, spécialement lorsqu'il s'agit des responsables de ces organisations et associations. Être en contact, organiser des rencontres communes, négocier des stratégies de collaboration avec les acteurs politiques suisses les aide à se socialiser à la culture politique locale (en particulier un modèle consensuel de bonnes relations entre partis et autonomie politique des groupes).

- 65 Dans ce contexte, le désir de transférer au pays d'origine l'expérience politique acquise en Suisse représente une forte motivation pour les acteurs politiques transnationaux. Leur prise de contacts avec les acteurs politiques turcs (en général ceux qu'ils connaissent déjà ou qui appartiennent à un parti ou mouvement dont ils se sentent proches) a pour but d'échanger expériences et connaissances. Il est intéressant de noter que les membres politiquement actifs de la seconde génération justifient leurs activités politiques transnationales par des arguments semblables. Parfois, cette motivation exprime un désir implicite de ressourcer leur activité à travers la vie politique en Turquie. Cela implique la possibilité de retourner au pays avec l'objectif d'entrer dans l'arène politique turque comme représentant au niveau local ou national. Comme le dit un expert interrogé, qui est également membre d'une instance municipale en Suisse :

« J'aimerais m'impliquer politiquement en Turquie afin de pouvoir transférer dans mon pays la culture politique que j'ai acquise ici. Ici, nous faisons une politique basée sur l'objectif concret (*Sachlichkeit*), ce qui n'est pas le cas en Turquie. Je pense que ce serait une contribution importante à la politique en Turquie. » (H.S.)

- 66 Pour certains acteurs politiques de la première génération, spécialement les réfugiés, la socialisation politique dans le pays d'accueil peut être une motivation importante, basée sur une identification avec les enjeux politiques en Suisse plus nette qu'avec les enjeux turcs. Cette tendance est plus affirmée lorsqu'elle s'accompagne d'une désillusion quant à la politique du pays d'origine. Selon le même expert :

- 67 « Les activités politiques à destination du pays d'origine disparaissent après un certain temps, provoquant des désillusions politiques parmi les militants et les cadres. Afin de contrer ces désillusions, au niveau individuel, quelques dirigeants, qui ont encore la capacité et les ressources pour agir sur le plan politique, investissent plus dans la politique locale du pays d'accueil. »

- 68 Selon les experts, l'engagement politique dans ce type de situation résulte de « *stratégies purement individuelles et pas du tout collectives* ». Au-delà de souhaits et désirs personnels, conditions *sine qua non* de l'engagement politique, ces explications montrent que différentes motivations peuvent coexister pour lancer une activité politique transnationale. Gül, ancien réfugié politique naturalisé, est arrivée en Suisse il y a 25 ans, à l'âge de 23 ans. Membre de la gauche, elle siège dans un Parlement cantonal. Elle souligne la coexistence de diverses motivations, tout en parlant de sa propre situation :
- « Mon passé, les relations politiques en Turquie et mon attachement idéologique à la Gauche turque sont les principales raisons de mon entrée en politique. Pour ce qui concerne mon engagement présent dans la vie politique suisse, je voulais avoir une existence politique, et pas seulement économique dans mon nouveau pays ».
- 69 Fatma, activiste naturalisée, qui travaille dans une organisation turque, et est aussi un membre actif du parti vert, représente son organisation au Forum pour l'intégration des immigrés (FIMM). Elle confirme l'affirmation ci-dessus de son compatriote :
- « Lorsque je m'implique dans des activités politiques en relation avec la Turquie, je satisfais mon besoin de solidarité envers un pays où j'ai vécu et entrepris ma socialisation. Mais, pour améliorer nos conditions de vie, en tant qu'immigrés en Suisse, ce me paraît être un vrai devoir que de participer à la vie politique ici. »
- 70 Pour Nilüfer, étudiante de 24 ans à l'université, et également membre d'un Parlement cantonal, arrivée en Suisse avec sa famille réfugiée, alors qu'elle avait 10 ans, la motivation de son engagement politique ne se limite pas à l'amélioration des conditions de vie des immigrés. Elle veut un changement social général dans la société. De plus, son aspiration à développer des activités de relais entre sa communauté d'origine (Kurde Alevi) et les Suisses d'origine est beaucoup plus importante que son engagement dans des activités dirigées vers la Turquie :
- « J'aimerais améliorer les conditions de vie de tout le monde, les immigrés et les Suisses, sans aucune distinction. D'autre part, j'essaie aussi de créer des ponts entre ma communauté d'origine et la communauté suisse. Mon but est de mettre en place des projets communs entre ces deux communautés, qui constituent ma réalité et la source de mon identité. »
- 71 À l'évidence, intérêts et motivations individuels ne suffisent pas à expliquer un engagement politique. L'individu motivé doit avoir des *ressources* qui lui permettent de réaliser ses ambitions politiques. Dans un contexte migratoire, l'accès aux structures politiques du pays hôte est fortement conditionné par la disponibilité de ressources humaines, comme l'indique un autre acteur politique :
- « Ce ne sont pas seulement mes capacités linguistiques et ma connaissance du système politique suisse et de ses institutions qui m'ont aidé à m'impliquer dans la vie politique suisse, mais aussi mes contacts sociaux et politiques, ainsi que le fait que je sois marié à une femme suisse. »
- 72 Au-delà de ces ressources individuelles en termes de compétences sociales, qui aident les immigrés à s'identifier aux enjeux politiques du pays hôte, les immigrés qui ont pour but de participer aux institutions politiques, dans les Parlements régional ou national par exemple, doivent posséder la nationalité suisse pour pouvoir être élus, sauf dans quelques municipalités qui rendent les immigrés éligibles.
- 73 L'attitude des entrepreneurs politiques du pays hôte peut aussi stimuler ou freiner l'identification des immigrés aux enjeux politiques. Les partis suisses font preuve d'une « ouverture modeste » — pour paraphraser un des acteurs interrogés — à l'intégration

d'immigrés dans leurs structures. Cela est dû au fait que plusieurs communautés d'immigrés représentent un certain potentiel électoral. Cette attitude nouvelle de quelques partis suisses facilite l'accès des immigrés à la scène politique autochtone, comme le fait remarquer l'un de nos interviewés :

« Les partis de gauche, notamment les Verts et les Socialistes, sont plus ouverts aux immigrés. Ce sont surtout les femmes qui leur donnent le plus d'appui. » (F.B.)

- 74 Pour ceux qui, au départ, s'orientaient plus vers les enjeux politiques dans le pays d'origine, s'identifier aux objectifs politiques dans le pays hôte signifie parfois « prendre conscience » de l'importance de ces nouvelles orientations, ce qui intervient, pour certains immigrés militants, après quelque temps de résidence dans le pays hôte. Il faudrait plus d'informations pour estimer le moment exact et les causes de cette évolution. Sur ce point, les explications de deux acteurs, un ancien réfugié et une immigrée de première génération, sont importantes :

Gül : « au début de mon séjour en Suisse, je ne m'intéressais pas beaucoup aux activités touchant l'intégration des immigrés. Les événements de Turquie me semblaient beaucoup plus importants. C'était une question de prise de conscience, mais aussi une phase politique que j'ai dû traverser. C'était aussi une question de temps. »

Fatma : « J'ai commencé à m'intéresser à la politique ici lorsque j'ai pris conscience du fait que je voulais avoir une action politique, ne pas être juste une travailleuse. Cela impliquait nécessairement l'acquisition d'informations sur ce pays et l'établissement de contacts avec des organisations et des associations suisses, ce qui, évidemment, prend du temps. »

- 75 Enfin, on peut noter que l'activité transnationale résulte de facteurs multiples, au niveau individuel et collectif, en interne comme à l'extérieur. De plus, s'identifier aux enjeux sociétaux et politiques paraît être une incitation forte à l'implication politique des immigrés.

Le caractère transnational des activités

- 76 Les personnes interrogées dont les activités s'orientent d'abord vers le pays d'accueil relèvent de divers modèles qui leur permettent cependant de conserver des liens politiques avec le pays d'origine. Ainsi, l'établissement de *liens organiques* avec des dirigeants politiques en Turquie (partis, mouvements politiques, organisations, etc), *via la branche européenne* de mouvements, partis ou organismes politiques du pays d'origine offre aux immigrés l'opportunité de s'impliquer dans des activités orientées vers le pays d'origine. Ce lien dénote un fort attachement idéologique, ethnique ou religieux aux enjeux politiques du pays d'origine et est surtout, mais non exclusivement, utilisé par des immigrés ou réfugiés de la première génération, comme Fatma :

« Le journal "Evrensel"⁶ est aussi publié en Europe. Il est, pour l'essentiel, imprimé en Allemagne : nous préparons seulement un supplément pour la Suisse. Je prends une part active à la préparation de ce journal. Grâce à lui, et aux manifestations politiques que nous organisons, je peux maintenir. Je suis membre du DIDF. Nous rencontrons parfois d'autres branches du DIDF dans d'autres pays d'Europe pour discuter de nos activités futures. »

- 77 Le travail d'organisation avec des acteurs politiques dans le pays d'origine, bien que prenant du temps, est cohérent avec l'objectif de transférer des connaissances et des expériences politiques acquises dans le pays hôte :

« Je prends régulièrement part à la réunion festive annuelle en Turquie. Pendant ces rencontres, j'essaie de transmettre à mes amis l'expérience et la culture politiques que j'ai acquises en Suisse » (un interviewé)

- 78 Souvent, la participation à des activités politiques orientées vers le pays d'origine (manifestations, soirées politiques, débats), organisées avec leurs circonscriptions d'origine par des entrepreneurs politiques immigrés en Suisse constitue une autre façon de devenir acteur transnational. Comme le dit Gül, ces activités peuvent être planifiées et organisées par les acteurs eux-mêmes :

« J'utilise de façon réciproque les potentialités existantes. J'essaie de considérer quelques problèmes spécifiques concernant la Turquie (démocratisation, écologie) afin de gagner l'appui de l'opinion publique suisse. Pour y parvenir, j'organise des réunions d'information destinées aux cercles politiques suisses. »

- 79 Les acteurs transnationaux de seconde génération qui ne s'identifient pas aux enjeux idéologiques, ethniques ou religieux turcs recherchent des *liens personnels* avec des acteurs politiques dans le pays d'origine. Ils cherchent, comme le dit Nilüfer, à échanger des expériences politiques et à être informés de ce qui se passe en Turquie :

« Si je cherche à établir des contacts avec des politiciens en Turquie, ce n'est pas pour m'impliquer dans la vie politique turque. Mon but est d'entamer un échange d'idées et d'expériences. Je suis aussi très intéressée par ce que font les politiciens en Turquie, afin de comparer les faits et les enjeux. Mes relations politiques avec la Turquie se font par le biais des associations kurdes et alevis en Suisse, qui sont très impliquées dans les activités politiques en Turquie. Personnellement, je m'oriente vers la vie politique suisse. »

- 80 En dehors de ces formes non conventionnelles de relations politiques de nos acteurs transnationaux et binationaux, la participation aux élections nationales turques (dans les aéroports ou les bureaux de douanes) est également une participation à la transnationalisation de leurs pratiques politiques. Il est aussi important de noter que les partis, organisations et mouvements turcs cherchent à accéder aux ressources financières et politiques des immigrés. Ils ont presque tous créé des organisations qu'ils nomment « branches européennes », spécifiquement conçues pour servir les besoins des immigrés. Les acteurs politiques en Turquie reconnaissent que l'aide des immigrés à leurs propres structures politiques est importante et peut influencer sur le vote des membres de la famille en Turquie, spécialement dans les zones rurales. Pour quelques mouvements politiques, tels que les organisations ethniques kurdes, l'intégration politique des immigrés dans le système suisse est perçu comme le signe d'un manque d'identification avec leur cause, la libération du Kurdistan. Ces organisations promeuvent de forts *liens organisationnels* avec les immigrés et leur engagement direct dans des activités dirigées vers le pays d'origine. D'autre part, comme pour certaines petites organisations d'immigrés turcs en Suisse, quelques mouvements ou partis encouragent l'implication dans la vie politique suisse, comme signe de bonne intégration. Ils souhaitent construire un *réseau avec des représentants turcs en Suisse*, comme cadre d'obtention des ressources financières et culturelles des immigrés, mais aussi pour accroître leur sphère d'influence.

Conclusion

- 81 Nous avons trouvé une grande diversité d'actions transnationales parmi les immigrés turcs en Suisse. Leur arrivée par vagues et par des voies légales différentes ont

contribué au développement d'une variété de pratiques les plus adaptées aux différentes sphères, selon le statut, et la situation socio économique, culturelle et politique. Aucun argument raisonnable ne limite les activités transnationales à la première phase d'un processus migratoire. Au contraire, ces pratiques évoluent et atteignent leur sommet lorsque les immigrants ont déjà réalisé un certain niveau d'intégration et possèdent le capital social nécessaire à la création de liens aussi complexes. Les expériences transnationales des immigrants turcs montre qu'une bonne intégration n'exclut ni une forte identification avec le pays d'origine, ni le développement d'activités transnationales. Cela nous permet de dire que l'« identification transnationale » ne paraît pas, en général, être fonction de la position de l'immigré turc dans les structures du pays hôte. De même, une intégration réussie ne produit pas inévitablement un effet dissuasif sur une « identification transnationale ».

- 82 L'analyse des activités transnationales des immigrants turcs ne peut conforter l'hypothèse d'une explication par un fort intérêt à diriger le projet migratoire vers le retour au pays. Au contraire, la fonction des liens transnationaux peut être liée à l'instauration de meilleures conditions de vie et aux stratégies délibérées d'intégration des immigrants. Au niveau économique transnational, par exemple, les pratiques utilisées par les immigrants visent à contourner l'instabilité de leur position sur le marché du travail suisse, résultant d'un faible niveau d'éducation et de formation, mais aussi de discriminations.
- 83 Les activités transnationales des immigrants turcs ne dépendent pas nécessairement du type de migration (économique ou politique) : chaque sous-groupe tisse des liens transnationaux à la fois dans les domaines économique, politique et socio culturel. Cependant, le facteur générationnel semble être une variable explicative de certaines pratiques transnationales. Sur le plan politique, par exemple, la plupart des immigrants de première génération s'identifient fortement à des enjeux politiques du pays d'origine, alors que la seconde génération montre une nette tendance à s'identifier d'abord aux enjeux du pays hôte. Le facteur générationnel paraît agir aussi dans le champ social. Si la préservation de liens avec le pays d'origine est une motivation essentielle pour la première génération, un nombre important des immigrants de seconde génération utilise les activités sociales transnationales pour aider à leur émancipation sociale, en s'identifiant à des enjeux tels que la solidarité, les discriminations, l'identité et le racisme. Leurs ressources et capacités transculturelles paraissent être mieux reconnues dans un contexte transnational que dans le contexte national du pays hôte.
- 84 Enfin, il est important de montrer clairement que les activités transnationales ne se réduisent pas à l'espace géographique compris entre pays d'accueil et pays d'origine. Des pays tiers peuvent aussi jouer un rôle stimulant en renforçant les pratiques transnationales. C'est le rôle que paraît jouer l'Allemagne, qui représente une sorte de plaque tournante ou de quartier général pour les Turcs, ce qui réduit le rôle de la Turquie dans un certain nombre d'activités transnationales. Pour terminer, il faut insister sur la richesse de la forme et des contenus des pratiques transnationales des immigrants turcs. Nous avons tenté de saisir leurs principales dynamiques et caractéristiques, même si certains domaines, comme la santé et l'éducation, n'ont pu être abordés dans notre recherche. Mais ce qui ressort clairement est ce facteur social total : les pratiques transnationales transcendent l'importance de l'État nation, même si elles dépendent de facteurs nationaux spécifiques.

BIBLIOGRAPHIE

- ARGAST Regula, ARLETTAZ Silvia et ARLETTAZ Gérald (2003) « Citoyenneté, nationalité et formation nationale en Suisse 1798-1925 », *Études et sources*, 29, pp. 129-160.
- BACHMANN Carine et al. (eds) (2004) *Emigration and return: photo stories of Armenian migrants*, Geneva, Cimera.
- D'AMATO Gianni (1997) "Gelebte Nation und Einwanderung: zur Trans-Nationalisierung von Nationalstaaten durch ImmigrantInnenpolitik am Beispiel der Schweiz", in Kleger Heinz (ed.) *Transnationale Staatsbürgerschaft*, Frankfurt, Campus Verlag, pp. 132-159.
- D'AMATO Gianni und GERBER Brigitta (eds) (2005) *Herausforderung Integration: städtische Migrationspolitik in der Schweiz und in Europa*, Zürich, Seismo.
- DAHINDEN Janine (2005) *Prishtina - Schlieren: albanische Migrationsnetzwerke im transnationalen Raum*, Zürich, Seismo.
- FIBBI Rosita (2004) « L'approche transnationale dans l'étude des migrations », in Nedelcu Mihaela (ed.) *La mobilité internationale des compétences : situations récentes, approches nouvelles : actes du colloque « La mobilité internationale des compétences : fuite ou circulation ? »* Neuchâtel, Paris, L'Harmattan, pp. 61-75.
- FIBBI Rosita, KAYA Bülent et PIGUET Étienne (2003) *Le passeport ou le diplôme ? Étude des discriminations à l'embauche des jeunes issus de la migration*, Neuchâtel, Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population.
- FIBBI Rosita et MEYER Jean-Baptiste (2002) « Le lien plus que l'essence : introduction », in Fibbi Rosita et Jean-Baptiste Meyer (eds) *Diasporas, développements et mondialisations*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, pp. 5-21.
- GLICK SCHILLER Nina, BASCH Linda and BLANC-SZANTON Cristina (1995) "From immigrant to transmigrant: theorizing transnational migration", *Anthropological quarterly*, 68(1), pp. 48-63.
- HANSEN Niles and CARDENAS Gilberto (1988) "Immigrant and native ethnic enterprises in Mexican American neighborhoods: differing perceptions of Mexican immigrant workers", *International migration review*, 22(2), pp. 226-242.
- ØSTERGAARD-NIELSEN Kristine Eva (2001) "Transnational political practices and the receiving state: Turks and Kurds in Germany and the Netherlands." *Global Networks*, 1(3), pp. 261-281.
- PIGUET Étienne (1999) *Les migrations créatrices : étude de l'entrepreneuriat des étrangers en Suisse*, Paris, L'Harmattan.
- POLI Raffaele (2004) *Les migrations internationales des footballeurs : trajectoires de joueurs camerounais en Suisse*, Neuchâtel, Éditions CIES, Centre international d'étude du sport.
- PORTES Alejandro (2001) "Introduction: the debates and significance of immigrant transnationalism", *Global Networks*, 1(3), pp. 181-193.
- PORTES Alejandro, GUARNIZO Luis E and LANDOLT Patricia (1999) "The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field", *Ethnic and racial studies*, 22(2), pp. 217-237.
- RIAÑO Yvonne (2003) "Migration of skilled Latin American women to Switzerland and their struggle for integration", in Mutsuo Yamada (ed.) *Emigración latinoamericana: comparación*

interregional entre América del Norte, Europa y Japón. Osaka: The Japan Center for Area Studies, National Museum of Ethnology, pp. 313-343.

TACHAU Frank and HEPER Metin (1983) "The State, Politics and the Military in Turkey", *Comparative Politics*, 16(1), pp. 17-33.

TRIBALAT Michèle (1995) *Faire France : une grande enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris, Éd. La découverte.

VAN AMERSFOORT Hans, MUUS Philip and PENNINX Rinus (1984) "International migration, the economic crisis and the state: an analysis of Mediterranean migration to Western Europe", *Ethnic and racial studies*, 7(2), pp. 238-268.

VERMEULEN Floris (2006) *The immigrant organising process: Turkish organisations in Amsterdam and Berlin and Surinamese organisations in Amsterdam, 1960-2000*. Amsterdam, Amsterdam University Press.

WICKER Hans-Rudolf (2001) "Swiss naturalization practices in times of accelerated transnational mobility and new racism: a preliminary research report", in Kletzander, Helmut and Wernhart Karl R (eds) *Minderheiten in Österreich: kulturelle Identitäten und die politische Verantwortung der Ethnologie*. Wien, WUV Universitätsverlag, pp. 125-141. *Evrensel*, (L'Universaliste) est un quotidien publié en Turquie et idéologiquement proche du parti de gauche *Emek Partisi* (Parti du Travail)

NOTES

1. Le présent article fait partie d'une recherche comparative plus vaste sur « Les pratiques du transnationalisme par les Migrants en Europe de l'Ouest », financée par la Fondation européenne de la Science (ESF) et coordonnée par le Forum suisse pour l'étude des Migrations et de la Population, de l'Université de Neuchâtel.
2. Nous tenons à souligner que, lorsque nous parlons de « communauté turque », des « Turcs » ou des « immigrés turcs », nous nous référons au critère de la nationalité, et non à l'origine ethnique des personnes qui viennent de Turquie.
3. Un grand nombre des personnes interrogées souhaitant rester anonymes, nous avons substitué des noms fictifs aux noms réels.
4. <http://www.vereinbasakschweiz.ch/engagement/mitgliedschaft.shtml>, 25.06.2006.
5. Cette fédération (DIDF), créée en 1980 en Allemagne par des réfugiés, remonte à un mouvement turc marxiste, qui possède de nombreuses branches dans différents pays d'accueil. Ses activités sont dirigées surtout vers le pays d'accueil, et en partie seulement vers la Turquie (voir <http://www.didf.ch/>, de juin 2007).
6. *Evrensel*, (L'Universaliste) est un quotidien publié en Turquie et idéologiquement proche du parti de gauche *Emek Partisi* (Parti du Travail).

AUTEURS

BÜLENT KAYA

Forum suisse pour l'étude des migrations et de la Population (SFM), Université de Neuchâtel,
Suisse, sfm@unine.ch; <http://www.migration-population.ch/>

SIMONE BAGLIONI

Forum suisse pour l'étude des migrations et de la Population (SFM), Université de Neuchâtel,
Suisse, sfm@unine.ch; <http://www.migration-population.ch/>

Hors dossier

Nouadhibou « ville de transit » ?

Le rapport d'une ville à ses étrangers dans le contexte des politiques de contrôle des frontières de l'Europe

Nouadhibou "Transit City"? The Relation of a City to its Foreigners in the Context of European Border Control Policies

Nouadhibou "ciudad de tránsito"? La relación de una ciudad a sus extranjeros en el contexto de las políticas de control de las fronteras en Europa

Jocelyne Streiff-Fénart et Philippe Poutignat

- 1 La politique de fermeture des frontières de l'espace Schengen en vigueur depuis les années quatre-vingt-dix a fait émerger de nouvelles notions et catégories migratoires, en même temps qu'elle produisait de nouveaux dispositifs de gestion des flux et les référentiels pour les légitimer. Le terme de « transit » s'est ainsi imposé dans le lexique des organisations internationales, pour qualifier à la fois un dispositif matériel de rétention ou de refoulement des migrants clandestins (*centres de transit*) et ces migrants eux-mêmes (*migrants de transit*, *populations en transit*), ainsi que le type de leur mobilité (*migrations de transit*) et les espaces qu'ils traversent (*pays de transit*, *villes de transit*). Comme c'est souvent le cas pour le vocabulaire qui s'applique aux phénomènes migratoires, l'intelligibilité de ces expressions (*migrants de transit*, *pays de transit*, *villes de transit*, etc.) ne tient pas tant à ce qu'elles disent (le fait d'être de passage ou d'être un lieu de passage) qu'au cadre institutionnel et normatif qui a motivé précisément leur création lexicale : en l'occurrence la prohibition des circulations Sud/Nord qui, en quelques années, a fait de la migration un délit potentiel¹.
- 2 Les villes situées aux points de passage vers l'Europe sur la façade méditerranéenne ou atlantique du continent africain (Tripoli, Rabat, Tanger, Nouadhibou...) sont devenues des lieux-tests des politiques publiques mises en œuvre pour gérer cette nouvelle donne migratoire, où s'expérimente et se négocie la coopération entre Nord et Sud pour le contrôle des flux. La *ville de transit* devient ainsi une catégorie d'action pour un ensemble d'acteurs investis à un titre ou à un autre dans la gestion de la dite immigration (ou émigration) clandestine : agences internationales, ONG, polices, associations, organismes humanitaires...

- 3 Pour les géographes et les anthropologues qui travaillent de longue date sur l'espace Sahelo-Saharien, la notion de *ville de transit* servira plutôt à désigner les points de départ, ou les relais, des mobilités transahariennes actuelles, à propos desquelles « il serait faux d'imaginer le Sahara comme un vaste corridor de circulation, sans frontières ni contrôles, emprunté par des migrants en partance pour l'Europe via le Maghreb » (Bredeloup et Pliez, 2005). La notion de transit masque autant qu'elle révèle la nouvelle donne migratoire : les migrations entre les deux rives du Sahara sont diverses, combinent mouvements transnationaux avec ceux majoritairement transfrontaliers, associent circulation des personnes et des marchandises. Les migrations par étapes, qui se développent dans le contexte du contrôle des frontières, se croisent ou s'échangent avec celles, plus anciennes, de subsahariens originaires des pays voisins en Algérie, en Libye, en Égypte, ou encore en Mauritanie. Il est donc difficile de distinguer ceux qui migrent de ceux qui transitent². Nous avons pour notre part montré comment les carrières de migrants cherchant le passage dans la ville portuaire de Nouadhibou sont affectées de façon variable par cette fonction de relais, certains l'utilisant comme un tremplin ou une position de refuge, tandis qu'elle débouche pour d'autres sur une impasse (Poutignat et Streiff-Fénart, 2006). Ce type d'approche n'épuise cependant pas les dynamiques à l'œuvre dans le rapport des étrangers à la ville, dans la mesure où celles-ci intègrent des stratégies et des tactiques d'acteurs qui prennent en compte et reconstruisent localement le sens de la catégorie *ville de transit* tel que nous l'avons explicité plus haut.
- 4 On se propose dans cet article de montrer comment, dans le contexte de l'exacerbation des pressions à la fermeture des frontières exercées par les institutions européennes, la qualification de la ville portuaire de Nouadhibou (Mauritanie) comme *ville de transit* vient mettre à l'épreuve le sens de l'urbanité propre à cette ville³. Elle assigne des objectifs de gestion des populations et de contrôle des circulations transfrontalières inédites dans une ville qui a développé une longue tradition d'accueil formée au cours de vagues successives de migrations de travail, au point que venir « d'ailleurs » y est depuis toujours la façon la plus caractéristique d'être « d'ici » (Poutignat et Streiff-Fénart, 2001). Le dispositif de surveillance, de tri et de contrôle, que les organismes en charge des politiques migratoires tentent d'instaurer, induit une nouvelle grille de lecture de la mobilité et du statut de l'étranger, venant se surimposer aux représentations qui orientaient localement les relations des citoyens aux immigrés, depuis la fondation de Port Etienne devenue Nouadhibou, et sa constitution comme ville.
- 5 Pour prendre pleinement la mesure de ces dynamiques et de leurs effets potentiels, il faut aussi les replacer dans le contexte sociopolitique d'un pays, la Mauritanie, qui constitue un espace de circulation enjambant les frontières nationales (circulation des tribus maures sur sa frontière nord ou des communautés toucouleur, soninké et wolof de part et d'autre du fleuve Sénégal sur sa frontière sud). La représentation du territoire comme espace privilégié d'échanges a contribué à forger l'identité du pays, souvent qualifié de lieu de passage et de brassage entre Afrique noire et Maghreb. Le symbolisme du « pont » ou du « trait d'union » a toutefois été remis en cause à mesure de l'affirmation de l'hégémonie de la composante maure⁴, et de l'exacerbation des tensions « raciales » qui ont connu leur paroxysme lors de ce qu'il est convenu d'appeler « les événements de 89 »⁵, dont les répercussions marquent jusqu'à aujourd'hui la vie politique du pays.

Nouadhibou : la place des migrations dans les pratiques et les représentations urbaines

- 6 Seconde ville de la Mauritanie (avec environ 100 000 habitants), Nouadhibou a été d'abord un petit centre colonial sous le nom de Port Etienne, fondé au début du ^{xx}e siècle et qui très vite a vu se développer sous l'égide de la Société Industrielle des Grandes Pêches ou SIGP, une activité de pêche sur un site particulièrement favorable, la Baie du lévrier, connu de longue date des navigateurs et des pêcheurs canariens. L'absence d'eau a longtemps sévèrement limité le nombre d'habitants et ce n'est qu'à partir du milieu des années cinquante, un peu avant l'indépendance et durant les années soixante, avec le développement de l'industrie minière et la création de la société MIFERMA⁶, que va se développer l'urbanisation de Nouadhibou, liée à ses activités portuaires. C'est également au cours de cette période que vont se fixer un certain nombre de représentations de la ville, à commencer par celles qui en font « la capitale économique », ouverte sur le monde et porte d'entrée des gens et des marchandises en Mauritanie. Ces représentations sont toujours associées à l'image de Nouadhibou, on les retrouvait par exemple en 2004 dans la présentation très officielle qu'en donnait son maire dans la page d'accueil du site *internet* de la municipalité :

« Nouadhibou a été, de tout temps, une ville ouverte à la fois vers l'intérieur du pays autant que vers l'extérieur comme en témoigne la présence de communautés nombreuses et d'origines diverses. Par la création de ce site, nous avons voulu perpétuer cette vocation de terre d'échange de notre cité. »

- 7 Comme on peut le constater, font partie intégrante de cette image les caractéristiques de son peuplement. Du temps de la MIFERMA, il y avait une forte présence d'expatriés européens employés par l'entreprise et logés dans une cité distante de la ville (Cansado) dans une stricte séparation des employés indigènes selon le schéma colonial. À la suite de la mauritanisation de l'entreprise, devenue la SNIM, cette présence est devenue fort limitée. Cependant avec le développement de la pêche industrielle, une présence, elle aussi fort peu intégrée au tissu social et urbain mauritanien, d'équipages coréens, chinois russes, a entretenu une image de ville cosmopolite. Là encore se fixent des représentations de la ville qui s'expriment par exemple dans ces commentaires sur Nouadhibou d'un journaliste Nouakchottois :

« Nouadhibou est un "boat people" où se mêlent les populations du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest du pays. En y ajoutant les étrangers coréens, espagnols, russes, chinois, japonais, portugais, marocains, algériens et j'en passe, c'est un véritable "melting-pot" où les langues parlées se confondent au fur et à mesure que deux passants se saluent, que l'on passe d'une ruelle à l'autre, d'un marché à l'autre, d'un bateau à l'autre. » (Nouakchott Info, n° 392, 27 avril 2003)

- 8 L'identité citadine proprement *stéphanoise*⁷ s'est ainsi fondée moins sur un enracinement que sur les valeurs distinctives du travail et de la richesse économique, l'identité commune de gens qui, au-delà de la disparité de leurs statuts sociaux et économiques, « sont capables de se nourrir par eux-mêmes ». Les traits caractéristiques du mode de vie qu'implique cette identité contrastant avec les formes convenables de la sociabilité selon les normes des sociétés locales, met Nouadhibou « en marge », tel un « boat people » en pleine mer. L'image (certes osée) fait également allusion à l'isolement géographique de la ville, située sur une presqu'île, adossée à une frontière fermée jusqu'en 2002 et restée sans liaison terrestre facilement praticable avec la capitale et le

reste du réseau routier jusqu'à l'ouverture de la route Tanger Dakar en 2005. Mais cet enclavement est tout autant social et culturel, car, comme l'écrit Benjamin Acloque, pour les *bidân*⁸ elle véhicule une image de ville industrielle, sans grandeur intellectuelle, éloignée des représentations valorisées de la citoyenneté comme source de culture et d'éducation (Acloque, 1999).

- 9 Par rapport aux autres villes dites « de transit » du Maghreb, dans lesquelles, comme le relève Ali Bensaad, les migrations transsahariennes réintroduisent « un cosmopolitisme par la marge » dans des univers urbains devenus largement monolithiques (Bensaad, 2005), Nouadhibou se singularise ainsi par une identité urbaine fondée sur le cosmopolitisme et le travail. Le développement de la pêche, dans un pays qui n'avait que peu de traditions dans ce domaine, a impliqué l'installation (le plus souvent temporaire, mais établissant des structures et des réseaux d'accueil) de pêcheurs venus des pays côtiers : Guinée, Guinée-Bissau, Bénin et, majoritairement, Sénégal. De plus, le développement urbain, entraîné par la sédentarisation progressive des habitants et par une relative prospérité réinvestie dans la construction, a permis l'essor rapide d'une « nouvelle ville » dont l'édification a mobilisé une main-d'œuvre venue prioritairement des pays limitrophes, Mali et Sénégal. En l'occurrence, la mobilité des uns a servi la sédentarité des autres, non seulement par l'apport de travail, mais en favorisant des stratégies de rentabilisation du foncier, qui ont accéléré le peuplement des nouveaux quartiers et la montée en puissance de leurs fonctions urbaines au détriment du centre ancien. Les propriétaires des maisons du vieux centre colonial de *Khairan* (commerçants, fonctionnaires...) et les attributaires des logements de la « cité SNIM » (personnel ouvrier de l'entreprise) ont massivement loué ou sous-loué leurs appartements aux immigrés et investi les revenus tirés des loyers dans la construction de maisons au nouveau quartier de *Nimruwat* (*Les Numéros*)⁹. C'est ainsi qu'on désigne l'extension urbaine créée au nord du premier noyau urbain par l'attribution de lots (les numéros) et qui a été l'occasion des déguerpissements¹⁰ des premiers quartiers spontanés. L'accroissement très rapide de cette portion de la ville, séparée de l'ancien centre par une vaste zone non bâtie, et que jouxte le quartier résidentiel de *Dubaï* avec ses maisons au luxe ostentatoire des enrichis de la pêche et des affaires, tend à en faire une ville bis.
- 10 La présence des immigrés dans la ville¹¹ n'est pas totalement intégrée à l'ordre urbain, elle reste visible et visiblement étrangère au mode de vie local, celui des Maures qui jouissent à Nouadhibou, plus encore que dans d'autres villes, d'une large suprématie. Mais elle n'est pas non plus de l'ordre d'une mise à l'écart, on peut plutôt la caractériser comme un côtoiement urbain (dans le travail, les transactions commerciales) sans véritable mixité sociale. Les quartiers où résident et travaillent les immigrés sub-sahariens jouissent d'une forte visibilité, ils sont nettement identifiables comme territoires immigrés et désignés comme tels, sans faire l'objet pour autant de ségrégation ou de stigmatisation urbaine (même si Accra, le sous-quartier où se regroupent les Ghanéens jouit d'une réputation quelque peu sulfureuse de lieu de prostitution et centre de distillation du *choum-choum*¹²). La grande majorité des migrants réside dans l'ancien cœur de la ville coloniale, qui est aussi le lieu du marché et des échanges, bordé par le *goudron median* (rue centrale), où sont implantés les bâtiments administratifs et tous les lieux-vitrines de la modernité : les trois « supermarchés » de la ville, la galerie commerciale de vente des téléphones portables, les cybercafés... À ceux-ci, les boutiques de mode, restaurants et salons de coiffure

tenus par les migrants, suffisamment denses dans cette partie de la ville, viennent ajouter des traits caractéristiques du style de vie et des modes de consommation populaires des villes africaines, co-existant avec ceux de la population maure. Ils attestent d'un droit de cité qui, s'il ne leur est guère contesté, contraste avec une rigoureuse ségrégation dans le marché du travail venant se superposer à la hiérarchie ethnico-raciale de la société mauritanienne¹³. Voici par exemple la description qu'en donne ce migrant ivoirien :

- « Ici on n'a aucun problème, et puis les Mauritaniens ils ont envie de nous encore. Puisque le travail, y a du travail qu'ils refusent de faire parce qu'ils se croient un peu supérieurs à nous. Nous on est fiers de faire ça pour avoir notre argent, pour manger.
- Ils se croient supérieurs ?
- Oui, ils se croient supérieurs, les ... choses, comment dirais-je ? Les Blancs, ici les Blancs c'est eux qui dominant.
- Les Maures ?
- Oui, les Maures, tu vas jamais voir un Maure qui est chauffeur de quelqu'un. Sauf peut-être si c'est un ministre. Il est chauffeur d'un ministre peut-être. Mais un Maure qui est chauffeur de... comme ce que moi je fais, non non non. C'est des métiers qu'ils veulent jamais faire.
- Chauffeur ... domestique aussi ?
- Domestique toujours c'est les Noirs, c'est les Noirs mauritaniens ou les Noirs étrangers. »

11 Il peut arriver toutefois que la ségrégation dans l'emploi soit elle-même exploitée par les étrangers pour s'approprier des niches spécifiques. Cela a été le cas pour une activité de transformation du poisson (activité réputée sale, malodorante, et donc volontiers abandonnée aux étrangers) qui se déroule dans un espace productif informel mais bien délimité géographiquement, dénommé Bountya. Cet espace productif a émergé dans les années 1990 comme un effet dérivé d'une politique d'aménagement qui ne concernait en rien les immigrés. Lors de la construction du nouveau port de pêche en 1993, le souci de séparer le débarquement et la vente du poisson frais d'une petite production résiduelle de séché-salé susceptible de contrevenir aux normes sanitaires, a conduit les aménageurs à déplacer les transformateurs vers ce nouveau site. Ce dernier est devenu en quelques années un espace particulièrement dynamique où a pris corps un véritable dispositif transnational d'économie informelle connectant différents circuits migratoires. Il s'est maintenu par l'essaimage des réseaux d'entrepreneurs informels engagés dans le cadre du commerce international des produits halieutiques en Afrique subsaharienne, et grâce à la circulation de la force de travail ouest africaine¹⁴.

12 Bountya offre un exemple typique des dynamiques induites par les croisements de circulations migratoires qui se développent dans l'espace sahélo-saharien, mais aussi de la place particulière des étrangers dans la ville. Car il convient de souligner que si l'abandon de cet espace productif aux migrants revient bien à leur concéder l'exclusivité d'une portion du territoire urbain et du secteur informel, aucun droit officiel, aucun titre ne leur est cependant accordé, et il leur est rappelé à l'inverse qu'ils peuvent « être déguerpis » à tout moment. On trouve ici l'illustration d'une disposition courante à l'égard des étrangers : une tolérance au double sens d'acceptation bienveillante de leur présence, et de concession d'un droit provisoire, pouvant toujours être remis en cause. La présence des étrangers à Nouadhibou ne fait pas l'objet de commentaires particuliers à la seule condition qu'elle ne menace pas un style de vie, hautement valorisé par les Maures, fondé sur le commerce et l'éthique islamique. On

considère en général qu'il n'y a pas lieu d'inquiéter les immigrés en tant qu'étrangers, que leur présence (en particulier celle des « frères africains ») est bienvenue tant qu'ils ne « gênent pas », c'est-à-dire qu'ils n'interfèrent pas avec les intérêts économiques des locaux. Les opérateurs économiques mauritaniens peuvent leur concéder des niches d'emploi, mais en gardant un œil sur les secteurs qu'ils leur abandonnent, prêts à les récupérer lorsque leur exploitation directe devient plus rentable que les ressources indirectes (constituées de prélèvements de toute nature) qu'on peut en tirer. Les relations des Mauritaniens négro-africains avec les migrants sub-sahariens sont marquées également par une certaine distance sans hostilité, qui peut dans leur cas être rompue par la proximité ethnique entre les groupes présents dans l'espace sous-régional. Les liens des citoyens mauritaniens *haalpulaar'en* ou soninkés avec leurs « parents » sénégalais ou maliens se maintiennent au-delà des frontières nationales, héritées des découpages coloniaux. Et de façon plus occasionnelle, les relations de complémentarité ou de parenté à plaisanterie entre les groupes (Peuls, Toucouleurs, Soninkés, Bambaras, Sérères, Wolofs) de l'espace sous-régional peuvent être à tout moment actualisées, par exemple lorsque l'invocation de ces liens entre « cousins » peut faciliter les transactions sur le marché.

« Chercher la route » à Nouadhibou

- 13 Ces dix dernières années ont vu une forte augmentation de migrants qui viennent à Nouadhibou pour « tenter l'aventure », soit par la voie terrestre, soit en espérant s'embarquer sur les bateaux de pêche industrielle. Les plus fortunés d'entre eux ont payé leur passage au capitaine et bénéficient, peut-on le supposer, d'une chaîne de complicité, depuis les armateurs jusqu'aux agents (douane, police maritime) chargés du contrôle ; les plus démunis ne peuvent qu'emprunter la voie, plus risquée, du passage clandestin, en tentant de s'introduire, parfois au péril de leur vie, dans les embarcations. Pour ces migrants, qui se désignent eux-mêmes comme des « aventuriers », la ville n'est rien d'autre qu'un point de passage où l'on espère s'attarder le moins possible. Certains d'entre eux en effet quittent dans les jours qui suivent leur arrivée et sans même entrer dans la ville, la maison où le passeur les a regroupés avec d'autres candidats au passage. D'autres, laissés pour compte après dépouillement de leurs économies par un passeur ou un intermédiaire indécents se retrouvent démunis, en quête de travail pour refaire leur pécule. D'autres enfin sont arrivés individuellement sur la base d'informations sur Nouadhibou et y travaillent pour amasser la somme nécessaire au voyage ou y patientent un temps indéfini en espérant recevoir l'aide financière plus ou moins promise par un parent en Europe¹⁵.
- 14 Cette arrivée de migrants en transit dans la ville n'a pas entraîné cependant, comme cela a été le cas au Maroc, de regroupements spécifiques aux marges de la cité. Les nouveaux venus, si leurs projets immédiats échouent, se retrouvent insérés dans le tissu social local qui a fait de longue date leur place aux nombreux migrants originaires d'Afrique Noire, et s'insèrent dans les secteurs d'emploi massivement ou parfois exclusivement occupés par des étrangers : Maliens dans les services domestiques, Sénégalais dans la pêche artisanale, Ivoiriens dans l'enseignement du français, etc. À quoi s'ajoutent les niches ethniques à destination des membres de la communauté nationale ou plus largement africaine noire : salons de coiffure afro, restaurants. Tous ces emplois constituent pour les aventuriers des positions économiques d'attente qui

rapportent peu mais ont l'avantage de pouvoir se repasser très rapidement entre étrangers et donc de permettre à leur titulaire de réaliser instantanément son (petit) capital si l'occasion du départ se présente.

- 15 Dans leur relation à la ville et à ses habitants, les migrants en transit plus ou moins prolongé (personne parmi eux ne se vit comme définitivement installé même si le séjour se prolonge pendant des années) combinent une grande familiarité avec les lieux urbains qu'ils s'approprient rapidement et la réserve de l'étranger quant aux affaires de la cité. Ils forment des micro-sociétés urbaines d'immigrés avec leurs thèmes propres d'intérêt (liés au passage et au travail), leurs propres organisations (associations, foyers), leurs propres notables (présidents d'association, « SG »¹⁶) et leurs acteurs typiques (*thiamen*, *connexion men*, *contrat men*¹⁷). Mais ces micro-sociétés sont en interaction constante avec la société locale et ses représentants officiels. Les présidents d'association fonctionnent comme une représentation diplomatique lorsqu'il s'agit de traiter des problèmes de police, des décès, des incidents (bagarres, vols) concernant les membres de leur communauté.
- 16 Dans cette ville où la présence des étrangers est banale et acceptée, les candidats au passage clandestin en Europe sont des étrangers parmi d'autres, qui peuvent se confondre (dans l'image qu'on en a ou dans la réalité des parcours) avec d'autres immigrés, venus, eux, spécifiquement pour le travail. Que certains, parmi ces étrangers « cherchent la route » est notoire, mais les distinctions entre catégories de migrants, « temporaires », « en transit », « de travail » etc. n'en demeurent pas moins largement arbitraires dans un contexte urbain où l'on reconnaît volontiers que « tous » sont susceptibles, « s'ils ont la chance » (de réunir assez d'argent, de trouver une occasion suffisamment sûre) de partir en Europe, mais dans lequel aussi s'offrent des opportunités d'installation durables, et où les projets migratoires peuvent, avec le temps, se modifier.
- 17 Telle était du moins la situation qui prévalait ces dernières années. Depuis l'automne 2005, des changements notables sont intervenus, dont il s'agit précisément de prendre la mesure. Ces changements se sont présentés d'abord sous la forme d'un évènement, l'arrivée massive de migrants cherchant à s'embarquer à bord de pirogues pour les Canaries, et d'une situation de crise exigeant des mesures appropriées. Cette arrivée, en ville, de candidats au passage de plus en plus nombreux, a fait suite à une surveillance renforcée des côtes marocaines (celles notamment d'un point de départ plus ancien situé à Laâyoune) et a inauguré ce qui, tout au long de l'année 2006, fut qualifié de « crise migratoire des Canaries »
- 18 Ce qui justifie ici de parler d'évènement c'est non seulement la nouveauté du mode opératoire que représente la traversée en pirogue à cette distance des côtes canariennes, ou encore le nombre de migrants candidats au passage hors des proportions habituelles, mais aussi que cette irruption dans un ordre de choses antérieur, s'est trouvée configurée dans des récits qui vont contribuer à en fixer le sens : récits, spontanés et endogènes, que l'on peut recueillir sur place, ceux, également, de la presse internationale, recyclant éventuellement les premiers. Très vite, il sera raconté, à qui veut l'entendre, l'histoire de « l'invention » du passage : au mois de juin de cette même année, un capitaine pêcheur, parti avec peu de passagers, aurait réussi pour la première fois à atteindre l'archipel et l'aurait fait savoir par téléphone alors que tout le monde les croyait morts en mer (on trouvera le même type de récit au Sénégal, lorsque les départs de pirogues se déplaceront plus au sud). La

nouvelle se serait répandue rapidement et aurait attiré ceux qui se trouvaient bloqués sur les côtes marocaines. Vraie ou fausse, l'histoire illustre la détermination de ceux qui veulent partir toujours prêts à prendre de nouveaux risques, pour trouver de nouvelles « routes » quels que soient les obstacles. Cette considération n'est pas absente des récits médiatiques, mais ceux-ci, qui paraissent au mois de mars 2006, durant lequel les reportages vont se multiplier (avant que l'attention ne se déplace au Sénégal et ne concerne plus Nouadhibou que de façon épisodique), insisteront sur l'envahissement de la ville, le désarroi des autorités, et le grand nombre des victimes. Les premiers reportages en effet sont introduits par des citations de sources espagnoles qui font état d'un nombre sans précédent de débarquements de clandestins aux Canaries et annoncent qu'une « catastrophe humanitaire » est en cours¹⁸. Ces faits, pour faire événement, s'inscrivent alors, comme un nouvel épisode, dans un récit plus large qui prend forme à travers une rubrique récurrente, celle de « l'immigration illégale originaire d'Afrique » qui les met en relation avec d'autres épisodes, explicitement¹⁹ ou, plus souvent, implicitement. Il en est ainsi des corps retrouvés sur les plages, ou repêchés en mer, qui viennent s'ajouter à ceux du détroit de Gibraltar ou à ceux de l'île de Lampedusa dont la chronique est régulière ces dernières années. Les descriptions des journalistes sont souvent accompagnées du récit des souffrances et des errances des rescapés (lesquels ont pu participer éventuellement à plusieurs de ces épisodes) rendant manifeste, là encore, leur détermination. Cette dernière est vue cependant sous une perspective différente, car mise en relation avec le nombre des candidats au passage et, face à celui-ci, avec l'impuissance des autorités locales, elle contribue à donner forme à la crainte d'une invasion incontrôlable et d'un nombre toujours plus grand de victimes insensibles aux risques qu'ils prennent. À ces craintes, supposées partagées par le lecteur, correspond l'urgence de problèmes en attente de solutions.

- 19 C'est donc en vue de résoudre ce que la presse européenne anticipe comme un problème inscrit dans un espace public largement extérieur au contexte local et même plus largement mauritanien, à savoir le « flot », « l'avalanche » de migrants irréguliers... (termes employés aussi bien par la presse que par les responsables officiels, en particulier les autorités canariennes), que se met alors en place rapidement un dispositif de surveillance avec « l'assistance » de la *Guardia Civil* espagnole (qui en est le véritable maître-d'œuvre). Ce dispositif sera complété au mois d'août 2006 d'un plan d'action sous l'égide de l'Agence Frontex²⁰ (le premier du genre). Les fonds débloqués par la Commission européenne soutiennent alors le déploiement d'une importante technologie policière et militaire (radar, navires de patrouille, hélicoptères...) et la mise en œuvre de toute une ingénierie du contrôle des frontières avec un corps de professionnels doté de son lexique spécialisé : « ARV »²¹, « mécanisme de réaction rapide », EGM²², etc. Dans le même temps se développent des actions de « sensibilisation » auprès des migrants, visant à dissuader les candidats au départ de prendre des risques « disproportionnés ». Très vite également, des militaires espagnols aménagent au milieu de la ville un centre de rétention des migrants expulsés des Canaries, repêchés en mer ou surpris au moment du départ.

Surveiller, sauver, trier

- 20 L'activité déployée par les organismes internationaux (UE, OIM²³) présents sur le territoire est en tous points conforme au périmètre d'action défini dans la lettre conjointe de huit présidents au président du Conseil Européen en septembre 2006 :
- 21 « Il importe de prendre dûment en compte les spécificités de cette frontière maritime, qu'il s'agisse notamment des fonctions de patrouille et de surveillance maritime, des obligations de sauvetage et d'accueil, et des tâches d'identification et de reconduite des immigrés clandestins »²⁴.
- 22 La mise en œuvre de ce programme a fait émerger des acteurs collectifs dont la présence dans la ville est fortement visible : garde-côtes et policiers de la *Guardia civil*, patrouillant à bord de vedettes ou d'hélicoptères, mais aussi ONG internationales (Croix rouge, Croissant rouge, Médecins du Monde, Caritas). Le dispositif humanitaire sous l'égide de la Croix Rouge espagnole et du Croissant Rouge mauritanien, prend notamment en charge le volet assistanciel (distribution de nourriture, tentes, couvertures, etc.) de l'administration du « centre d'accueil », parallèlement à la police mauritanienne, chargée quant à elle de la fonction carcérale et du refoulement aux frontières²⁵. En sus de (ou à travers) ces actions d'assistance humanitaire, les ONG présentes à l'intérieur du « centre d'accueil » assument en fait une triple mission : de maintien de l'ordre public — lorsque leurs représentants recommandent aux détenus d'être « disciplinés » pour éviter de déclencher les violences policières — d'identification et de tri — lorsque les « facilitateurs »²⁶ obtiennent des informations sur les pays d'origine des migrants — et de connaissance, lorsqu'ils contribuent, en faisant passer des questionnaires aux pensionnaires du camp, à construire une base de données (sur les caractéristiques sociales, les motivations, les projets, les liens familiaux...) des clandestins.
- 23 La nouvelle fonction de *ville de transit* assignée à Nouadhibou a pu aussi renforcer et légitimer par de nouvelles missions, d'autres organisations comme l'Église catholique, ultra-minoritaire en Mauritanie, dont la compétence revendiquée en tant que protagoniste de ce dispositif vient de la pratique pastorale et de la compréhension qu'elle autorise de l'expérience subjective du migrant clandestin. De tous les acteurs présents sur le terrain, les religieux sont les seuls qui se positionnent résolument du côté des migrants, sans se préoccuper de leur statut et des raisons de leur présence. La mission catholique leur offre de longue date des services auxquels nombre d'entre eux, qu'ils soient ou non catholiques, ont recours : « boîte aux lettres des aventuriers », dépôt de leur argent, hébergement en cas d'urgence, etc. La situation actuelle, avec la médiatisation des tentatives de passage clandestin et des drames humains qu'elles occasionnent, n'est pas cependant sans avoir, ici comme ailleurs, quelque peu modifié les modes opératoires. Si elle laisse inchangées les pratiques traditionnelles d'assistance aux « aventuriers », elle a favorisé, à Nouadhibou comme dans les autres villes de transit, l'émergence de figures individualisées de prêtres qui s'en font les porte-parole auprès des médias, et qui connaissent une plus ou moins grande notoriété, depuis la visite obligée au curé du lieu pour tout visiteur (journaliste, chercheur, représentant d'ONG) intéressé par la question de l'immigration clandestine, jusqu'à l'intronisation de prêtres écrivains dans les milieux intellectuels par la médiation de personnalités académiques ou associatives²⁷.

- 24 L'intervention conjointe de tous ces acteurs contribue à inscrire dans l'arène publique locale un problème (la présence dans la ville de migrants animés de l'intention de passer clandestinement en Europe), dont nous avons vu qu'il a été initialement formulé par la presse européenne sur un arrière-plan de préoccupations extérieures à l'espace public mauritanien.
- 25 C'est en fonction de ce problème, de ses enjeux (la lutte contre l'immigration irrégulière, la prévention des noyades, le démantèlement des réseaux de trafic d'êtres humains) et des actions publiques qu'appelle sa résolution (la coopération policière, l'aménagement de centres d'accueil, la mise en place d'un dispositif d'assistance) que les acteurs présents dans l'espace local vont définir et orienter mutuellement leurs activités. Celles-ci impliquent des opérations de cadrage, des procédures d'identification et d'étiquetage, des techniques et des savoir-faire, qui contribuent à rendre la situation compréhensible pour tous, professionnels ou volontaires, mauritaniens ou étrangers, et que chacun peut utiliser en retour pour légitimer son action.
- 26 De tels processus sont clairement en jeu dans la construction d'une cartographie imaginaire réinterprétant la place des migrants dans la ville selon des catégories socio-urbaines créées pour d'autres populations ou dans d'autres contextes : celle, par exemple, de *bidonville* utilisée dans la brochure de la congrégation des spiritains (Pentecôte sur le Monde, numéro de juillet-août 2006) consacrée aux aventuriers de Nouadhibou. La dureté de leurs conditions de vie est illustrée par l'image des baraques du quartier spontané de *Jeddida*, présenté comme « le bidonville de Nouadhibou où s'entassent des milliers de gens en transit », alors que ses habitants sont en fait très majoritairement mauritaniens. Un autre exemple de ces opérations de cadrage est fourni par les procédures de description et de quantification mises en œuvre dans les enquêtes visant à améliorer les connaissances sur les « profils migratoires » qui se sont généralisées depuis quelques années²⁸. Ces études impliquent toute la chaîne des différents intervenants : depuis les organismes internationaux (UE, OIM, HCR) qui les ont commandées jusqu'aux associations locales, chargées du recueil des données (sondages, entretiens), en passant par les Fondations ou ONG européennes qui sont les maîtres d'œuvre de l'étude. Un aspect remarquable de ces études est la façon, dont les données sur l'habitat des immigrés recueillies « sur le terrain » par les ONG locales sont reformatées pour correspondre aux catégories administratives de la gestion urbaine des populations. Les monographies réalisées par les ONG locales mentionnent avec régularité les mêmes sites d'implantation des immigrés : *la cité SNIM, l'Areiguib, Khairan, Accra, Tcharka*. Mais à mesure de leur diffusion vers le haut de la chaîne des intervenants et de la montée en généralité qu'elle implique, ces dénominations laissent la place aux catégories génériques du lexique des gestionnaires du développement urbain et de la lutte contre la pauvreté, comme *périphérie, développement périurbain, zones de pauvreté*, etc. Ainsi, dans ce document²⁹ : « /.../ l'accroissement du phénomène migratoire peut générer à terme des tensions sociales, avec une compétition sur le marché du travail, un développement périurbain incontrôlé donnant naissance à des zones de grande pauvreté perçues comme les territoires de certaines nationalités africaines, notamment dans les périphéries de Nouakchott et Nouadhibou ». Peu adéquates pour qualifier les quartiers occupés, à Nouadhibou, par les immigrés (qui logent, comme nous y avons insisté, plutôt au centre et plutôt dans le « dur » que dans l'habitat précaire), ces catégories servent néanmoins à formuler le cadre à partir

duquel s'interprète la présence immigrée dans la ville et s'identifient les problèmes qu'elle pose. Dans les exemples que nous avons donnés, l'appel à des catégories urbaines (bidonville, périphérie, etc.), vient renforcer dans un cas, l'impression de la misère et du malheur dans le registre de langage compassionnel propre à l'institution religieuse ; dans l'autre, il vient souligner la dangerosité de la migration et conforter la légitimité d'une politique de contrôle. Ainsi, les différents acteurs participant d'une façon ou d'une autre à la gestion de la migration irrégulière, contribuent à donner corps à la figure du migrant clandestin selon des motifs et des points de vue fort divers, mais qui néanmoins se renforcent mutuellement.

- 27 La double mission de surveillance (des frontières) et de protection (des migrants et réfugiés), qui est au cœur du dispositif, délimite un répertoire d'actions (assister, refouler, enfermer, sauver, punir) applicables à des types d'acteurs (travailleurs immigrés, clandestins, passeurs, trafiquants). La distribution des rôles et des identités se trouve dans ce cadre polarisée d'une part par la figure du « candidat au suicide », que le « mirage » de « l'eldorado » européen rend inconscient des risques encourus, et d'autre part par la figure du passeur, « trafiquant d'être humains ». Comme toute typification, la construction de ces figures met en relief certains éléments de la réalité (la détresse des clandestins refoulés ou ayant frôlé la mort, l'existence avérée de trafics de drogue et de réseaux de prostitution de l'Afrique vers les pays européens), et en refoule d'autres, qui contribuent pourtant à la complexité des situations réelles.
- 28 En fait, les nombreux entretiens que nous avons eus avec les aventuriers porteraient plutôt à voir la plupart d'entre eux comme des acteurs qui intègrent dans leurs actions l'évaluation rationnelle du risque (dans un calcul coûts-bénéfices) et la confortent par une représentation du monde, fondée sur l'aléatoire où la religion (l'islam, le catholicisme ou le protestantisme) joue un rôle central. C'est précisément la combinaison de ces deux déterminants de l'action, la prise de risque calculée et la croyance au destin (qui met tout homme dans la main de Dieu), qui est constitutive de la notion d'« aventure ». Loin d'être, selon la représentation qu'on s'en fait communément, un *desperado* aveuglé par un mirage (et qu'il convient donc de détourner de son entreprise en l'éclairant sur les dangers qu'elle comporte), l'aventurier ressemble plutôt à ce héros individualiste dont parle Luhmann « tenant bon contre toutes sortes de dangers et préparé à toutes les formes de mauvaise surprise » (Luhmann, 2006, p. 17).
- 29 On peut observer par ailleurs que la criminalisation de la figure du passeur comme « trafiquant d'être humains » occulte l'existence beaucoup plus complexe et diversifiée de tout un petit peuple de courtiers et d'intermédiaires qui, pour la plupart d'entre eux, vivent dans le même tissu social et économique que ceux auprès desquels ils remplissent ces fonctions.
- 30 L'économie du passage³⁰ repose en fait sur un continuum entre les candidats au passage et ceux qui les convoient, dont les activités sont plus ou moins lucratives en fonction des ressources dont ils disposent : depuis la personne au sommet qui achète ou fait construire les embarcations jusqu'aux chefs d'équipage (le capitaine de la pirogue et son assistant) qui ne bénéficient que de la gratuité de leur propre passage que leur vaut leur compétence de navigation plus ou moins avérée et la possession d'un GPS, en passant par les *coxeurs* qui remplissent les pirogues, et les petits intermédiaires, souvent des immigrés établis qu'ils chargent de la prospection auprès de leurs communautés respectives³¹.

- 31 Si, comme le déplore un document de l'OIM, les « candidats au suicide collectif » se font les complices des « trafiquants », c'est qu'ils ne les considèrent pas comme tels, mais comme des pourvoyeurs de services vis-à-vis desquels la principale question qu'on se pose, comme au fond avec tout prestataire dans un marché, est de faire le tri entre les gens honnêtes et ceux qui vont vous rouler. Le circuit du passage fonctionne en effet comme une agence de voyage informelle qui en s'appuyant sur des relais de ville en ville prend en charge la totalité du voyage, depuis le convoyage en voiture jusqu'à Nouadhibou, l'hébergement sur place en attente du départ, les consignes données aux « voyageurs », la constitution de la pirogue et son départ vers les Canaries. Dans ce marché où aucun mode formel de régulation des transactions n'est envisageable, les « clients » sont parvenus en dépit de la vulnérabilité attachée à leur position de migrants illégaux, à établir des procédures minimales de réduction des risques de tromperie. La menace de voir le marché se tarir par la diffusion des récits des « arnaques » au sein des réseaux migratoires a ainsi conduit les passeurs à accepter certains changements des règles du jeu : les modalités de paiement, par exemple, sont depuis quelques années fractionnées en deux parties, l'une payée par le passager lui-même sous forme d'arrhes, l'autre remise par une personne sûre après le succès de l'opération.
- 32 Mais, précisément parce qu'elle est démultipliée et de bout en bout informelle, la filière comporte à chacun de ses points de connexion, le risque d'être victime de pratiques malhonnêtes, et en effet les « arnaques » y sont, si l'on peut dire, monnaie courante. Il n'est pas rare de croiser dans les rues de Nouadhibou un de ces malchanceux dépouillés de toutes leurs économies. Si nombre d'entre eux trouvent dans la solidarité de leur communauté et dans les occasions de travail offertes en ville, les moyens de remettre leurs projets à plus tard, d'autres, plus isolés ou plus fragiles, manifestent tous les signes d'une grande détresse. Ils sont en général considérés avec compassion par les habitants qui, charité islamique oblige, contribuent par une modeste obole à les aider à rentrer chez eux.
- 33 De façon surprenante, concernant un échange économique illégal, dans lequel le respect du contrat ne peut pas, en principe, être garanti par les pouvoirs publics, le point de vue des migrants se voyant comme des victimes de malhonnêteté dans un marché commercial est considéré comme recevable par les juridictions locales. Ainsi, des passeurs indéliques ont pu être condamnés en justice à dédommager des candidats à l'émigration ayant échoué dans leur tentative après avoir payé leur passage³². Si toutes les pratiques de corruption sans lesquelles le passage serait impossible ne sont jamais sanctionnées, par contre vendre, en connaissance de cause, un service que l'on ne peut accomplir, contrevient à l'éthique commerçante et demande réparation selon les critères de la société locale.
- 34 Les deux figures typiques du « candidat au suicide » et du « trafiquant », construites par l'attribution de déficiences cognitives (le clandestin inconscient) ou morales (le passeur sans scrupules) peuvent ainsi apparaître comme des simplifications outrageuses d'un tableau en réalité bien plus complexe. Il n'en reste pas moins qu'elles ont leur propre fonctionnalité discursive : leur combinaison systématique dans les discours des agences internationales permet de connecter les registres opposés de la répression et de la compassion, les activités de police visant les migrants coupables de fraude pouvant simultanément être vues comme des activités de protection de victimes (des trafiquants).

La redéfinition de la place des immigrés dans l'espace urbain local : entre « bonne gouvernance » et économie morale du *thieb-thieb*

- 35 Ces activités de dénombrement, de classification, de tri, et de collecte de renseignements, qui participent d'un programme de « renforcement des capacités institutionnelles » conduit par l'OIM et la Communauté Européenne, sont indissociables d'une entreprise de normalisation morale et juridique de la société et de l'État mauritaniens. Le dispositif de contrôle de l'immigration irrégulière, avec ses référentiels qui combinent bonne gouvernance, répression (des trafics et de la traite) et action humanitaire, vise à remédier aux défauts de surveillance du territoire et des frontières de l'État mauritanien, rendue inefficace par une bureaucratie mal équipée, mais surtout mal formée et corrompue. Les « défaillances » en cause doivent cependant être mises en rapport avec un ensemble plus large de pratiques marquées par l'illégalisme et qui relèvent toutes de la transgression de l'intégrité territoriale : va-et-vient frontaliers, commerces informels, contrebande, pêche illégale, migrations régionales transnationales, saisonnières ou non. Tous ces mouvements exploitent le caractère « poreux » des frontières, ils supposent un contrôle lâche, mais nullement inexistant, qui n'implique pas l'abandon par l'État de ses prérogatives régaliennes (Bennafla, 1999). La possibilité de « régulariser » après coup son passage, de franchir les nombreux barrages sans papiers en règle, de s'enregistrer hors délais comme étranger résident, de même que les complicités ou les « tolérances » qu'exigent des activités plus illégales ne supposent pas une absence de contrôle, elles en sont tout au contraire une modalité. Ces pratiques de prélèvement ou de racket participent du système de corruption que dénoncent les bailleurs de fonds et qu'ils cherchent à rectifier par des actions de sensibilisation, de formation, de coopération pour implanter une culture étatique de la bonne gouvernance. Mais si ces pratiques pointent bien la faiblesse de l'État de droit, elles n'en sont pas moins dotées d'une forme de légitimité, parce qu'elles s'inscrivent dans un univers de normes partagées, une culture politique ou encore, selon les termes d'Olivier de Sardan, une « économie morale » largement répandue en Afrique où elle recouvre les formes banales de « la politique du ventre ». Elle s'exprime en Mauritanie au moyen de la catégorie du *thieb-thieb* sous laquelle sont pensées aussi bien la réussite et l'ascension sociale que les pratiques de survie et les transactions quotidiennes (Ould Ahmed Salem, 2001). Sa matrice sémantique oppose ce qui « est fait avec précision, réglé, carré, droit, "scientifique" », à ce qui est bricolé, arrangé ; elle sert ainsi à désigner, avec une connotation positive qui l'associe à la « virilité », les accommodements avec la loi, les diverses manières de contourner les règles, voire d'en inventer des nouvelles. Cette catégorie qui sert à rendre compte de l'informalisation de l'État et de la société, à la décrire mais aussi à l'agir, est aux antipodes des dispositions que cherche à développer l'intervention des organisations internationales. Elle s'applique par contre aux pratiques sous-jacentes à la disposition de Nouadhibou envers les étrangers que nous avons qualifiée de « tolérante », en ceci qu'elle combine hospitalité et prédation.
- 36 Soumis aux fortes pressions exercées pour qu'ils se dotent d'une politique migratoire et intensifient le contrôle de l'immigration clandestine³³, les pouvoirs publics mauritaniens ont su donner des gages de leur bonne volonté en signant des accords, en

collaborant à la surveillance des frontières, en tentant d'intercepter par des contrôles routiers les étrangers dont ils ont des raisons de penser qu'ils sont des candidats potentiels à « l'émigration clandestine ». Dans le même temps, ils doivent faire la place aux négociations implicites de la réciprocité des relations internationales entre la Mauritanie et les pays d'où proviennent les immigrés d'Afrique sub-saharienne, où sont installés nombre de ressortissants mauritaniens. Ces négociations ne se situent pas seulement au niveau des relations diplomatiques entre les États de la sous-région³⁴, mais aussi dans les interactions quotidiennes entre les migrants et les représentants des autorités locales. Les migrants ne manquent pas de rappeler aux agents du contrôle, qui tentent de profiter de leur situation de clandestin, les effets de rétorsion que leurs propres « parents » au pays, s'ils étaient informés des ennuis qu'on leur cause, pourraient exercer sur les nombreux commerçants maures qui y tiennent boutique.

- 37 Les autorités locales mettent en avant quant à elles, les difficultés pratiques à mettre en œuvre cette politique du tri³⁵. L'injonction à distinguer des migrants légitimes et illégitimes, sur la seule base de leurs motivations, comporte en effet une large part d'arbitraire dans un contexte urbain comme celui de Nouadhibou où les protagonistes de différentes vagues migratoires se mêlent dans la ville et où leurs trajectoires peuvent se croiser à tout moment : nul ne peut dire si tel Malien, employé depuis plusieurs années dans les services domestiques, selon une filière d'embauche ancienne et bien constituée, ne sera pas dans le prochain bateau, et si tel « aventurier », venu avec l'intention déterminée de gagner l'Europe par tous les moyens, ne va pas finir par installer une petite affaire qui le retiendra à Nouadhibou pendant des années ou pour toujours.
- 38 Ainsi face à ce déploiement d'interventions extérieures sur leur territoire, les autorités mauritaniennes se sont cantonnées, pour la mise en place de nouvelles réglementations et l'instauration de nouvelles procédures, dans un rôle plutôt passif. Les agences internationales le déplorent et y voient « une relative indifférence à l'égard de la migration, un phénomène toléré plus que géré »³⁶. Et en effet, la présence des migrants de transit ne constitue pas jusqu'à ce jour un problème suscitant des mesures de politique publique³⁷ ou digne de figurer dans l'agenda politique, comme l'atteste l'absence totale de la question migratoire dans la campagne électorale qui s'est déroulée au début de l'année 2007. À Nouadhibou, l'immigration en provenance des pays d'Afrique Noire reste acceptée (et exploitée) selon les modalités antérieures. Les Maures poursuivent leur commerce habituel avec leurs étrangers selon les mêmes modalités d'insertion-exploitation par le travail, auxquelles viennent s'ajouter les bénéfices propres à l'économie du passage. Les drames du passage clandestin (noyades, errance dans le désert des migrants refoulés...) qui ont défrayé la chronique dans les pays européens n'ont donné lieu qu'à de rares articles dans la presse mauritanienne qui se contente le plus souvent de reproduire sans trop de commentaires les dépêches d'agence.
- 39 Il n'en reste pas moins que les dispositifs mis en place contiennent leur propre force d'imposition, d'autant que ces tendances à identifier et différencier des positions dans l'espace urbain considérées comme plus ou moins légitimes (celles des établis et des *ousiders*, des réguliers et des irréguliers, des migrants de travail et des clandestins, etc.), entrent en résonance avec d'autres tendances susceptibles de modifier le sens de la présence immigrée :

- 40 – Une tendance proprement urbaine qui voit s'édifier, à distance du premier Nouadhibou, un second Nouadhibou, qui a prétention d'être le « vrai », parce que construit, celui-là, par ses habitants eux-mêmes et que s'y affirme une identité citadine, sinon autochtone du moins assurée de sa sédentarité. Par contraste, les régions de l'ancien centre et du port, avec leur mélange de populations et les opportunités qu'y offrent les mobilités de ceux qui les habitent, en viennent à apparaître en marge, comme le rappel d'une histoire qui est ou devrait être révolue.
- 41 – Une tendance, celle-ci plus directement politique et d'inspiration réformatrice, à associer les mesures pour combattre l'immigration clandestine au renforcement de la lutte contre la pêche illicite. Cette association se justifie, bien sûr, parce que l'une et l'autre activités se déploient dans les eaux territoriales. Mais ce faisant, une préoccupation qui rencontre l'appui des bailleurs de fonds sert également les visées actuelles du gouvernement de réformer l'administration du secteur de la pêche et de limiter la fraude³⁸, ainsi que la volonté de « mauritaniser » la pêche artisanale. On peut voir dans cette stratégie des pouvoirs publics consistant à intégrer leurs objectifs aux visées exogènes qui leur sont imposées, la manifestation d'un phénomène plus général que Jean François Bayart désigne comme « stratégie d'extraversion » : l'instrumentation de la contrainte externe par les détenteurs du pouvoir en vue de leurs objectifs propres de centralisation politique et d'accumulation économique (Bayart, 1989).
- 42 – Enfin la tendance, fortement manifestée lors de la campagne électorale de Mars 2007 par les politiques et les membres de la société civile, à œuvrer pour une réconciliation nationale entre Maures et Négro-Africains et à reconnaître à ces derniers une place légitime dans le cercle national. Une distinction plus nette, tendant à inclure certains et à exclure d'autres sur la base du statut national, pourrait alors s'opérer au sein de la population noire, jusqu'ici globalisée dans le même mépris extériorisant du « Sénégalais »³⁹. Un tel déplacement de la frontière Nous/Eux n'est pas, selon certains bons observateurs de la situation politique locale sans présenter le risque de voir le racisme latent de la société mauritanienne se redéployer en xénophobie ouverte⁴⁰.

Retour sur la « ville de transit » : l'idéologie du transnational en pratique

- 43 Notre interrogation initiale portait sur la mise à l'épreuve de l'image de Nouadhibou comme ville marquée par le cosmopolitisme et le travail, lorsqu'elle se combine avec sa désignation comme « ville de transit » et les implications que cette désignation comporte en termes d'action publique. Ceci nous a conduit d'abord à préciser les composantes de cette image : son caractère de ville industrielle, en contraste avec les valeurs de la citadinité maure, de ville commerciale inscrite dans des circuits d'échange globaux mais longtemps isolée du reste du territoire mauritanien, ce que résume bien l'expression « tournée vers le large » (Bisson, 2006). La présence dans la ville des étrangers originaires de la sous-région était jusqu'ici pleinement intégrée à cette image, une sorte de confirmation supplémentaire de la valorisation de l'esprit d'entreprise.
- 44 C'est sur ce fond de représentations partagées qu'a pu se développer un système migratoire original organisé par le croisement de différents types de circulation :

migrations de travail dans l'espace sous-régional, certaines spécifiquement liées à la pêche, d'autres à différents secteurs d'emploi modernes avec le développement des filiales de la SNIM, ou plus souvent informels dans les domaines traditionnellement réservés aux étrangers ; migrations commerciales liées à l'importation/ exportation de produits (textile, pêche, produits illicites) ; migrations de transit des « aventuriers » en quête d'un passage vers l'Europe qui sont venues s'articuler sur les précédentes sans altérer les significations symboliques qui rendent ces circulations non seulement possibles mais acceptables.

- 45 Les mesures mises en place dans le cadre de la politique de surveillance des frontières viennent polariser ce système migratoire fluide sur son dernier segment, en ciblant la catégorie d'**émigrant** clandestin ou illégal dans un contexte où rien ne différenciait jusque-là ce dernier de l'**immigré**, nullement clandestin ou illégal. Elles tendent à créer des catégories distinctives d'immigrés (réguliers, permanents, de passage), là où précisément le système migratoire local produisait l'indistinction.
- 46 Au-delà de son intérêt monographique, le cas de Nouadhibou montre comment le statut de « ville de transit » et les principes de conditionnalité de l'aide internationale, qui lui sont associés, peuvent affecter la signification des mouvements migratoires et la place des migrants dans la ville ainsi désignée. Il met en évidence la force rhétorique des catégorisations et désignations comme « ville de transit », « migration irrégulière », « clandestins », « passeurs », « trafic », etc. Le réseau notionnel formé à partir de tous ces mots, devenus banals dans les discours savants, experts ou ordinaires sur les migrations contemporaines, constitue le versant discursif d'un dispositif de contrôle du mouvement des personnes dont le versant matériel est constitué par des constructions (centre de rétention), du matériel de surveillance (hélicoptères, bateaux), du personnel humain (militaire, technique, humanitaire). Comme toute politique migratoire, la politique de contrôle des frontières de l'Europe implique pour sa mise en œuvre tout un travail de légitimation des actions entreprises, qui les rende compréhensibles et acceptables par les opinions publiques des pays concernés. En Mauritanie, ce travail de légitimation passe par un procès d'illégitimité des migrants eux-mêmes, de leur présence dans la ville, illégitimité que ces mots (« transit », « clandestin », etc.) viennent précisément souligner. Ce processus n'est ni nouveau ni spécifique à la situation mauritanienne, on peut même penser que cette mise en saillance du caractère illégitime de la présence immigrée (illégitimité dont Sayad soulignait qu'elle était toujours une donnée latente de la condition d'immigré) constitue le discours standard de toutes les politiques migratoires en période de restriction des flux. La nouveauté des politiques migratoires de l'époque contemporaine, que le cas de Nouadhibou permet d'observer avec une particulière netteté, est que l'essentiel de ce travail idéologique de légitimation/dé légitimation est assuré par les experts des organismes internationaux (OIM, UE, HCR) plus que par le personnel politique des États. On a vu comment l'activité de ces experts consiste à élaborer des procédures de comptage et d'identification (notamment dans les études sur les « profils migratoires »), à opérer des distinctions catégorielles au sein de la population immigrée (migrants venus « pour le travail » ou « pour passer »), à imposer des codifications lexicales (par exemple en ce qui concerne l'OIM officialiser le terme « migrants irréguliers » qui suggère la nécessité de légiférer, contre le terme « clandestins » utilisé par les autorités locales, qui appartient plutôt au registre policier), à proposer des grilles d'interprétation (celle par exemple qui lie immigration et marginalité urbaine).

- 47 On peut voir ainsi illustrés, à une échelle locale, les profonds changements qui caractérisent les migrations du début du ^{xxi}^e siècle, dont la nouveauté est souvent appréhendée par le concept de transnationalisme. La nouveauté de ces migrations (ce qui permet de les voir comme « transnationales ») tient moins aux caractéristiques des mouvements de personnes qu'aux dispositifs qui visent à empêcher ces mouvements. Comme l'ont noté Waldinger et Fitzgerald dans leur critique du concept de « transnationalisme », les dispositifs étatiques contrôlant les mouvements transfrontaliers n'ont cessé de s'intensifier tout au long du ^{xx}^e siècle (Waldinger et Fitzgerald, 2004). Ce que montre l'exemple de Nouadhibou, c'est à quel point ces dispositifs sont devenus à proprement parler transnationaux, non seulement parce qu'ils sont mis en place à un niveau supra-national, mais parce qu'ils décontextualisent les rapports sociaux entre migrants et autochtones dont les significations se sont forgées localement au cours de l'histoire, pour les reconfigurer selon des normes abstraites à vocation universelle, comme le régime des Droits de l'Homme, ou les principes de la bonne gouvernance et de l'État de droit.
- 48 Le caractère idéologique de ces discours normatifs (leur « hypocrisie »), dénoncé par les associations de défense des immigrés, ne fait guère de doute, les normes en question pouvant à l'occasion s'effacer derrière le recours brutal au monopole étatique de la violence. Ils n'en sont pas moins révélateurs des évolutions en cours, celle notamment de la montée en puissance de formes de « démocraties exclusives », qui selon Balibar, font fonctionner des mécanismes permettant de naturaliser l'exclusion « en en faisant la forme même de l'universel ou sa conséquence logique » (Balibar, 2007). Deux aspects du corps doctrinal sur les politiques migratoires européennes, à l'élaboration duquel contribuent les organismes internationaux comme l'OIM, méritent ici d'être relevés : d'une part, les efforts pour inciter les pays du Sud traversés par les migrants à rendre la présence de ces migrants sur leur territoire illégale, efforts qui passent par les tentatives d'y promouvoir une « culture légale » et la rationalisation des procédures de contrôle ; d'autre part un traitement des migrants, fondé sur l'ambiguïté entre logique sécuritaire et logique assistancielle. Cette dualité répression/protection, que l'on a vu à l'œuvre dans la gestion du centre de rétention de Nouadhibou, a pour pendant une représentation bi-polarisée des migrants eux-mêmes, comme victimes et délinquants (dangereux parce que misérables, méritant la compassion mais prêts à tout), qui peut éventuellement se dédoubler sur plusieurs figures (celle du migrant sub-saharien, nécessairement pauvre et analphabète, et celle du passeur, nécessairement criminel).
- 49 Ces images, que relaient inlassablement les médias des pays occidentaux, expriment et imposent une nouvelle vision des migrations comme acte criminel ou illusion victimaire du passage des frontières. Cette imposition normative n'est pas sans susciter des résistances et des débats, elle rencontre sur son chemin les politiques étatiques de pays comme la Mauritanie dont elle peut heurter les efforts de construction nationale et de consolidation des relations sous-régionales, aussi bien que les activistes impliqués dans le mouvement social de défense des étrangers qui interviennent dans la définition des enjeux discursifs qu'elle tente d'imposer. Mais on peut néanmoins penser que cette doxa « transnationaliste » organisant de nouvelles représentations de la mobilité est en voie de s'imposer comme l'équivalent mondialisé de la domination Nord/Sud, autrefois exprimé par la vision nationaliste des migrations que Sayad appelait la pensée d'État.

BIBLIOGRAPHIE

ACLOQUE Benjamin (1999) Nouadhibou c'est déjà ailleurs ! Sur l'élaboration et la représentation sociale de l'espace urbain en milieu nomade, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 38, pp. 307-319.

AGIER Michel (2007) Le chaos et les camps. Genèse du gouvernement humanitaire, in Paugam Serge (dir.) *Repenser la solidarité*, Paris, PUF, collection Le lien social, pp. 797-815.

BALIBAR Étienne (2007) Le retour de la race, *Mouvements*, n° 50, juin-août, pp. 162-171.

BAYART Jean-François (1989) *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, collection L'espace du politique, 439 p.

BENSAAD Ali (2005) Les migrations transsahariennes, une mondialisation par la marge, *Maghreb-Machrek*, n° 185, pp. 13-36.

BONTE Pierre (2001) *La montagne de fer*, Paris, Karthala, 368 p.

BREDELOUP Sylvie et PLIEZ Olivier (2005) Migrations entre les deux rives du Sahara, *Autrepart*, n° 36, pp. 3-20.

BRHANE Meskerem (2000) Histoires de Nouakchott : narrations de *hrâtîn* sur le pouvoir et l'identité » in Mariella Villasante-de Beauvais : *Groupes serviles au Sahara*, Paris, CNRS éditions, pp. 195-234.

BISSON Vincent (2006) L'axe Zouérat-Nouadhibou, en Mauritanie : cap sur la mondialisation in Jean-François Troin (dir.), *Le Grand maghreb (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie). Mondialisation et construction des territoires*, Paris, Armand Colin, pp. 354-358.

DIA Abdou Daïm (2001) Réseaux et groupes d'appartenance chez les pêcheurs migrants : le cas des Wolofs de N'Diogo (Mauritanie), *Bulletin Scientifique du Centre National de Recherches Océanographiques et des Pêches*, vol. XXVIII, juillet, pp. 54-66.

LEPINE Joseph (2006) *Une marche en liberté - Émigration subsaharienne*, Paris : Maisonneuve & Larose, 123 p.

LUHMANN Niklas (2006) Confiance et familiarité. Problèmes et alternatives, in Albert Ogien et Louis Quéré (dir.) *Les moments de la confiance. Connaissance, affects et engagements*, Paris, Economica, collection Études sociologiques, pp. 9-22.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre (1996) L'économie morale de la corruption en Afrique, *Politique africaine*, n° 63, pp. 97-116.

OULD AHMED SALEM Zecharia (2001) Tchib-Tchib et compagnie. Lexique de la survie et figures de la réussite en Mauritanie, *Politique africaine*, n° 82 -juin, pp. 78-100.

PIAN Anaïk (2007) *Les Sénégalais en transit au Maroc. La formation d'un espace-temps de l'entre-deux aux marges de l'Europe*. Thèse de Doctorat en Sciences Sociales, Université Paris 7-Diderot, Paris, juillet 2007.

POUTIGNAT Philippe et STREIFF-FENART Jocelyne (2001) Discours urbains et modes de dénomination des nouveaux territoires dans deux villes de Mauritanie, in Hélène Rivière d'Arc (dir.) *Nommer les nouveaux territoires urbains*, Paris, Éd. Unesco, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 211-234.

POUTIGNAT Philippe et STREIFF-FENART Jocelyne (2006) De l'aventurier au commerçant transnational, trajectoires croisées et lieux intermédiaires à Nouadhibou (Mauritanie), *Cahiers de la Méditerranée*, n° 73, décembre, pp. 129-149.

RODIER Claire (2006) Émigration illégale : une notion à bannir, *Libération*, 13 juin.

WALDINGER Roger and FITZGERALD David (2004) Transnationalism in Question, *American Journal of Sociology*, vol. 109, Number 5, March, pp. 1177-1195.

NOTES

1. Le terme *migrations de transit* a d'abord été utilisé, au début des années 1990, pour qualifier les flux en provenance des pays de l'ancien bloc soviétique. Dans l'usage qu'en font depuis cette période les agents des organismes internationaux, ce terme souligne le caractère illégal de l'immigration, voire de l'émigration (Rodier, 2006), et est fortement connoté par la notion de trafic. Par exemple : « Malgré des efforts toujours plus importants pour l'éradiquer, le trafic des êtres humains (en étroite relation avec la migration irrégulière de transit) ne cesse de s'accroître dans les pays de transit ». Conférence régionale sur la migration de transit. Conseil de l'Europe, Strasbourg 2004.
2. Et il n'est alors pas inutile de souligner « que le nombre des migrants qui accostent en Europe demeure infime en dépit d'une forte médiatisation des naufrages et arrestations au cours des dernières années » (Bredeloup et Pliez, *op. cit.*, p. 5).
3. L'enquête qui a fourni le matériel de cet article a été réalisée à Nouadhibou en mars 2007 dans le cadre du programme ANR Mitrans. Elle fait suite à une série d'autres enquêtes menées sur ce terrain depuis une dizaine d'années.
4. Les *bidân* (« les Blancs » en arabe classique) forment avec les *harâtin* (leurs anciens affranchis, aussi désignés comme *maures noirs*) l'ensemble ethnique *maure*, l'autre partie de la population mauritanienne étant constituée par les groupes minoritaires (de langue poular, soninké et wolof) collectivement désignés comme *négro-africains* (ou *kwâr* en hassaniyya).
5. À la suite d'un différend frontalier entre pasteurs et villageois riverains du fleuve Sénégal, des mesures de rétorsion contre les commerçants maures au Sénégal entraînèrent en Mauritanie des massacres de ressortissants sénégalais. Ceux-ci furent suivis d'expulsions massives vers les pays limitrophes de plusieurs milliers de citoyens négro-africains de Mauritanie à qui fut déniée la qualité de national.
6. Mines de FER de MAuritanie. Voir la monographie de cette entreprise réalisée par Pierre Bonte (avec la collaboration d'Abdel Wedoud ould Cheikh), 2001.
7. Qualification qui reste attachée à la ville et à ses habitants en référence à l'ancienne appellation de Port Etienne.
8. Cf. note 4.
9. Ces stratégies foncières ont permis à quelques commerçants ou hommes d'affaire locaux, toujours en quête de diversification de leurs activités, d'investir une partie de leurs bénéfices, tirés pour l'essentiel de la pêche, dans le « marché du sommeil » : ils achètent aux propriétaires des droits de location d'une ou deux années et les rétrocèdent aux immigrés, qui s'entassent à 5 ou 6 dans les pièces de l'ancien logement.
10. Le terme « déguerpissement », largement répandu en Afrique de l'Ouest, désigne une procédure administrative de démolition des constructions précaires installées illégalement sur des terrains non lotis.
11. Les autorités compétentes font état de 20 000 immigrés, dont 6 000 Sénégalais et 4 000 Maliens (entretien avec le chef de la sûreté de Nouadhibou, mars 2007).

12. Alcool frelaté fabriqué clandestinement et vendu bon marché à une clientèle principalement sub-saharienne.

13. Ce point mériterait des précisions et une discussion au-delà de ce qui est possible dans les limites de ce texte. Nous nous contenterons de rappeler ici quelques données généralement admises sur la société mauritanienne qui peuvent l'éclairer. Les termes « Maures blancs » et « Maures noirs », relativement récents, apparaissent avoir été calqués sur les désignations locales, *bidân* (Blancs) et *sudân* (Africains noirs pouvant être mis en esclavage), qui servent à classer les statuts selon une hiérarchie basée sur la condition servile. Au pôle dominé, sont ainsi désignés des groupes qui connaissent des modes différenciés d'insertion sociale et culturelle dans la société *bidân*, mais qui restent marqués par des origines incertaines et leur exclusion de la filiation agnatique sur laquelle repose son organisation tribale. Une certaine mobilité statutaire et le fait que le phénotype n'est pas un élément constitutif du statut, conduisent la plupart des auteurs contemporains à rejeter l'interprétation de ces distinctions, et des catégories qu'elles mobilisent, selon des critères racio-logiques occidentaux. Cependant, avec l'urbanisation, la couleur de la peau devient un objet – contesté – des luttes de classement. Corrélativement au développement de l'ethnicité maure (*bidân*, désignant alors les hassanophones), la catégorie *harâtîn* (affranchis), en vient à désigner tous les groupes soumis à des formes de dépendance plus ou moins extrêmes (y compris l'esclavage) et prend alors elle-même le sens de « Maure noir ». Cette évolution se traduit également dans les perceptions sociales de la vie quotidienne. M. Brhame (2000) note, par exemple que « le terme *hrâtîn* s'est étendu, désignant de plus en plus les groupes de bas statut à peau sombre ». Par « hiérarchie ethnico-raciale » nous voulons donc signifier la combinaison des principes de hiérarchie statutaire propre à la société maure (les liens de dépendance des *harâtîn* à leurs anciens maîtres) et un principe de domination sociale et symbolique fondé sur le sentiment de supériorité (revendiqué ou dénoncé) des « Blancs » sur les « Noirs ».

14. Pour une description détaillée de cet espace, cf. Poutignat et Streiff-Fénart, 2006.

15. Par exemple, ce migrant sénégalais : « Pour moi, si je viens ici, c'est pour une semaine, deux semaines, et je pars. Donc j'ai resté un mois, deux mois, je dis : bon, ça va pas aller, je vais chercher du boulot, pour payer mes cigarettes, des petites choses quoi. Donc chaque fois, je téléphone, je dis : Oh grand, tu es où ? Tu es en France, je suis là toujours. Il me dit : patiente, faut pas te décourager. J'ai dit : c'est pas grave, quand tu m'amènes c'est bon, si tu m'amènes pas, je vais me débrouiller moi-même. Il m'a dit : il faut te préparer, tu fais ton passeport. J'ai fait mon passeport, j'ai été voir ma mère, j'ai dit : fais moi mon passeport, parce qu'on m'a dit de me préparer. Donc j'ai tous mes dossiers, donc j'ai dit : voilà, je suis prêt, j'attends que toi. Il m'a dit d'accord, patiente, et je suis là, ça fait maintenant 3 ans ».

16. Abréviation de Secrétaire Général.

17. *Contrat-men* : manœuvres embauchés à la tâche ou à la journée pour le travail de lavage des poissons, de salage, de séchage ou d'écaillage à Bountya ; *connexion men* : immigrés déjà sur place qui servent d'intermédiaires pour les passeurs ; *thiamen* (déformation de l'anglais *chairmen*) : sorte de gérants des foyers informels où se regroupent les migrants. Pour une description très détaillée du fonctionnement des foyers et du rôle des *thiamen* à Rabat, voir : Pian, 2007.

18. « Plus d'un millier d'émigrés clandestins sont mort noyés, depuis le début 2006, en tentant de rejoindre les îles Canaries, a affirmé mercredi 8 mars le chef de la division Afrique de la Croix rouge espagnole (...). Officiellement le nombre des victimes recensées est de 106 (...) les informations du représentant du Croissant Rouge Mauritanien (...) vont dans le même sens. « Chaque jour, près de 80 clandestins quittent la Mauritanie pour les Canaries, explique-t-il au Monde. Sur ce total, nous estimons que 40 % d'entre eux n'arrivent jamais à destination. Certains accostent au Sahara occidental, les autres périssent en mer » (...) au cours des deux premiers mois de l'année, près de 2000 clandestins ont débarqué (...), soit autant que pendant les six premiers mois de 2005, selon

les statistiques espagnoles » (J.P. Tuquoi : « Les routes de l'immigration clandestine » *Le Monde*, 11 mars 2006).

19. « Madrid est à nouveau frappé par le drame de l'immigration clandestine, six mois après les assauts de subsahariens contre les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla »... « cette fois les arrivées massives d'immigrants illégaux proviennent de Mauritanie » (Diane Cambon « 18 candidats à l'immigration meurent aux Canaries » *Le Figaro*, 16 mars, 2006).

20. Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures.

21. Aide au Retour Volontaire.

22. Éléments essentiels de Gestion des Migrations, outil de formation mis au point par l'OIM.

23. Organisation Internationale pour les Migrations : organisme intergouvernemental regroupant 120 États-membres et 70 organisations internationales et ONG.

24. http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/lettres_et_messages/2006/septembre/

lettre_conjointe_de_huit_chefs_d_etat_ou_de_gouvernement_europeens_adressee_au_president_du_conseil_europeen_premier_ministre_de_la_finlande_sur_l_immigration_illegale_en_mediterranee_et_au_sud_de_l_europe.61182.html

25. Ce partage des tâches dans le centre d'accueil n'est pas sans rappeler celui que Michel Agier décrit à propos des camps de réfugiés : les opérations de police visant à surveiller et contrôler y sont contrebalancées par les interventions de ceux qu'il désigne, en reprenant l'expression de Bourdieu, comme « la main gauche de l'Empire » (Agier, 2007).

26. Employés par le Croissant rouge dans des fonctions de médiateurs auprès des détenus.

27. Voir par exemple Lépine, 2006.

28. Ces enquêtes fournissent des chiffres et des pourcentages très précis sur les motivations des migrants, leurs trajectoires, leurs projets, etc. Une étude indique par exemple (sans toutefois préciser ses sources et ses méthodes d'évaluation) la proportion de migrants qui sont à Nouadhibou « pour le travail » (30 %) et ceux qui sont là « pour passer » (70 %). On peut observer que, quel que soit leur intérêt en termes d'apport de connaissance, ces résultats viennent confirmer, du fait même qu'ils sont produits, le bien-fondé de la procédure d'investigation, et de l'entreprise de tri et de segmentation des populations qui l'inspire.

29. « Profil Migratoire de la Mauritanie ». Étude réalisée d'octobre à décembre 2006, sous l'égide du HCR, de l'OIM et de l'UE.

30. Dont l'émergence peut être considérée comme un effet pervers de la politique de fermeture des frontières, qui en généralisant la restriction des visas depuis 1990 (convention de Dublin) a fait de la liberté de circuler une valeur qui s'échange sur le marché.

31. Il convient d'ajouter à cette liste des bénéficiaires de l'économie du passage, les marabouts locaux, que les passagers musulmans des pirogues ne manquent pas de solliciter pour des rituels de protection et la confection d'amulettes avant de s'embarquer.

32. Entretien avec O. B., avocat, Nouadhibou, mars 2007.

33. La coopération de l'UE avec les pays de transit (celle notamment de l'Espagne très active en Mauritanie et particulièrement omni-présente à Nouadhibou) étant, depuis le conseil européen de Séville (2002) fortement liée à la bonne volonté manifestée par leurs États en ce qui concerne la lutte contre l'immigration.

34. Bien que s'étant retirée de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest) depuis 1999, la Mauritanie a maintenu des conditions privilégiées de circulation et d'installation pour les ressortissants des 15 pays membres de la Communauté.

35. « Ils sont où les clandestins ? », chef de la sûreté de Nouadhibou lors d'un entretien en mars 2007.

36. « Profil Migratoire de la Mauritanie », *op. cit.*

37. Sinon celles, rares mais spectaculaires (descentes de police à la cité SNIM ou à Accra, rafles dans les maisons regroupant des candidats au départ), destinées à manifester ostensiblement la collaboration des autorités vis-à-vis de l'UE ou leur sensibilité à la pression des imams qui dénoncent le relâchement des mœurs.

38. Préoccupation qui s'est traduite notamment à Nouadhibou par la mise en chantier d'un quai « de surveillance maritime », par un contrôle plus strict des pirogues en provenance du Sénégal, par l'immatriculation des navires et la mise en place d'un système de détection électronique.

39. C'est du moins le stéréotype que les Mauritaniens négro-africains attribuent à leurs concitoyens maures, attribution qui exprime leur sentiment de ne pas être eux-mêmes considérés comme des citoyens à part entière. À Nouadhibou, les pêcheurs qui travaillent et résident dans le quartier de la Tcharka, peuvent aussi bien être des immigrés sénégalais, maliens, béninois, que des Wolofs de nationalité mauritanienne venus de N'Diogo, localité située à l'extrême sud-ouest de la Mauritanie. Mais il est notoire que, comme on nous l'a souvent dit : « pour eux (sous-entendu les Maures) tout ça, c'est des Sénégalais ». Selon Abdou Daïm Dia, les pêcheurs de N'Diogo présents à La Tcharka ont cherché après les événements de 1989 à valoriser leur appartenance nationale pour se distinguer des pêcheurs (également wolofs) venus de Saint Louis avec qui on les confondait. (Dia, 2001)

40. Nous remercions notre collègue et ami, Amadou Sall, professeur de sociologie à l'Université de Nouakchott avec qui nous avons pu longuement discuter de ces aspects au cours de conversations informelles.

RÉSUMÉS

On se propose dans cet article de montrer comment, dans le contexte de l'exacerbation des pressions à la fermeture des frontières exercées par les institutions européennes, la qualification de la ville portuaire de Nouadhibou (Mauritanie) comme ville de transit vient mettre à l'épreuve l'image et le sens de l'urbanité propre à cette ville. Les composantes de cette image sont d'abord précisées : son caractère de ville industrielle, en contraste avec les valeurs de la citadinité maure, et de ville commerciale inscrite dans des circuits d'échange globaux mais longtemps isolée du reste du territoire mauritanien. La présence dans la ville des étrangers originaires de la sous-région était jusqu'ici intégrée à cette image, comme une sorte de confirmation supplémentaire de la valorisation de l'esprit d'entreprise. Jusqu'à une date récente, les migrations de transit des « aventuriers » en quête d'un passage vers l'Europe ont pu s'articuler aux différents types de circulation présents dans la ville sans que soit altéré ce fond de représentations partagées. Les mesures mises en place dans le cadre de la politique de surveillance des frontières sont venues néanmoins polariser ce système migratoire fluide sur son dernier segment, en ciblant la catégorie d'émigrant clandestin ou illégal dans un contexte où rien ne différenciait jusque-là ce dernier de l'immigré, nullement clandestin ou illégal. Elles tendent à créer des catégories distinctives d'immigrés (réguliers, permanents, de passage), là où précisément le système migratoire local produisait l'indistinction. Comme toute politique migratoire, la politique de contrôle des frontières de l'Europe implique pour sa mise en œuvre tout un travail de légitimation des actions entreprises, qui les rende compréhensibles et acceptables par les opinions publiques des pays concernés. L'approche monographique développée dans l'article conduit à considérer que ce travail de légitimation est corrélatif d'un procès en illégitimité des

migrants eux-mêmes et de leur présence dans la ville, illégitimité que ces mots (« transit », « clandestin », etc.) viennent précisément souligner.

We propose in this article to illustrate how the image and the very meaning of urbanity proper to the city of Nouadhibou (Mauritania) is put to test by the pressures from European institutions to tighten borders. This led us first to specify the components of this image: its characteristic as an industrial city, in contrast with the values of Moor urbanity, and as a commercial city within global circuits of exchange but long isolated from the rest of Mauritanian territory. The presence in the city of foreigners from the sub-region has until now been fully integrated within this image, as a sort of supplementary confirmation of the high regard for the spirit of enterprise. It is upon this background of communal representations that a unique migratory system was able to develop, organised through the intersection of different types of migratory circulation: work migrations within the sub-regional space, some specifically tied to fishing, others to different sectors of employment; migrations related to the importation/ exportation of products (textile, fish, illegal goods); transitory migrations of “adventurers” in search of passage to Europe which superimpose prior migrations without altering the symbolic significations which make them not only possible but acceptable. The measures undertaken which pertain to the policy of border surveillance have polarised this fluid migratory system at one extreme, by targeting the category clandestine or illegal emigrant in a context where nothing had distinguished the latter from the immigrant who is not clandestine nor illegal. The implementation of these measures gains legitimacy by distinguishing between categories of immigrants (permanent, in transit, regular, clandestine), the very appellations of which highlight the process of rendering their presence illegitimate.

En un contexto de presiones cada vez mas fuertes por parte de las instituciones europeas para cerrar sus fronteras, nos proponemos mostrar en este articulo como, al favor de su recualificación como ciudad de transito, la imagen y el propio sentido de la urbanidad del puerto de Nouadhibou (Mauritania) esta puesta a prueba. Primero se precisan los lineamientos de esa imagen: su carácter de ciudad industrial, que contrasta con los valores de urbanidad morisca, así como de ciudad comercial integrada en los circuitos globales de intercambio aunque durante mucho tiempo aislada del resto del territorio mauritano. Hasta ahora, la presencia en la ciudad de extranjeros provenientes de la sub región era parte de esa imagen como una suerte de validación complementaria de la valoración del espíritu empresarial. Hasta la fecha, las migraciones de transito de los “aventureros” en búsqueda de un pasaje hacia la Europa se han integrado a los demás tipos de circulación presentes en la ciudad sin que sea alterado este tejido de representaciones compartidas. Sin embargo, las medidas tomadas en el marco de la política de vigilancia de las fronteras han acarreado una polarización de ese sistema migratorio fluido sobre su ultimo segmento al apuntar la categoría de emigrante clandestino o ilegal en un contexto donde nada hasta hoy le diferenciaba del inmigrante no clandestino o ilegal. Esas medidas tienden a generar categorías distintivas de inmigrantes (regulares, permanentes, de paso), donde precisamente el sistema migratorio local producía indistinción. La política de control de las fronteras europeas, como cualquiera política migratoria, implica, para su ejecución, todo un trabajo de legitimación de las acciones tomadas para que se entiendan y se acepten por las opiniones publicas de los países afectados. El método monográfico adoptado para el artículo induce considerar que ese trabajo de legitimación es correlativo de un juicio de ilegitimidad de los propios migrantes y de su presencia en la ciudad, ilegitimidad que esos calificativos (transito, clandestino, etc.) tienden a enfatizar.

AUTEURS

JOCELYNE STREIFF-FÉNART

Directrice de recherche au CNRS, directrice de l'URMIS, Université de Nice, CNRS, 24 av. des
Diabls Bleus, 06300 Nice France, streiff@unice.fr

Notes de lecture

RASAMOELINA Henri, *Madagascar. État, communautés villageoises et banditisme rural*

Paris, L'Harmattan, 2007, 250 p., ISBN : 978-2-296-03873-3

Gilles Ferréol

RÉFÉRENCE

RASAMOELINA Henri, *Madagascar. État, communautés villageoises et banditisme rural*, Paris, L'Harmattan, 2007, 250 p., ISBN : 978-2-296-03873-3

- 1 Dans une préface très éclairante, Jean Pavageau souligne d'emblée que « le vol de zébu, au même titre que le retournement des morts, est depuis toujours présenté comme une spécificité de la culture malgache, une pratique curieuse et exotique qui perdure encore de nos jours » (p. 7). Sa signification a cependant beaucoup évolué au fil du temps : de rituel de passage et d'affirmation identitaire à travers des affrontements entre jeunes d'un même clan, puis entre groupes rivaux, on est passé peu à peu à des préoccupations ou à de enjeux mercantiles et, plus récemment, à une forme de contestation du système politique impliquant à plusieurs niveaux l'appareil d'État.
- 2 L'enquête minutieuse menée par Henri Rasaomelina, professeur de sociologie à l'université de Fianarantsoa, nous conduit en pays Betsileo, dans la Haute-Matsiatra, à la fois berceau de nombreux royaumes et région traditionnellement très touchée par ce fléau. Trois grandes parties composent cet ouvrage. La première, prenant appui sur des données tant territoriales que socio-historiques, nous livre des éléments de contextualisation et insiste non sans raison sur le poids du lignage (*foko*) et sur l'importance, dans la réalité quotidienne des familles et des communautés villageoises, du rôle et de la place du bœuf le quel, comme le faisait déjà observer en 1938 le Père Dubois dans l'un de ses écrits, est « celui qui est la richesse de tous et que l'on chante sur tous les tons ; celui que l'on contemple sans se lasser, dont on connaît toutes les

particularités et pour qui la langue se met en frais de dénomination selon l'âge, la taille, la robe, les mouvements ; celui aussi dont on tire partie de toutes les manières » (p. 38).

- 3 Après cette mise en perspective, l'auteur se focalise sur le XIX^e siècle, brigandage et insécurité étant alors le lot commun, à l'exception de deux décennies d'accalmie entre 1860 et 1880. Tous ces soubresauts sont mis en relation avec les changements intervenus dans les rapports de force au sein de la monarchie merina, l'influence des missionnaires et les tensions avec la France devant être également prises en compte.
- 4 Les trois derniers chapitres mettent respectivement l'accent sur les pressions exercées par l'administration coloniale après l'annexion de la Grande Ile, sur la relative stabilité des années 1960 et sur l'actuelle recrudescence du phénomène, avec — sur fond d'insatisfaction, de frustration ou de malaise social — son cortège de coups et blessures, de trafic d'armes et de complicités...
- 5 Au terme de cette contribution bien documentée, il apparaît que la référence à un passé mythique, structuré autour de l'amour du prochain et de l'harmonie dans la parenté (*fihavanana*), doit être à bien des égards relativisée, la compréhension du « banditisme rural » et de sa figure emblématique (le *dahalo*) nécessitant une méthodologie adéquate.

AUTEURS

GILLES FERRÉOL

Université de Franche-Comté (LASA, laboratoire de socio-anthropologie)

SANTELLI Emmanuelle, *Grandir en banlieue. Parcours et devenir de jeunes Français d'origine maghrébine*

Paris, CIEMI, Collection Planète Migrations, 2007, pp. 300. ISBN : 978-2-916827-00-1

Julie Garnier

RÉFÉRENCE

SANTELLI Emmanuelle, *Grandir en banlieue. Parcours et devenir de jeunes Français d'origine maghrébine*, Paris, CIEMI, Collection Planète Migrations, 2007, pp. 300. ISBN : 978-2-916827-00-1

- 1 Dans ce livre, Emmanuelle Santelli, spécialiste des trajectoires des familles maghrébines en France, s'attèle à comprendre comment de jeunes français nés de parents maghrébins qui ont grandi dans un même quartier de banlieue, prennent place dans la société française. Alors que les événements récents de novembre 2005 relancent le débat sur les problèmes spécifiques des populations résidant dans ces quartiers, l'auteur se défend ici d'écrire un livre de plus sur les jeunes des banlieues. Loin de se satisfaire d'une explication déterministe, l'auteur cherche au contraire à produire un autre regard sur la réalité de l'ensemble de ces jeunes de banlieue, un regard complexe qui intègre l'hétérogénéité des destinées et refuse les présupposés. Dans ce cadre, le questionnement sociologique se trouve nécessairement décentré : Comment dans un même contexte résidentiel et à partir d'un passé similaire, se construisent des parcours d'entrée différents dans la vie adulte ? Que deviennent ces jeunes à l'âge adulte ? Et comment se déroule leur itinéraire professionnel ?
- 2 Pour éclairer cette réalité, l'auteur adopte une posture méthodologique originale croisant différentes techniques d'enquête : enquête par questionnaire, récits biographiques et entretiens. La population d'étude se compose de jeunes français, nés de parents maghrébins, âgés entre 20 et 30 ans au moment de l'enquête et ayant vécu

plus d'une dizaine d'années dans un même quartier de l'agglomération lyonnaise. Sur une cohorte de 473 jeunes, 200 jeunes ont été interrogés et 30 ont fait l'objet d'entretiens approfondis et répétés sur une année. Ce dispositif méthodologique permet non seulement de décrire exhaustivement les parcours de ces jeunes sans se cantonner aux plus visibles, ceux qui se réunissent généralement en bas des immeubles et qui sont perçus comme jeunes délinquants. Il permet aussi et surtout de dégager des typologies à l'intérieur d'une même population démontrant ainsi la diversité des trajectoires possibles. Quatre groupes de jeunes sont ainsi présentés dès l'introduction et font figure de cadre d'analyse : « les outsiders », « les self-made men », « les intellos précaires » et « les actifs stables ». L'analyse des trajectoires d'un groupe à l'autre se trouve par ailleurs renforcée d'une lecture comparée des parcours entre les jeunes français nés de parents maghrébins et les jeunes français nés de parents non-immigrés. Cette lecture comparée traitée à la fin de chaque partie est rendue possible par l'exploitation des résultats de l'enquête nationale « Étude de l'histoire familiale » conduite en 1999 par l'INED et l'INSEE.

- 3 L'ouvrage s'organise en quatre parties retraçant de manière chronologique le cheminement de ces jeunes. Ces parties sont enrichies d'encadrés méthodologiques et de remarques conclusives. Dans la première partie, l'auteur nous fait entrer de plein pied dans les parcours scolaires et les caractéristiques familiales de ces jeunes. Partant de données quantitatives, Emmanuelle Santelli met en exergue la forte proportion de ces jeunes issus d'un milieu populaire immigré à quitter l'école sans diplômes (34 % des jeunes habitant dans le quartier, 25 % sur l'ensemble des jeunes interrogés). Ces écarts notables de scolarité sont le résultat d'une conjonction de facteurs (absence d'intervention du milieu familial, faibles ressources financières, effets des pratiques discriminatoires en matière d'orientation) qui « se surajoutent à une situation peu favorable aux familles populaires et d'origine étrangère. » Aussi, si ces données n'apportent pas en soi d'éléments nouveaux sur le rôle de l'école, et du collège en particulier, dans le devenir professionnel de ces jeunes, l'analyse a le mérite de revenir sur les conditions de scolarisation et d'en décrire les effets sur l'estime de soi.
- 4 Dans la deuxième partie, l'auteur aborde une autre étape importante du cycle de vie de ces jeunes : l'entrée dans le monde du travail. L'analyse s'appuie sur une autre fraction de l'échantillon, ceux qui ne sont plus scolarisés au moment de l'enquête (soit 144 individus), et révèle une insertion professionnelle marquée par des processus de précarisation salariale et des formes de discriminations subies (concentration dans des emplois temporaires et non qualifiés). Pour autant, l'auteur relativise la thèse du déclassement social pour les jeunes actifs en particulier. Le statut professionnel comme le type de contrat de travail sont des indicateurs pertinents mais insuffisants pour rendre compte de leur situation professionnelle. L'auteur valide en ce sens la thèse de Robert Castel (2001)¹ : « Si les jeunes sont plus touchés par la précarité de l'emploi, ceci n'est pas lié à leur jeunesse, mais à leur qualité de nouveaux entrants sur le marché du travail, et donc au fait qu'ils sont davantage exposés au changement de régime du travail impulsé par les politiques d'entreprises à la recherche d'une plus grande compétitivité dans une économie mondialisée. (p. 162) » Dans cette perspective, les discriminations ethniques ne sont plus comprises comme une variable explicative indépendante, elles se surajoutent à leur statut de nouvel entrant. L'interprétation combinée en termes de genre, de relations interethniques et de complexification du marché du travail semble donc particulièrement heuristique pour saisir toutes les dimensions de la situation de précarité de ces jeunes. Concernant le genre, l'auteur souligne les points de

divergences. Si l'insertion professionnelle joue en faveur des femmes (« *elles réussissent mieux que les hommes*. » p. 84), à qualifications équivalentes, leurs conditions de travail demeurent difficiles et leurs positions professionnelles réduites. Enfin, la perspective biographique introduite dans le chapitre 3 affine l'analyse en considérant les marges de manœuvre de ces jeunes. De sorte que, même les plus vulnérables, ici le groupe « *d'outsiders* », sont capables de résistance. Seuls les moyens mobilisés diffèrent : engagement religieux pour les uns, ressources familiales pour les autres.

- 5 Dans la troisième partie, l'auteur éclaire les rapports que ces jeunes entretiennent dans le temps à leur quartier d'enfance. Pour tous, le quartier symbolise en effet un espace ambivalent de protection et de relégation, qui justifie leur projet de partir. Seulement, la réalisation de ce projet s'affirme inégalitaire. À ce titre, les « *outsiders* » qui sont les plus « *immobiles* » et les moins qualifiés sont aussi « *ceux qui ont le moins de probabilité de quitter le quartier*. » Si le lien entre une faible mobilité urbaine et l'expérience de la précarité a largement été démontré dans les recherches urbaines (voir notamment les travaux de L. Roulleau-Berger)², l'intérêt de cette perspective réside, à notre sens, dans l'attention qu'elle porte aux processus de socialisation dans et par l'espace. L'auteur démontre en effet que la mobilité résidentielle n'est pas un critère déterminant dans la relation au quartier. « *C'est l'absence d'autres alternatives qui maintiennent les jeunes "attachés" au quartier, car, quand aucune autre alternative n'est possible, tout leur mode de vie découle de leur appartenance au quartier*. » (p. 197) De sorte qu'on peut se distancier physiquement du quartier et y rester attaché socialement. Le quartier reste donc un marqueur identitaire fort pour ces jeunes. Il n'en demeure pas moins que la mise à distance géographique reste capitale en ce qu'elle leur permet de se départir d'une identité assignée. En somme, le mérite d'Emmanuelle Santelli est d'avoir su pointer la complexité temporelle et identitaire de ces interactions, traversées par des « *contradictions entre les groupes d'appartenance et les groupes de référence, et ce qui permet le passage de l'un et à l'autre*. » (p. 230)
- 6 Dans la dernière partie, l'auteur poursuit l'appréhension de ce que signifie grandir et quitter son quartier, en interrogeant les processus d'individualisation. Dans ce cadre, trois thématiques sont abordées : la décohabitation, la mise en couple et les relations avec les parents. Si les écarts de position entre les groupes de jeunes qui accèdent à l'individualisation sont ici moins prononcés, ils sont à l'inverse extrêmement forts entre les jeunes français nés de parents non immigrés et les jeunes français nés de parents immigrés. Les modes d'entrée dans la vie adulte des jeunes français d'origine maghrébine révèlent en effet une nette différence de comportements avec les autres jeunes de même âge (logique de sécurité affective et matérielle, trajectoires d'installation qui les rapprochent des jeunes français d'origine espagnole et les distinguent des autres jeunes français) ainsi que des décalages entre l'acquisition d'une indépendance financière et la capacité à affirmer son individualité. Trois attributs conjoints semblent dès lors nécessaire à l'amorce d'un processus d'individualisation réussi : l'emploi, le mariage, l'installation. En l'absence d'un de ces attributs, l'individualisation se trouve tout simplement « *bloquée* », reportée, irrésolue.
- 7 « *Grandir en banlieue* » découvre une autre réalité de la vie des jeunes de banlieue, une réalité complexe et non plus uniformisée. Son originalité tient tout autant à la qualité de son questionnement qu'à sa structure même. Le pari de l'auteur de tenir ensemble deux registres de questionnements - une interrogation sur les spécificités, les similitudes et les différences entre les parcours de jeunes - une interrogation sur

l'articulation des effets de la transformation du marché du travail et des discriminations socio-ethniques, acquiert son intelligibilité de la confrontation des données recueillies avec les caractéristiques socio-professionnelles de ces jeunes, l'histoire intergénérationnelle et la dimension du genre d'une part et d'autre part de la mise en perspective de la situation étudiée avec d'autres situations issues de la littérature sociologique (notamment les travaux de S. Beaud, de F. Dubet et de L. Chauvel)³. Une seule faute note, si tant est qu'elle en soit une, réside dans le choix de ne pas traiter indépendamment et plus longuement la question de la construction identitaire. Il nous semble en effet que cette question ouvre de nouvelles perspectives de recherche sur les processus et les formes de reconnaissance dans les sociétés contemporaines. Une thématique de plus en plus prégnante dans les recherches sociologiques actuelles sur les migrations internationales et les relations interethniques, qui, pourtant, ne fait pas l'objet, à ce jour, de développement théorique et critique conséquent⁴.

NOTES

1. Robert Castel, 2001, Les jeunes ont-ils un rapport spécifique au travail en France ?, in Laurence Roulleau-Berger, Madeleine Gauthier (dir.), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord*. La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.
2. Laurence Roulleau-Berger, 1999, *Le travail en friche. Les mondes de la « petite » production urbaine*. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube. Laurence Roulleau-Berger 1991, *La ville intervalle : jeunes entre centre et banlieue*. Paris, Méridiens Klincksiecks.
3. Stéphane Beaud, 2002, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris, La Découverte. François Dubet, 2003, *La galère. Jeunes en survie*. Paris, Fayard (1^e éd. 1987). Louis Chauvel, 2002, *Le destin des générations*. Paris, PUF (1^e éd. 1998).
4. À l'exception des travaux de Jean-Paul Payet et Alain Battagay (eds.), 2008, *La reconnaissance à l'épreuve. Explorations socio-anthropologiques*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

AUTEURS

JULIE GARNIER

Université de Poitiers, Migrinter